

STMG

COLLECTION PRISE DIRECTE

2^E ÉDITION

Économie

Première

Guide pédagogique

Isabelle Albert-Chaupart
Chantal Delaunay-Chevalier
Christophe Lecina
David Mancardi
Christine Marineau
Lydie Martins
Isabelle Munier

 **FOUCHER**

Du programme...

Ouverture de chapitre

Repères des notions et des objectifs du chapitre

THEME 1 : Quels sont les grandes questions économiques et leurs enjeux actuels ?

1 Production, répartition, dépenses

NOTIONS

- Les choix économiques, les besoins, les biens et les services, la rareté
- La production, la répartition
- Consommation et investissement

OBJECTIFS

- Identifier les différents besoins
- Analyser la raison d'être des entreprises
- Évaluer l'influence de l'activité économique sur l'organisation sociale

1 Peut-on considérer que les envies de Valérie sont sans limites ?

2 Identifiez les besoins qui correspondent aux éléments dans les pensées de Valérie.

Envies dans la tête de Valérie	Type de besoins
Lire un livre, aller au cinéma	Besoins de culture, de loisirs
Avoir une voiture, une carte de transport	
Boire une verre d'eau, manger un sandwich	
Avoir un ordinateur portable et un smartphone	
Acheter des chaussures	

17

Des documents de sensibilisation et des questions pour saisir le sens de l'étude du chapitre

Des questions pour mettre à jour ce que l'élève sait déjà

« J'analyse » : des mises en situation qui placent l'élève au cœur d'une réalité de l'économie

III. Comment les opérations économiques déterminent-elles une organisation sociale ?

J'analyse

A L'économie de marché repose sur trois fonctions principales...

Expert : Oui, c'est la répartition. La production crée de la richesse, elle est distribuée. L'économie de marché repose sur trois fonctions principales : la production, la répartition et la consommation. La production crée de la richesse, elle est distribuée. L'économie de marché repose sur trois fonctions principales : la production, la répartition et la consommation.

La répartition de la production détermine ainsi la répartition des richesses. Les agents économiques se répartissent les richesses produites. La répartition détermine ainsi la répartition des richesses. Les agents économiques se répartissent les richesses produites.

La dépense de consommation des ménages est égale à la valeur de la production. La dépense de consommation des ménages est égale à la valeur de la production. La dépense de consommation des ménages est égale à la valeur de la production.

Surfez dans la situation ? Les opérations de production et de répartition de deux couleurs différentes.

En quoi ces différentes opérations de production influent-elles sur l'organisation sociale ?

Grâce au CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) (CICE), les entreprises disposent de marges plus importantes. Ce crédit d'impôt doit être utilisé pour investir dans la qualité des produits, embaucher grâce à un coût de travail plus faible et augmenter de nouvelles parts de marché à l'export.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

Exemple avec une PME de 20 salariés (chiffres arrondis)

10 salariés	30 salariés
1 425 € brut/mois (équivalent à 2,2 € net/mois)	2 281 € brut/mois (équivalent à 2,2 € net/mois)
14 250 € brut/mois	22 810 € brut/mois
513 120 €	784 620 €

Total des salaires bruts sur 12 mois

Avec un crédit d'impôt équivalent à environ 6 % de la masse salariale brute, l'Etat rembourse :

L'embauche d'un salarié au SMIC

Cette somme peut permettre :

Un investissement en matériel

Surfez dans le document 30 les conséquences souhaitées du CICE pour les entreprises.

Quelles sont les conséquences positives attendues du CICE pour les entreprises ? Les conséquences négatives ?

Je construis le cours

III. Comment les opérations économiques déterminent-elles une organisation sociale ?

Quelles sont les trois fonctions principales de l'économie ?

Comment se répartissent les richesses produites ?

Comment ces fonctions économiques déterminent-elles l'organisation de la société ?

Cours

L'espace de la réponse à compléter par l'élève

ISBN 978-2-216-12726-9
Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992 - art. 40 et 41 et Code pénal - art. 425).
© Éditions Foucher, Malakoff 2014

« J'analyse » : des documents qui permettent à l'élève de construire une réponse argumentée

« Je construis le cours » : l'élève reformule les notions dans le cadre d'un raisonnement global

...à votre ouvrage

Entraînement

Entraînement

JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

VRAI/FAUX

Proposition	Vrai	Faux	Justification
1 L'économiste est appelé à « vendre des choix ».			
2 Un ménage n'est influencé que par son budget.			
3 Baisser les impôts n'a aucune influence directe sur la consommation.			
4 Les allocations chômage sont des dépenses financées par les cotisations sociales.			
5 Lorsque l'État augmente les transferts sociaux, l'état de la redistribution.			

EXERCICE

Sans moi, pas d'emplois et pas de richesses créées. Des salaires trop élevés sont une charge qui limite mes entreprises.



Sans consommation, alors pas de demande. Pour que j'ait mes produits ? Je n'ai rien à vendre, mes ventes chutent également.



Préparez des arguments pour aider ces deux acteurs économiques à débattre.

Chef d'entreprise	Consommateur

14 ■ Testez 2 - Quels sont ces échanges économiques et quels sont les acteurs ?

Économiste

Économiste

Analyser

- Comment peut-on expliquer que, bien que le travail soit payé, qu'il y ait suffisamment d'eau douce sur la planète pour les milliards d'être humains, l'eau soit un bien rare ?
- Pourquoi l'eau est-elle appelée « l'or bleu » ?
- Quelles conséquences peut avoir cette rareté de l'eau au niveau mondial ?

Argumenter

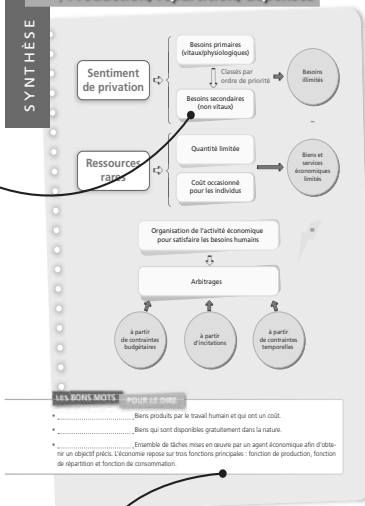
- Expliquez la phrase soulignée dans le document.

Des exercices pour réinvestir les notions vues en cours

« Je raisonne en économiste » sur un thème d'approfondissement en lien avec le chapitre

Synthèse

Production, répartition, dépenses



15 ■ Testez 2 - Quels sont ces échanges économiques et quels sont les acteurs ?

Les mots-clés du chapitre à retrouver grâce à leur définition

Fiches Outil

Fiche OUTIL 2

Fiche OUTIL 1

Fiche OUTIL 1

Répondre à une question sur un document

Répondre correctement à une question pose suppose de bien comprendre la question, de pointer dans le document le texte qui répond à la question et de reformuler la réponse. Les bons outils pour répondre à une question sont les outils de lecture, les outils de compréhension des informations, des stratégies à mettre en œuvre pour répondre à la question. Il s'agit d'appliquer les informations dans les outils pour répondre à la question.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

1. Repérer les différents termes de la question ou de la stratégie.

2. Lire attentivement le document et identifier les informations qui répondent à la question.

3. Répondre à la question en reformulant la réponse.

4. Vérifier la réponse en relisant la question et le document.

5. Répondre à la question en reformulant la réponse.

6. Répondre à la question en reformulant la réponse.

7. Répondre à la question en reformulant la réponse.

8. Répondre à la question en reformulant la réponse.

9. Répondre à la question en reformulant la réponse.

10. Répondre à la question en reformulant la réponse.

11. Répondre à la question en reformulant la réponse.

12. Répondre à la question en reformulant la réponse.

13. Répondre à la question en reformulant la réponse.

14. Répondre à la question en reformulant la réponse.

15. Répondre à la question en reformulant la réponse.

16. Répondre à la question en reformulant la réponse.

17. Répondre à la question en reformulant la réponse.

18. Répondre à la question en reformulant la réponse.

19. Répondre à la question en reformulant la réponse.

20. Répondre à la question en reformulant la réponse.

21. Répondre à la question en reformulant la réponse.

22. Répondre à la question en reformulant la réponse.

23. Répondre à la question en reformulant la réponse.

24. Répondre à la question en reformulant la réponse.

25. Répondre à la question en reformulant la réponse.

26. Répondre à la question en reformulant la réponse.

27. Répondre à la question en reformulant la réponse.

28. Répondre à la question en reformulant la réponse.

29. Répondre à la question en reformulant la réponse.

30. Répondre à la question en reformulant la réponse.

Des fiches outil pour acquérir les méthodes et les démarches caractéristiques de l'économie

Sommaire

Avant-propos	p. 09
--------------------	-------

Thème 1 : Quels sont les grandes questions économiques et leurs enjeux actuels ?

Introduction au chapitre 1	p. 11
Chapitre 1 Production, répartition, dépenses	p. 13
I. Quels sont les termes du problème économique ?	p. 14
II. Comment effectuer des choix économiques ?	p. 16
III. Comment les opérations économiques déterminent-elles une organisation sociale ?	p. 18
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 20-21
Synthèse	p. 22
Synthèse rédigée	p. 23
Introduction au chapitre 2	p. 27
Chapitre 2 L'activité économique et ses agents	p. 29
I. Quelles sont les grandes catégories d'agents économiques et leurs fonctions ?	p. 30
II. Pourquoi cette classification par fonctions est-elle trop restrictive ?	p. 32
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 34-35
Synthèse	p. 36
Synthèse rédigée	p. 37
Introduction au chapitre 3	p. 41
Chapitre 3 Les échanges économiques	p. 43
I. Sur quels éléments l'activité économique repose-t-elle ?	p. 44
II. Comment décrire les relations induites par les échanges entre agents économiques ?	p. 46
III. La monnaie est-elle nécessaire aux échanges ?	p. 48
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 50-51
Synthèse	p. 52
Synthèse rédigée	p. 53

Thème 2 : Comment se crée et se répartit la richesse ?

Introduction au chapitre 4	p. 57
Chapitre 4 Les facteurs de production et l'évolution des technologies	p. 59
I. Qu'est-ce que le capital ?	p. 60
II. Qu'est-ce que le travail ?	p. 62
III. Quels sont les autres facteurs de production ?	p. 64

Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 66-67
Synthèse	p. 68
Synthèse rédigée.....	p. 69
Introduction au chapitre 5	p. 73
Chapitre 5 La combinaison productive et l'évolution des technologies	p. 77
I. Comment l'entrepreneur choisit-il la combinaison productive ?	p. 78
II. Comment mesurer l'efficacité de la combinaison productive ?	p. 80
III. Comment utiliser les gains de productivité ?	p. 82
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 84-85
Synthèse	p. 86
Synthèse rédigée.....	p. 87
Introduction au chapitre 6	p. 91
Chapitre 6 La mesure de la production et ses limites	p. 93
I. Comment mesurer la richesse créée ?	p. 94
II. Le PIB est-il un indicateur pertinent pour mesurer la dynamique économique d'un pays ?	p. 96
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 98-99
Synthèse	p. 100
Synthèse rédigée.....	p. 101
Introduction au chapitre 7	p. 105
Chapitre 7 La dynamique de la répartition des revenus	p. 107
I. Quels sont les revenus primaires dont disposent les ménages ?	p. 108
II. Comment corriger les inégalités de revenus ?	p. 110
III. Quels sont les enjeux du partage de la valeur ajoutée ?	p. 112
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 114-115
Synthèse	p. 116
Synthèse rédigée.....	p. 117

Thème 3 : Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu ?

Introduction au chapitre 8	p. 121
Chapitre 8 L'arbitrage entre consommation et épargne	p. 125
I. Comment se fait l'arbitrage entre consommation et épargne ?	p. 126
III. Quels sont les déterminants économiques de la consommation des ménages ?	p. 128
III. Quels sont les déterminants sociologiques de la consommation des ménages ?	p. 130
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 132-133
Synthèse	p. 134
Synthèse rédigée.....	p. 135

Introduction au chapitre 9	p. 141
Chapitre 9 L'évolution du mode de consommation	p. 143
I. Comment analyser l'évolution du mode de consommation des ménages ?	p. 144
II. Comment la structure de la consommation évolue-t-elle et que traduit-elle ?	p. 146
III. Quels facteurs expliquent l'évolution de la structure de la consommation ?	p. 148
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 150-151
Synthèse	p. 152
Synthèse rédigée.....	p. 153

Thème 4 : Quels modes de financement de l'activité économique ?

Introduction au chapitre 10.....	p. 157
Chapitre 10 La situation financière des agents économiques.	p. 159
I. Quels sont les capacités et les besoins de financement ?	p. 160
II. Quelle peut être la situation financière d'un État ?	p. 162
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 164-165
Synthèse	p. 166
Synthèse rédigée.....	p. 167
Introduction au chapitre 11	p. 169
Chapitre 11 Les moyens de financement de l'activité économique	p. 171
I. Quel est le premier moyen pour une entreprise de financer ses investissements ?	p. 172
II. Quel est le rôle de la banque dans le financement de l'économie ?	p. 174
III. Quel est le rôle du marché dans le financement de l'économie ?	p. 176
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 178-179
Synthèse	p. 180
Synthèse rédigée.....	p. 181

Thème 5 : Les marchés des biens et des services sont-ils concurrentiels ?

Introduction au chapitre 12.....	p. 185
Chapitre 12 L'intensité de la concurrence sur les marchés	p. 187
I. Qu'est-ce qu'un marché concurrentiel ?	p. 188
II. Comment se forment les prix sur un marché concurrentiel ?	p. 190
III. Quels autres facteurs influencent les prix en situation de concurrence ?	p. 192
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 194-195
Synthèse	p. 196
Synthèse rédigée.....	p. 197

Introduction au chapitre 13.....	p. 201
Chapitre 13 Les moyens de réduire l'intensité concurrentielle ..	p. 203
I. Comment s'affranchir de la concurrence ?.....	p. 204
II. Quelles sont les formes de position dominante ?	p. 206
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 208-209
Synthèse	p. 210
Synthèse rédigée.....	p. 211

Thème 6 : L'État doit-il intervenir sur les marchés ?

Introduction au chapitre 14.....	p. 213
Chapitre 14 La légitimité d'une intervention de l'État	p. 215
I. Quelles fonctions fondamentales sont assurées par l'État ?	p. 216
II. L'État doit-il pallier les défaillances du marché ?	p. 218
III. L'État doit-il lutter contre les imperfections du marché ?.....	p. 220
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 222-223
Synthèse	p. 224
Synthèse rédigée.....	p. 225
Introduction au chapitre 15.....	p. 229
Chapitre 15 L'État acteur sur le marché des biens	
et des services	p. 231
I. Comment l'État régule-t-il les imperfections du marché ?	p. 232
II. Comment l'État intervient-il directement sur le marché	
des biens et des services ?	p. 234
Entraînement – Je raisonne en économiste	p. 236-237
Synthèse	p. 238
Synthèse rédigée.....	p. 239

Fiches outil

1. Répondre à une question sur un document	p. 243
2. Analyser un texte économique	p. 245
3. Calculer et interpréter des pourcentages	p. 247
4. Calculer et interpréter des variations.....	p. 249
5. Analyser un tableau statistique	p. 251
6. Analyser un graphique	p. 253
7. Argumenter en économie	p. 255
8. Rechercher une information économique	p. 257

Lexique.....	p. 259
---------------------	---------------

Avant-propos

LES RÉPONSES DE L'OUVRAGE AUX OBJECTIFS DU PROGRAMME

Le programme (extraits)	L'ouvrage
L'enseignement de l'économie poursuit un objectif général de compréhension du monde contemporain... apporter les connaissances économiques sollicitées par l'étude des sciences de gestion et du management ;	L'ouvrage est centré sur les concepts fondamentaux à acquérir en prenant appui sur des scènes caractéristiques de la vie économique et familière aux élèves.
- la connaissance des concepts et des mécanismes économiques, ainsi que la sensibilisation aux grands enjeux économiques et sociaux actuels doivent permettre à l'élève de devenir responsable de ses choix en tant que citoyen et en tant qu'acteur de la vie économique ;	Les situations concrètes proposées à l'étude sont porteuses de réflexion sur les différents rôles que l'élève est appelé à jouer dans la société : citoyen, travailleur, ménage consommateur... et sur les conséquences de ses choix.
- permettre l'acquisition des méthodes qui développent le sens de l'observation et la capacité d'analyse des phénomènes économiques, avec un souci de rigueur et d'objectivité.	Les fiches outil aident à acquérir des méthodes de travail. Le raisonnement économique est sollicité à chaque chapitre.
Extrait des indications complémentaires : Il est souvent possible de prendre appui sur les représentations et les pré-savoirs des élèves afin de les compléter et/ou les infirmer.	Chaque chapitre est introduit par une question qui permet aux élèves d'exprimer leurs représentations et à l'enseignant de repérer leurs acquis et leurs lacunes. De même, l'énoncé des situations à résoudre prévoit souvent une question qui permet à chaque élève de donner une explication de la situation dans laquelle on le place avant de la traiter à l'aide d'une documentation.

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES MIS EN ŒUVRE DANS L'OUVRAGE

Le programme	L'ouvrage
L'approche de la discipline sera ancrée sur l'observation et la compréhension des phénomènes réels. Elle sera nécessairement distincte d'une démarche purement académique, fondée sur la maîtrise d'un corpus théorique.	Chaque unité d'étude s'ouvre sur une analyse de situation, ancrée dans l'environnement de l'élève ou celui d'une organisation, qui lui permet d'analyser et de comprendre un phénomène économique. L'élève est mis en situation de recherche d'une réponse appuyée sur des faits et une analyse.
L'enseignement de l'économie constitue un enseignement dynamique qui prend son sens dans l'acquisition des mécanismes économiques fondamentaux... Extrait des indications complémentaires : La démarche technologique doit être privilégiée (utilisation d'une approche active prenant appui sur un objet d'étude concret) dans la mise en œuvre du cours. La phase d'observation, doit dans la mesure du possible, s'appuyer dans un premier temps sur des éléments tangibles, ancrés dans le réel et le quotidien de l'élève. Elle doit se poursuivre par une phase d'explication des notions et des mécanismes économiques.	Les méthodes qui mettent l'élève en situation d'activité intellectuelle forte sont variées et systématiquement sollicitées. - La méthode déductive : elle consiste à tirer une conséquence d'un fait, d'un principe ou d'une loi économique, etc., est largement sollicitée. - La méthode dialectique : il s'agit de faire jouer des variables dans des sens différents (thèse, antithèse, synthèse par exemple). - La méthode inductive : elle consiste à passer des exemples aux notions, des faits au principe ou à la loi économique, de l'observation au concept.
On attend que les élèves soient en mesure de : analyser ces informations au regard des notions économiques acquises ; organiser l'exposé écrit de ces informations ; avoir un regard critique sur les documents porteurs d'informations ; développer une argumentation économique structurée en mobilisant des connaissances. Il convient par ailleurs de souligner que la maîtrise de la langue écrite est une métacompétence fondamentale...	Le raisonnement économique est travaillé à chaque heure de cours et lors des activités consacrées aux travaux dirigés dans le « je raisonne en économiste ». L'écrit est sollicité en permanence : lors de l'analyse des situations et documents, lors de l'élaboration de la synthèse à retenir, lors des applications.

MODE D'EMPLOI DU GUIDE PÉDAGOGIQUE

L'analyse didactique de la séance

Pour chaque chapitre, une page d'introduction présente le programme, le sens de l'étude puis les principes pédagogiques mis en œuvre dans l'ouvrage de l'élève. Elle attire l'attention sur les difficultés que peuvent rencontrer les élèves et constituer autant d'obstacles à l'apprentissage ou sur l'importance de telle ou telle notion. Elle donne enfin une liste de sites à consulter éventuellement.

Les indications complémentaires du programme attirent l'attention sur la nécessité de partir des représentations des élèves. Les représentations sont le savoir spontané des élèves. Favoriser l'expression des représentations, c'est considérer que l'apprentissage ne se substitue pas à un vide, que chaque élève possède une explication de la situation dans laquelle on le place. La confrontation des représentations des élèves permet à chacun de se décentrer en considérant qu'autrui pense différemment de lui. C'est encore le conduire à argumenter, à proposer des situations qui confirment ou infirment ses représentations.

L'analyse des représentations permet à l'enseignant de caractériser les obstacles auxquels les élèves se heurtent. En fonction de la nature des obstacles identifiés, l'enseignant va adapter la progression du travail. On peut donc les utiliser ainsi : les mettre en évidence en début de chapitre. En conserver la trace. Puis, reposer la même question en fin de chapitre pour faire mesurer à la classe le chemin parcouru : comment les représentations ont-elles évolué ? La réalisation d'une carte mentale peut être facilitée par le recours à un logiciel gratuit, Xmind.¹

Le corrigé de la pochette élève

Retrouvez le corrigé de l'ensemble des questions de l'ouvrage.

La synthèse rédigée

À la fin du chapitre, nous vous proposons une synthèse rédigée complète, enrichie de nouveaux exemples, qui peut être utilisée de diverses manières, suivant le niveau de la classe ou la méthode pédagogique choisie par le professeur :

- utilisée seulement par le professeur ;
- distribuée aux élèves en fin d'étude du chapitre, (après simplification éventuelle par le professeur) puisque les élèves ont au préalable construit les notions essentielles ;
- explicitée en classe à la fin de l'étude du chapitre après simplification éventuelle par le professeur, soit au vidéoprojecteur, soit sur papier avec éventuellement des plages à compléter...

1. <http://xmindportable.softonic.fr/> ; aller sur eduscol pour obtenir « premiers pas avec Xmind »

1

Production, répartition, dépenses

PROGRAMME

I. Quels sont les grandes questions économiques et leurs enjeux actuels ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités de l'étude
I.1. Production, répartition, dépenses	<ul style="list-style-type: none">• Les choix économiques, les besoins, les biens et les services, la rareté.• La production.• Les formes de la répartition.• Les dépenses de consommation, d'investissement.	<p>Le problème économique consiste, pour des individus et des groupes, à hiérarchiser leurs besoins, puis à effectuer des arbitrages entre ces besoins sous la contrainte de leurs ressources disponibles. Les questions de la production (quoi produire et en quelle quantité ?), de la répartition des richesses et des choix de dépenses déterminent une organisation sociale.</p> <p>La notion de rareté peut être traitée en relation avec les enjeux des marchés internationaux de minerais, ou les tensions sur les terres agricoles. La problématique du manque d'offre face à une augmentation de la demande, en particulier du fait des pays émergents, permet d'étudier la notion de rareté sous un aspect géopolitique.</p>

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

Évoquer la notion de contextualisation « à partir de problèmes économiques contemporains ».

I. Quels sont les termes du problème économique ?

Il s'agit pour les élèves de comprendre en quoi consiste le problème économique. Ils doivent comprendre qu'il s'agit d'un problème complexe : comment font les individus pour choisir les besoins qu'ils vont satisfaire alors que ces besoins sont illimités et que les ressources pour les satisfaire, elles, ne le sont pas.

II. Comment effectuer des choix économiques ?

Cette partie doit mettre l'accent sur deux notions importantes : d'une part, les choix économiques qui doivent nécessairement être effectués pour satisfaire les besoins illimités des individus à partir de ressources, et d'autre part, ces choix se font en tenant compte de contraintes comme le budget. En période de crise, les incitations émanant de l'État revêtent également une grande importance.

III. Comment les opérations économiques influencent-elles une organisation sociale ?

L'activité économique est à l'origine d'une organisation sociale. Il s'agit de mettre en évidence les choix économiques opérés et leurs conséquences sur l'organisation sociale : ainsi produire plus de services que de biens a des répercussions sur la formation, sur la consommation, sur la vie quotidienne... La crise actuelle nécessite de nouveaux choix et induisent des modifications dans l'organisation sociale du pays.

LIMITES ET DIFFICULTÉS

I. Quels sont les termes du problème économique ?

C'est le démarrage du premier thème. Même si certains élèves ont quelques connaissances, compte tenu de leur inscription en enseignement d'exploration en classe de seconde, il est souhaitable d'avoir une démarche progressive, qui permettra de présenter les différentes notions pas à pas.

On peut assez facilement prendre appui sur le vécu des élèves, leurs besoins sont largement multiples et facilement réutilisables dans le cadre de nos enseignements.

II. Comment effectuer des choix économiques ?

La limite principale de cette unité est celle de la contrainte budgétaire. D'autres facteurs peuvent être sources de contrainte, mais le programme insiste surtout sur les éléments budgétaires des agents économiques. On le comprendra aisément en cette période de rigueur économique. Les incitations sont plus faciles à appréhender.

III. Comment les opérations économiques déterminent-elles une organisation sociale ?

Difficile de faire découvrir aussi tôt la notion d'investissement sans avoir vu l'agent économique entreprise.

Attention à ne pas développer au niveau des agents économiques car il s'agit de la partie suivante.

SITOGRAFIE

Sites institutionnels

www.insee.fr : classification Insee des secteurs institutionnels

http://www.minefe.gouv.fr/directions_services/cedef/index.htm : Le Cedef : Centre de documentation économie-finances

<http://www.recherche.gouv.fr/cid55667/doubler-les-logements-pour-les-etudiants-d-ici-2020.html> : programme du gouvernement en faveur du logement étudiant.

Vidéos

Dr CAC sur France 5 : émission de vulgarisation de l'économie, 4 minutes tous les jours à 20 h 20 sur France 5 ; Pourquoi l'or flambe-t-il ? http://www.dailymotion.com/video/xm93x2_dr-cac-court-mercredi-09-11-2011_news

C dans l'air : La jeunesse achète de l'or, environ 3 minutes. http://www.dailymotion.com/video/xkgrdt_la-jeunesse-achete-de-l-or-c-dans-l-air-reportage-avec-bernard-maris-et-nicolas-bouzou_news

TF1 news : Logements étudiants : la course folle, environ 1 minute.

http://www.wat.tv/video/logements-etudiants-course-folle-Idjb4_2exyh_.html

Allo finance : Vous avez dit « bulle » ? 1 min 25 <http://www.youtube.com/watch?v=kN8Lky3WXp0>

1

Production, répartition, dépenses

NOTIONS

- Les choix économiques, les besoins, les biens et les services, la rareté
- La production, la répartition
- Consommation et investissement

OBJECTIFS

- Identifier les différents besoins
- Analyser la raison d'arbitrages sous contrainte
- Évaluer l'influence de l'activité économique sur l'organisation sociale



- 1 Peut-on considérer que les envies de Valérie sont sans limites ?

Les besoins sont, par nature, illimités : Valérie aura toujours de nouvelles envies.

- 2 Identifiez les besoins qui correspondent aux éléments dans les pensées de Valérie.

Envies dans la tête de Valérie	Type de besoins
Lire un livre, aller en Asie, au cinéma	Besoin de culture, de loisirs
Avoir une voiture, une carte de transport	Besoin de se déplacer, d'indépendance
Boire un verre d'eau, manger un sandwich	Besoin de se désaltérer, de se nourrir
Avoir un ordinateur portable et un smartphone	Besoin de communiquer, de loisirs
Acheter des chaussures	Besoin de se vêtir, besoin de reconnaissance sociale

I. Quels sont les termes du problème économique ?

J'analyse

A Les individus doivent concilier des besoins illimités...



Situation 1

Valérie a été acceptée à l'IUT, dans une région voisine de celle où elle réside. Elle fait la liste des incontournables de la rentrée tout en faisant son footing : **fournitures, un nouveau sac** et des **provisions alimentaires** pour démarrer la rentrée sereinement. Elle se dit aussi qu'il va falloir s'inscrire dans une auto-école pour passer **son permis**, envisager l'achat d'**une voiture** et **s'assurer**. Sans compter les **livres**, à moins de pouvoir les trouver à la bibliothèque universitaire...

Doc. 1

Besoin : Exigence née d'un sentiment de manque, de privation de quelque chose qui est nécessaire à la vie organique [...]. Sentiment de privation qui porte à désirer ce dont on croit manquer.

1 Quels sont les moyens à la disposition de Valérie pour satisfaire ses différents besoins ?

Besoins à satisfaire	Moyens pour satisfaire ce besoin dans la situation
Avoir un lieu où habiter et dormir	Louer un appartement auprès d'un particulier ou d'une agence
Se cultiver, étudier	Acheter des livres, s'abonner à la bibliothèque
Être protégée des risques éventuels	Assurer sa voiture, avoir une mutuelle
Être autonome et mobile	S'inscrire dans une auto-école, acheter une voiture
Pouvoir prendre note de ses cours correctement	Acheter des fournitures
Boire	Acheter une boisson énergétique
Se nourrir	Disposer du lieu et du matériel pour cuisiner
Respirer, se détendre	Partir en vacances, prendre des cours de yoga

2 Peut-on considérer que tous les besoins de Valérie sont équivalents ? Distinguez besoins vitaux et besoins secondaires. Certains sont vitaux (boire, manger, se loger, se vêtir), c'est-à-dire que leur satisfaction est indispensable à la vie ; d'autres sont secondaires, c'est-à-dire que leur satisfaction répond à des besoins non vitaux (avoir une voiture, porter des vêtements de marque).

3 Comment Valérie décidera-t-elle quels besoins satisfaire en premier ?

Elle va devoir classer ces besoins par ordre d'importance ou, de préférence, les hiérarchiser.

B ... et des ressources rares

Situation 2

Valérie s'arrête pour reprendre son souffle et boire à la fontaine du parc, repère quelques mûres qui comblent sa gourmandise. Elle se réjouit d'habiter cet endroit où elle peut suivre le cursus qui l'intéresse et respirer un air pas trop pollué.

Doc. 2

C'est parce que les biens sont rares que la science économique existe. La rareté permet aussi de définir un bien économique (c'est un bien rare), par opposition à un bien non économique (l'air par exemple), qui existe en quantité illimitée. Un tel bien, disponible sans effort, est appelé bien libre.

4 Classez les différents biens des situations 1 et 2 en biens libres ou en biens économiques.

Biens libres	Biens économiques
Eau de la fontaine, mûres, air.	Fournitures, sac, provisions alimentaires, leçons de conduite, voiture, assurance, livres.

Situation 3

La priorité de Valérie est de se loger : elle cherche dans les petites annonces sur Internet, elle contacte le Crous et des agences immobilières, mais elle se rend compte rapidement qu'il va être difficile de trouver le studio de ses rêves.

Doc. 3

L'économie se donne pour but d'étudier la façon dont l'homme vivant en société peut utiliser et allouer au mieux des ressources rares, c'est-à-dire disponibles en quantité limitée, que ces ressources soient directement issues de la nature ou résultent de l'activité humaine. Sans rareté, la science économique n'aurait pas d'objet : si toutes les ressources – minerais, terre, travail, biens et services de tous types – abondaient dans la nature sans aucune restriction, ou pouvaient être produites sans aucun coût, le gaspillage serait sans conséquence et sa réduction, inutile.

<http://catalogue.polytechnique.fr>

Doc. 4

Surfaces minuscules, loyers hors de prix... Les étudiants n'ont plus que quelques semaines pour trouver un toit. Un parcours du combattant. Dernière épreuve pour les candidats admis au bac : trouver un toit dans les villes universitaires. Colocations, résidences, foyers, HLM... Les places sont rares, chères, et les postulants nombreux. Près de 1,5 million d'étudiants chercheraient un logement

à chaque rentrée universitaire, selon la Confédération étudiante. Or les solutions de logement réservées aux jeunes ne comblent pas la demande, même si le gouvernement promet d'y remédier. [...] Faute d'un parc public suffisant, les jeunes se reportent vers le privé, ce qui plombe leurs budgets déjà marqués par une précarité grandissante.

© Alexia Eychenne, Lexpansion.com, 11 juillet 2011

5 Pourquoi peut-on dire que les logements étudiants sont rares ? Ils existent en quantité limitée. Les besoins en logements (1,5 million) pour étudiants sont supérieurs aux logements disponibles.

6 Que faudrait-il faire pour satisfaire l'ensemble des besoins en logements étudiants ?

Il faudrait construire davantage de logements étudiants, prévoir des dispositifs pour faciliter la location dans le parc privé.

7 Quelles conséquences cette rareté entraîne-t-elle ? Augmentation des loyers, réduction du budget des étudiants, précarité...

Je construis le cours

I. Quels sont les termes du problème économique ?

• Quelles sont les grandes familles de besoins ?

On distingue les besoins vitaux (« primaires » ou « physiologiques »), et ceux qui sont « secondaires » (ou « de confort »).

Un sentiment de privation, réel ou ressenti, signale généralement un besoin.

• En quoi l'idée de rareté permet-elle de définir l'activité économique ?

Face aux besoins illimités, les biens sont rares ou limités. Il faut donc, avec peu de biens, satisfaire le plus de besoins possible. L'économie s'intéresse donc à la façon dont les hommes s'organisent pour satisfaire leurs besoins dans un monde de rareté des ressources.

II. Comment effectuer des choix économiques ?

J'analyse

A Les agents économiques doivent faire des arbitrages

Situation 4

Durant le mois de juillet, Valérie a effectué plusieurs démarches en vue de se trouver un logement pour la rentrée de septembre :

- au Crous on lui a demandé de rappeler en septembre (« il y aura peut-être des logements disponibles en cité U, mais nous ne pouvons pas vous le garantir pour le moment ») ;
- via les petites annonces de particuliers, elle a trouvé un studio bien placé mais il faudrait qu'elle travaille durant les vacances et les week-ends pour payer le loyer demandé ;
- une agence immobilière lui propose un magnifique 3 pièces en colocation, mais il lui faut trouver des colocataires.

Doc. 5

Gary Becker a montré que le consommateur avait tendance à arbitrer entre les produits non seulement en fonction de leur prix mais également des gains de temps permis par l'usage de ces produits. Le temps est ainsi introduit sous l'angle d'une contrainte. Considéré comme une ressource rare qui s'impose au même titre que le revenu, le temps devient indissociable de la décision d'achat. En effet, la décision de consommer un montant déterminé de marchandises requiert qu'un certain montant de temps minimum soit alloué aux individus. Toutefois ceux-ci peuvent dépenser plus de temps dans une activité s'ils le désirent.

- 1 À partir de la situation 4, identifiez les arbitrages (les choix) que Valérie va devoir faire.

Acteurs	Besoins	Contraintes	Arbitrages à réaliser
Crous	Chambre en cité U	Aucun logement disponible en juillet	Prendre le risque d'attendre ou choisir un autre logement
Particuliers (propriétaires)	Studio	Travailler pour payer le loyer demandé	Sacrifier son temps libre pour travailler
Agence immobilière	3 pièces en colocation	Pas de logement individuel	Partager un logement ou pas

- 2 Surlignez dans le document 5 les contraintes qui limitent les possibilités de choix des individus.

- 3 Pourquoi les individus doivent-ils faire des choix ? Comme les ressources sont rares, on ne peut pas tout obtenir ; il faut donc faire un choix et renoncer aux autres choix possibles.

B Ces arbitrages sont fonction du budget et des incitations

Situation 5

Valérie prévoit une augmentation de sa bourse de 5 %, elle espère que ses parents lui donneront 300 € par mois. Selon le type de logement qu'elle occupera, elle pourra ou non toucher une aide au logement. GIFI, un magasin ouvert 7 jours sur 7, lui propose un contrat étudiant à 500 € par mois pour travailler tous les samedis et tous les dimanches.

Doc. 6

Quand les économistes étudient le comportement des individus ou celui des entreprises, ils s'intéressent en priorité à leurs incitations. Ces incitations sont parfois faciles à identifier. Si l'on augmente le nombre des cours nécessaires pour obtenir un master, les incitations des étudiants à aller au-delà de la licence diminueront. Mais la situation peut être moins claire. Par exemple, des automobiles plus sûres peuvent inciter leurs conducteurs à conduire plus vite. Bien identifier les incitations et les « désincitations » à agir dans un sens ou un autre est l'une des premières choses que doit faire un économiste quand il veut comprendre les choix d'un individu ou d'une entreprise. Les décideurs réagissent aux incitations ; celles-ci sont importantes pour comprendre les choix effectués.

Principes d'économie moderne, J. Stiglitz, C. Walsh, J.-D. Lafay, 2007 (3^e éd.)

- 4 Quel rôle jouent ces incitations en économie ? Elles influencent les acteurs dans leurs choix. Connaître les incitations permet aux économistes de mieux comprendre les choix effectués, voire de les anticiper.
- 5 Repérez les incitations qui peuvent influencer Valérie dans ses choix. Si sa bourse augmente et que ses parents lui donnent de l'argent, si elle touche des aides au logement, elle n'aura pas besoin de travailler ou pourra choisir un appartement plus grand.

Doc. 7

Confrontés à un environnement incertain, les ménages rechignent à puiser dans leur épargne et la consommation stagne alors qu'elle progressait encore sur un rythme proche de 2 % l'an au milieu des années 2000. Les achats de biens, qui représentent la moitié de la dépense totale de consommation des ménages, ont fait du surplace en juillet-août et s'inscrivent en repli de 0,1 % sur un an. Cette relative résistance s'explique en grande partie par les dépenses dites contraintes (incompressibles) liées au logement, au transport ou aux assurances obligatoires. En panne depuis le début de la crise, la consommation des ménages français restera pénalisée en 2014 par une troisième année consécutive de pouvoir d'achat en berne, qui transforme en profondeur les comportements de dépenses.

www.capital.fr, Prisma Media, 27 septembre 2013



- 6 Qu'est-ce qui influence les dépenses des ménages ? Les ménages dépensent en fonction de la hiérarchie de leurs besoins, en fonction de leurs salaires, en fonction des prix et de leurs dépenses incompressibles.
- 7 Quelles dépenses sont jugées importantes par les ménages ? Qu'en est-il pour vous ? Téléphonie mobile, assurance, logement, transport, alimentation, loisirs...
- 8 Quelles contraintes vont déterminer le choix de Valérie ? Contraintes budgétaires : ses revenus (bourse, aide de ses parents, aide au logement, salaire éventuel) et ses dépenses (loyer, alimentation, équipement, loisirs...). Contraintes temporelles : sacrifier du temps libre pour travailler et subvenir à ses besoins.

Je construis le cours

II. Comment effectuer des choix économiques ?

- Comment les agents hiérarchisent-ils leurs besoins ? Les agents classent leurs besoins en fonction de leurs contraintes, de leurs priorités, de l'impératif (notion objective) au superflu (notion plus subjective).
- Comment les agents économiques réalisent-ils les arbitrages ? Les agents économiques arbitrent en tenant compte des contraintes temporelles et budgétaires (budget disponible et prix des biens et des services) : obtenir un bien se fait souvent au détriment d'un autre bien. Les choix économiques résultent de ces arbitrages.
- Qu'est-ce qu'une contrainte budgétaire ? C'est le revenu dont dispose le consommateur, qui lui permet d'acheter des biens et des services.
- Existe-t-il d'autres contraintes que le budget ? Les contraintes temporelles influencent les choix des agents économiques.
- Quel est le rôle des incitations ? Les incitations influencent les choix des agents au même titre que les contraintes. Connaître les incitations permet aux économistes de mieux comprendre les choix effectués, voire de les anticiper.
- Donnez des exemples d'incitations. Bénéficier d'une aide au logement incite les étudiants à poursuivre leurs études ; des voitures très sûres poussent les automobilistes à conduire plus vite.

III. Comment les opérations économiques déterminent-elles une organisation sociale ?

J'analyse

A L'économie de marché repose sur trois fonctions principales...

Situation 6

Ce matin d'octobre, Valérie se prépare pour partir en cours en écoutant la radio.

Journaliste : D'où vient la richesse d'un pays ?

Expert : De la **production** d'abord. Dans une économie, l'activité productive des entreprises et des administrations donne naissance à des biens et à des services qui s'échangent sur un marché.

Journaliste : Ces biens et ces services génèrent donc des revenus ?

Expert : Oui, c'est la **répartition**. La production vendue génère des revenus (salaires, bénéfices, dividendes) que se répartissent les agents ayant participé à la production.

Journaliste : Mais on paie des impôts qui viennent en déduction de ce revenu ?

Expert : C'est vrai. Ces prélèvements sont en partie redistribués par l'État sous forme d'allocations, de subventions.



Doc. 8

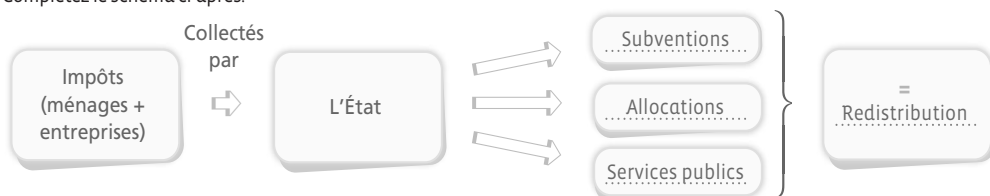
La réalisation de la production donne ainsi naissance à une distribution de revenus. Les agents bénéficiaires des revenus distribués achètent alors la production présente sur le marché.

Jean-Baptiste Say (1767-1832)

Doc. 9

La **dépense** de consommation des ménages est égale à la valeur de leurs dépenses en biens et en services de consommation. L'investissement est l'opération réalisée par un agent économique consistant à obtenir des biens de production.

- 1 Surlignez les trois grandes opérations économiques évoquées dans la situation 6 et le document 9.
- 2 Comment la production de biens et de services peut-elle être source de richesses ? Les biens et les services produits sont vendus sur le marché, leur vente entraîne la réalisation de profits.
- 3 Justifiez le fait que la répartition des richesses créées par les entreprises ne concerne pas que l'entreprise elle-même. L'entreprise répartit la richesse créée sur l'ensemble des agents qui ont contribué à la création de cette richesse. Elle ne conserve que la part des bénéfices non distribués aux autres agents.
- 4 Complétez le schéma ci-après.



- 5 À partir du document 9, précisez dans le tableau la distinction entre investissement et consommation finale.

	Investissement	Consommation finale
Achat d'ordinateurs par une entreprise	X	
Intervention d'un plombier chez un étudiant	X	X
Rénovation d'un lycée par la région	X	
Achats pour la rentrée par une famille		X

- 6 Rédigez une phrase qui permette d'expliquer le lien entre production, répartition et consommation et investissement. La production crée de la richesse distribuée sous forme de revenus, qui permettent de consommer et d'investir.

Situation 7

Dans le bus, Valérie parcourt les titres du journal local : « Le Havre à 1 h 15 de Paris : **Le projet de la ligne à grande vitesse** Paris-Normandie favorisera l'accès à l'espace portuaire pour les marchandises ainsi que l'accès à la mer pour le week-end. 100 000 emplois à la clé... » ; « Les **smart-phones** stars de Noël : 2 millions de ventes sont prévues ! L'accès à l'information et la communication en temps réel

se généralise. » ; « Aéronautique : Airbus annonce un record de production d'avions de ligne pour cette année, qui va permettre une distribution de dividendes plus importants aux actionnaires, mais des salaires qui n'augmenteront pas cette année pour les salariés. » ; « Le taux de TVA passe de 19,6 % à 20 %... »

7 Surlignez dans la situation 7 les opérations de production et de répartition de deux couleurs différentes.

8 En quoi ces différentes opérations de production influent-elles sur l'organisation sociale ?

La création d'une nouvelle ligne ferroviaire nécessite des investissements importants, qui vont permettre de créer des emplois et des échanges économiques. Les dividendes augmentent le pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires.

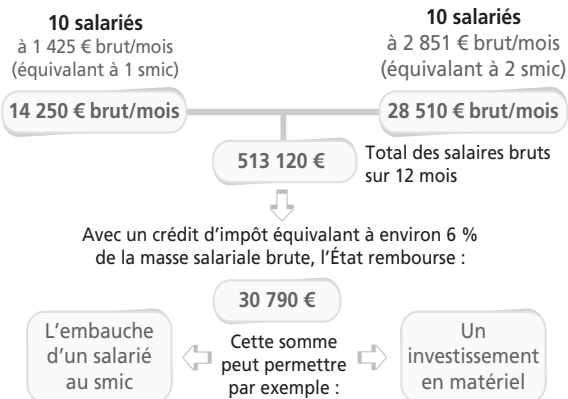
Doc. 10

Grâce au CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, financé par l'État), les entreprises disposent de marges plus importantes. Ce ballon d'oxygène doit être utilisé pour **investir** dans la qualité des produits, **embaucher** grâce à un coût du travail plus faible et **reconquérir** de nouvelles parts de marché à l'export.

www.economie.gouv.fr, 2013

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

Exemple avec une PME de 20 salariés (chiffres arrondis)



9 Surlignez dans le document 10 les conséquences souhaitées du CICE pour les entreprises.

10 Quelles sont les conséquences positives attendues du CICE pour les ménages ? Les conséquences négatives ?

L'objectif est d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages, grâce aux embauches par les entreprises. Cette hausse des impôts pourra fragiliser les ménages et faire baisser leur pouvoir d'achat.

Je construis le cours

III. Comment les opérations économiques déterminent-elles une organisation sociale ?

- Quelles sont les trois fonctions principales de l'économie ? 1 - La production de biens et de services ; 2 - La dépense : consommation et investissement ; 3 - La répartition des richesses créées.
- Quel lien peut-on faire entre ces trois fonctions principales ? La richesse créée est répartie par l'entreprise et par l'État entre les agents économiques, qui réalisent des dépenses de consommation et d'investissement.
- Comment ces fonctions économiques déterminent-elles l'organisation de la société ? L'évolution de la production modifie les emplois, leur répartition sur le territoire, le pouvoir d'achat des ménages et les investissements des entreprises.

Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	L'économie est appelée « science des choix ».	X		Elle permet d'apporter des réponses à la rareté des ressources et aux besoins illimités.
2	Un ménage n'est influencé que par son budget.		X	D'autres incitations existent : le temps dont il dispose, les aides de l'État, ses coups de cœur.
3	Baisser les impôts n'a aucune influence directe sur la consommation.		X	Le pouvoir d'achat devient alors plus important et la consommation pourra être augmentée.
4	Les allocations chômage sont des dépenses financées par les cotisations salariales.	X		C'est le principe de la redistribution : collecter des cotisations pour les reverser en cas de besoin.
5	Lorsque l'État augmente les fonctionnaires, il fait de la redistribution.	X		En effet, l'État répartit alors différemment ses ressources.

EXERCICE

Sans moi, pas d'emplois et pas de richesses créées. Des salaires trop élevés sont une charge qui limite mes embauches.



Sans consommation, alors pas de demande, pour qui allez-vous produire ? Si mon salaire stagne, vos ventes stagneront également.



Proposez des arguments pour aider ces deux acteurs économiques à débattre.

Chef d'entreprise	Consommateur
Emplois = embauches pour produire	Consommation = demande soutenue aux entreprises
Production = richesses créées	Demande soutenue = plus de production
Richesses créées = répartition possible	Plus de production = embauches nécessaires
Répartition = salaires + impôts + dividendes aux actionnaires	Embauches = distribution de salaires en plus
Davantage de salaires = + consommation et richesses créées	Plus de salaires = hausse de la consommation

JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

Doc.

» L'eau, source de vie

La pénurie d'eau affecte véritablement tous les continents. Près de 1,2 milliard de personnes, soit presque un cinquième de la population mondiale, vivent dans une zone où l'eau fait physiquement défaut et 500 millions de personnes sont menacées du même sort. 1,6 million de personnes supplémentaires, soit presque un quart de la population mondiale, sont confrontées à une pénurie d'eau de type économique (les pays ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour utiliser l'eau des rivières et des nappes phréatiques). La pénurie d'eau fait partie des problèmes principaux auxquels de nombreuses sociétés et le monde dans son ensemble sont confrontés au XXI^e siècle. La consommation d'eau a augmenté plus de deux fois plus rapidement que la population au cours du siècle dernier et, bien qu'il n'y ait pas de pénurie d'eau mondiale en tant que telle, un nombre croissant de régions subissent un manque d'eau récurrent. La pénurie d'eau est un phénomène à la fois naturel et d'origine humaine. Il y a suffisamment d'eau douce sur la planète

pour six milliards d'êtres humains, mais sa répartition est inégale et trop d'eau est gâchée, polluée et gérée de façon non durable.

La pénurie d'eau touche actuellement près de 700 millions de personnes dans 43 pays. En 2025, 1,8 milliard de personnes vivront dans des pays ou régions touchés par une pénurie d'eau complète et les deux tiers de la population mondiale pourraient vivre dans des conditions de stress hydrique.

Selon le scénario actuel sur le changement climatique, près de la moitié de la population de la planète vivra dans des régions soumises à un fort stress hydrique d'ici à 2030, dont entre 75 millions et 250 millions de personnes en Afrique. De plus, la pénurie d'eau dans certaines régions arides et semi-arides poussera entre 24 et 700 millions de personnes à se déplacer. L'Afrique subsaharienne est la région qui abrite le plus grand nombre de pays soumis au stress hydrique.

www.un.org, 2013

» Analyser



Fiche outil 1 : Répondre à une question sur un document

- 1 Comment peut-on expliquer que, bien que le texte précise « qu'il y ait suffisamment d'eau douce sur la planète pour six milliards d'êtres humains », l'eau soit un bien rare ?

La rareté de l'eau dépend des zones géographiques mondiales : certains pays souffrent de stress hydrique, d'autres ont de l'eau en abondance. De plus, les ressources hydriques sont souvent mal gérées, gaspillées ou polluées.

- 2 Pourquoi l'eau est-elle appelée « l'or bleu » ?

L'or est un métal précieux rare et dont le prix est élevé. Dans le futur, de vastes zones géographiques souffriront de pénurie d'eau et en puiser (ou s'en procurer) coûtera excessivement cher, tout comme l'or.

- 3 Quelles conséquences peut avoir cette rareté de l'eau au niveau mondial ?

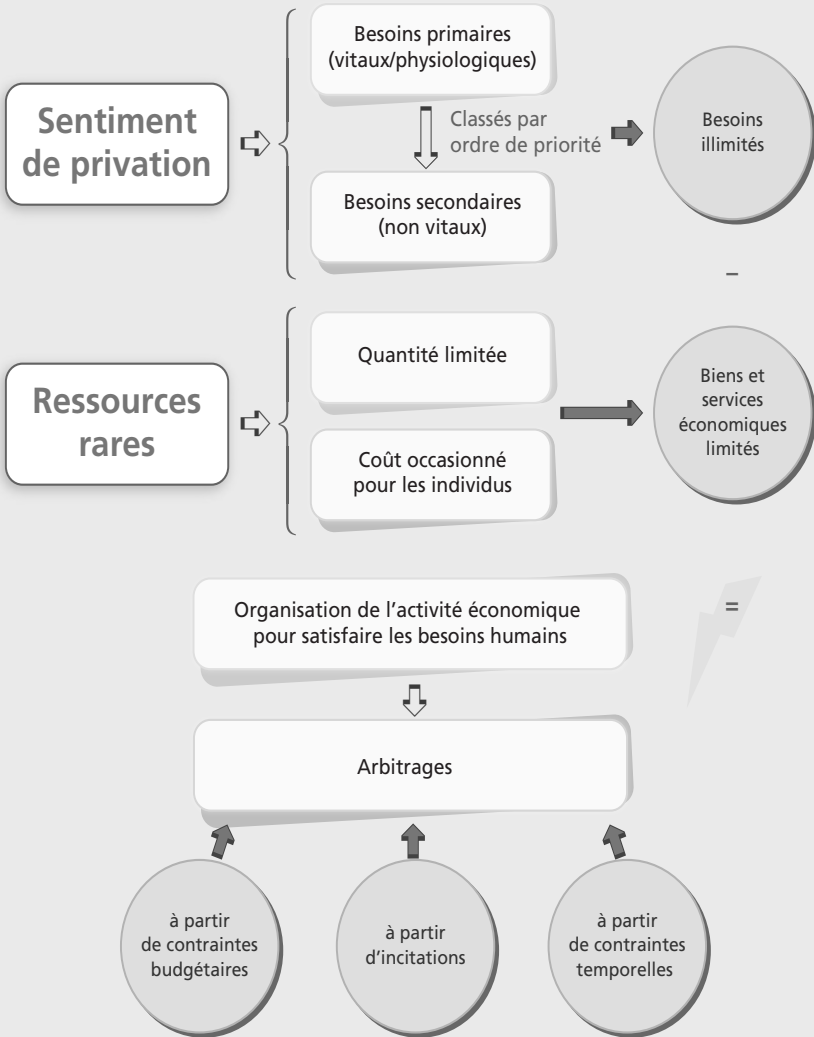
Des déséquilibres s'installent, induisant des déplacements de populations et potentiellement des situations extrêmes de famines et de guerres pour garder la propriété de l'eau.

» Argumenter

- 4 Expliquez la phrase soulignée dans le document.

Une pénurie de type économique signifie que certains pays possèdent des richesses naturelles en eau (nappes phréatiques ou accès à la mer) mais ne disposent pas des moyens nécessaires pour y accéder.

Production, répartition, dépenses



LES BONNS MOTS POUR LE DIRE

- **Biens économiques** : Biens produits par le travail humain et qui ont un coût.
- **Biens libres** : Biens qui sont disponibles gratuitement dans la nature.
- **Fonctions économiques** : Ensemble de tâches mises en œuvre par un agent économique afin d'obtenir un objectif précis. L'économie repose sur trois fonctions principales : fonction de production, fonction de répartition et fonction de consommation.

I. Quels sont les termes du problème économique ?

A. Les individus doivent concilier des besoins illimités...

Plusieurs questions peuvent être posées pour délimiter le champ des besoins étudiés :

- Quelles sont les grandes familles de besoins ?

On distinguera les besoins qui sont vitaux (« primaires » ou « physiologiques »), et ceux qui sont secondaires (ou « de luxe »).

- Qu'est-ce qui déclenche le besoin ?

C'est la privation réelle ou le sentiment de privation qui déclenche un besoin. À l'origine, cette privation était un stimulus naturel chez l'individu. La mercatique influence désormais largement ce processus.

- Comment hiérarchiser ses besoins ?

En les classant par ordre de priorité, depuis les besoins impératifs (notion objective) jusqu'au désir du superflu (notion plus subjective).

B. ... et des ressources rares

À la différence d'un bien libre, tous les biens ne sont pas disponibles en quantité illimitée et gratuitement. L'individu doit donc faire des choix et mettre en place une activité économique pour satisfaire ses besoins.

- Qu'est-ce qu'un bien économique ?

Pour qu'un bien soit considéré comme un bien « économique », il faut :

- qu'il permette de satisfaire les besoins ;
- qu'il soit rare, qu'il existe en quantité limitée ;
- qu'il soit produit par le travail humain.

On peut classer les biens économiques : biens matériels et immatériels, biens de consommation et de production, biens durables et non durables, biens publics et biens privés...

- Pourquoi les biens économiques sont-ils rares ?

Ils n'existent pas en quantité illimitée. Il faut les produire avec des facteurs de production également rares (travail, capital, ressources naturelles).

- En quoi l'idée de rareté permet-elle de définir l'activité économique ?

La lutte contre la rareté est la préoccupation première des agents économiques car les besoins sont illimités et les biens limités. Si les ressources et les biens étaient en quantité illimitée, les problèmes économiques n'existeraient pas : chacun serait en mesure de satisfaire tous ses besoins et ses désirs. Mais les biens sont rares ou limités. Il faut, avec peu de biens, satisfaire le plus de besoins possible. L'économie s'intéresse donc à la façon dont les hommes s'organisent pour satisfaire leurs besoins dans un monde de rareté des ressources.

II. Comment effectuer des choix économiques ?

A. Les agents économiques doivent faire des arbitrages

- Comment les agents hiérarchisent-ils leurs besoins ?

Les besoins sont illimités, les biens existent en quantité limitée, donc les agents vont devoir choisir quels besoins satisfaire en premier.

Les agents classent la satisfaction de leurs besoins en fonction de contraintes et de leur intérêt personnel. La subjectivité influence parfois les choix censés être rationnels (ex. : attendre de finir sa partie de jeu vidéo pour aller dormir, bien qu'on ait sommeil).

- Comment les agents économiques vont-ils réaliser des arbitrages ?

Les agents économiques réalisent des arbitrages en tenant compte des contraintes temporelles et budgétaires : obtenir un bien se fait souvent au détriment d'un autre bien. Les choix économiques résultent de ces arbitrages.

B. Ces arbitrages sont fonction du budget et des incitations

- Qu'est-ce qu'une contrainte budgétaire ?

- Le consommateur ne peut satisfaire ses désirs au-delà des ressources financières dont il dispose, c'est-à-dire son revenu, qui lui permet d'acheter des biens et des services dont les prix sont inférieurs à son revenu. Il choisit en fonction de son budget quel bien acheter, il peut aussi choisir d'épargner pour consommer plus tard.

- Le producteur (l'entreprise) investit en fonction de son budget et choisit quel bien produire et en quelle quantité.

- L'État a un budget limité et doit faire un choix entre les dépenses (éducation, infrastructures, justice...) en fonction de ses recettes.

- Existe-t-il d'autres contraintes que le budget ?

Les contraintes temporelles influencent les choix des agents économiques, tout comme leurs préférences personnelles (pour le consommateur par exemple). Un dicton populaire dit d'ailleurs « le temps, c'est de l'argent » !

- Quel est le rôle des incitations ?

Les incitations (allocations, etc.) influencent les acteurs dans leurs choix. Connaître les incitations permet aux économistes de mieux comprendre les choix effectués, voire de les anticiper.

III. Comment les opérations économiques déterminent-elles une organisation sociale ?

A. L'économie de marché repose sur trois fonctions principales...

- Quelles sont les trois fonctions principales de l'économie ?

- La production : il faut déterminer quels biens produire et en quelle quantité pour satisfaire au mieux les besoins.

- La répartition : il faut déterminer comment partager la richesse créée entre tous les acteurs qui ont participé à la production.

- La dépense (consommation et investissement) : il faut déterminer quels biens acheter, quels investissements réaliser.
- L'économie cherche à répondre à quatre questions principales.
- Quels sont les biens à produire et en quelle quantité ?
- Comment se répartit la richesse issue de la production ?
- Quels sont les éléments qui déterminent les dépenses de consommation ?
- Quels sont les éléments qui déterminent les dépenses d'investissement ?

B. ... qui déterminent l'organisation sociale

- Quel lien peut-on identifier entre la production, la redistribution et la consommation ?

La production permet de créer de la richesse, cette richesse est distribuée sous forme de revenus, qui vont conditionner des emplois et des salaires versés, qui à leur tour vont être dépensés sous forme de biens et de services ou investis par les entreprises. Les choix économiques façonnent la société.

La production crée des emplois, modifie des qualifications, influence l'implantation géographique de la population.

Les produits et services vendus peuvent modifier les modes de vie : TGV, appareils numériques favorisent la communication entre les hommes.

La répartition peut favoriser la justice sociale ou les hauts revenus. En privilégiant une catégorie (actionnaires) par rapport à une autre (salariés) elle met en évidence le modèle de réussite sociale : la richesse est plus enviable que le travail.

2 L'activité économique et ses agents

PROGRAMME

I. Quelles sont les grandes questions économiques et leurs enjeux actuels ?

Thème	Notions	Contexte et finalités de l'étude
I.2. Les agents économiques	• Les différents agents économiques et leur fonction principale.	Les acteurs économiques, en cumulant plusieurs fonctions (entrepreneurs individuels et ménages, banques et assurance, associations parapubliques...), sont difficilement réductibles aux « secteurs institutionnels » définis par la comptabilité nationale. <i>L'étude des agents doit permettre d'aller au-delà des définitions pour mesurer le réel impact des fonctions économiques sur la vie des individus.</i>

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

Il s'agit de contextualiser « à partir de problèmes économiques contemporains ».

I. Quelles sont les grandes catégories d'agents économiques et leurs fonctions ?

L'objectif de cette partie est de présenter de façon précise les agents économiques, lesquels sont identifiables par leur fonction principale.

Cette classification permet d'expliquer aux élèves que, pour comprendre l'économie, il faut simplifier la réalité ; on classe les individus dans des catégories d'agents économiques pour pouvoir les étudier. Sans cette classification, il serait impossible d'étudier les relations de milliards d'individus et de millions d'organisations.

Nous avons choisi d'insister davantage sur la notion d'association parapublique car c'est une notion complexe et nouvelle dans le programme.

II. Pourquoi cette classification par fonctions est-elle trop restrictive ?

La présentation des différents agents économiques ne peut se réduire à une simple classification en fonction de leurs fonctions principales. Le programme précise qu'il faut également prendre en compte le fait que ces agents peuvent parfois cumuler plusieurs fonctions complémentaires.

Les propositions pédagogiques permettront de comprendre « l'impact des fonctions économiques sur la vie des individus ». L'emploi et la notion de développement durable sont deux notions qui mettent en valeur cette influence réciproque de l'activité économique des agents économiques.

CONSEILS

I. Quelles sont les grandes catégories d'agents et leurs fonctions ?

Il faut s'attacher à faire la distinction entre administration publique et association parapublique, qui sont deux notions très proches.

Il convient de ne pas se disperser en parlant systématiquement des fonctions secondaires des agents économiques, il faut centrer le propos sur les fonctions essentielles.

II. Pourquoi cette classification par fonctions est-elle trop restrictive ?

Le cœur de l'analyse concerne les agents économiques et leurs fonctions principales. Il faut donc veiller à ne pas présenter de façon trop exhaustive les fonctions cumulatives de ces agents, pour se donner le temps d'abord plus en détail les interactions entre agents économiques et leurs conséquences sur la vie des individus.

Nous avons choisi de ne présenter les fonctions cumulatives que pour deux agents (les ménages et les institutions financières).

SITOGRAFIE

www.insee.fr : Classification Insee en secteurs institutionnels

www.ademe.fr : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

• Site sur l'entrepreneur individuel

<http://www.entrepreneur-individuel.fr/>

• Sites de banques qui proposent des abonnements de téléphonie mobile

<https://www.cic.fr/fr/banques/particuliers/votre-mobile/index.html>

<https://www.creditmutuel.fr/cmcee/fr/banques/particuliers/telephone-mobile/index.html>

• Sites d'organisations parapubliques

www.ratp.fr

www.sncf.com

www.edf.com

www.francetelecom.com

www.gdfsuez.com

www.laposte.fr

• Sites d'associations parapubliques

<http://www.apce.com/>

<http://www.provence-pad.com/>

• Sites concernant l'influence du consommateur sur le développement durable

www.developpementdurable.gouv.fr

www.lemarchecitoyen.net/?gclid=CJ6mlcDCs6wCFdQOfAodLWQJyw

www.consommerdurable.com

www.consoglobe.com

• Reportage TV

Dr CAC sur France 5 : émission de vulgarisation de l'économie, quatre minutes tous les jours à 20 h 20 sur France 5

<http://www.france5.fr/et-vous/France-5-et-vous/Les-programmes/LE-MAG-N-40-2011/articles/p-14029-Dr-Cac.htm>

2

L'activité économique et ses agents

NOTIONS

- Agent économique
- Fonction économique

OBJECTIFS

- Identifier les grandes catégories d'agents économiques
- Caractériser leurs fonctions principales

Je voudrais changer de travail, je vais aller à Pôle emploi.

Je vais passer à la banque demain.

J'aimerais faire du foot à la rentrée dans une association.



L'économie s'intéresse aux individus, aux groupes, qu'elle qualifie d'agents économiques. Certains agents économiques consomment des biens et des services pour satisfaire leurs besoins, d'autres produisent pour satisfaire ces besoins et faire du profit, d'autres encore vont permettre le financement des machines nécessaires à la production. Les besoins peuvent également être satisfaits par la production de services non marchands d'agents économiques privés ou publics. Tous ces agents réalisent des opérations économiques les mettant en relation les uns avec les autres.

- 1 Surlignez dans le texte les caractéristiques des agents économiques.
- 2 Dans le tableau, récapitulez les différents acteurs économiques du dessin et les agents économiques correspondants.

Place dans le dessin	Les acteurs économiques concernés	Les agents économiques
Sur le canapé	La famille	Ménage
Le père	Pôle emploi	Agent économique public
La mère	La banque	Banque
Le fils	L'association de foot	Agent économique privé

- 3 Qu'est-ce qu'un « agent » économique ?

Un agent économique est un acteur économique qui remplit une fonction économique particulière, et qui échange avec d'autres agents économiques.

I. Quelles sont les grandes catégories d'agents économiques et leurs fonctions ?

J'analyse

A On distingue plusieurs agents économiques...



Situation 1

Grâce à des amis communs, Samuel a rencontré Lucie et ils se fréquentent maintenant depuis un an. Ils décident de louer ensemble un appartement via une agence immobilière et d'ouvrir un compte commun dans leur banque. Ils ont aussi repéré de nouveaux meubles chez Déco-meubles, qu'ils payeront avec un crédit à la consommation. Samuel par ailleurs s'interroge sur sa vie professionnelle : il songe à créer sa propre activité, en tant qu'entrepreneur individuel.

- 1 Relevez les acteurs de cette situation et précisez la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Les acteurs de la situation	Catégories d'agents économiques
Samuel et Lucie, célibataires puis en couple	Ménages
Agence immobilière	Entreprises
Décomeubles	Entreprises
Banque de Samuel et Lucie	Institutions financières

Doc. 1

Une entreprise individuelle est la propriété exclusive d'une personne physique. L'entrepreneur exerce son activité sans avoir créé de personne juridique distincte. Les différentes formes d'entreprises individuelles sont : commerçant, artisan, profession libérale, agriculteur. [...]. Les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent.

- 2 À partir du document 1, repérez et expliquez les deux critères juridiques qui font que l'entreprise individuelle de Samuel sera qualifiée de « ménage ». La propriété exclusive d'une personne physique : l'entreprise n'est la propriété que d'une seule personne, il n'y a ni associés ni actionnaires. Pas de personne juridique distincte : le patrimoine est confondu avec celui de l'entrepreneur.

Situation 2

Un an plus tard, ils attendent un heureux événement. Il faut préparer la chambre du bébé, s'équiper en matériel de puériculture... Lucie est suivie à l'hôpital pour sa grossesse, tout est pris en charge par la Sécurité sociale ; elle va, de plus, toucher une aide de la Caisse d'allocations familiales, la Paje. Soucieuse du bon déroulement de sa grossesse, elle décide de varier son alimentation en consommant notamment plus de fruits exotiques, importés d'Afrique.

Doc. 2

La prime à la naissance de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) est une prime versée en fin de grossesse pour faire face aux dépenses liées à la naissance d'un d'enfant et à son entretien.

Doc. 3

Le reste du monde regroupe les agents économiques étrangers en relation économique avec la France.

- 3 Surlignez les nouveaux agents économiques qui interviennent dans la situation 2.
- 4 À quelle catégorie ces agents appartiennent-ils ? Administration (agent économique public) : hôpital, Sécurité sociale, CAF ; reste du monde : Afrique.
- 5 Pourquoi Lucie doit-elle faire appel au reste du monde ? Les fruits exotiques doivent être importés.

B ... qui assurent différentes fonctions

Situation 3

Lucie constate un manque d'information et de relations pour les jeunes mamans dans sa commune, elle décide de créer une association pour les informer. Elle s'interroge sur la gestion et les possibilités de financement de ces organisations.

Doc. 4

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) regroupent l'ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages.

Les associations remplissent plusieurs rôles dans la société étant donné la diversité des motivations qui animent ceux qui en sont à l'origine. [...] On peut distinguer quatre grandes fonctions remplies par les associations : partage d'un loisir entre membres, défense des intérêts des membres, rôle caritatif, humanitaire, expression, diffusion et promotion d'idées ou d'œuvres.

www.insee.fr

Doc. 5

À l'initiative des pouvoirs publics, des associations parapubliques sont créées et chargées d'effectuer des tâches normalement assumées par l'administration. Ainsi de nombreuses communes ont-elles créé des associations paramunicipales, en charge de pans entiers de la politique mise en place par la municipalité. Trois critères doivent être réunis pour pouvoir parler d'association parapublique : décision publique, financement essentiellement public et mission de service public.

d'après www.vie-publique.fr

- 6 Qu'est-ce qu'un service non marchand ? Citez deux exemples à partir de la situation et de votre expérience.

Services rendus par les administrations publiques et les associations, sans recherche de profit. Dans la situation : information des jeunes mamans, apprendre un sport, soutien scolaire...

- 7 Surlignez dans le document 4 la catégorie économique à laquelle appartiennent les associations.

- 8 Quel est le rôle des associations dans notre société ? Donnez des exemples.

Rôles	Exemples
Partage d'un loisir	Associations sportives, de joueurs d'échecs...
Défense des intérêts des membres	Association de consommateurs, de parents d'élèves...
Rôle caritatif, humanitaire	Cours de rattrapage scolaire, Les Restos du cœur, associations d'aide au développement, aide médicale comme Médecins du monde...
Expression, diffusion et promotion d'idées ou d'œuvres	Amnesty International, partis politiques, créations artistiques (théâtres, salles de concerts...)...

- 9 Pourquoi Lucie aurait-elle intérêt à créer une association parapublique ? Elle pourrait obtenir un financement public de son association, puisqu'elle va remplir une mission d'information qui devrait normalement être assurée par la municipalité.

Je construis le cours

I. Quelles sont les grandes catégories d'agents économiques et leurs fonctions ?

- Quels sont les six agents économiques ? Quelle est leur fonction principale ?

Ménages (dont les entreprises individuelles) → Consommer. Les entreprises → Produire des biens et services marchands. Les institutions financières → Financer l'activité économique. Les administrations publiques → Produire des services publics non marchands. Les ISBLM (administrations privées) → Produire des services privés non marchands. Le reste du monde → Importer/Exporter des biens et services.

- Selon quel critère les économistes ont-ils créé les différentes catégories d'agents économiques ?

Les agents d'une même catégorie ont le même comportement (similitude du comportement).

II. Pourquoi cette classification par fonctions est-elle trop restrictive ?

J'analyse

A Certains agents cumulent plusieurs fonctions économiques...

Situation 4

Pour se consacrer davantage à son enfant et gérer son temps plus librement, Samuel envisage de quitter son travail salarié pour créer une entreprise de services à la personne. Il choisit de créer une entreprise individuelle, domiciliée dans la nouvelle maison qu'il vient d'acheter avec Lucie grâce au prêt accordé par leur banque. La banque propose d'assurer aussi son entreprise, ce que Samuel trouve très pratique.

Doc. 6



1 Montrez que Samuel cumule plusieurs fonctions en tant qu'agent économique. Samuel cumule les fonctions de consommateur en tant que ménage (meubles, courses pour le bébé...) et de producteur de services en tant qu'entrepreneur.

2 Expliquez pourquoi la banque du couple (document 6) propose aussi des assurances.

C'est un moyen de proposer à ses clients des produits et services autres que la gestion de compte et les prêts. La banque fidélise ainsi ses clients et se procure des ressources supplémentaires.

B ... qui ont un impact sur la vie des individus

Doc. 7

Inauguré en mai 2010, le Centre Pompidou-Metz, frère aîné du Louvre-Lens, peut se prévaloir d'une forte fréquentation et de retombées économiques positives dans la région. Mais il reste unique en son genre. Les recettes touristiques induites ont été estimées par la ville de Metz à 70 millions d'euros environ pour la première année, comme l'investissement de départ. Le secteur de l'hôtellerie s'est réjoui avec des nuitées en progression, les visiteurs du musée allant ensuite découvrir la ville, et la plupart des commerçants ont fait une belle année. L'aménagement urbain a également bénéficié d'une hausse des investissements privés, notamment dans le

quartier de l'Amphithéâtre, proche du Centre. Un ensemble de phénomènes connus comme « l'effet Bilbao » : la ville change d'image, inspire la confiance et aspire l'argent. De quoi reconforter Lens, qui a arraché son Louvre face à cinq autres candidates, Amiens, Arras, Boulogne-sur-Mer, Calais et Valenciennes. Mais, comme le rappelle Thierry Jean, adjoint au maire de Metz chargé du développement économique, l'ensemble des investissements publics autour du Centre Pompidou s'élève à près de 250 millions d'euros, et le vrai bilan ne pourra être fait que dans plusieurs années.

© Laurent Martinet, L'express.fr, 4 décembre 2012

3 Qu'est-ce qui justifie l'ouverture par l'État d'un nouveau musée dans une ville en région ?

Dans le cadre de la politique de décentralisation, il s'agit de diffuser la culture et de générer aussi des retombées économiques positives dans la région.

4 Quelles sont les conséquences positives escomptées par la ville de Metz au niveau économique ?

Augmentation de la fréquentation des hôtels, aménagements de la ville, changement de l'image de la ville pour attirer des recettes financières liées au tourisme en augmentation. Augmentation de l'emploi également dans la ville et ses alentours. Décentralisation des responsabilités financières également.

La consommation durable n'échappe pas aux grandes tendances sociologiques du moment. Le client recentre désormais ses préoccupations sur son cercle rapproché, l'environnement s'éloigne de ses priorités de consommation. [...] « Le consommateur fait moins confiance aux autres acteurs de la société pour agir sur le développement durable, il compte plus que jamais sur l'individu », analyse Gilles Degroote, dirigeant d'Ethicity. [...] La santé passe en tête des critères d'achat de produits responsables à 36 %, soit 3 % de progression en un an, loin devant l'environnement. [...]

Autre tendance récente, l'attrance du consommateur pour des produits locaux semble s'accélérer. Plus de la moitié

des sondés relie la consommation durable à la fabrication locale. Ils souhaitent en priorité connaître l'origine des matières premières et le lieu de fabrication sur les étiquettes des produits. Comble, la proximité devient même le premier critère de choix dans l'achat de produits équitables, dont les zones de production sont pourtant lointaines. Cette évolution commence à influencer les entreprises.

Les distributeurs de produits équitables Alter-Eco et Ethiquable viennent de sortir leurs premières gammes produites en France. Il y a quelques semaines, c'est Danone qui lançait sa campagne marketing sur son approvisionnement régional en lait (« Noseleurveursetvous.com »).

M. Quiret, Lesechos.fr, 31 mars 2011

- 5 Expliquez la phrase soulignée dans le document 8. L'environnement n'est plus la motivation principale du consommateur, qui souhaite aussi protéger sa santé et privilégie les produits locaux.
- 6 Pourquoi les consommateurs souhaitent-ils être informés sur la provenance des produits ? Comment se procurent-ils l'information ? C'est un moyen pour s'assurer de la sécurité des produits consommés. Les étiquettes donnent des renseignements sur le lieu de production et l'origine des produits consommés.
- 7 Démontrez que la consommation peut aussi être un acte citoyen. La consommation qui privilégie les produits locaux, les produits du commerce équitable, les produits bio... permet de limiter l'impact négatif sur l'environnement et influence favorablement les choix des producteurs. C'est aussi un soutien à l'emploi local.

Situation 5

Samuel a créé son entreprise depuis maintenant plus de deux ans. Il a réussi à bien s'implanter dans sa région, notamment grâce au soutien de sa banque. Il a trouvé un nouvel associé, embauché deux personnes, et a pu investir dans du matériel à la pointe de la technologie. Il a tissé des liens forts avec ses fournisseurs.

- 8 Quelles ont été les répercussions positives sur l'ensemble de l'activité économique du crédit accordé à Samuel par sa banque ? Le crédit accordé lui a permis de créer son entreprise et de produire. Il a aussi pu s'agrandir avec un nouvel associé, embaucher par la suite des salariés, tout en investissant dans du matériel nouveau. Un échange entre agents économiques a été rendu possible.

Je construis le cours

II. Pourquoi cette classification par fonctions est-elle trop restrictive ?

- Quelles fonctions économiques les ménages et les institutions financières peuvent-ils cumuler ?

Les ménages consomment et peuvent aussi produire en tant qu'entrepreneurs individuels. Les institutions financières financent l'économie et proposent des assurances, qui garantissent un paiement en cas de réalisation d'un risque.

- Quels sont les impacts des agents économiques sur la vie des individus ?

Les aides de l'État permettent le soutien économique de villes ou de régions, mais aussi des ménages. La production des entreprises permet la création d'emplois grâce aux embauches nécessaires. La consommation des ménages contribue à l'activité économique, mais influence aussi les choix de production des entreprises. Les banques, en finançant les projets des agents économiques, contribuent au développement de l'activité économique.

Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	Un flux monétaire est systématiquement échangé contre un flux réel.		X	On peut échanger un bien contre un autre bien (c'est le système du troc).
2	Une allocation chômage versée par Pôle emploi est considérée comme une production de services non marchands.	X		C'est une somme financée par l'État dans le cadre de sa fonction économique principale.
3	Les parents de Mathias lui achètent un scooter pour ses 20 ans, on peut considérer qu'ils « consomment » au sens économique du terme.	X		C'est un ménage, dont la fonction principale est bien la consommation de biens et de services marchands.
4	Isabelle est vendeuse, elle épargne une part de son salaire, paye des impôts et part en vacances à l'étranger. Elle contribue à l'activité économique de son pays.	X		Isabelle, par son travail et sa consommation, participe au circuit de l'activité économique.
5	Un entrepreneur individuel verra toutes ses activités enregistrées dans la catégorie d'agent économique « entreprise ».		X	Une entreprise individuelle est juridiquement confondue avec son créateur : on considère que c'est un agent économique « ménage ».

EXERCICE

Doc. 1

« Pour assouvir nos besoins en avions, automobiles ou téléphones portables, nous consommons aujourd'hui cinq fois plus de matières minérales que nos arrière-grands-parents. Résultat : en imaginant que nous limitions au niveau de 2008 la production minière mondiale, la quantité de ressources minérales extraites entre 2008 et 2050 dépassera ce qui aura été produit depuis l'aube de l'humanité jusqu'en 2008 ! »

www.lesechos.fr

Doc. 2

Une canette met cinquante ans (on lit parfois cent voire plus) pour se décomposer. La recycler évite de la laisser rouiller n'importe où. [...] Les métaux les plus couramment recyclés sont l'aluminium et l'acier, mais tous les métaux sont recyclables indéfiniment, à 100 %, et sans perdre leurs propriétés. [...] Le métal est ensuite reconditionné sous forme de bobines, de barres ou de fils.

www.consoglobe.com

Doc. 3



Pourquoi le recyclage des métaux est-il devenu une nécessité ?

Les quantités consommées de métaux sont telles qu'il faut recycler pour compenser la rareté de ces matières premières, et pour pouvoir poursuivre la production et répondre à la demande.

JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

Doc.

» La « taxe Nutella » sur l'huile de palme, encore une obsession française

[...] En France, six groupes agroalimentaires ont conclu une « alliance » visant à assurer l'importation en France d'huile de palme produite de façon « durable ». De leur côté, les sénateurs français du groupe écologiste ont l'intention de défendre à nouveau le projet de « taxe Nutella », que l'on croyait enterré en 2012. Le projet de « taxe Nutella » verra-t-il prochainement le jour, cette fois pour des motifs environnementaux ?

Les palmiers à huile ne poussant pas sous nos latitudes, la totalité de l'huile de palme consommée en France et en Europe est importée. L'éventuelle taxe devrait donc être appliquée aux frontières. Il n'échappe à personne que les taxes aux frontières relèvent des compétences de l'Union européenne (UE) et ne peuvent être individualisées par pays

membre de l'UE. Il n'y a plus de droits de douane français mais des droits de douane européens : les seuls ajustements aux frontières laissés à la liberté des États membres de l'UE sont les ajustements des taxes domestiques comme la TVA, dont le niveau diffère selon les pays.

Pourquoi alors une telle insistance à désigner l'huile de palme comme un poison sanitaire et une calamité environnementale ? Il y a dans les débats autour de la « taxe Nutella » beaucoup d'ardeur politique à flatter l'opinion, convaincue que l'huile de palme est dangereuse pour la santé et l'environnement, contre l'avis de la plupart des industriels européens, qui l'importent massivement depuis plus de cinquante ans. [...] Les problèmes environnementaux sont certes plus spécifiques à l'huile de palme, qui détruit sans doute davantage de biodiversité et crée plus de pollution atmosphérique que n'importe quel autre oléagineux.

Tancrède Voituriez, www.latribune.fr, 4 septembre 2013

» Analyser



Fiche outil 2 : Analyser un texte économique

1 À partir du document, identifiez le rôle de chaque acteur dans l'économie ? Justifiez par un exemple.

Acteurs	Rôle des acteurs	Exemple
Groupes alimentaires, importateurs d'huile de palme	Production de biens privés marchands	Importation d'huile de palme pour la production de la Nutella et d'autres produits alimentaires.
Pouvoir législatif	Régulation du marché	Lois concernant les produits nocifs
L'Union européenne	Mise en place de règles en Europe	Taxes imposées à tous les pays en UE
Associations écologistes	Défense de l'environnement	Actions pour informer les consommateurs
Ménages	Consommateurs de produits	En fonction du degré d'information et d'implication, choix de consommer ces produits ou pas.

2 En quoi les décisions prises par l'État peuvent-elles influencer la consommation des ménages ?

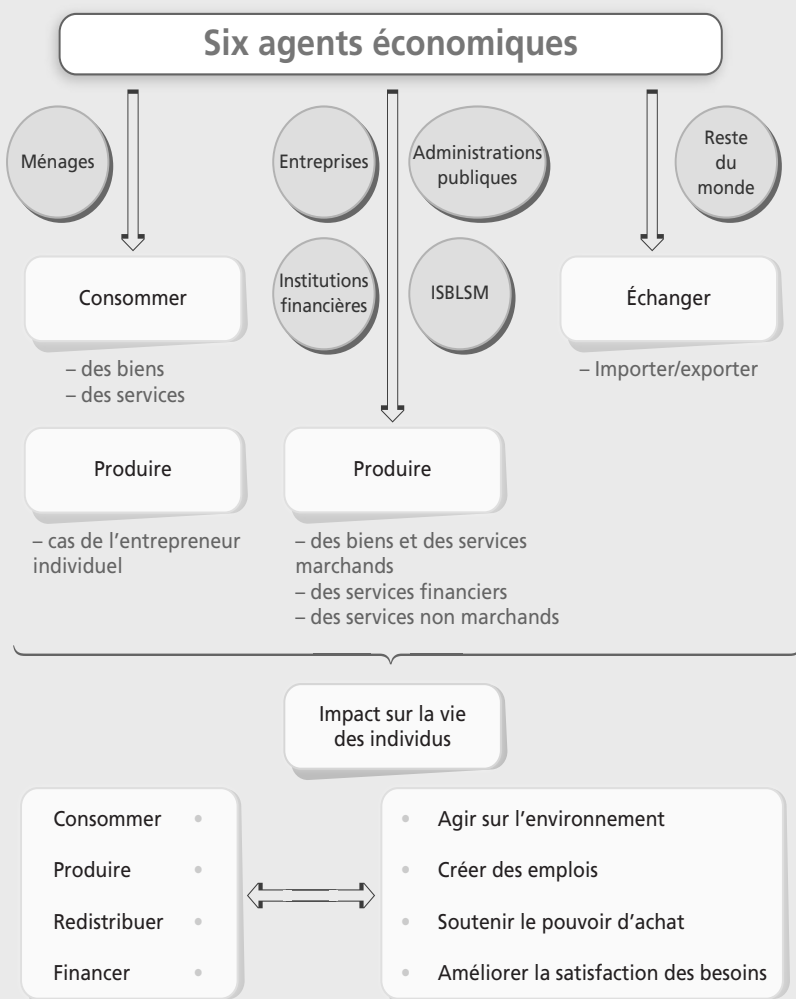
La taxe va conduire à une augmentation du prix d'achat de la Nutella si elle est adoptée. Certains ménages chercheront un produit substituable, moins cher. C'est le cas pour l'ensemble des taxes sur les produits.

» Argumenter

3 Quels sont les arguments que l'on pourrait donner à l'appui de cette « taxe Nutella » ?

L'huile de palme est soupçonnée d'avoir des effets néfastes sur la santé humaine. Elle génère de plus une destruction de la végétation pour la produire, et une pollution atmosphérique très importante.

L'activité économique et ses agents



LES BONNS MOTS POUR LE DIRE

- **Agent économique** : Regroupement d'acteurs économiques ayant la même fonction principale, et qui constitue « un centre de décision élémentaire ». Ils sont regroupés en 6 catégories : Ménages/ Entreprises/Institutions financières/Administrations publiques/Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)/Reste du monde.
- **Fonction économique** : Ensemble d'opérations exercées par les agents économiques. Il en existe quatre principales : la consommation (ménages), la production (entreprises et administrations), la redistribution (faite par l'État), et le financement (réalisé par les institutions financières).

I. Quelles sont les grandes catégories d'agents économiques et leurs fonctions ?

A. On distingue plusieurs agents économiques...

Un agent économique est un individu ou un groupe d'individus qui prend des décisions économiques pour satisfaire ses besoins et lutter contre la rareté.

On distingue six catégories d'agents économiques, identifiables par leur fonction économique principale.

- Le ménage comprend une ou plusieurs personnes avec ou sans lien de parenté (ex : une famille, une personne vivant seule, des colocataires...) vivant sous le même toit, et les entreprises individuelles.
- L'entreprise est une unité économique autonome qui combine des moyens humains, matériels, immatériels et financiers pour satisfaire les besoins individuels et faire du profit.
- Les institutions financières regroupent la Banque centrale européenne, les banques centrales nationales, les banques commerciales, les établissements de crédit...
- Les administrations publiques regroupent l'État et ses différents ministères, les collectivités locales (régions, départements, communes), la Sécurité sociale et ses différents organismes.
- Les administrations privées ou institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) : associations culturelles, syndicats de travailleurs, partis politiques, fondations humanitaires...
- Le reste du monde ou l'extérieur comprend tous les agents économiques non résidents c'est-à-dire installés hors du territoire.

B. ... qui assurent différentes fonctions

- Les ménages consomment des biens et des services produits par les entreprises, les administrations et les banques. Ils échangent leur force de travail contre un revenu, ce qui leur permet de consommer ce dont ils ont besoin.
- Une entreprise est une entité économique qui utilise des facteurs de production pour produire des biens et des services vendus sur un marché pour faire du profit.
- Les institutions financières ont pour fonction principale la production de services bancaires (prêts, gestion des moyens de paiement...) et le financement de l'économie en jouant le rôle d'intermédiaire entre les agents à capacité de financement (épargnants) et les agents à besoin de financement (investisseurs).
- La fonction principale des administrations publiques est de fournir des services non marchands, c'est-à-dire gratuits ou presque (prix de vente inférieur à 50 % du coût de revient), qui sont mis à disposition des usagers. Ces services sont financés par les prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations sociales).

- Les administrations privées ou ISBLM produisent des services non marchands pour les ménages. Ces services sont financés par les contributions volontaires des ménages, par les subventions publiques et par les revenus de la propriété.
 - Le reste du monde importe et exporte des biens et des services.
- Les agents économiques étrangers échangent des biens, des services et des capitaux avec les agents économiques résidents.

Les économistes ont créé ces différentes catégories (agents et opérations économiques) en regroupant les agents qui ont le même comportement (unicité du comportement) et assurent une même fonction dans l'économie. Ces regroupements permettent d'avoir une vision d'ensemble des comportements économiques pour mieux les analyser et effectuer des prévisions.

II. Pourquoi cette classification par fonctions est-elle trop restrictive ?

A. Certains agents peuvent cumuler plusieurs fonctions économiques...

Un agent économique est caractérisé par sa fonction économique principale, mais il peut cependant cumuler d'autres fonctions complémentaires. On citera, pour exemple, deux agents économiques :

- les ménages consomment et peuvent aussi produire en tant qu'entrepreneur individuel. L'unicité du patrimoine de l'entreprise individuelle avec celui de son créateur induit la classification par l'Insee de l'entrepreneur individuel de ménage ;
- les institutions financières financent l'économie et proposent des assurances, qui garantissent contre les risques. De plus en plus, ces agents financiers ont diversifié leur activité principale pour attirer de nouveaux clients et fidéliser ceux déjà acquis. En plus des services bancaires, on voit régulièrement des offres commerciales relatives à des abonnements de téléphonie mobile ou à des assurances (voiture, maison...).

B. ...qui ont un impact sur la vie des individus

L'activité d'un agent économique est en liaison directe avec celle d'un autre, c'est la notion de circuit économique. Il y a donc interaction entre les agents économiques, et l'activité économique d'un pays résulte de la circulation de ces flux. Adopter une vision macroéconomique devient nécessaire pour interpréter l'impact d'un agent sur un autre.

Les administrations publiques, en accordant des subventions aux entreprises et des allocations aux ménages soutiennent l'activité économique, et garantissent le maintien dans leurs fonctions principales.

De plus, les sociétés non financières (« entreprises ») utilisent des facteurs de production (facteur travail et facteur capital) pour produire. Elles vont ainsi proposer des emplois aux ménages et avoir un impact sur le taux de chômage national par la création d'emplois grâce aux embauches nécessaires pour assurer la production de biens ou de services.

Les ménages aussi, à travers leur consommation, soutiennent l'activité économique (ils constituent la demande au niveau macroéconomique), et influencent les choix de production des entreprises : consommer local, choisir des moyens de transport moins polluants pour l'environnement sont des actes citoyens qui impactent directement l'activité des entreprises.

Enfin, les institutions financières, en finançant les projets des agents, contribuent au développement de l'activité économique par le soutien à la consommation des ménages et à l'investissement des sociétés non financières.

3

Les échanges économiques

PROGRAMME

I. Quels sont les grandes questions économiques et leurs enjeux actuels ?

Thème	Notions	Contexte et finalité de l'étude
I.3. Les échanges économiques	<ul style="list-style-type: none"> • La spécialisation, l'échange, le prix. • Les interrelations entre les agents économiques. • Les fonctions de la monnaie. 	<p>Les choix économiques conduisent naturellement à l'échange, lequel se réalise dans le cadre d'un marché, lieu physique ou virtuel, et est indissociable de la spécialisation des individus. Il en découle des interrelations multiples. <i>À partir de quelques exemples, on montrera les interrelations (flux monétaires, flux réels) qui existent entre les agents économiques.</i></p> <p>La monnaie constitue un instrument essentiel de l'activité économique. Elle permet de se procurer tout bien ou service vendu sur un marché et sert à la fois d'intermédiaire des échanges, de réserve de valeur et d'unité de compte. Par rapport aux autres actifs, elle a la propriété d'être acceptée comme moyen de paiement universellement, immédiatement et sans coût.</p>

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

Dans ce chapitre, nous poursuivons les mises en situation qui permettent de placer l'élève dans une démarche active d'apprentissage. Il s'ouvre sur une analyse des représentations des élèves : selon vous, peut-on vivre aujourd'hui sans échanger ? Pourquoi ? Il s'agit de mettre en évidence ce que les élèves entendent par « échange » et de voir si l'idée de monnaie apparaît spontanément. À la fin du chapitre, on peut effectuer le même test afin de mettre en évidence le rôle des connaissances sur l'évolution des représentations.

I. Sur quels éléments l'activité économique repose-t-elle ?

L'objectif est de démontrer que les agents économiques réalisent leur activité économique en échangeant sur un marché. Les échanges étant multiples, il est plus pragmatique pour chaque agent de se spécialiser dans une production donnée.

Ces échanges se font sur un marché, et les prix sont le résultat de la confrontation de l'offre et de la demande. Nous sommes ici dans une logique théorique libérale, micro-économique, où le marché est le seul régulateur des échanges. Les prix vont réguler le marché et protéger les ressources rares.

Les Jeux olympiques de 2012 ont été utilisés comme point central de ce chapitre, puisqu'ils permettent facilement d'expliquer ces relations mutuelles entre agents résidents, mais aussi non résidents. D'autres marchés, en lien direct avec le marché des biens et services, sont également utilisés (marché du travail et marché des capitaux). D'autres exemples peuvent également être sollicités (domaine musical, des jeux vidéo, des mangas...).

II. Comment décrire les relations induites par les échanges entre les agents ?

Cette seconde partie est macroéconomique, reliée à la pensée théorique keynésienne et à sa vision sous forme de flux et de circuit économique. L'approche individualiste

n'est plus pertinente, l'ensemble des catégories des agents économiques doit être réintroduit ici (excepté « le reste du monde »). L'objectif de cette unité est de démontrer que les agents économiques sont interdépendants, et que l'action de l'État ou des ménages a un impact sur l'activité économique dans son ensemble.

III. La monnaie est-elle nécessaire aux échanges ?

Plutôt qu'une simple approche descriptive des fonctions de la monnaie et de sa spécificité, on privilégiera les situations concrètes qui permettent de comprendre son importance dans la réalisation des échanges entre agents. La vision ici est double : la monnaie est un bien spécifique, qui peut être échangé contre n'importe quel bien.

LIMITES ET DIFFICULTÉS

I. Sur quels éléments l'activité économique repose-t-elle ?

Il ne faut pas développer la formation du prix et la loi de l'offre et de la demande qui seront vues dans le thème 5.

Il n'y a pas de référence théorique à ce niveau du programme, mais l'enseignant gardera à l'esprit les tenants de la théorie libérale en filigrane de cette partie.

II. Comment décrire les relations induites par les échanges entre les agents ?

La notion de circuit économique est sous-entendue, mais n'est pas citée directement. Le programme n'évoque que les « interrelations » et « l'échange » dans les notions à construire.

C'est néanmoins cette logique de circulation de flux réels et de flux monétaires qui doit être présentée. Ici encore, Keynes et ses successeurs ne sont pas enseignés aux élèves.

La notion de troc n'est pas centrale dans cette unité. On pourra cependant expliquer l'intérêt limité que revêt le troc dans une économie, qui rend difficile l'échange non monétaire (bien contre bien) sur une large gamme de biens et de services. Certains échanges contemporains utilisent encore ce système, il existe même des sites Internet basés sur le troc.

III. La monnaie est-elle nécessaire aux échanges ?

Cette unité permet d'aborder la notion de monnaie en tant que convention sociale, puis d'en présenter les fonctions. Formes et moyens de circulation de la monnaie ne sont pas au programme, pas plus que les moyens de circulation de la monnaie.

SITOGRAPHIE

www.insee.fr : classification Insee en secteurs institutionnels.

http://www.minefe.gouv.fr/directions_services/cedef/index.htm. Le Cedef : Centre de documentation économie-finances.

<http://www.recherche.gouv.fr/cid55667/doubler-les-logements-pour-les-etudiants-d-ici-2020.html> : programme du gouvernement en faveur du logement étudiant.

www.banque-france.fr : site de la Banque de France (vidéos).

www.lesclesdelabanque.fr : site qui propose des explications sur le système bancaire, un quizz en ligne et un lexique très simple des termes monétaires et bancaires.

<http://www.touteconomie.org/index.php?arc=dc001> : un dossier sur la monnaie, la banque et le crédit.

3

Les échanges économiques

NOTIONS

- La spécialisation, l'échange, le prix
- Les interrelations entre les agents économiques
- Les fonctions de la monnaie

OBJECTIFS

- Identifier les relations entre les agents économiques
- Étudier le rôle de l'échange entre les agents économiques et de la monnaie

Julien et Mathias sont voisins. Julien adore tondre la pelouse mais rencontre des difficultés en mathématiques. Mathias a de très grandes facilités pour les matières scientifiques, mais déteste tondre la pelouse. Il préférerait largement surfer sur Internet. Ils décident d'échanger leurs savoir-faire.



Nature de l'échange :

Service contre service

Raisons de l'échange :

Améliorer les résultats en maths,
gagner du temps, s'entraider.....



Nadia fait un peu de baby-sitting pour sa tante, qui lui donne 80 euros pour le week-end lorsqu'elle garde ses cousins. Elle peut ainsi assouvir sa passion : aller au cinéma.



Nature de l'échange :

Monnaie contre travail

Raisons de l'échange :

Vendre un service pour de l'argent



Nature de l'échange :

Monnaie contre place de cinéma

Raisons de l'échange :

Satisfaire des besoins



1 Remplissez dans les flèches la nature (type de biens ou de services concernés) et les raisons des échanges entre ces agents économiques.

2 Qu'est-ce qui différencie l'échange de Julien/Mathias et celui de Nadia et sa tante ?

Nadia et sa tante utilisent de la monnaie à la place du troc. Nadia pourra ensuite réutiliser cette somme pour aller au cinéma.....

I. Sur quels éléments l'activité économique repose-t-elle ?

J'analyse

A La nécessité de l'échange et ses conséquences

Situation 1

C'est Noël, Louna termine ses achats de cadeaux : des jeux vidéo pour ses neveux, un coffret cadeau pour un séjour à l'hôtel pour ses parents, plus simple que de devoir trouver un hôtel qui corresponde à leur goût ! Elle a comparé les prix en grandes surfaces et sur Internet. Sans oublier les chocolats qu'elle prend chez le chocolatier du centre-ville. Passionnée de sport, elle espère recevoir en cadeau la raquette de tennis qu'elle a vue chez Pro-Raquette, une enseigne spécialisée.

Doc. 1

Les hommes ont compris depuis des millénaires que la répartition des tâches et la spécialisation constituaient un progrès par rapport à une situation (autarcie) dans laquelle chacun produirait tout ce dont il a besoin : l'efficacité productive étant plus grande, la quantité globale de biens et de services dont disposent les individus, autrement dit

leur niveau de vie, s'élève avec la spécialisation. Celle-ci n'est toutefois possible que grâce à l'échange : l'individu qui se spécialise dans la production d'un bien doit pouvoir se procurer auprès d'autres individus les biens qu'il souhaite consommer mais qu'il ne produit pas.

<http://eduscol.education.fr>, juillet 2011

- 1 Quels sont les produits que Louna veut acheter ou se faire offrir ? Jeux vidéo, coffret cadeau, chocolat et raquette.
- 2 Après de qui Louna va-t-elle se fournir ? Pourquoi ne fabrique-t-elle pas elle-même les cadeaux ? Sur Internet ou dans une grande surface et également dans des boutiques (chocolatier, magasin spécialisé dans le tennis de table). Impossible pour elle de fabriquer un jeu vidéo ou des chocolats fins, de proposer une réservation dans des dizaines d'hôtels différents...
- 3 Montrez que, pour Louna, l'échange est une nécessité et que cela conduit à la spécialisation. Louna achète à une entreprise spécialisée ce qu'elle souhaite acquérir ; les prestations de chacune de ces entreprises sont différentes. La diversité des besoins conduit à la spécialisation des activités.

B L'échange s'effectue sur un marché

Situation 2

Louna se rend dans son hypermarché habituel pour ses courses de réveillon. Elle a essayé d'anticiper au maximum la cohue des derniers jours d'achats avant Noël, mais de nombreux clients ont eu la même idée qu'elle. Elle se dit qu'elle aurait sans doute mieux fait de faire ses achats en ligne, et de les récupérer au drive.

Doc. 2

Sur ce marché des courses en ligne, où se rencontrent acheteurs et vendeurs, les produits s'échangent contre de l'argent. Cependant, lorsque les ménages (demandeurs) font des achats sur des sites de vente en ligne sans bouger de chez eux (comme Le Bon Coin ou Ebay), les vendeurs (offreurs),

parfois à l'autre bout du monde, ne rencontrent pas physiquement les acheteurs (demandeurs). Le marché peut donc être un lieu réel ou virtuel. Trois marchés coexistent : celui des biens et services, celui du travail et celui des capitaux.

- 4 Surlignez dans le document 2, les éléments qui caractérisent un marché et précisez les caractéristiques du marché du drive. L'offre est proposée par l'enseigne du drive. La demande émane de tous les consommateurs de ce service. Le prix est celui des différents biens commandés sur Internet.
- 5 Quels sont les marchés concernés par la mise en service d'un drive ? Recruter du personnel → Marché du travail • Financer les infrastructures → Marché des capitaux • Premiers clients → Marché des biens et des services.

C L'échange est guidé par le prix

Situation 3

Louna a fait tomber son téléphone portable. Il est désormais inutilisable et Louna veut en racheter un autre. Dans la galerie marchande, elle compare les prix des mobiles dans une boutique. Elle est surprise de constater l'écart de prix très important entre les grandes marques à succès (Apple, Samsung) et d'autres modèles plus simples qui sont meilleur marché.

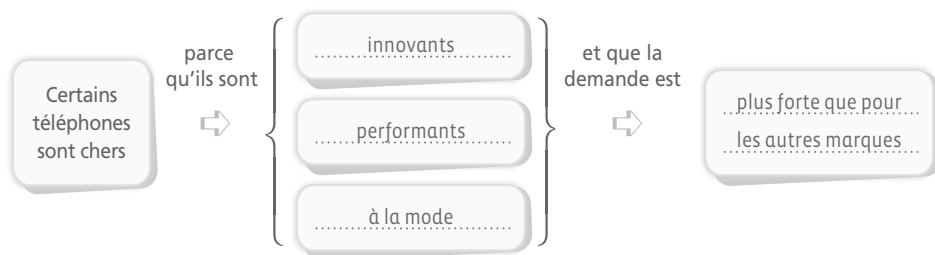
Doc. 3

À la base du fonctionnement d'une économie de marché, il y a un ensemble de prix. [...] Les prix sont un moyen efficace de faire circuler les informations. Un prix représente en effet une synthèse des informations disponibles sur un bien. Ainsi, une voiture se caractérise par son confort, sa ligne, ses performances, les accessoires fournis, etc. Toutes ces caractéristiques sont résumées en un seul nombre : son prix, qui

évolue en fonction des nouvelles informations disponibles sur le bien considéré. Un prix n'est pas une donnée objective. Il reflète bien sûr les coûts de production de l'entreprise, mais aussi la valeur accordée aux produits concurrents et les goûts des consommateurs.

Arnaud Parienty, *Alternatives économiques Poche*, n° 46, novembre 2010

6 Complétez le schéma logique qui explique le prix élevé de certains téléphones portables.



7 Montrez que les prix influencent les décisions des agents économiques.

Les consommateurs estiment et décident leur acte d'achat en fonction de leur budget. Le prix est donc un facteur d'influence important pour le consommateur.

Je construis le cours

I. Sur quels éléments l'activité économique repose-t-elle ?

• Pourquoi les agents économiques échangent-ils sur des marchés ?

C'est sur le marché que l'on trouve les biens nécessaires à la satisfaction de ses besoins car personne ne peut satisfaire seul l'ensemble de ses besoins.

• Qu'est-ce que la spécialisation des activités et quel est son intérêt ?

On parle de spécialisation pour désigner la répartition des activités en fonction des savoir-faire. Elle permet l'échange et une plus grande satisfaction des besoins dans un groupe.

• Qu'est-ce qu'un marché ? Quels sont les différents marchés qui coexistent ?

Un marché est un endroit réel ou virtuel où le demandeur (qui a un besoin) rencontre un offreur, qui propose un bien contre de l'argent : marché des biens et des services, marché du travail, marché des capitaux.

• Quel est le rôle du prix sur le marché ?

Le prix oriente les décisions des agents économiques et reflète la valeur accordée à un bien ou à un service, en fonction de ce qu'il désire, de la rareté et des qualités du produit en fonction du besoin à combler.

II. Comment décrire les relations induites par les échanges entre agents économiques ?

J'analyse

A Les relations sont représentées par des flux

Situation 4

En plus des dépenses faites pour Noël, Louna doit payer son loyer, sa facture de téléphone portable et son abonnement pour le bus. Sans oublier les impôts, dont la redevance télé. Son employeur lui a annoncé cependant deux bonnes nouvelles : le versement d'une prime de fin d'année pour la qualité de son travail, et le passage d'une commande auprès d'IBM pour changer tous les ordinateurs de la société, grâce à un crédit.

Doc. 4

Les flux réels : ils correspondent au déplacement d'un bien ou d'un service entre deux agents économiques.

Les flux de liquidités : ils correspondent aux mouvements de monnaie, ils sont en général la contrepartie des flux réels (par exemple, règlement de la vente de marchandises).

Le plus souvent, un flux réel (acquisition de biens et de services par exemple) a pour contrepartie un flux monétaire (paiement immédiat ou décalé dans le temps). Toutefois certains flux sont uniquement réels (troc).

Doc. 5

La redevance audiovisuelle ou redevance télé sert à financer les radios et les chaînes de télévision du service public. Cette redevance est payée par les propriétaires d'un ou plusieurs téléviseurs en même temps que la taxe d'habitation.

- 1 Complétez le tableau des flux sur les différents marchés à partir de la situation 4 et du document 4.

Flux monétaires	Flux réels (bien ou service)	Agents économiques concernés
Achat des cadeaux de Noël	Cadeaux	Louna/Commerçants
Loyer de son appartement	Habitation du logement	Louna/Propriétaire
Abonnement téléphonique	Service de téléphonie mobile	Louna/Opérateur de téléphonie
Abonnement transport	Service de transport (carte)	Louna/Entreprise de transport en commun
Redevance	Service public	Louna/Administration
Prime de fin d'année	Travail effectué	Salariés/Employeur

- 2 Pourquoi les échanges économiques impliquent-ils généralement deux flux de sens contraires ?

Pour se procurer un bien ou un service, il faut verser une certaine somme d'argent en échange.

- 3 Proposez un exemple de flux réel sans contrepartie monétaire. Troc de biens (échange de DVD, la série 3 contre la série 4) ou de services (tondre la pelouse en échange de bricolage) ; cadeaux.

B Les flux traduisent l'interdépendance des agents

Situation 5

Louna sait bien que d'autres ménages aussi consomment des biens et des services, travaillent en échange de salaires versés par les entreprises et payent leurs impôts à l'État. Des prêts bancaires sont négociés par les ménages et les entreprises. Même l'État a emprunté auprès des banques pour financer de grandes réformes publiques (routes, réseau Internet), subventionner les entreprises et aider les ménages en grande difficulté par des allocations. « En somme, tout est lié » se dit-elle.



Pour limiter le déficit de l'assurance-maladie, le gouvernement dérembourse de plus en plus de médicaments. Mais l'économie réalisée est marginale et risque d'être payée par

www.alternatives-economiques.fr, 7 mai 2010

5

Je construis le cours

II. Comment décrire les relations induites par les échanges entre agents économiques ?

- Comment appelle-t-on les échanges réalisés entre agents économiques ?

On évoque la notion de « flux » : flux réels (les biens et services échangés) et flux monétaires (la monnaie échangée).

- Pourquoi les flux sont-ils le plus souvent à double sens ?

Un flux monétaire est nécessaire en contrepartie d'un flux de biens ou de services. Les sommes versées par un agent économique vont servir de moyen de paiement pour un autre agent. On peut, parfois, échanger un bien ou un service contre un équivalent : c'est le système du troc.

- Comment expliquer que les agents économiques soient dépendants les uns des autres?

Les agents ont besoin d'échanger pour satisfaire leurs besoins, ils sont dépendants les uns des autres. Puisqu'ils sont reliés les uns aux autres, chaque action d'un agent économique aura des conséquences sur l'ensemble de l'activité économique.

III. La monnaie est-elle nécessaire aux échanges ?

J'analyse

A La monnaie est une convention sociale acceptée par tous

Situation 6

Louna a toujours été passionnée par l'Asie. Depuis l'adolescence elle rêve de découvrir ce continent si différent du sien. Cela fait cinq ans qu'elle économise sur son livret A pour arriver à payer ce voyage. Elle avait même envisagé de placer son argent dans des actions à la Bourse pour gagner plus, mais « trop de risques de tout perdre », s'était-elle ravisée. Elle surfe aujourd'hui sur le site d'une agence de voyages pour effectuer la réservation du séjour « clé en main », et passe retirer quelques centaines de yuans (monnaie chinoise) à sa banque pour payer ses repas sur place et quelques souvenirs (« un peu de liquide »).

Doc. 7

La monnaie est au cœur du fonctionnement de nos sociétés. [...] Toute transaction se règle en monnaie, [...] sauf le cas rarissime du troc. [...] La monnaie peut ainsi se définir comme un bien d'échange, massivement accepté, immédiatement et sans coût. [...] Celui qui possède de la monnaie détient un « pouvoir » d'achat dont il peut disposer à sa convenance, sans coût ni délai [...]. Le principal intérêt de la monnaie est d'être acceptée par tous, de servir de relation entre les individus, ce qui suppose une confiance réciproque, mais aussi envers l'institution qui émet la monnaie. [...]

La monnaie est l'actif le plus liquide [...] : on n'a pas besoin de la convertir en d'autre chose pour faire des achats.

JL. Bailly, G. Caire, A. Figliuzzi, V. Lelièvre, *Économie monétaire et financière*, Collection « Grand Amphi Économie », Bréal 2000



Doc. 8

Créées depuis plus d'une vingtaine d'années, et mises en application dans le cadre des jeux vidéo, le premier rôle (des monnaies virtuelles) était de permettre d'attribuer des biens spécifiques, rendus disponibles par des programmes de fidélité (des « miles »), puis de permettre à un joueur de jeu vidéo d'acheter des armes (dans « GTA » notamment) pour un jeu de combat ou des accessoires pour un jeu de construction.

Ces monnaies virtuelles peuvent être obtenues en récompense de progrès dans le jeu ou en en acquérant auprès d'un vendeur, contre de la monnaie réelle. Elles sont rarement transférables (je ne peux pas donner mes miles à qui je veux) et encore moins utilisables pour acheter ailleurs que sur une liste précise de fournisseurs, sinon par la mise en réseau de plusieurs fournisseurs de points de fidélité entre eux et avec des émetteurs de cartes de crédit.

Jacques Attali, 18 avril 2013

1 Surlignez les caractéristiques de la monnaie dans le document 7.

2 Quelle caractéristique de la monnaie identifie le plus, selon vous, l'expression « un peu de liquide » de Louna ?

Monnaie liquide = immédiatement utilisable, sans délai : ici, pour payer ses menus achats.

3 Louna aurait-elle pu utiliser directement des actions ou recourir au troc pour payer son voyage ? Justifiez votre réponse.

Les actions ne sont pas acceptées par les commerçants. Louna aurait d'abord dû les revendre pour obtenir de l'argent liquide auprès de sa banque. Seule la monnaie peut servir de moyen d'échange dans ce cas, c'est un bien universel qui permet d'acquiescer tous les autres.

4 Comparer les « GTA€ » (monnaie virtuelle utilisée dans le jeu vidéo GTA5) et la monnaie réelle.

• Critère 1 de la monnaie virtuelle « GTA€ » : Il faut avoir un compte sur GTA pour l'utiliser.

• Critère 2 « GTA€ » : On ne peut l'utiliser que pour acheter des biens dans le jeu.

• Critère 3 « GTA€ » : Il faut acheter cette monnaie virtuelle pour pouvoir l'utiliser ou la gagner en réussissant des missions dans GTA5 (qui est payant).

B La monnaie assure des fonctions essentielles

Situation 7

Son budget étant serré, Louna doit comparer les prix de plusieurs agences de voyages en ligne. Elle constate des écarts de plusieurs centaines d'euros ! Certaines agences proposent le paiement direct en ligne, d'autres possèdent des locaux en centre-ville, avec des conseillers sur place. Dans le cadre d'une agence, il est possible de procéder au versement d'un acompte en liquide, et de payer le solde restant en plusieurs mensualités (chèque). Louna pourra aussi utiliser en agence les bons cadeau voyage qu'elle a reçus pour son anniversaire.



Doc. 9

La monnaie est un bien particulier, reconnu et accepté par tous, destiné à faciliter les échanges. [...] On peut aussi mesurer ou comparer des biens ou des services très différents. C'est donc aussi une unité de compte qui permet d'établir le prix de chaque bien. La monnaie est, enfin, un instrument de réserve de valeur, un instrument d'épargne. Cela signifie qu'elle peut être conservée afin de reporter dans le temps ses achats. La monnaie représente alors, comme l'a écrit Keynes, « un lien entre le présent et l'avenir ».

5 Surlignez dans le document 9 les trois fonctions de la monnaie.

6 Complétez le tableau.

Fonctions de la monnaie	Exemple associé dans les situations
Instrument d'échange	Réservation du voyage, achat de souvenirs, restos
Unité de compte (« étalon de mesure »)	Comparaison des prix dans les différentes agences de voyages sur Internet
Réserve de valeur	Épargne sur son livret A, argent sur son compte bancaire

Je construis le cours

III. La monnaie est-elle nécessaire aux échanges ?

- Quelles sont les trois caractéristiques que possède une monnaie ? Elle est acceptée par tous, immédiatement utilisable, sans coût.
- Quel est le critère économique qui caractérise l'utilisation immédiate de la monnaie ? On dit que la monnaie est liquide, elle peut être échangée directement contre des biens et des services.
- Pourquoi la monnaie est-elle un instrument essentiel de l'activité économique ? Elle permet d'échanger et d'acquies directement des biens et des services pour satisfaire les besoins.
- Quelles sont les trois fonctions de la monnaie ?
 1. C'est un instrument d'échange : elle permet d'acheter des biens et des services, c'est un moyen de paiement.
 2. C'est un étalon de mesure (« unité de compte ») : elle permet de mesurer et de comparer la valeur des biens et des services.
 3. C'est une réserve de valeur : elle permet de reporter dans le temps son pouvoir d'achat.

Entraînement

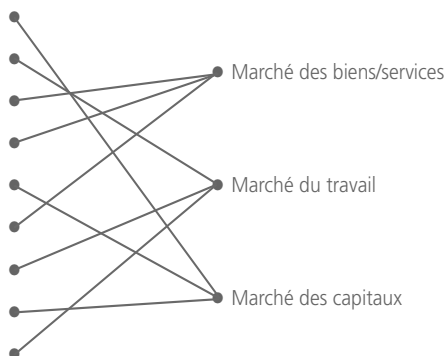
VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	Une entreprise de construction de bâtiments n'est en relation qu'avec le marché des biens et services.		X	Elle peut aussi faire appel au marché du travail pour trouver des salariés ainsi qu'à celui des capitaux pour investir.
2	La spécialisation est une des conditions centrales liées à l'échange.	X		Comme il est impossible de tout produire soi-même, il faut se spécialiser pour échanger.
3	Le prix est la seule variable qui va influencer les échanges.		X	C'est le critère principal mais d'autres variables interviennent : le budget disponible, les goûts personnels, la région...
4	Un chèque ou une CB sont considérés comme de la monnaie.		X	Ce sont des instruments de circulation de la monnaie, on ne peut pas épargner avec ces outils.
5	On peut échanger sans faire appel à la monnaie systématiquement.	X		On peut recourir au système de troc (bien contre bien), qui peut exister encore parfois dans certains secteurs.

EXERCICE 1

Reliez les propositions.

- Un touriste échange des euros pour partir aux États-Unis
- Un chef d'entreprise recrute un directeur des achats
- Une famille se rend dans un hypermarché le samedi matin
- Une entreprise fait appel à un laveur de vitres indépendant
- Une PME réalise un crédit pour financer des investissements
- Un élève passe commande pour ses livres scolaires à la rentrée
- Un commercial décide de démissionner pour créer son entreprise
- Des actions sont vendues en Bourse par un particulier
- Julie, jeune diplômée bac + 2, postule dans une agence d'intérim



EXERCICE 2

Surlignez l'intrus. Justifiez.

Marché, biens et services

Monnaie

Flux réel

Troc

Négociation

Besoin

Tous les éléments concernent directement l'échange sauf les besoins qui sont seulement satisfaits par ces échanges....

JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

Doc.

Le Qatar bénéficie du plus fort taux de croissance de la région [du Golfe], avec près de 15 % par an en moyenne sur la période 2007-2011, et 6,6 % en 2012. Il est devenu en 2011 le pays le plus riche du monde par habitant (102 800 dollars, populations immigrées comprises) : le PIB a atteint 189 milliards de dollars en 2012.

L'économie du Qatar repose sur l'exploitation des hydrocarbures (58 % du PIB, 92 % des exportations et deux tiers des recettes budgétaires). L'émirat dispose en effet des troisièmes réserves mondiales de gaz (12 %), derrière la Russie et l'Iran (avec qui le pays partage le champ gazier offshore de North Field). La forte croissance qatarienne a été portée par l'augmentation rapide de la production gazière (4,5 % de la production mondiale) et d'un effet prix. [...]

Grâce à la forte augmentation de la capacité de production de gaz entre 2005 et 2011, le pays a bénéficié d'une capacité de résistance à la crise financière internationale. [...] La rente pétrogazière se traduit par des excédents courants et budgétaires confortables (respectivement 30 % et 8 % du

PIB en 2012). Ils ont permis le quadruplement des réserves de la banque centrale entre 2007 et 2012 (plus de 40 milliards de dollars) et l'accumulation d'une épargne destinée aux générations futures, gérée par Qatar Investment Authority (QIA) et ses satellites (près de 200 milliards de dollars). [...] La politique de diversification économique a permis d'obtenir des résultats probants dans l'aval pétrolier (industrie pétrochimique relativement performante), et la priorité affichée pour accroître les dépenses de R & D (2,8 % du PIB en 2012) est de nature à favoriser des gains de productivité. Cependant, la rentabilité à long terme des projets n'est pas toujours assurée. [...]

En outre, le Qatar investit massivement dans le sport. Sa désignation, le 2 décembre 2010, comme pays organisateur de la Coupe du monde de football 2022 (premier pays arabe à organiser cette compétition) a constitué un important succès. Doha accueillera par ailleurs le Championnat du monde de natation en 2014 et la Coupe du monde de handball en 2015.

www.diplomatie.gouv.fr, 2013

> Analyser

- 1 Dans quelle mesure les échanges commerciaux ont-ils permis au Qatar de se développer autant ?

Ce pays dispose de réserves massives en pétrole et gaz, deux biens énergétiques qui sont exportés à travers le monde entier et qui procurent au pays une très forte croissance. Les besoins énergétiques d'autres pays permettent au Qatar d'être parmi les pays les plus riches au monde. Sans échanges commerciaux, cela serait impossible.

- 2 Dans quelle mesure cet exemple est-il un bon exemple de l'interdépendance des pays et de la spécialisation ?

De nombreux pays (dont la France) ne disposent pas de ressources énergétiques suffisantes pour satisfaire leurs besoins. Le Qatar s'est spécialisé dans l'exploitation de ces ressources naturelles et en retire une richesse importante (PIB de 189 milliards de dollars en 2012). En échange, les autres pays dépendant de ces énergies fossiles en importent massivement. De la spécialisation naît l'échange.

- 3 Comment ce pays envisage-t-il l'avenir de ses échanges commerciaux ?

Conscient que ces énergies fossiles sont épuisables, le Qatar utilise ses richesses pour investir dans d'autres domaines comme la recherche et développement. Il base aussi son activité future sur le développement du tourisme de masse en organisant des manifestations sportives de rayonnement mondial (Coupe du monde de football, Championnat du monde de natation, Coupe du monde de handball).

> Argumenter

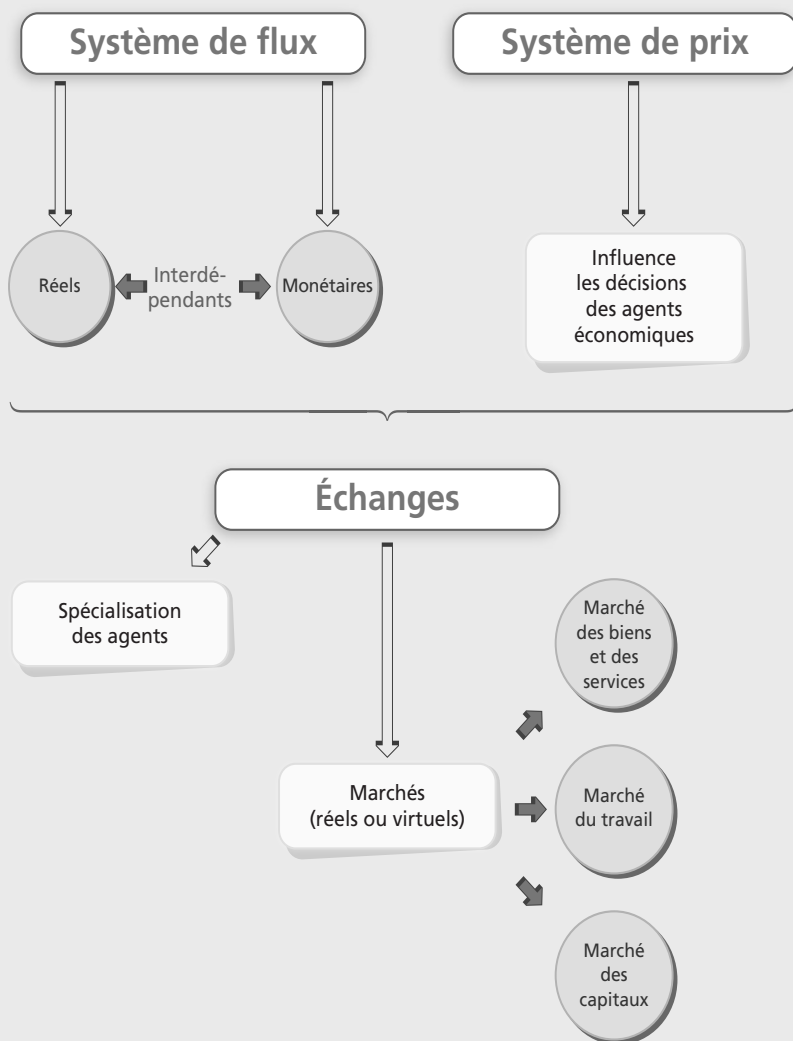


Fiche outil 7 : Argumenter en économie

- 4 Expliquez pourquoi certains pays se spécialisent dans la production de ressources énergétiques.

En fonction de leurs richesses naturelles inégales, les pays choisissent de se spécialiser dans certaines productions pour tirer profit de leurs exportations. Les pays du Sud dans le pétrole, la Russie dans le gaz... C'est un moyen de développer leurs compétences et d'accroître leurs richesses.

Les échanges économiques



LES BONNS MOTS

POUR LE DIRE

- **Caractéristiques de la monnaie** : Elles sont au nombre de trois. La monnaie est acceptée par tous, immédiatement utilisable, utilisable sans coût.
- **Fonctions de la monnaie** : Elles sont au nombre de trois. La monnaie est un instrument d'échange, un étalon de mesure et une réserve de valeur.

I. Sur quels éléments l'activité économique repose-t-elle ?

A. La nécessité de l'échange et ses conséquences

- Pourquoi les agents économiques échangent-ils sur des marchés ? C'est là qu'ils vont trouver les biens nécessaires à la satisfaction de leurs besoins.
- Quel est l'intérêt de la spécialisation des individus ?

Il est plus efficient pour les agents économiques de se spécialiser dans une activité économique, généralement en fonction de choix économiques élaborés à partir de coûts d'opportunité. Si un individu est meilleur dans la peinture que dans le bricolage, il aura tout intérêt à se consacrer davantage à ce qu'il sait le mieux faire (peindre) pour échanger avec des agents économiques plus habiles dans le bricolage.

Augmenter la productivité a un impact direct sur les gains financiers réalisés, si les coûts des matières premières n'évoluent pas. Mais le gain n'est pas simplement financier, le temps économisé pourra être mieux réparti dans des activités plus productives (ou dans les loisirs). Le savoir-faire qui va naître de cette spécialisation sera plus grand, l'expérience accumulée permettra de devenir plus productif et les richesses créées seront donc plus importantes. Au final, la satisfaction des besoins n'en sera que plus importante.

B. L'échange s'effectue sur un marché

- Qu'est-ce qu'un marché ?

Le demandeur (qui a un besoin) rencontre un offreur (qui propose un bien) pour aboutir à la fixation d'un prix.

- Trois marchés coexistent :

- le marché des biens et des services : il est fortement relié aux entreprises qui vont y vendre leur production de biens et de services marchands ;
- le marché du travail : il est composé des ménages qui proposent leur force de travail en échange d'un salaire versé par les entreprises ;
- le marché des capitaux : il va mettre en relation les agents à capacité de financement et ceux qui ont des besoins de financement. Les institutions financières sont placées ici au cœur de l'analyse, en tant qu'intermédiaires des échanges.

C. L'échange est guidé par les prix

Les prix se forment en fonction de l'offre et de la demande. Ils orientent les décisions des agents économiques et reflètent la rareté ou l'abondance d'un bien ou d'un service. Exemple : si le prix est trop élevé, le consommateur achètera un autre bien. Si le prix est bas, le consommateur achètera plus de ce bien...

Plus un bien est rare plus son prix sera élevé : on dit que la demande est une fonction décroissante du prix. Le prix est donc un indicateur de rareté.

II. Comment décrire les relations induites par les échanges entre agents économiques ?

A. Les relations sont représentées par des flux

Deux types de flux concrétisent généralement un échange entre agents économiques :

- un flux réel constitué des biens et des services échangés sur le marché ;
- un flux monétaire, contrepartie directe du flux réel.

Il y a généralement deux flux de sens contraire, la monnaie étant au cœur des échanges dans une économie de marché.

NB. Dans un système de troc, le flux monétaire n'existe pas, il y a un échange de bien contre bien, avec le problème de l'équivalence des biens échangés (résolu par la monnaie – voir III)

B. Les flux traduisent l'interdépendance des agents

- Pourquoi les agents économiques échangent-ils entre eux ?

Les agents ont besoin d'échanger pour satisfaire leurs besoins, ils sont dépendants les uns des autres. Les salaires versés aux ménages par les entreprises vont être dépensés dans la consommation et réservés à l'épargne, la redistribution des impôts par l'État va profiter aux ménages et aux entreprises, et les banques vont mettre en relation les emprunteurs et les prêteurs. C'est un système complexe d'échanges qui va être mis en œuvre à travers l'économie.

- Chaque agent économique est lié aux autres, de sorte que chaque action d'un agent économique aura des conséquences sur l'ensemble de l'activité économique. Une hausse de la TVA aura pour conséquence une baisse de la consommation, une baisse des ventes et une augmentation potentielle du chômage. D'un autre côté, c'est aussi un moyen pour l'État d'augmenter ses recettes fiscales.

III. La monnaie est-elle nécessaire aux échanges ?

A. La monnaie est une convention sociale acceptée par tous

Face au problème de l'équivalence des biens posé par le troc, la monnaie est historiquement le moyen le plus facile pour éliminer cette difficulté. Qu'elle soit sous la forme de coquillages, d'un métal précieux, d'un papier imprimé ou d'une écriture numérique, la monnaie possède trois propriétés.

Elle est :

- acceptée par l'ensemble des agents économiques (qui doivent faire confiance aux autorités émettrices de cette monnaie) ;
- immédiatement utilisable puisqu'elle est échangeable directement contre un bien ou un service, sans passer par un système d'équivalence, à la différence d'un lingot d'or ou d'une action d'entreprise qu'il faut d'abord vendre pour obtenir des liquidités (cette utilisation immédiate est aussi appelée « liquidité »),

- elle ne nécessite aucun coût particulier pour être échangée (on peut quand même évoquer les frais de commission bancaire qui peuvent être facturés lors d'échanges avec l'étranger, dans des monnaies différentes).

B. La monnaie assure des fonctions essentielles

La monnaie est un instrument essentiel de l'activité économique. Elle permet d'échanger et d'acquérir directement des biens et des services pour satisfaire les besoins.

La monnaie assure trois fonctions.

- C'est un instrument d'échanges : elle permet d'acheter des biens et des services, c'est un moyen de paiement.

- C'est un étalon de mesure (« unité de compte ») : elle permet de mesurer et de comparer la valeur des biens et des services.

- C'est une réserve de valeur : elle permet de reporter dans le temps son pouvoir d'achat.

4

Les facteurs de production et l'évolution des technologies

PROGRAMME

II. Comment se crée et se répartit la richesse ?

Thème	Notions	Contexte et finalité de l'étude
II.1. La combinaison des facteurs de production et l'évolution des technologies	<ul style="list-style-type: none"> Les facteurs de production : le travail, le capital et l'investissement, les ressources naturelles, le savoir et l'information. 	<p>L'efficacité de la combinaison productive est étudiée au regard des choix technologiques mis en œuvre, de la substitution capital/travail possible et des incidences en termes d'emplois et de qualification des individus. Elle pose également le problème de la maîtrise du savoir et de l'information nécessaire pour rester concurrentiel sur les marchés. L'efficacité des facteurs de production est appréhendée à travers la notion de productivité. Les gains de productivité sont étroitement liés à l'investissement en capital humain.</p>

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

L'objet de l'activité économique a été précisé et ses participants identifiés. La nécessité des choix, de l'échange et de la monnaie a, par ailleurs, été soulignée. Le problème est maintenant de décrypter les mécanismes de la création de la richesse, c'est-à-dire de la production. Dans le respect des prescriptions générales du programme, il conviendra d'abord non seulement de repérer, définir et expliquer le rôle des facteurs de production, mais également de mettre en évidence les enjeux actuels liés à leur utilisation.

Le chapitre se divise en trois unités d'apprentissage : I. Qu'est-ce que le capital ? II. Qu'est-ce que le travail ? III. Quels sont les autres facteurs de production nécessaires pour produire ?

Sans aborder encore la question (cruciale dans le programme) de la combinaison productive et de son efficacité, la complémentarité des facteurs de production est suggérée d'emblée par des mises en situation fondées sur une même illustration tout au long du chapitre : la pâte à tartiner Nutella. Le choix d'un tel produit permet, en outre, d'ancrer les apprentissages dans la réalité économique. Il doit, enfin, favoriser l'implication de l'élève. La consultation du site de l'entreprise Ferrero (<http://www.ferrero.fr/>) permet d'actualiser et de multiplier les exemples.

Si le recours à un cas d'entreprise facilite l'appropriation des notions d'ordre microéconomique (capital technique fixe et circulant, typologie des investissements...), l'approche macroéconomique n'est pas négligée pour autant. Celle-ci est présente dans la conception du travail comme « population disponible pour exercer une activité rémunérée » (la notion de population active n'étant pas abordée car réservée au thème VII) et dans la caractérisation des défis propres aux « autres facteurs de production » (au

travers des problématiques de l'épuisement des ressources rares et de l'économie de la connaissance).

CONSEILS ET PISTES D'APPROFONDISSEMENT

Concernant le facteur capital

Même si le financement de l'activité économique fait l'objet du thème IV, la distinction entre le capital technique et le capital financier peut être introduite.

La présentation de la théorie du capital comme « détournement de production » (d'E. von Böhm-Bawerk, 1871) permet d'apporter au chapitre la « coloration scientifique » préconisée par le programme.

Les notions de FBCF et de consommation de capital fixe (amortissement) peuvent être introduites, ce qui permet d'aborder l'investissement sous l'angle macroéconomique.

Plutôt que d'exposer une typologie des investissements selon le critère de leur objectif, il est envisageable d'utiliser le critère (peut-être plus moderne) de leur contenu et de distinguer les investissements matériels des investissements immatériels.

Concernant le facteur travail

La question de la réduction du temps de travail peut être replacée dans une perspective historique pour mieux être actualisée par la suite (et aborder la question du financement des retraites notamment, voir « Je raisonne en économiste »).

L'importance des dépenses publiques en capital humain peut être justifiée par le caractère coûteux et risqué de la décision d'investir dans ce domaine pour les acteurs privés (ainsi que par la théorie des externalités et des biens collectifs, mais qui est placée dans le thème VI du programme).

Concernant les autres facteurs de production

En relation avec le chapitre 1 et afin de réactiver les connaissances acquises à cette occasion, les enjeux environnementaux peuvent être posés en termes d'usages alternatifs des ressources finies.

Sans empiéter sur le programme de « Sciences de gestion », il est possible d'évoquer le rôle de l'information en tant que matière première de la décision, puisque les indications méthodologiques du programme préconisent de « sensibiliser les élèves à la transversalité des approches ».

SITOGRAPHIE

- www.dailymotion.com/video/x17cgkd_1-1-les-facteurs-de-production_school pour un exemple contextualisé de la distinction entre le facteur travail et le facteur capital (document vidéo).

- www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_capital.html pour la distinction entre le capital technique et le capital financier.

- www.statapprendre.education.fr/insee/invest/combien/accueilcombien.htm pour des exercices sous forme de QCM sur l'investissement et la FBCF.

- www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/CAB97132216/histoire-reduction-du-temps-de-travail.fr.html sur la réduction du temps de travail dans une perspective historique (document vidéo).

4

Les facteurs de production et l'évolution des technologies

NOTIONS

→ Capital technique, investissement, travail, capital humain, ressources naturelles, savoir, information

OBJECTIFS

→ Identifier les facteurs de production et les défis actuels que soulève leur utilisation



3

La différence entre l'artisan boulanger et le boulanger qui cuit un pain fabriqué de manière industrielle, c'est le savoir-faire. Plus précisément, le secret du boulanger, c'est son levain, une préparation « à l'ancienne » à base de farine et d'eau, à laquelle on ajoute du cidre, du moût de raisin ou du sucre, qui s'incorpore à la pâte et assure la fermentation. Pour les quantités, « c'est une question d'habitude ». Pour le goût, rien ne vaut l'authenticité [...].

- 1 À partir des documents 1, 2 et 3, identifiez ce dont ces individus ont besoin pour produire, quelle que soit l'époque. Quelle que soit l'époque, pour produire du pain il faut de la main-d'œuvre, du matériel (four, pétrin...), de l'eau, de la farine, du sel, enfin des « habitudes » et un « secret ». C'est-à-dire du travail, du capital, des matières premières, et enfin du savoir-faire et de l'information.
- 2 Quelles évolutions peut-on constater entre les documents 1 et 2 ? Fabrication artisanale dans le document 1, le travail est plus physique, et automatisation de la production dans le document 2, avec moins de personnel impliqué, davantage de tâches de contrôle ou de surveillance et l'apparition d'exigences en matière d'hygiène.
- 3 En déduire une définition de l'acte productif. Produire, c'est combiner des facteurs de production pour fabriquer des biens ou rendre des services en vue de satisfaire les besoins humains.

I. Qu'est-ce que le capital ?

J'analyse

Situation 1

Invitée par le lycée à présenter l'aventure économique de son entreprise, Madame Terreneuve, responsable de la communication de Ferrero France, parle avec enthousiasme de leur produit phare, la pâte à tartiner Nutella. « Elle a

accompagné les petits déjeuners et les goûters de millions de Français depuis 1965. Aujourd'hui, 70 000 tonnes sont produites annuellement pour la France. »

A Les biens d'équipement nécessaires à la production...

Doc. 1

Des noisettes, du sucre, du cacao, du lait et de l'huile... La recette de la Nutella est somme toute assez simple. Et pourtant, comme le Coca-Cola, la Nutella fait partie de ces produits emblématiques que les fabricants de marques de distributeurs (MDD) désespèrent d'égaler un jour. « Notre recette, c'est comme un puzzle de 10 000 pièces qu'il faut savoir assembler. Elle tient autant dans les ingrédients que dans les aspects techniques du process et aussi dans le savoir-faire humain », explique J.-M. Olliver, le directeur industriel de Villers-Ecalles. Quatre lignes [de production] conditionnent la Nutella sur quinze formats de pots différents, de 200 grammes à 1,5 kilo [...]. Mais, au rythme où évoluent les ventes, le groupe songe déjà à agrandir son usine : une nouvelle ligne de Nutella pourrait être envisagée d'ici à 2010 [...].

www.usinenouvelle.com, 3 juillet 2009



Doc. 2

Le capital fixe productif comprend les moyens de production relativement durables (dépassant la durée du cycle de production) et participant directement à la fabrication des biens ou à la réalisation de la prestation de service. C'est le cas en particulier des biens d'équipement : machines, outils, bâtiments, matériels de transport... Le capital fixe productif se distingue du capital productif circulant, en particulier,

par sa durée d'utilisation, ou encore son délai d'immobilisation ou bien encore sa durée de vie par rapport à celle du processus de production.

Le capital productif circulant se définit comme l'ensemble des biens et services utilisés pendant un cycle de production : matières premières, énergie, fournitures, services nécessaires à chaque stade de la production.

www.insee.fr, 2013

- 1 Dans le document 1, surlignez les ressources nécessaires à la fabrication de la Nutella.
- 2 À l'aide du document 2, classez les ressources en capital utilisées par Ferrero pour fabriquer la Nutella.

Capital productif fixe	Consommations intermédiaires aussi appelées Capital productif circulant
Lignes de production	Noisettes, sucre, cacao, lait et huile

- 3 Quel est le critère qui distingue capital fixe et capital circulant ? Expliquez. C'est la durée de présence dans le cycle de production qui distingue capital fixe (qui participe à plusieurs cycles de production pendant au moins un an) et capital circulant (les matières premières) utilisé, voire détruit, au cours d'un seul processus de production.

B ... qui s'acquièrent grâce aux investissements

Doc. 3

Selon les chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière, la destination des investissements se modifierait légèrement en 2012 par rapport à 2011. La part des investissements destinés au renouvellement des équipements gagnerait un point à 30 % et resterait ainsi au-dessus de sa moyenne sur les 22 dernières années (27 %). Les industriels mobiliseraient également une plus grande part de leurs investissements pour des

projets liés à la sécurité, à l'environnement, aux conditions de travail (21 % contre 20 % en 2012). En revanche, la part des investissements consacrés à la modernisation ou à la rationalisation baisserait (24 % contre 26 %). La part de l'investissement consacrée à l'extension des capacités productives et à l'introduction de nouveaux produits resterait en deçà des moyennes de long terme.

www.insee, 2013

4 Identifiez dans le tableau ci-dessous l'objectif que poursuit chaque type d'investissement évoqué dans le document 3.

Type d'investissement	Objectifs poursuivis
Investissement de capacité	Extension du potentiel de production
Investissement de remplacement	Renouvellement des équipements
Investissement de productivité ou de rationalisation	Modernisation/rationalisation de la production
Autres	Introduction de nouveaux produits, sécurité, environnement, conditions de travail...

Doc. 4

Le projet Énergie de Ferrero comprend un éventail d'initiatives dont l'objectif commun est de produire de l'énergie à haute efficacité provenant de sources renouvelables. En d'autres termes, il s'agit d'un programme pluriannuel d'in-

vestissements guidé par deux lignes directrices : le respect de l'environnement et l'optimisation de la qualité et des coûts de filière.

www.ferrero.fr, 2013

5 De quel type d'investissement est-il question dans le document 1 ? dans le document 7 ? Doc 1 : investissement de capacité.
Doc 7 : investissement de rationalisation associé à un projet de respect de l'environnement.

Je construis le cours

I. Qu'est-ce que le capital ?

• Qu'est-ce que le capital productif fixe ?

Le capital productif (par opposition au capital financier) désigne l'ensemble des moyens de production utilisés durablement par l'entreprise pour produire. Il est fixe lorsque les moyens en question concernent plusieurs cycles de production (durée de vie supérieure à 1 an) : bâtiments, machines... Le capital productif fixe s'oppose ainsi au capital productif circulant (ou consommations intermédiaires), lequel est détruit au cours d'un seul cycle de production (matières premières, composants, emballages...).

• Comment s'obtient le capital productif fixe ?

Le capital productif fixe se constitue grâce aux investissements qui peuvent être :

- des investissements de capacité s'ils visent à accroître le potentiel productif ;
- des investissements de renouvellement quand ils remplacent le capital usé ou obsolète ;
- des investissements de productivité lorsqu'ils améliorent l'efficacité de la production.

II. Qu'est-ce que le travail ?

J'analyse

Situation 2

Madame Terreneuve poursuit sa présentation et répond à une question sur les raisons du succès de la Nutella : « Une poignée d'ingrédients, un rituel minutieux de fabrication... À croire qu'on pourrait le faire chez soi, et pourtant Nutella a souvent été imitée, mais jamais égalée. Et si le secret de la Nutella était à rechercher du côté du personnel de Ferrero ? »

A La population disponible pour exercer une activité rémunérée

Doc. 5

Les Français étudient plus longtemps

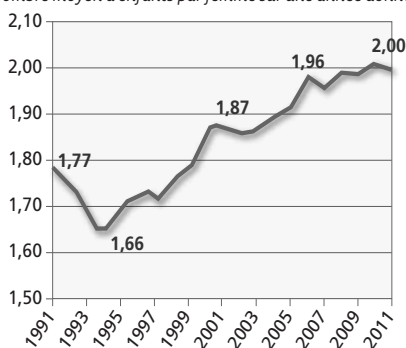
La durée des études initiales n'a cessé de croître depuis l'après-guerre, passant de dix ans en moyenne pour les générations nées entre 1940 et 1944 à quatorze ans pour celles nées entre 1970 et 1974.

www.insee.fr

Doc. 7

Évolution de la fécondité conjoncturelle

Nombre moyen d'enfants par femme sur une année donnée



www.observationsociete.fr, 17 janvier 2013

Doc. 6



Doc. 8

Comment faire venir un étranger en France pour l'embaucher ?

Les PME hésitent souvent à se lancer dans l'embauche d'un salarié étranger qui ne réside pas encore en France. Ils craignent une procédure particulièrement complexe. Elle est pourtant l'une des plus transparentes et, bien que spécifique, elle reste un dispositif accessible.

www.netpme.fr, 2012

1 Le travail désigne l'activité humaine rémunérée contribuant à produire des biens et à rendre des services. Le facteur travail, comme toute ressource, est disponible en quantité limitée ; la quantité de travail disponible dépend de plusieurs facteurs. Identifiez le phénomène auquel fait référence chacun des documents 5 à 8 puis indiquez son influence (↑ ou ↓) sur la disponibilité du facteur travail.

Document	Phénomène illustré	Impact sur la quantité de travail disponible
Document 5	↑ de la durée des études	↓ de la quantité de travail disponible
Document 6	↓ du temps de travail	↓ de la quantité de travail disponible
Document 7	↓ puis ↑ de la fécondité	↓ puis ↑ de la quantité de travail disponible (à long terme)
Document 8	Immigration	↑ de la quantité de travail disponible

Doc. 9

Le capital humain peut être défini comme l'ensemble des capacités, connaissances et compétences que les personnes acquièrent par l'éducation, la formation et l'expérience. Dans cette perspective, l'investissement dans le capital humain peut être vu comme impliquant une multitude d'acteurs tels que le secteur public, les entreprises et les individus [...].

Tant la théorie que les analyses empiriques soulignent largement les effets positifs du capital humain sur la croissance et l'emploi. Cependant, certaines analyses montrent également une tendance au sous-investissement dans le capital humain, aussi bien par les entreprises que par les individus. Cette constatation met en évidence le rôle que doivent jouer les politiques publiques afin de stimuler ce type d'investissement [...].

<http://ec.europa.eu, 2011>

2 Dans le document 9, surlignez de deux couleurs différentes 1) la définition du capital humain et 2) les agents susceptibles d'investir en capital humain.

3 Quel problème le document 9 soulève-t-il ? Quelle solution propose-t-il ?

Problème : Sous-investissement en capital humain de la part des acteurs privés (individus et entreprises).

Solution : Implication des acteurs publics par la mise en place de politiques spécifiques.

Doc. 10

L'exigence du bon commence par l'équilibre personnel et professionnel de nos propres équipes.

Des salariés écoutés et valorisés par un management de proximité, ouverts d'esprit, autonomes et libres de leurs opinions sont des collaborateurs épanouis, capables de contribuer au succès et à la pérennité de leur entreprise.

Nos initiatives, en termes de services aux salariés (conciergerie, crèche inter-entreprises, mini-club enfants, cellule sociale...) et de conditions de travail (nouveaux bâtiments en haute qualité environnementale), favorisent l'engagement individuel et le bien-être de tous [...].

Et pour aller plus loin dans nos réflexions, notre société a récemment décidé d'impliquer ses collaborateurs à travers la mise en place d'un « comité flexibilité » chargé de proposer des actions concrètes pour tendre vers un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.



http://www.ferrero.fr/nos_engagements/notre_maniere_de_travailler, 2013

4 En quoi ont consisté les investissements en capital humain de l'entreprise Ferrero ?

Les investissements de Ferrero en capital humain ont essentiellement concerné les conditions de travail en privilégiant l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle.

Je construis le cours

II. Qu'est-ce que le travail ?

• Quels sont les déterminants de la quantité de travail disponible ?

La quantité de travail dont dispose l'économie nationale dépend de facteurs :

- démographiques, c'est-à-dire l'immigration (dont l'impact positif est immédiat) et la natalité (dont l'impact positif se manifeste à long terme) ;

- socio-culturels (allongement de la durée des études) ;

- législatifs (modification de la durée du travail).

• Qu'est-ce que le capital humain et comment se constitue-t-il ?

Le capital humain désigne le stock de connaissances, compétences et expériences professionnelles que possède un individu. Comme le capital technique fixe, il est le résultat d'investissements. Ainsi, le capital humain se forme et se développe par des investissements réalisés par le travailleur lui-même ou les entreprises sous la tutelle de l'État (qui soutient, incite ou oblige). La qualité du capital humain est un facteur essentiel de la croissance et de l'emploi.

III. Quels sont les autres facteurs de production ?

J'analyse

A Les ressources naturelles : l'enjeu environnemental

Situation 3

Interrogée sur les préoccupations environnementales de Ferrero, Madame Terre-neuve évoque les efforts constants de l'entreprise, qui ambitionne par exemple de réduire de 20 % sa consommation d'eau d'ici à 2020.



Doc. 11

Il n'aura fallu à l'humanité qu'un peu moins de huit mois, 232 jours exactement, pour consommer toutes les ressources naturelles que la planète peut produire en un an. Ce mardi 20 août correspond au Global Overshoot Day ou « jour du dépassement planétaire » selon l'organisation non gouvernementale Global Footprint Network (GFN), qui calcule chaque année ce « jour triste et solennel » [...].

Pour GFN, le premier dépassement est intervenu en 1970. Depuis, la date se fait chaque fois plus précoce [...] et les prévisions de l'ONG canadienne ne sont pas engageantes.

Il faudrait aujourd'hui « plus de 1,5 Terre pour répondre aux besoins d'une population humaine toujours croissante. À ce rythme, nous aurons besoin de deux planètes bien avant la moitié de ce siècle » [...].

« L'humanité vit au-dessus de ses moyens, tranche le Global Footprint Network. Le seuil critique a été atteint depuis environ trente ans et la consommation des hommes dépasse désormais ce que la nature est en capacité de lui fournir en termes de recyclage, de CO₂ libéré et de production de nouvelles matières premières. »

La nature n'est donc plus capable de se régénérer suffisamment vite pour absorber les activités humaines à l'origine de la diminution de la couverture forestière, de la dégradation des réserves d'eau douce ou de l'émission de pollutions [...].

« Nous ne pouvons plus continuer à creuser cette dette écologique », prévient l'ONG, qui préconise plusieurs solutions : nouvelles technologies, aménagement urbain, réforme fiscale écologique ou encore des régimes alimentaires moins riches en viande. « Sinon, le dépassement des limites écologiques finira par liquider la planète. »

www.lemonde.fr, 20 août 2013

1 Proposez un titre illustrant l'extrait ci-dessus. « La raréfaction croissante des ressources naturelles » ou « Mardi 20 août, l'humanité entre en période de "dette écologique" » (titre original de l'article).

2 Surlignez dans le document 11 les facteurs à l'origine du phénomène décrit.

Doc. 12

Pour une entreprise de grande consommation comme la nôtre, la gestion des déchets constitue une part importante de notre stratégie industrielle [...].

Grâce au tri effectué à la source par chacun de nos collaborateurs, nous avons atteint un taux de valorisation des déchets d'emballages de 100 % (papier, carton, plastique, bois). Pour consolider cette performance, il existe une équipe dédiée à l'optimisation de la gestion des déchets.

C'est dans une volonté de progrès permanent que nous avons inauguré en avril 2008 notre nouveau centre de collecte de déchets qui nous permet désormais d'envisager de nouvelles filières de valorisation de matières. Et, poursuivant cette même ambition, le groupe Ferrero s'intéresse aux démarches d'éco-conception permettant de réduire en amont la quantité produite de déchets à gérer.

<http://www.ferrero.fr>, 2013

3 Repérez, en les surlignant, les déchets évoqués dans le document 12.

4 Pour une entreprise, à quelle catégorie de facteurs de production les déchets en question appartiennent-ils ?

Ces déchets constituent du capital productif circulant.

5 Quel est alors l'intérêt des entreprises d'optimiser la gestion de leurs déchets ? En optimisant la gestion de leurs déchets, les entreprises réalisent des économies. De plus, le respect de l'environnement est valorisé par le client (en termes de qualité et d'image).

Situation 4

Madame Terreneuve conclut son exposé : « La pâte à tartiner Nutella est sans conteste l'un des plus grands succès commerciaux contemporains : avec plus de 85 % de part de marché, l'entreprise Ferrero domine totalement le marché de la pâte à tartiner.

Madame Terreneuve conclut son exposé : « Nutella est sans conteste l'un des plus grands succès commerciaux contemporains. Avec 87 % de parts de marché, Ferrero domine outrageusement le secteur de la pâte à tartiner. Nutella n'est cependant pas la seule arme du groupe. Sa renommée auprès des consommateurs est également assurée par des marques aussi prestigieuses que Kinder, TicTac ou Mon Chéri ».

Doc. 13

Pour la France comme pour les pays comparables, la principale source de création de richesses réside désormais dans les savoirs et les compétences, davantage que dans les ressources matérielles. La compétitivité des entreprises et, au-delà, celle des nations reposent fondamentalement sur les capacités à créer et à utiliser les connaissances [...].

L'essor de l'économie du savoir se traduit par la part grandissante de l'investissement immatériel, en particulier sous la forme de dépenses d'éducation et de formation, de recherche et développement ainsi que, plus largement, d'innovation tant technologique qu'organisationnelle. Du reste, si les TIC jouent indéniablement un rôle majeur à cet égard, mettre l'accent sur le savoir signifie que le problème central concerne moins l'accès à l'information que la faculté de s'en servir et, plus généralement, la capacité d'apprentissage de la part des différents acteurs concernés.

Rapport du Commissariat général au plan, 2002

- 6 Dans le document 13, repérez en les surlignant les conséquences de l'avènement d'une économie de la connaissance.
- 7 Expliquez la phrase soulignée dans le document 13. Grâce aux TIC, la diffusion du savoir est de plus en plus rapide et de moins en moins coûteuse. Ce qui importe, c'est donc davantage le savoir-faire et le « faire-savoir » que le savoir lui-même.
- 8 D'après la situation 4 que peut faire l'entreprise Ferrero pour maintenir sa position sur le marché ?
La marque est un moyen essentiel dont disposent les entreprises pour faire valoir leur savoir-faire. Pour le consommateur, la marque Nutella évoque un produit unique et suscite l'attachement. L'entreprise recueille régulièrement des informations sur le marché (enquête) pour adapter sa stratégie.

Je construis le cours

III. Quels sont les autres facteurs de production ?

- Quels sont les enjeux liés à la gestion des ressources naturelles ?

Il est indispensable de lutter contre la raréfaction croissante des ressources naturelles. Les mesures à mettre en œuvre doivent être au centre des politiques publiques : aménagement du territoire, santé, politique fiscale, croissance et innovation...

Pour les entreprises, une gestion optimisée des ressources naturelles permet de réaliser des économies, d'améliorer l'image de marque et d'accroître la qualité des produits.

- Quels sont les enjeux liés à la maîtrise de l'information et du savoir ?

L'économie de la connaissance désigne la phase actuelle de l'histoire économique dans laquelle l'information, les savoirs, les savoir-faire et les « faire-savoir » constituent des facteurs de production essentiels.

L'économie de la connaissance a pour origine les TIC, qui accélèrent la diffusion de la connaissance et en réduisent le coût. Pour les entreprises, la maîtrise de l'information permet de mieux s'adapter aux besoins du marché et de demeurer ainsi compétitives.

Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	Les consommations intermédiaires constituent le capital technique circulant.	X		Contrairement au capital technique fixe (constitué des biens de production durables), elles disparaissent dès leur première utilisation.
2	L'investissement de rationalisation permet d'accroître le potentiel productif d'une entreprise.		X	Pas nécessairement ; l'investissement de rationalisation vise à augmenter l'efficacité de la production, ce qui peut signifier que l'entreprise produit autant, mais avec des coûts plus faibles.
3	L'émigration accroît le nombre de travailleurs disponibles pour produire.		X	C'est l'immigration qui accroît la quantité de travail disponible ; l'émigration a l'effet inverse (« fuite des cerveaux » par exemple).
4	Le passage de l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans réduit la quantité de travail disponible.		X	Le recul de l'âge de départ à la retraite augmente le nombre de travailleurs disponibles à un instant donné.
5	Les entreprises ont intérêt à s'impliquer dans la préservation des ressources rares.	X		En effet, c'est une façon d'améliorer leur image de marque et la qualité de leurs produits. La préservation des ressources rares peut aussi être source d'économies (via une moindre consommation de capital technique circulant).

EXERCICE

Doc.

Les investissements de l'entreprise LCK

Après trente années d'existence, l'entreprise LCK, spécialisée dans la fabrication de vêtements de plongée, connaît des turbulences. Pourtant, au cours de la première moitié de la dernière décennie, grâce à une augmentation spectaculaire de ses débouchés, l'acquisition de plusieurs machines-outils avait permis à LCK de quasiment doubler son potentiel productif. L'augmentation des ventes et des bénéfices qui s'en était suivie fut l'occasion de rénover et de moderniser les installations techniques de trois de ses cinq sites

de production.

Toutefois elle doit aujourd'hui affronter une concurrence de plus en plus vive, en provenance notamment des pays asiatiques. Aussi, pour réduire ses coûts, a-t-elle été récemment contrainte de se séparer de près de 5 % de ses salariés et d'automatiser la quasi-totalité de l'activité couture de ses combinaisons.



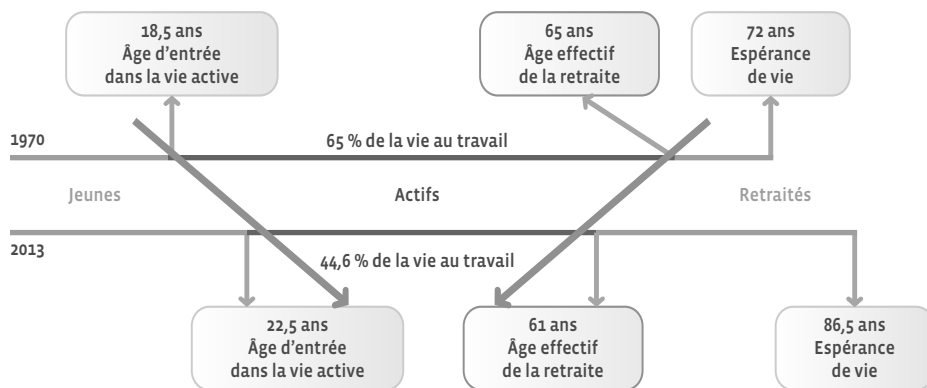
Repérez les différents investissements réalisés par l'entreprise LCK. Pour chacun d'eux, dites de quel type d'investissement il s'agit, quel est son objectif et quelles sont ses conséquences sur le facteur travail.

Investissement	Type d'investissement	Objectif poursuivi	Conséquences sur le facteur travail
Acquisition de machines-outils	Capacité	Accroître la capacité de production	Embauches
Rénovation des installations techniques	Renouvellement (et productivité)	Remplacer le capital technique fixe	Modification des compétences
Automatisation des coutures	Productivité	Améliorer l'efficacité de la production	Licenciements (⇒ ↑ du chômage)

JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

Doc. 1

» L'évolution du temps de travail en France



Doc. 2

Dans un système de retraite par répartition [ce qui est le cas en France], les cotisations, versées par les actifs au titre de l'assurance vieillesse, sont immédiatement utilisées pour payer les pensions des retraités. Ce système repose donc sur

une forte solidarité entre générations. Son équilibre financier dépend du rapport entre le nombre de cotisants et celui des retraités [...].

www.vie-publique.fr, 2012

> Analyser



Fiche outil 3 : Calculer et interpréter des pourcentages

1 À partir du document 1, répondez aux questions qui suivent.

- En 1970, quel était l'âge d'entrée dans la vie active ? 18 ans $\frac{1}{2}$. L'âge de la retraite ? 65 ans
- En 2013, quelles évolutions peut-on constater ? En 43 ans, l'âge d'entrée dans la vie active a reculé de quatre ans (investissements en capital humain) et l'âge de départ à la retraite a diminué du même nombre d'années. Au final, le temps de vie au travail diminue (de près d'1/3 à moins de la moitié) car, parallèlement, l'espérance de vie a progressé.
- En 2013, les Français passent 44,6 % de leur vie au travail. Retrouvez la formule de calcul de ce pourcentage : $(61 - 22,5) \div (86,5 \times 100) = 44,64$, arrondi à 44,6 %

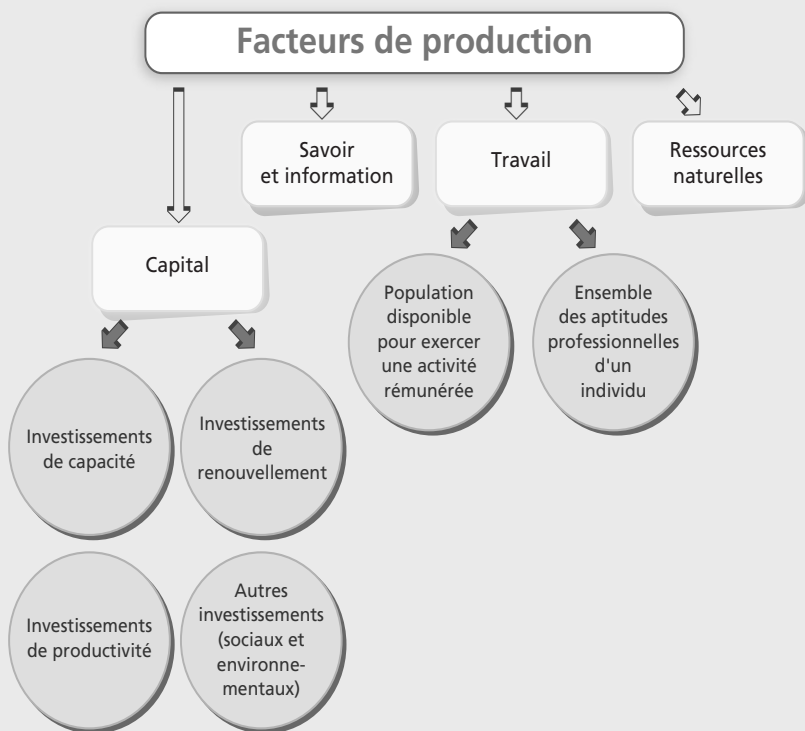
> Argumenter



Fiche outil 7 : Argumenter en économie

2 En vous appuyant sur les documents 1 et 2 et à l'aide de vos connaissances, vous caractériserez le problème posé par la diminution du temps de vie au travail. Les causes de la diminution du temps de vie au travail sont au nombre de trois. D'abord, l'âge d'entrée dans la vie active a augmenté du fait d'un allongement de la durée des études. Ensuite, l'âge de départ en retraite a diminué sous l'influence, notamment, de la législation sociale. Enfin, l'espérance de vie a progressé. Les deux premiers de ces phénomènes ont eu pour effet de réduire la quantité de travail disponible, et donc utilisée ; le troisième a contribué à accroître la période de prise en charge financière des retraités. La combinaison de ces trois évolutions s'est soldée par une diminution relative du nombre de cotisants par rapport au nombre de retraités. Or, dans le système de retraite par répartition qui est celui de la France, les pensions de retraite sont financées par les cotisations des actifs. Se pose ainsi la question du financement des retraites.

Les facteurs de production et l'évolution des technologies



LES BONNS MOTS

POUR LE DIRE

- Capital productif fixe : Moyens de production durables (durée d'utilisation > cycle de production) participant directement à la fabrication des biens ou à la réalisation de prestations de services : bâtiments, machines, outils...
- Investissement : Acquisition de capital fixe productif dans le but d'accroître (investissement de capacité), de remplacer (investissement de renouvellement) ou de rendre plus efficace (investissement de rationalisation) le potentiel productif.
- Capital productif circulant (ou consommations intermédiaires) : Facteurs de production détruits au cours d'un seul et même cycle de production (transport matières premières, composants...).
- Travail : Activité humaine rémunérée consacrée à la production de biens et de services.
- Capital humain : Compétences professionnelles accumulées par un individu par le biais de sa qualification et de ses expériences.

SYNTHÈSE RÉDIGÉE : LES FACTEURS DE PRODUCTION ET L'ÉVOLUTION DES TECHNOLOGIES

I. Qu'est-ce que le capital ?

A. Les biens d'équipement nécessaires à la production...

D'un point de vue technique, le capital désigne l'ensemble des biens (ou des actifs) dont l'entreprise a besoin pour produire (on parle aussi des biens de production, par opposition aux biens de consommation).

Le capital technique se distingue du capital financier (le passif), constitué des ressources (propres ou empruntées) ayant permis à l'entreprise d'acquérir du capital technique. Certains éléments du capital technique sont des biens durables (capital technique fixe), d'autres sont consommés au cours d'un unique processus de production (capital technique circulant).

Pour les économistes, le capital technique est conçu comme un détour de production (E. von Böhm Bawerk, 1871). Les biens qui le constituent consomment des ressources (en temps, en énergie, en monnaie) alors qu'ils ne permettent pas de satisfaire directement les besoins. Cette perte est toutefois plus que compensée par l'utilisation ultérieure du capital technique obtenu. Parce qu'il rend le travail plus efficace, il améliore, en bout de chaîne, la satisfaction des besoins.

B. ... qui s'acquièrent grâce aux investissements

L'investissement peut se définir comme un flux permettant d'alimenter le capital technique fixe qui, lui, correspond à un stock.

L'Insee mesure l'investissement par la formation brute de capital fixe : « La FBCF est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an. »

La typologie traditionnelle des investissements consiste à les différencier selon leur objectif : renouveler le potentiel productif, l'accroître, le rendre plus productif ou économiser le capital technique circulant.

Un clivage plus moderne consiste à distinguer les investissements matériels des investissements immatériels, les seconds prenant de plus en plus d'importance par rapport aux premiers.

II. Qu'est-ce que le travail ?

A. La population disponible pour exercer une activité rémunérée

Au niveau macroéconomique, le facteur travail se confond avec la population disponible pour exercer une activité rémunérée, c'est-à-dire la population active (étudiée en classe de terminale, thème VII).

Les déterminants de la quantité de travail disponible dans une économie sont démographiques (fécondité et immigration), socioculturels (élévation de la durée de scolarisation notamment, l'évolution du taux d'activité des femmes étant traitée en classe de terminale) et juridiques (législation relative à la réduction de la durée du travail).

La diminution du temps de travail a été mise en œuvre à travers différentes modalités : réduction de la durée hebdomadaire du travail (40 heures en 1936, 39 heures en 1981, 35 heures en 2000), abaissement de l'âge de départ en retraite (60 ans en 1981) et augmentation de la durée des congés payés (4 semaines en 1936, 5 semaines en 1981).

La tendance actuelle est toutefois à l'élévation du temps de travail (remise en cause récurrente des 35 heures et recul de l'âge de départ en retraite), notamment à cause des problèmes de financement du système de protection sociale.

B. L'ensemble des aptitudes professionnelles propres à un individu

D'un point de vue microéconomique, le travail est appréhendé à travers la notion de capital humain (G. Becker, 1964). Il ne s'agit pas de dire que le travailleur est une ressource, mais qu'il a des ressources, qu'il est le dépositaire d'un savoir-faire (= « connaissance en action »), source de création de richesses, c'est-à-dire de revenus. En théorie, l'investissement en capital humain profite à l'individu (sa rémunération devrait augmenter) et aux entreprises (qui bénéficient des compétences de leurs salariés). Comme toute décision d'investissement, la décision d'investir en capital humain reste toutefois risquée. Si la dépense est certaine, le gain ne l'est pas.

Le capital humain est un bien collectif générateur d'externalités positives : croissance, hausse des recettes fiscales, meilleure satisfaction des besoins... Il présente donc un intérêt pour la société dans son ensemble.

Les dépenses d'investissement en capital humain peuvent être sous-optimales parce qu'elles reposent sur des décisions risquées et qu'elles présentent un caractère de bien collectif. L'intervention de l'État dans ce domaine s'en trouve alors justifiée.

III. Quels sont les autres facteurs de production ?

A. Les ressources naturelles : l'enjeu environnemental

Les ressources naturelles non renouvelables s'épuisent sous la pression de la demande. Elles sont désormais soumises à des usages alternatifs (biens agricoles comme moyen de subsistance ou comme source d'énergie, espace pour se loger ou espace pour pro-

duire...). Des choix s'imposent, certains ne sont pas satisfaits, d'où des tensions (mouvement des « sans-terre » par exemple).

La surexploitation des ressources naturelles est également à l'origine de la dégradation de l'environnement. À terme, ce sont les conditions de vie mêmes des populations qui sont remises en cause (pollution de l'air...).

Les entreprises sont les principaux utilisateurs des ressources naturelles qui constituent, pour elles, du capital technique circulant. Pour autant, il n'y pas nécessairement conflit entre leurs intérêts particuliers et la protection de l'environnement. En effet, l'entreprise préoccupée par les questions écologiques peut réduire ses coûts, élever la qualité de ses produits et améliorer son image.

Il n'en reste pas moins que l'État a un rôle majeur à jouer en matière de préservation de l'environnement. Il est notamment celui qui va décider de l'identité des utilisateurs prioritaires des ressources épuisables.

B. L'information et le savoir : l'enjeu de la compétitivité

L'information peut être assimilée à un facteur de production si elle est définie comme la « matière première de la décision ». Une entreprise ne peut être efficacement pilotée qu'à condition que ses dirigeants soient correctement informés.

À l'ère de la consommation de masse a succédé celle de « l'économie de la connaissance » (F. Machlup, 1962) fondée sur l'information, les savoirs, les savoir-faire (et même les « faire-savoir », les « savoir faire faire » et les « faire-valoir »).

L'économie de la connaissance trouve ses origines dans les évolutions économiques (mondialisation, progrès dans le domaine des transports, tertiarisation), sociales (consommateur exigeant, imprévisible, averti et soucieux de son environnement) et technologiques (TIC).

L'économie de la connaissance a pour conséquence d'inciter les entreprises à privilégier les investissements immatériels au détriment des investissements matériels.

5

La combinaison productive et l'évolution des technologies

PROGRAMME

II. Comment se crée et se répartit la richesse ?

Thème	Notions	Contexte et finalité de l'étude
II.1. La combinaison des facteurs de production et l'évolution des technologies	<ul style="list-style-type: none"> Les facteurs de production : le travail, le capital et l'investissement, les ressources naturelles, le savoir et l'information. 	L'efficacité de la combinaison productive est étudiée au regard des choix technologiques mis en œuvre, de la substitution capital/travail possible et des incidences en termes d'emplois et de qualification des individus. Elle pose également le problème de la maîtrise du savoir et de l'information nécessaire pour rester concurrentiel sur les marchés. L'efficacité des facteurs de production est appréhendée à travers la notion de productivité. Les gains de productivité sont étroitement liés à l'investissement en capital humain.

OBJECTIFS ET CHOIX PÉDAGOGIQUES

I. Comment l'entrepreneur choisit-il la combinaison productive ?

Les contraintes et les critères propres au choix de la combinaison productive sont présentés à travers l'exemple d'une entreprise fictive, mais évoluant sur un marché familier aux élèves (celui des consoles et des jeux vidéo, les deux activités ne présentant pas les mêmes enjeux). L'illustration permet de poser la distinction fondamentale entre facteurs substituables et facteurs complémentaires, mais également de réaliser des calculs élémentaires de coûts et de productivité des facteurs. Parce qu'il s'y prête particulièrement, l'exemple est conservé : 1) pour souligner la pression qu'exerce le progrès technologique dans l'évolution de la combinaison productive, et 2) pour illustrer l'arbitrage entre compétitivité et rentabilité.

Les différents facteurs de production sont désormais connus et les problématiques relatives à leur utilisation ont été traitées. Il s'agit dès lors de savoir comment ils sont associés pour créer des richesses. Le premier travail consistera à répertorier les paramètres pris en compte dans le choix de la combinaison productive. Une telle décision appartenant à l'entrepreneur, elle est dictée par la maximisation du profit.

II. Comment mesurer l'efficacité de la combinaison productive ?

La combinaison productive est ensuite étudiée au regard du critère de l'efficacité, d'abord dans le cadre d'une analyse statique, puis dans une perspective de plus longue période. Sont ainsi introduites la question du progrès technologique (appréhendée comme une obligation pour l'entreprise) et la notion de gains de productivité (dont il convient notamment d'identifier les sources).

III. Comment utiliser les gains de productivité ?

L'attention est ensuite portée sur l'utilisation qu'une entreprise ou qu'une nation peut faire des gains de productivité.

La question des effets macroéconomiques des gains de productivité est enfin présentée par le biais d'un schéma, l'objectif étant de faire comprendre à l'élève que la hausse de la productivité est au cœur de la dynamique de croissance à long terme. C'est à cette occasion que les implications sociales (« en termes d'emplois et de qualification des individus » selon les termes du programme) des gains de productivité sont mises en relief.

CONSEILS ET PISTES D'APPROFONDISSEMENT

Sur le choix de la combinaison productive

Il est possible d'introduire le taux d'utilisation des capacités de production comme autre paramètre du choix de la combinaison productive, notamment parce qu'il influence la disponibilité, à court terme, du facteur capital. Cet indicateur peut être conçu comme le degré de liberté dont bénéficie l'entrepreneur en cas d'augmentation des débouchés.

La question du niveau de la production peut être analysée parallèlement à celle de la combinaison productive. Les notions de rendement et d'économies d'échelle peuvent alors être abordées.

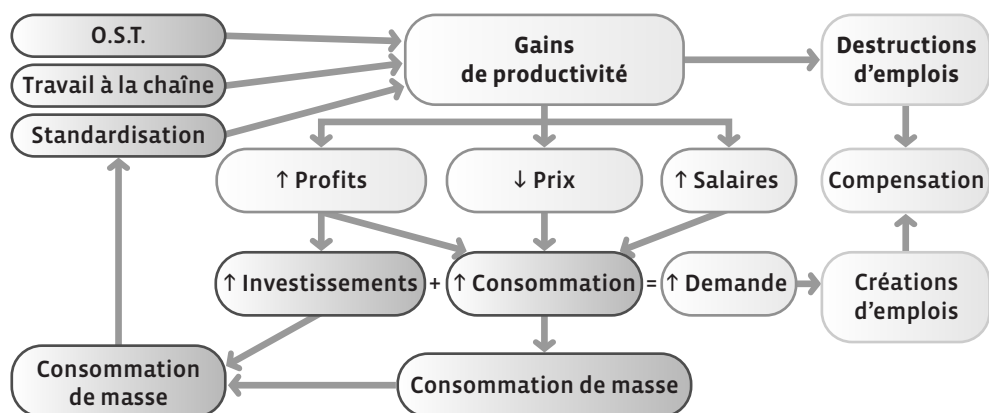
Sur la mesure de l'efficacité de la combinaison productive

Dans une perspective plus théorique, les travaux d'A. Smith peuvent être évoqués pour présenter la division du travail comme la source originelle des gains de productivité. La révolution industrielle peut alors servir d'illustration à la théorie du déversement (A. Sauvy).

L'approche pluridisciplinaire (précisément avec l'histoire) préconisée par le programme peut être mise à profit à travers l'exemple de l'industrie automobile et du fordisme (faisant par ailleurs l'objet d'une application).

Sur l'utilisation des gains de productivité

Le document 12, qui présente les conséquences économiques et sociales des gains de productivité, peut être enrichi et contextualisé de façon à retrouver et approfondir le thème de la croissance fordiste et à aborder les conséquences économiques et sociales des gains de productivité (mise en évidence du « cercle vertueux de la productivité ») :



La même illustration peut aussi être utilisée pour expliquer le dérèglement du cercle vertueux de la productivité.

SITOGRAFIE

- www.pedagogie.ac-nantes.fr/1317759592346/0/fiche_ressourcepedagogique/ pour une séquence pédagogique sur le thème « Comment le producteur effectue-t-il ses choix ? ».
- tempsreel.nouvelobs.com/topnews/20131210.AFP4741/eads-s-efforcera-de-limiter-les-licenciements.html sur la nécessité d'accroître la productivité pour une entreprise.
- www.youtube.com/watch?v=pEFZnCwPpGg sur les effets des TIC sur la productivité du travail (document vidéo).
- www.youtube.com/watch?v=A_twneBrbwc pour une présentation simple du cercle vertueux de la productivité (document vidéo).

5

La combinaison productive et l'évolution des technologies

NOTIONS → La productivité et les gains de productivité

OBJECTIFS → Déterminer la combinaison productive optimale
→ Mesurer son efficacité et les effets des gains de productivité



- 1 Repérez les facteurs de production présentés ci-dessus.

Travail : des ouvriers/un conducteur d'engin.

Capital : des pioches/une pelleuse.

- 2 Quel problème économique ce chef d'entreprise doit-il résoudre ?

Ce chef d'entreprise doit choisir la combinaison productive, c'est-à-dire la façon d'associer le capital et le travail pour mettre en œuvre la production.

- 3 Dans l'entreprise, sur quel critère s'effectue le choix d'une association particulière de travail et de capital ? Quel est le risque de l'utilisation d'un tel critère pour l'économie dans son ensemble ?

Critère : l'entrepreneur choisit la combinaison productive dont le rendement est le plus grand.

Risque : remplacement de l'homme par la machine et inadaptation du travailleur aux emplois offerts.

I. Comment l'entrepreneur choisit-il la combinaison productive ?

J'analyse

A En tenant compte de contraintes techniques et réglementaires

Situation 1

Laurine effectue un stage chez un acteur majeur du marché du « gaming » : la société Sotendo. Avec un effectif de plus de 1 000 salariés, l'entreprise est présente aussi bien dans le secteur de la fabrication de consoles que dans le domaine de la création de jeux vidéo. En observant le fonctionnement de Sotendo, Laurine remarque que le département « consoles » licencie alors que l'activité « jeux vidéo » cherche à recruter.

Doc. 1

La combinaison productive [...] peut être plus ou moins capitaliste, c'est-à-dire incorporer proportionnellement plus ou moins de capital. Ainsi, il est possible de terrasser une route avec des milliers de travailleurs armés de pelles et de pioches (combinaison productive faiblement capitaliste) ou avec quelques travailleurs et des bulldozers (combinaison productive fortement capitaliste). Lorsqu'une seule combinaison productive est possible, les facteurs de production sont dits « complémentaires » (l'exemple le plus fréquent de la complémentarité des facteurs de production est celui de l'activité de transport en taxi : à chaque taxi correspond un chauffeur et à chaque chauffeur correspond un taxi). Ils sont dits « substituables » lorsque l'entreprise peut effectuer un choix entre plusieurs combinaisons possibles (exemple des travailleurs et des bulldozers). Dans la réalité, ils ne sont jamais totalement complémentaires ou substituables.

Marc Montoussé, *Les Cahiers français*, n° 315, 2003

- 1 Comment différencier les facteurs de production substituables et complémentaires ? Surlignez les explications dans le document 1.
- 2 Identifiez les deux activités de l'entreprise Sotendo et dites, pour chacune d'elles, si elle est mise en œuvre par des facteurs de production plutôt substituables ou plutôt complémentaires. Expliquez.

Activité	Nature des facteurs	Explication
Fabrication de consoles (dans les usines)	Facteurs plutôt substituables	« Fabrication », donc possibilité de remplacer l'homme par la machine.
Conception de jeux vidéo (dans les bureaux)	Facteurs plutôt complémentaires	« Conception », donc travail de création difficile à automatiser.

Doc. 2

Même lorsque les facteurs sont substituables, l'entrepreneur peut ne pas être complètement libre de choisir la combinaison productive. En premier lieu, en effet, il n'est généralement pas possible d'accroître rapidement le capital technique fixe utilisé. Face à un accroissement conjoncturel de la demande notamment, l'entrepreneur est souvent contraint de recourir à une combinaison productive plus intensive en travail. En second lieu, certains secteurs font l'objet de dispositions obligeant les entreprises à utiliser une certaine « dose » de travail (ou, plus rarement, de capital) dans la combinaison productive.

Doc. 3

Tout équipage technique à bord d'un avion se compose au minimum d'un commandant de bord [et] d'un copilote ou officier pilote de ligne (OPL). N° 2 dans la liste d'équipage, il a les mêmes qualifications techniques que le commandant de bord, mais les responsabilités et l'expérience en moins. Pour les très longs vols (Paris - Santiago du Chili par exemple), la réglementation prévoit deux ou trois copilotes.

www.devenirpiloteairfrance.com

- 3 Dans le document 2, surlignez les contraintes qui limitent la liberté de l'entrepreneur.
- 4 Expliquez l'origine de la première et repérez l'exemple qui illustre la seconde (document 3).

- Origine de la contrainte technique : ↑ du capital technique ⇒ investissements ⇒ temps de prise de décision.

- Exemple de contrainte réglementaire : transport aérien de personnes.

B En appliquant le critère de la maximisation du profit

Doc. 4

L'entrepreneur dispose en fait de trois leviers pour faire s'élever le profit, à savoir augmenter le prix de vente, réduire les coûts ou bien accroître les quantités vendues d'un montant plus élevé que l'augmentation des coûts qui en résulterait. Lorsque l'entrepreneur choisit la combinaison productive, le niveau de production et le prix de vente sont fixés. La décision est donc guidée par la réduction des coûts.

Doc. 5

Le produit phare de la société Sotendo est une console Wi-Fi dont le prix de vente est de 149 € et pour laquelle la production journalière est réalisée en séries de 200 unités. Plusieurs combinaisons productives peuvent être mises en œuvre :

Combinaison productive	Nbre de travailleurs	Nbre de machines	Hypothèse 1			Hypothèse 2		
			Coût du travail	Coût du capital	Coût total	Coût du travail	Coût du capital	Coût total
1	70	25	9 800	12 250	22 050	9 800	6 125	15 925
2	50	30	7 000	14 700	21 700	7 000	7 350	14 350
3	40	35	5 600	17 150	22 750	5 600	8 575	14 175
4	35	40	4 900	19 600	24 500	4 900	9 800	14 700

- 5 À partir du document 5, calculez le chiffre d'affaires visé et précisez le moyen que l'entrepreneur utilisera pour maximiser le profit. $CA = 200 \times 149 \text{ €} = 29\,800 \text{ €}$. La quantité vendue et le prix de vente sont fixés. La maximisation du profit sera guidée par la réduction des coûts.
- 6 Sachant que, dans l'entreprise Sotendo, 1 heure de travail coûte 20 €, 1 heure d'utilisation d'une machine 70 € et que la journée de travail est de 7 heures, complétez les colonnes de l'hypothèse 1 du document 5. Surlignez la combinaison productive qui sera mise en œuvre.
- 7 Si le coût du capital était divisé par deux, recalculez le coût de production (hypothèse 2). Soulignez la combinaison qui sera mise en œuvre. Quel en sera l'effet sur le personnel ? Risque de licenciement.

Je construis le cours

I. Comment l'entrepreneur choisit-il la combinaison productive ?

- Qu'est-ce que la combinaison productive ?

La combinaison productive désigne la proportion de capital et de travail utilisée pour produire. Si les facteurs peuvent être associés de plusieurs façons pour obtenir une même production, ils sont substituables. S'ils doivent être combinés dans des proportions fixes, ils sont complémentaires.

- Quelles sont les contraintes à prendre en compte dans le choix de la combinaison productive ?

En plus des contraintes techniques, l'entrepreneur peut rencontrer deux autres contraintes, à savoir l'impossibilité d'accroître le capital fixe à court terme et la réglementation.

- Sur quel critère l'entrepreneur choisit-il la combinaison productive à mettre en œuvre ?

L'objectif de l'entrepreneur est la maximisation du profit. Il y a trois moyens d'accroître le profit : augmenter le prix de vente, augmenter les quantités vendues ou diminuer le coût de revient.

II. Comment mesurer l'efficacité de la combinaison productive ?

J'analyse

A Par la mesure de la productivité à un moment donné



Situation 2

Depuis l'avènement de la technique de la Motion Capture, c'est l'effervescence dans les bureaux de Sotendo. Le défi ne pourra être relevé qu'au prix de mutations profondes du processus de conception des jeux vidéo. « S'adapter ou disparaître ? » C'est le titre que Laurine a donné au rapport de stage qu'elle doit remettre très prochainement.

Doc. 6

Productivité En économie, la productivité est définie comme le rapport, en volume, entre une production et les ressources mises en œuvre pour l'obtenir.

La production désigne les biens et/ou les services produits. Les ressources mises en œuvre, dénommées aussi facteurs de production, désignent le travail, le capital technique (installations, machines, outillages...), les capitaux engagés, les consommations intermédiaires (matières premières, énergie, transport...), ainsi que des facteurs moins faciles à appréhender bien qu'extrêmement importants, tel le savoir-faire accumulé.

La productivité peut aussi être calculée par rapport à un seul type de ressources, le travail ou le capital. On parle alors de productivité apparente. Une mesure couramment utilisée

est celle de productivité apparente du travail. On peut également calculer une productivité apparente du capital.

Productivité apparente du travail La productivité apparente du travail ne tient compte que du seul facteur travail comme ressource mise en œuvre. Le terme « apparente » rappelle que la productivité dépend de l'ensemble des facteurs de production et de la façon dont ils sont combinés [...] :

- si le volume de travail est mesuré par le nombre d'heures travaillées, on parle de « productivité horaire apparente du travail » ;

- si le volume de travail est mesuré par le nombre de personnes en emploi (personnes physiques), on parle de « productivité par tête ».

<http://www.insee.fr>, 2013

- 1 Surlignez dans le document 6 la définition de la productivité et les deux façons de calculer la productivité apparente du travail.
- 2 À partir des données de l'exercice précédent calculez la productivité du travail (par tête et horaire) et la productivité du capital. À quoi correspondent les résultats obtenus dans les deux cellules colorées ?

Combinaisons	Combinaison productive		Productivité du travail		Productivité du capital
	Nombre de travailleurs	Nombre de machines	Productivité du travail par tête	Productivité horaire du travail	
1	70	25	2,86	0,41	8,00
2	50	30	4,00	0,57	6,67
3	40	35	5,00	0,71	5,71
4	35	40	5,71	0,82	5,00

- 3 Comment évolue la productivité du travail en fonction de la combinaison productive choisie ?

La productivité du travail augmente lorsque la combinaison productive privilégie de plus en plus le facteur capital. Autrement dit, le recours croissant à la machine rend le salarié plus performant.

Doc. 7

Animé par la maximisation du profit, l'entrepreneur est en recherche permanente de moyens d'accroître la productivité. Les économistes parlent alors de gains de productivité, qui signifient soit que l'entreprise produit davantage avec la même quantité de facteurs, soit qu'elle produit autant avec une quantité moindre de facteurs. Dans les deux cas, le coût de production unitaire diminue.

Les sources des gains de productivité sont à rechercher dans le facteur capital (via l'utilisation d'équipements plus performants), dans le facteur travail (grâce, notamment, à des investissements en capital humain) ou dans la combinaison des deux (auquel cas elle prend la forme de progrès dans l'organisation de la production).

- 4 Repérez dans le document 7 la définition et les sources des gains de productivité.

Doc. 8

À la base, la Motion Capture en 3 D a été conçue dans les années 1970 [...], à l'aide de deux caméras et de diodes placées sur le corps d'un acteur. Il s'agit d'enregistrer [ses] mouvements afin d'obtenir en temps réel l'animation d'un personnage virtuel. Aujourd'hui, la Motion Capture a beaucoup évolué [...]. [Elle] s'est bien installée dans le jeu vidéo, [...] surtout dans le sport [...]. De plus, financièrement parlant, ce procédé est plutôt rentable.

À sa naissance, la « Mocap » permettait d'obtenir un mouvement dans son ensemble (exemple : un homme qui marche, un cheval qui galope...). S'il devait rester très général, c'est en partie à cause du montage, qui se faisait entièrement à la main. Aujourd'hui, on peut s'attarder sur les détails grâce

à de nouveaux logiciels comme Movimiento. Celui-ci vient tout juste de sortir et propose par exemple de capturer les mouvements du visage dans le détail. Mais là où ce logiciel représente une grosse révolution, c'est avant tout parce qu'il permet de dépasser les limites que présentait un tournage dans un studio traditionnel en offrant la capacité d'amener le processus de capture en dehors du studio, là où se déroule l'action [...].

Il va de soi que la conception d'un jeu vidéo de sport passe désormais par la Motion Capture [...]. Et pourtant, il n'existe aucune formation pour ce métier.

www.bestofmicro.com

- 5 Soulignez le passage du document 8 montrant que la caméra Motion Capture permet d'accroître la productivité. Surignez l'innovation technologique actuelle en matière de Motion Capture.
- 6 Expliquez comment ce progrès technologique influence le facteur travail et l'organisation du travail.

La Motion Capture et ses évolutions imposent une modification des qualifications (alors qu'« il n'existe aucune formation pour ce métier ») et de nouveaux modes de travail (tournage en extérieur).

Je construis le cours

II. Comment mesurer l'efficacité de la combinaison productive ?

- Comment mesurer la productivité ?

La productivité désigne la contribution de chacun des facteurs de production à la production totale :

Productivité du travail par tête = Production (en volume ou en valeur) / Nombre de travailleurs

Productivité horaire du travail = Production (en volume ou en valeur) / Nombre d'heures de travail

Productivité du capital = Production (en volume ou en valeur) / Quantité de capital utilisée (nombre de machines...)

- Qu'est-ce qu'un gain de productivité ?

Un gain de productivité désigne l'augmentation de la productivité dans le temps. Les gains de productivité peuvent avoir pour origine l'utilisation d'un capital plus performant, des investissements en capital humain ou des progrès dans l'organisation du travail. Ces trois sources des gains de productivité sont complémentaires et interdépendantes dans la mesure où la mise en œuvre d'une innovation technologique nécessite généralement une adaptation des salariés et de nouvelles formes de travail.

III. Comment utiliser les gains de productivité ?

J'analyse

A Dans l'entreprise, en arbitrant entre rentabilité et compétitivité

Situation 3

Maximiser le profit, réaliser des gains de productivité, s'adapter aux évolutions technologiques... Mais dans quel but, finalement, s'interroge Laurine ? « Pour être compétitif et rentable », lui a expliqué son tuteur. Que renferment, au juste, ces deux termes ?

Doc. 9

Période A. Chez Sotendo, la combinaison productive mise en œuvre pour fabriquer une série de 200 consoles Wi-Fi (vendues à 149 € l'unité) est la n° 3 (40 travailleurs et 35 machines). On rappelle que : 1) 1 heure de travail coûte 20 €, 2) 1 heure d'utilisation d'une machine coûte 35 €, et 3) la journée de travail est de 7 heures.

Période B. À la suite de l'augmentation des budgets de formation, la productivité des travailleurs s'est accrue. Désormais, la combinaison productive ne nécessite plus que 35 salariés.

- 1 Complétez le tableau ci-dessous pour la période A.

	Total	Unitaire
Coût	$(40 \times 20 \times 7) + (35 \times 35 \times 7) = 14\,175 \text{ €}$	$14\,175 \div 200 = 70,88 \text{ €}$
Profit	$(200 \times 149) - 14\,175 = 15\,625 \text{ €}$	$15\,625 \div 200$ (ou $149 - 70,875$) = 78,13 €

- 2 Recalculez pour la période B le coût total et le coût unitaire de production ainsi que la variation (en %).

	Total	Unitaire
Coût	$(35 \times 20 \times 7) + (35 \times 35 \times 7) = 13\,475 \text{ €}$	$13\,475 \div 200 = 67,38 \text{ €}$
Diminution du coût unitaire	$70,875 - 67,375 = 3,50 \text{ €}$, soit environ 5 %	

- 3 À l'issue de ces calculs, précisez l'effet des gains de productivité sur le coût unitaire.

Les gains de productivité ont pour effet de réduire le coût unitaire (ici de 3,50 €).

Doc. 10

Toute entreprise réalisant des gains de productivité peut utiliser la réduction du coût unitaire qui en résulte de deux façons. La première consiste à diminuer le prix de vente. L'entreprise est alors mieux armée pour résister à la pres-

sion concurrentielle ; elle fait le choix de la compétitivité. La seconde option est d'accroître le profit unitaire. Cette solution permet de satisfaire les actionnaires ; l'entreprise privilégie, dans ce cas, la rentabilité.

- 4 Repérez dans le document 10 en les surlignant les deux utilisations possibles par l'entreprise des gains de productivité ainsi que l'objectif que chacune d'elles poursuit.

- 5 Reprenez les données du document 9 et calculez le profit si l'entreprise fait le choix de la rentabilité.

	Total	Unitaire
Profit	$(200 \times 149) - 13\,475 = 16\,325$	$16\,325 \div 200$ (ou $149 - 67,38$) = 81,63
Augmentation du profit unitaire		$81,63 - 78,13 = 3,50 \text{ €}$

- 6 Reprenez les données de l'exercice ci-dessus et calculez le prix de vente si l'entreprise fait le choix de la compétitivité.

Vérifiez que le profit est inchangé. Prix de vente : $149 - 3,50 = 145,50 \text{ €}$ Profit : $(145,50 \times 200) - 13\,475 = 15\,625 \text{ €}$

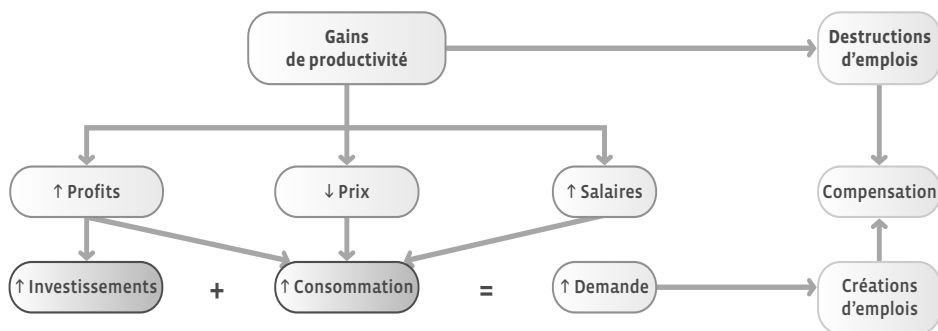
Doc. 11

Déversement : terme par lequel le démographe et économiste Alfred Sauvy désignait la modification de la structure de la population active entraînée par la croissance économique issue des gains de productivité [...].

L'analyse de Sauvy visait principalement à contester l'affirmation (fausse, mais fréquente) selon laquelle le changement technique supprime des emplois : c'est vrai si l'on s'arrête aux emplois supprimés en raison de l'automatisation ou des investissements de productivité ; c'est faux si l'on prend en compte les hausses de revenus, donc de pouvoir d'achat, dont certains bénéficient du fait de ces gains de productivité, car ce pouvoir d'achat supplémentaire se traduit par des dépenses nouvelles, qui suscitent des créations d'emplois. Le changement technique déplace les emplois, il ne les supprime pas.

www.sante-et-travail.fr, 22 janvier 2010

Doc. 12



- 7 À qui profitent les gains de productivité ? Les gains de productivité profitent aux actionnaires (↑ des profits) et/ou aux salariés (↑ des salaires) et/ou aux consommateurs (↓ des prix).
- 8 Quels sont les effets des gains de productivité sur la demande des ménages ? des entreprises ?
Les gains de productivité stimulent la demande des ménages (la consommation) par la baisse des prix et la hausse des revenus (hausse du pouvoir d'achat). Ils stimulent également la demande des entreprises (l'investissement) par la hausse des profits (dont une partie sert à financer de nouveaux investissements).
- 9 Quelles sont les conséquences des gains de productivité sur l'emploi ? Les gains de productivité engendrent, à court terme, du chômage mais, à plus long terme, ils se « déversent » dans l'ensemble du circuit économique, ce qui encourage l'activité dans d'autres secteurs qui, eux, vont embaucher... à condition que les travailleurs aient les qualifications requises.

Je construis le cours

III. Comment utiliser les gains de productivité ?

- Comment l'entreprise affecte-t-elle les gains de productivité ?

L'entreprise peut utiliser ses gains de productivité pour accroître le profit unitaire. Elle cherche à accroître sa rentabilité, c'est-à-dire à satisfaire les actionnaires. Elle peut également diminuer le prix de vente. L'entreprise cherche alors à accroître sa compétitivité, c'est-à-dire sa capacité à résister à la pression concurrentielle.

- Quels sont les effets des gains de productivité sur l'économie nationale ?

Les gains de productivité ont un effet positif sur l'économie dans son ensemble : l'augmentation des revenus (salaires et profits) et du pouvoir d'achat qui en résulte augmente la demande (consommation et investissement) et crée des emplois. À court terme cependant, les gains de productivité peuvent provoquer du chômage.

Entraînement

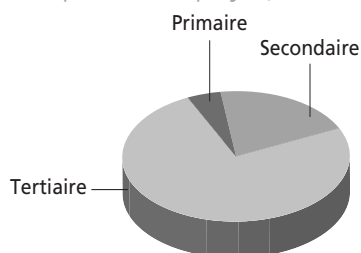
VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	La combinaison productive est librement choisie par l'entrepreneur lorsque les facteurs de production sont substituables.	X		Sous réserve, toutefois, que d'autres contraintes (disponibilité des facteurs, législation) ne limitent pas la marge de manœuvre de l'entrepreneur.
2	C'est le critère de la maximisation du profit qui guide le choix de la combinaison productive.	X		En économie de marché, une entreprise qui ne s'attacherait pas à maximiser le profit serait vouée à disparaître, faute de capitaux pour la financer.
3	La productivité ne concerne que le facteur travail.		X	On peut calculer la productivité du capital (par exemple, le nombre de produits fabriqués par machine).
4	La productivité est égale au rapport entre la quantité utilisée d'un facteur de production et la production obtenue.		X	C'est l'inverse : Productivité = Production/Quantité de facteurs utilisés.
5	Les gains de productivité peuvent profiter simultanément aux salariés, aux actionnaires et aux clients.	X		En effet puisque la réalisation de gains de productivité peut permettre d'augmenter les salaires et/ou d'accroître le profit et/ou de diminuer le prix de vente.

EXERCICE

Doc.1

» Population employée, en %



Doc.2



Doc.3



1. Dans lequel des trois secteurs d'activité les facteurs de production sont-ils plutôt complémentaires ? Donnez des exemples.

En général, les facteurs de production sont complémentaires dans le secteur des services : le transport (1 avion/1 pilote, 1 taxi/1 chauffeur...), la distribution (1 magasin = x vendeurs...), la santé, l'enseignement... Ainsi, il est difficile de substituer du capital au travail dans les activités tertiaires, ce qui explique pourquoi les services occupent les trois quarts des actifs.

2. Que vous évoquent les visuels 2 et 3 ?

Le remplacement de l'homme par la machine est possible dans certaines activités tertiaires, comme le suggèrent les images du billet électronique et du distributeur automatique de billets. L'évolution technologique rend le secteur des services de plus en plus vulnérable à l'automatisation.

JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

Doc. 1

La « caisse tunnel » fera bientôt son apparition dans les hypers français. Elle scanne les produits à 360°, grâce à des lecteurs installés au-dessus du tapis roulant et dedans. De quoi réduire le temps de traitement par trois, une caissière mettant en moyenne trois secondes par article selon Wincor Nixdorf, le deuxième fabricant mondial de caisses [...].

Les distributeurs tentent par tous les moyens de fluidifier l'encaissement, car l'attente en caisse frustre les clients. En

moyenne, il faut patienter 11 minutes dans un hypermarché. Trop pour certains. Une personne sur quatre renonce à son achat si elle estime que la queue est trop longue. Comme la caisse 360°, l'encaissement par smartphone devrait permettre de réduire l'attente. « Le téléphone peut être l'équivalent de la scannette pour les petits paniers », explique Laurent Houitte, directeur marketing de Wincor Nixdorf [...].

© Annelot Huijgen, Lefigaro.fr, 26 janvier 2013

Doc. 2

La caisse automatique s'est imposée dans les super et les hypermarchés, jusqu'aux supérettes de proximité. Devenue contrôleuse, la caissière a vu son métier changer [...].

Au Carrefour Market, une employée d'une quarantaine d'années ferme sa caisse. 15 heures, sa journée de travail se termine. La caisse automatique ? Elle secoue la tête en signe de dégoût. Vraiment pas son truc : « C'est l'enfer les machines, surtout quand il y a du monde. On vous envoie dans les rayons travailler et, quand un client arrive sur l'une des quatre machines, il faut courir pour rappliquer et surveiller... »

Avant, la caissière travaillait quand il y avait du passage en caisse. Le reste du temps était moins actif – dans les grandes

surfaces en tout cas. C'est la raison pour laquelle les temps partiels se sont multipliés, calés sur les flux de clients [...]. Dorénavant, quand elle n'encaisse pas, quand elle ne range pas les rayons, la caissière supervise quatre à dix caisses en même temps. Vous avez l'impression que c'est le client qui fait le boulot ? La caissière est en fait « dans un état de vigilance permanent » [...].

Cette nécessité de surveiller tout le temps les clients a une conséquence : la fin des temps morts, de ces instants de répit et de récupération, quand le client remplissait son sac [...].

Elsa Fayner, www.rue89.com, 17 juin 2013

> Analyser



Fiche outil 2 : Analyser un texte économique

- 1 Citez les deux innovations auxquelles le document 1 fait référence et indiquez leur objectif.

Le document 1 fait référence à la caisse tunnel autorisant un scannage à 360°, ainsi qu'à l'encaissement par smartphone. Dans les deux cas, l'objectif est de réduire le temps de passage en caisse dans la grande distribution.

- 2 En dehors des consommateurs, quelle autre partie prenante bénéficie de ces innovations ? Ces deux innovations bénéficient également aux actionnaires, par la réduction des coûts et, donc, l'augmentation du profit.

- 3 Quelles sont les conséquences de ces progrès technologiques sur la productivité du travail ? Pourquoi ? Ces progrès technologiques augmentent la productivité du travail, le recours à un capital de plus en plus performant constituant une source essentielle des gains de productivité.

> Argumenter

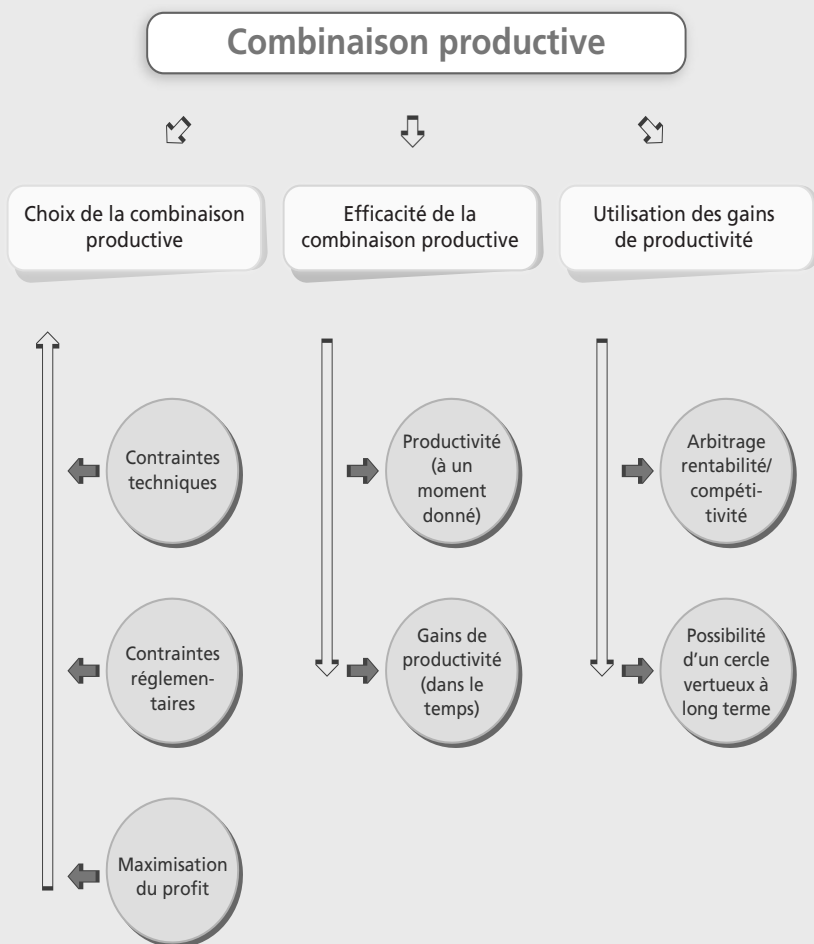


Fiche outil 7 : Argumenter en économie

- 4 Quelles ont été les conséquences des caisses automatiques sur le métier des caissières ? Que faire ?

L'apparition de caisses automatiques dans les supermarchés a modifié la nature des emplois occupés par les caissières. La relation entre les clients et les caissières s'est détériorée et le travail de celles-ci est devenu plus intense et plus stressant. Les entreprises se doivent d'accompagner l'évolution des métiers en facilitant l'investissement en capital. Ici, elles doivent former les caissières pour qu'elles acquièrent de nouvelles compétences (surveillance, gestion des conflits) et acceptent leurs nouvelles missions.

La combinaison productive et l'évolution des technologies



LES BONNS MOTS POUR LE DIRE

- **Combinaison productive** : Association particulière de capital et de travail permettant d'obtenir une production donnée.
- **Facteurs de production substituables** : Les facteurs de production sont substituables lorsqu'une même production peut être réalisée par des combinaisons productives différentes.
- **Facteurs de production complémentaires** : Les facteurs de production sont complémentaires lorsqu'une unique combinaison productive permet de réaliser une production donnée.
- **Productivité** : Rapport entre une production et les facteurs de production mis en œuvre pour l'obtenir.
- **Gain de productivité** : Augmentation de la productivité dans le temps.

SYNTHÈSE RÉDIGÉE : LA COMBINAISON PRODUCTIVE ET L'ÉVOLUTION DES TECHNOLOGIES

I - Comment l'entrepreneur choisit-il la combinaison productive ?

A. En tenant compte de contraintes techniques et réglementaires

La combinaison productive désigne la proportion de capital et de travail permettant de réaliser une production donnée.

Les facteurs de production sont complémentaires si seule une augmentation conjointe (et dans des proportions fixes) des quantités de capital et de travail utilisées permet d'accroître la production.

Les facteurs de production sont substituables lorsque, pour obtenir un même volume de production, plusieurs combinaisons productives sont envisageables. La question du choix de la combinaison productive ne se pose donc finalement que dans cette hypothèse.

Les notions de substituabilité ou de complémentarité entre les facteurs de production sont théoriques. Dans la réalité, il n'est jamais possible de remplacer totalement du travail par du capital ou l'inverse.

Le choix d'une combinaison productive est plus ou moins contraint, non seulement par la nature de la relation que les facteurs de production entretiennent, mais aussi par leur disponibilité et par le temps dont dispose l'entrepreneur pour se décider. À court terme notamment, il est difficile d'accroître la quantité utilisée de facteur capital ; l'entrepreneur ne pourra compter que sur ses capacités de production inemployées.

Par ailleurs, la réglementation relative à certaines activités contraint l'entrepreneur dans le choix de la combinaison productive (transport aérien, garde de jeunes enfants, rendement maximal pour produire un vin AOC...).

B. En appliquant le critère de la maximisation du profit

Les entreprises sont en concurrence sur le marché des capitaux. Elles doivent offrir aux actionnaires la rentabilité la plus élevée possible pour obtenir des fonds de leur part. Ainsi, en économie de marché, l'entrepreneur est contraint de maximiser le profit, c'est-à-dire la différence entre les recettes (ou chiffre d'affaires = quantités vendues \times prix de vente) et les coûts.

Il existe trois moyens d'accroître le profit : 1) augmenter le prix de vente, 2) augmenter les quantités d'un pourcentage supérieur à l'augmentation des coûts, ou 3) diminuer les coûts (à recettes constantes).

Lorsque l'entrepreneur choisit la combinaison productive, le niveau de production est, en principe, donné. La seule manière d'augmenter le profit est alors de réduire les coûts.

Selon le principe de rareté, l'accumulation de capital engendre mécaniquement une diminution de son prix (relativement au prix du travail). Il en résulte une tendance à la substitution du capital au travail, ce qui est source de destruction d'emplois.

II – Comment mesurer l'efficacité de la combinaison productive ?

A. Par la mesure de la productivité à un moment donné

L'efficacité de la combinaison productive est mesurée par la productivité des facteurs. De manière générale, la productivité met en rapport un résultat avec les moyens mis en œuvre pour l'atteindre. Le résultat en question peut être exprimé en volume ou en valeur.

La productivité du travail consiste ainsi à mesurer la production par unité de travail (que l'on peut exprimer par le nombre de salariés – productivité du travail par tête – ou en nombre d'heures de travail – productivité horaire du travail).

De manière symétrique, la productivité du capital s'obtient en divisant le niveau ou le montant de la production par le capital technique fixe qui en est à l'origine.

L'Insee calcule la productivité « apparente » du travail et du capital car les deux facteurs sont intimement liés (ils sont nécessairement combinés) dans le processus de production. Ainsi, il est très difficile de les isoler pour mesurer l'efficacité de l'un et de l'autre.

Pour l'entrepreneur, la productivité n'est pas un critère pertinent pour choisir la combinaison productive. Par exemple, il n'embauchera pas un salarié dont la productivité est supérieure de 10 % à la productivité moyenne s'il réclame un salaire de 20 % de plus que le salaire moyen. En revanche, il est à la recherche permanente de gains de productivité...

B. Par les gains de productivité à moyen et à long terme

Les gains de productivité désignent l'augmentation de la productivité dans le temps : la production augmente alors que les quantités de facteurs utilisées sont inchangées ; la même production est obtenue avec des quantités moindres de facteurs. Dans les deux cas, le coût unitaire diminue.

Comme l'a expliqué Adam Smith, les gains de productivité sont la conséquence de la division du travail et permettent ainsi la multiplication des richesses. Les gains de productivité ont trois origines principales pour Smith : 1) habileté plus grande du travailleur spécialisé, 2) économie du temps de passage d'une tâche à l'autre, et 3) incitation à améliorer la méthode de production.

Les économistes considèrent aujourd'hui que les gains de productivité proviennent, soit du facteur capital (qui est de plus en plus performant), soit du facteur travail (sur lequel on a investi), soit de la façon dont ils sont associés (fordisme, toyotisme...) Le facteur capital est toutefois le vecteur premier des gains de productivité car il incorpore le progrès technique.

Dans un univers concurrentiel, l'entrepreneur ne peut se soustraire au progrès technique et à la recherche permanente de gains de productivité. La combinaison productive est ainsi, continuellement remise en cause. L'évolution technologique modifie notamment les relations de substituabilité ou de complémentarité qu'entretiennent les facteurs de production, qui ne sont donc pas donnés une fois pour toutes. Dans les activités de service, par exemple, où les facteurs sont réputés complémentaires, on constate le recours croissant à des machines (automates, répondeurs...) Il en résulte

des changements dans la nature des emplois offerts et des compétences demandées par le progrès technique et les entreprises. Le travailleur n'a pas d'autre option que de s'adapter.

III - Comment utiliser les gains de productivité ?

A. Dans l'entreprise, en choisissant entre rentabilité et compétitivité

Les gains de productivité peuvent être affectés au profit. Dans ce cas, l'entreprise ne modifie pas son prix de vente et, puisque le coût diminue, les revenus distribués aux actionnaires augmentent. L'entreprise améliore dans ce cas sa rentabilité. En effet, les propriétaires n'ont pas apporté de nouveaux fonds à l'entreprise et ils reçoivent d'elle davantage de dividendes.

Les gains de productivité peuvent aussi être utilisés pour réduire le prix de vente sans entamer la rentabilité. Les actionnaires ne reçoivent pas davantage, mais pas moins non plus. En revanche, l'entreprise améliore sa capacité de résistance à la pression concurrentielle. Elle est plus compétitive et peut même prétendre à accroître ses parts de marché.

L'entreprise peut également récompenser ses salariés en destinant les gains de productivité aux salaires (au moins en partie). La démarche n'est pas « innocente » dans ce cas : l'augmentation de salaire consécutive à la hausse de la productivité est une incitation... à réaliser des gains de productivité ultérieurs.

B. Pour l'économie nationale, en entretenant la croissance

Au niveau macroéconomique, les gains de productivité peuvent être affectés à l'augmentation des revenus (salaires et profits) et/ou à la baisse des prix. Il en résulte une élévation de la demande (consommation des ménages, mais aussi investissement des entreprises étant donné qu'une partie des profits peut être mise en réserves pour autofinancer des investissements).

Les gains de productivité peuvent être à l'origine d'un cercle vertueux dès lors que les nouveaux débouchés qu'ils génèrent permettent d'absorber le surplus de main-d'œuvre dont ils peuvent être à l'origine. La situation est typique des « 30 Glorieuses ». Certains auteurs (les représentants de l'École de la régulation) parlent de « régime de croissance fordiste ».

L'enclenchement d'un cercle vertueux de la productivité exige cependant qu'un certain nombre de conditions soient remplies. Par exemple, le déversement (A. Sauvy) des emplois d'un secteur à un autre n'est ni instantané, ni automatique (exemple de l'ouvrier licencié qui peinera à trouver un emploi dans l'informatique). De même, le partage des gains de productivité doit profiter autant, si ce n'est davantage, aux salariés qu'aux actionnaires (sans quoi la demande stagne).

6

La mesure de la production et ses limites

PROGRAMME

II. Comment se crée et se répartit la richesse ?

Thème	Notions	Contexte et finalité de l'étude
II.2. La mesure de la production et ses limites	<ul style="list-style-type: none"> • La valeur ajoutée, le produit intérieur brut (PIB). • Le taux de croissance du PIB. 	<p>Au niveau microéconomique, la création de richesse est évaluée par la valeur ajoutée produite par les agents économiques.</p> <p>Au niveau macroéconomique, la richesse produite est évaluée par le produit intérieur brut (PIB).</p> <p>Le taux de croissance du PIB reste ainsi le principal critère pour mesurer le dynamisme économique d'un pays. Cet indicateur reste toutefois imparfait et présente de nombreuses limites.</p> <p>L'étude d'indicateurs alternatifs sera abordée avec le thème traitant de la notion de croissance soutenable.</p>

OBJECTIFS ET CHOIX PÉDAGOGIQUES

Le contenu du chapitre se prête particulièrement à l'utilisation des TIC telle qu'elle est recommandée par le programme : « (l)'enseignement de l'économie impose [...] un recours à des ressources "vivantes" accessibles notamment par des moyens numériques. À titre d'exemples, peuvent être mentionnés les sites Internet donnant accès à des séries statistiques actualisées, des animations graphiques de données réelles ou des documents vidéo montrant la réalité de situations économiques. » Des ressources en ligne sont ainsi exploitées pour faciliter l'appropriation par l'élève, des indicateurs traditionnels de production (signification, modes de calcul, interprétation).

I. Comment mesurer la richesse créée ?

La création de richesse est d'abord abordée sous l'angle microéconomique. La chaîne de la création de valeur est ainsi mise en évidence par un exemple simple. La distinction entre chiffre d'affaires et valeur ajoutée semble constituer un point sur lequel il paraît essentiel d'insister. Une fois celle-ci comprise, le passage au raisonnement macroéconomique ne semble pas poser de difficultés.

Le PIB est alors calculé selon la seule approche « par la production » (par opposition aux approches « par le revenu » et « par la demande » ; c'est la seule possible étant donné l'avancement du programme). Le site « Apprendre avec l'Insee » permet de faire rechercher par l'élève les statistiques les plus récentes (PIB en volume, en croissance) ainsi que les définitions de base (évaluation en euros constants/évaluation en euros courants).

II. Le PIB est-il un indicateur pertinent pour mesurer la dynamique économique d'un pays ?

L'analyse critique du PIB et des indicateurs dont il est à l'origine (croissance, PIB par tête) consiste enfin en un simple exposé de leurs limites et de leurs défauts puisque « (l)'étude d'indicateurs alternatifs sera abordée avec le thème traitant de la notion de croissance soutenable ».

CONSEILS ET PISTES D'APPROFONDISSEMENT

Sur la mesure de la richesse créée

On pourra utilement expliquer que **la valeur ajoutée se distingue**, non seulement du chiffre d'affaires, mais également **du bénéfice**. Il est même possible d'introduire la notion d'excédent brut d'exploitation (EBE).

Sur le PIB en tant qu'indicateur du dynamique économique d'un pays

Il semble utile de sensibiliser les élèves à la dimension européenne de la statistique publique (voir sitographie).

SITOGRAFIE

- www.statapprendre.education.fr/insee/croissance/default.htm pour des ressources numériques diverses et variées (animations, vrai/faux, QCM...).
- www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=video-croissance.htm pour le calcul du PIB et de la croissance ainsi qu'une approche critique du PIB (document vidéo).
- epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/ (portail d'Eurostat).
- www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf (« Rapport Stiglitz »), qui contient un exposé détaillé des insuffisances du PIB ; on pourra notamment consulter la partie « synthèse et recommandations ».

6

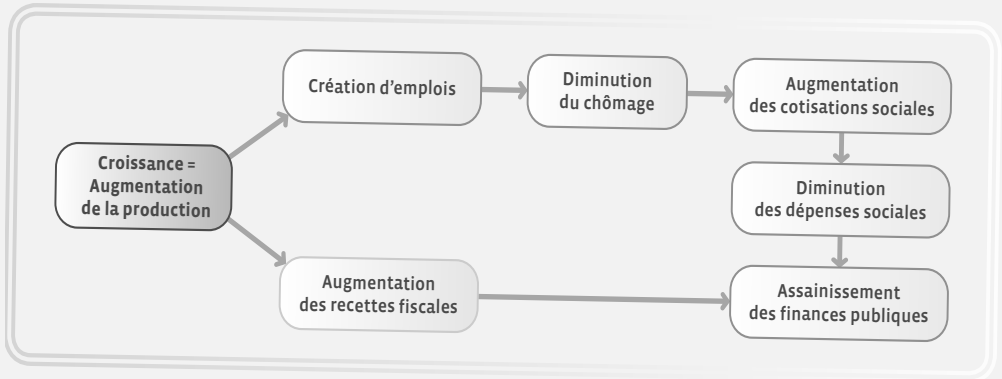
La mesure de la production et ses limites

NOTIONS

- La valeur ajoutée
- Le produit intérieur brut (PIB)
- Le taux de croissance du PIB

OBJECTIFS

- Savoir définir, calculer, interpréter et évaluer la pertinence des indicateurs de production : valeur ajoutée, PIB, croissance



« La production de la Chine devrait croître de 7 % en 2013 »

1 Dans le contexte européen actuel de crise des dettes souveraines, pourquoi la hausse de la production est-elle aussi souhaitée, notamment par les responsables politiques ? La croissance engendre mécaniquement des rentrées fiscales supplémentaires (via la TVA, notamment). Seule la croissance permet de lutter efficacement contre le chômage, ce qui est doublement avantageux pour les comptes de la Sécurité sociale (baisse des dépenses et hausse des recettes).

2 L'augmentation de la production ne présente-t-elle que des avantages ?

Avantages : Augmentation des biens disponibles (= diminution de la rareté) ⇒ hausse de la satisfaction.

Inconvénients : Certains sont exclus de la consommation des nouveaux biens produits. La croissance économique peut causer des dommages, notamment à l'environnement et dégrader les conditions de vie des populations.

I. Comment mesurer la richesse créée ?

J'analyse

Situation 1



Milena M.,
journaliste

Comment
vos services
mesurent-ils
la production réalisée
en France ?

La tâche est
titanesque !

En calculant
le PIB., le travail essentiel
consistant à additionner la totalité
des richesses créées par les entreprises
résidentes, dont le nombre s'élève à
près de 3,5 millions.

Effectivement,
d'autant plus qu'il faut
aussi évaluer la production
non marchande alors même que, par
définition, elle n'a pas de prix.

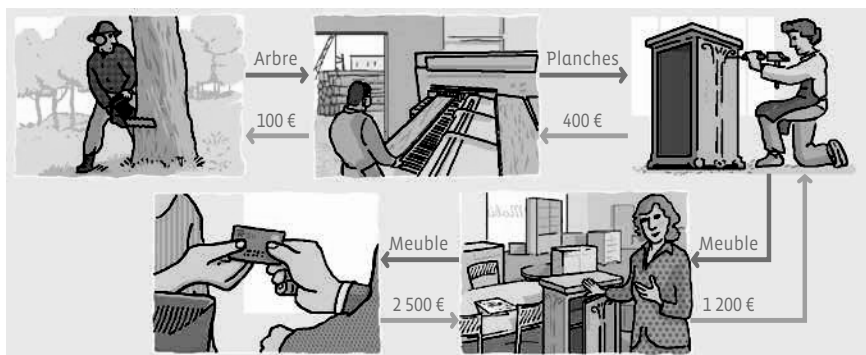


Thibaut Z., analyste
de l'Insee

A Par la valeur ajoutée (VA) au niveau d'une entreprise

Doc. 1

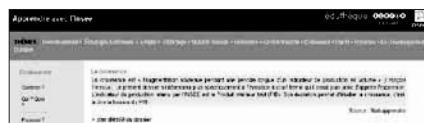
Un bûcheron propriétaire d'une parcelle de forêt vend un arbre à une scierie 100 € (on suppose un prix d'origine nul). La scierie débite des planches à partir de l'arbre et vend le lot 400 € à un ébéniste. L'ébéniste vend au distributeur 1 200 € les meubles fabriqués à partir des planches. Le distributeur revend ces meubles 2 500 €.



- 1 Représentez et nommez chacun des flux réels (en bleu) et donnez le montant de chacun des flux monétaires (en vert) présentés dans le document 1.
- 2 Que représentent les flux monétaires pour chacun des intervenants du processus de fabrication et de commercialisation des meubles ? Chaque flux monétaire correspond à la recette de l'agent économique vers lequel il est dirigé. On parle de chiffre d'affaires lorsque le montant des ventes est calculé pour une période donnée (la journée, le mois, l'année...).
- 3 Calculez la contribution de l'ébéniste à la production des meubles. Contribution (valeur ajoutée) de l'ébéniste à la production des meubles : il reçoit 1 200 € de la vente des meubles, mais il doit déboursier 400 € pour l'achat des planches (dont la valeur résulte de travaux antérieurs : ceux du bûcheron et de la scierie) : $1\,200 - 400 = 800$ €.

B Par le produit intérieur brut (PIB) au niveau d'un État

Rendez-vous sur le site « Apprendre avec l'Insee » et sélectionnez le thème « croissance ». Répondez aux questions 4 et 5 en utilisant le pavé de navigation de gauche.



- 4 Donnez la relation permettant de calculer le PIB (à partir de la production des unités résidentes) et recherchez son montant le plus récent.

Formule de calcul du PIB : Somme des VA (aux prix de marché)

Montant du PIB : 1 808,8 milliards d'euros en 2012

- 5 Retrouvez les définitions du PIB en valeur et du PIB en volume.

PIB en valeur : « Les calculs sont faits avec les prix de l'année, ceux affichés sur les étiquettes ou payés. On parle aussi de prix nominaux. »

PIB en volume : « L'inflation a été éliminée : les prix de l'année de base (2005) sont utilisés pour calculer le PIB. La hausse de la production en volume n'est donc due qu'à la hausse des quantités produites. »

Doc. 2

La production marchande [...] est évaluée aux prix de base [...]. La production non marchande est définie comme celle qui est fournie [...] soit gratuitement, soit à des prix économiquement non significatifs (en général, des prix très inférieurs aux coûts de production). N'étant pas, par définition, mesurée par un prix, elle [...] est égale, par convention, à la somme des coûts de production [...].

www.insee.fr

- 6 Rappelez quelles unités institutionnelles sont à l'origine de la production non marchande. La production non marchande est essentiellement fournie par les administrations publiques, mais aussi par les ISBLM.
- 7 Quel est le problème soulevé par l'évaluation de la production non marchande ? Par définition, la production non marchande ne peut être valorisée aux prix de marché. Elle est mesurée par son coût de production. Elle n'intègre donc aucun profit.

Je construis le cours

I. Comment mesurer la richesse créée ?

- Comment mesurer la richesse créée par une entreprise ?

La richesse créée par une entreprise est donnée par la valeur ajoutée (VA), qui se calcule chaque année : $VA = \text{Chiffre d'affaires} - \text{Consommations intermédiaires}$.

Le chiffre d'affaires (CA) correspond au produit des ventes, c'est-à-dire aux recettes : $CA = \text{Quantités vendues} \times \text{Prix de vente}$.

Les consommations intermédiaires (CI) désignent les achats de biens (matières premières, marchandises...) et de services (transport, locations...) consommés au cours du cycle de production.

- Comment mesurer la richesse créée par un pays ?

La richesse créée par un pays en une année est donnée par son PIB = Somme des valeurs ajoutées des entreprises résidentes + impôts - subventions.

Le PIB en valeur (en euros courants) est obtenu en multipliant les quantités produites de l'année avec les prix de l'année.

Le PIB en volume (en euros constants) est calculé en neutralisant l'inflation, ce qui permet d'isoler, d'une année sur l'autre, la variation de la production due à la seule variation des quantités.

Le PIB comprend une composante non marchande, laquelle est essentiellement réalisée par les administrations publiques et évaluée au coût de production.

II. Le PIB est-il un indicateur pertinent pour mesurer la dynamique économique d'un pays ?

J'analyse

Situation 2



Milena M.,
journaliste

Mais
à quoi sert,
finalement,
de connaître
le PIB ?

Le PIB
est essentiel puisqu'il
permet de calculer la croissance
économique. Il est toutefois clair que
l'on ne peut pas résumer l'ensemble de
l'activité annuelle d'un pays par un indicateur
unique. Le PIB renferme de nombreuses imperfections.
Par exemple, si un travailleur creuse un trou et qu'un autre
le rebouche, le résultat est neutre mais le
PIB augmente à deux reprises !



Thibaut Z., analyste
de l'Insee

A Le taux de croissance du PIB est le principal critère utilisé...

1 Retournez sur le site « Apprendre avec l'Insee ». Sélectionnez à nouveau le thème « croissance ». Comment se mesure la croissance économique ? La croissance économique est donnée par le taux de variation du PIB d'une année sur l'autre...

2 Retrouvez sur le site le taux de croissance en volume de l'économie française en 2012 et dites comment il a été obtenu.

Taux de croissance 2012 : 0 %

Formule de calcul : $(\text{PIB de 2012} - \text{PIB de 2011}) / \text{PIB de 2011} \times 100$

Détails du calcul : $(1\,808,8 - 1\,808,6) / 1\,808,6 \times 100 \approx 0$

B ... mais ce critère présente plusieurs défauts et limites

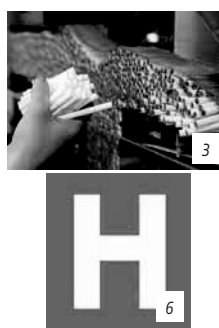
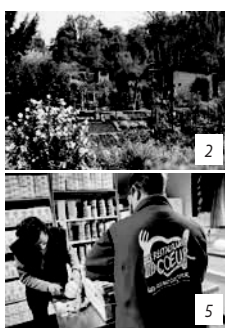
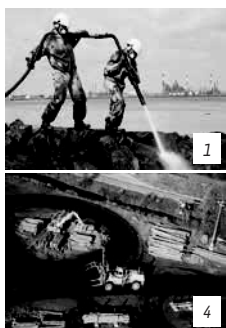
Doc. 3

Rang	Pays	PIB par habitant 2012
1	Luxembourg	107 206 \$
2	Qatar	99 731 \$
3	Norvège	99 462 \$
4	Suisse	79 033 \$

Rang	Pays	PIB par habitant 2012
6	Émirats arabes unis	64 840 \$
11	États-Unis	49 922 \$
16	Koweït	45 824 \$
20	France	41 141 \$

3 Sur quel critère les pays ci-dessus ont-ils été classés ? Quelles sont selon vous les limites de cet indicateur ?

Le critère utilisé est le PIB par tête = PIB (en dollars pour permettre les comparaisons) / nombre d'habitants. La présence de pays comme le Qatar, les Émirats arabes unis et le Koweït montre que ce critère (une moyenne) ne renseigne en rien sur la répartition des richesses (très inégalitaire dans ces petits États).



4 Pour chacune des activités du document 4, complétez le tableau ci-dessous.

Activité	Contribue ou non à l'augmentation du PIB ?	
	O/N	Limite
1. Dépollution	Oui	Il n'y a pas création de richesses, mais « restauration » des ressources.
2. Potager familial	Non	Les fruits et légumes ont autant (voire plus) de valeur que s'ils avaient été achetés.
3. Industrie du tabac	Oui	La consommation de tabac nuit à la santé et augmente les dépenses de santé.
4. Déforestation	Oui	Les richesses créées sont surestimées, l'activité détruisant des ressources.
5. Bénévolat	Non	Le travail bénévole est d'une utilité sociale essentielle.
6. Santé publique	Oui	L'activité est sous-estimée car elle est évaluée au coût de production.

Je construis le cours

II. Le PIB est-il un indicateur pertinent pour mesurer la dynamique économique d'un pays ?

• Comment mesurer la croissance ?

La croissance est donnée par le taux de variation du PIB d'une année sur l'autre. Elle est le principal indicateur de progrès économique car une augmentation de la production améliore la satisfaction des besoins.

Le PIB peut être rapporté au nombre d'habitants : PIB par habitant = PIB/nombre d'habitants. Il permet d'effectuer des comparaisons internationales et de classer les pays selon un critère de performance économique.

• Quelles sont les limites du PIB en tant qu'indicateur de bien-être ?

Le PIB est un indicateur très imparfait du niveau de bien-être d'un pays car :

- le calcul du PIB exclut des activités génératrices de bien-être (travail domestique, travail bénévole) ;
- les activités non marchandes sont sous-estimées (car évaluées au coût de production, sans prendre en compte un éventuel profit comme pour les activités marchandes) ;
- l'évaluation monétaire des richesses conduit à considérer que « toutes les activités se valent » (dépollution, production de tabac, d'antidépresseurs...) ;
- le PIB par habitant est une moyenne ; il ne renseigne pas sur la répartition des richesses.

Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	Le PIB est la somme des chiffres d'affaires des entreprises installées en France.		X	$PIB = \sum VA$, sachant que $VA = CA - CI$.
2	Le PIB ne prend pas en compte la production non marchande.		X	La production non marchande est intégrée au PIB à son coût de production.
3	La croissance économique est donnée par le taux de variation du PIB d'une année sur l'autre.	X		En effet : $\frac{PIB_N - PIB_{N-1}}{PIB_{N-1}} \times 100$
4	La croissance en volume permet d'apprécier véritablement la création de richesses.	X		Seule l'augmentation des quantités produites est prise en compte dans le calcul du PIB en volume.
5	Le PIB indique le niveau de bien-être d'une population.		X	Le PIB est un indicateur quantitatif de création de richesses. La notion de bien-être est plus qualitative.

EXERCICE

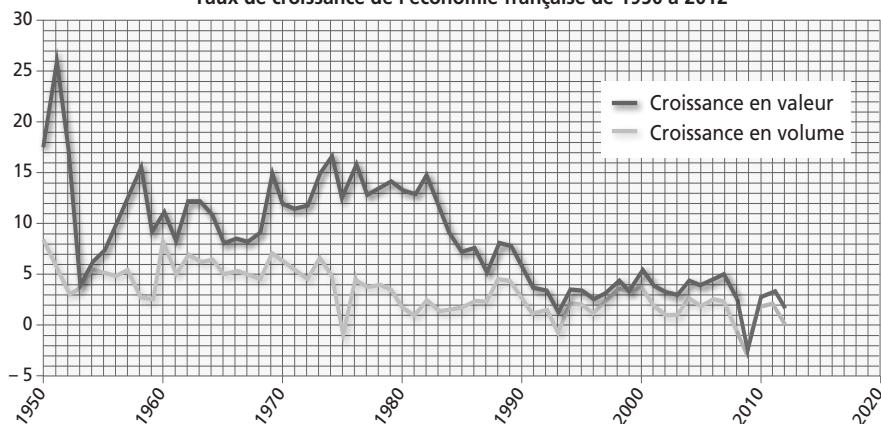
1. Complétez le tableau du document puis reportez sur le graphique les données calculées.

Doc.

» La croissance en France de 2008 à 2012

	2008	2009	2010	2011	2012
PIB en valeur	1 933,2	1 885,8	1 936,7	2 001,4	2 032,3
Croissance en valeur	2,5 %	- 2,5 %	2,7 %	3,3 %	1,5 %
PIB en volume	1 799,2	1 742,6	1 772,6	1 808,6	1 808,8
Croissance en volume	- 0,1 %	- 3,1 %	1,7 %	2,0 %	0,0 %

Taux de croissance de l'économie française de 1950 à 2012



2. Que représente l'écart entre les deux courbes ? L'inflation (qui faiblit à partir du milieu des années 1980).

JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

Doc.

L'économie de la principauté d'Andonaco, dont l'unité monétaire est le fleuro (Flr), est constituée de cinq groupes d'agents économiques, à savoir les ménages et les quatre secteurs industriels suivants :

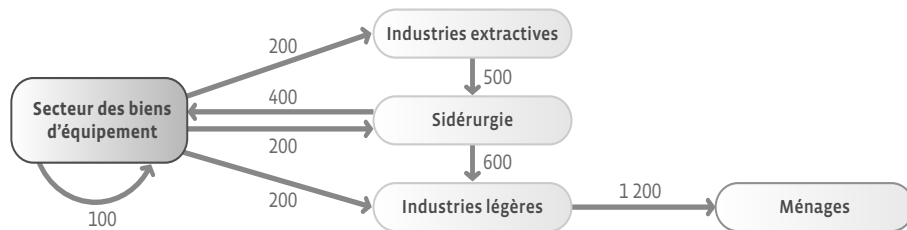
- le secteur des industries extractives, qui exploite différentes mines et gisements de métaux ferreux et dont la production est de 500 fleuros l'an ;
- le secteur de la sidérurgie, qui reçoit de l'industrie extractive la totalité de sa production pour produire des tôles et des barres de métal ; sa production annuelle

(1 000 fleuros) est consommée par les deux seuls secteurs des biens d'équipement (pour 40 %) et des industries légères ;

- le secteur des biens d'équipement (machines-outils), qui produit l'équivalent de 700 fleuros par an ; il en conserve 100 pour lui-même, le reste étant réparti à parts égales entre les trois autres secteurs productifs ;
- le secteur des industries légères (automobiles, électroménager...), qui écoule la totalité de sa production annuelle (soit 1 200 fleuros) auprès des ménages.

> Analyser

- 1 Complétez le schéma ci-dessous en faisant apparaître les flux physiques et en précisant leur montant.



- 2 Calculez le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée pour chaque secteur productif.

Secteurs productifs	Chiffre d'affaires	Consommations intermédiaires	Valeur ajoutée
Industries extractives	500 Flr	200 Flr	300 Flr
Sidérurgie	$600 + 400 = 1\,000$ Flr	$500 + 200 = 700$ Flr	300 Flr
Secteur des biens d'équipement	$100 + 200 + 200 + 200 = 700$ Flr	$400 + 100 = 500$ Flr	200 Flr
Industries légères	1 200 Flr	$600 + 200 = 800$ Flr	400 Flr
Total	3 400 Flr	2 200 Flr	1 200 Flr

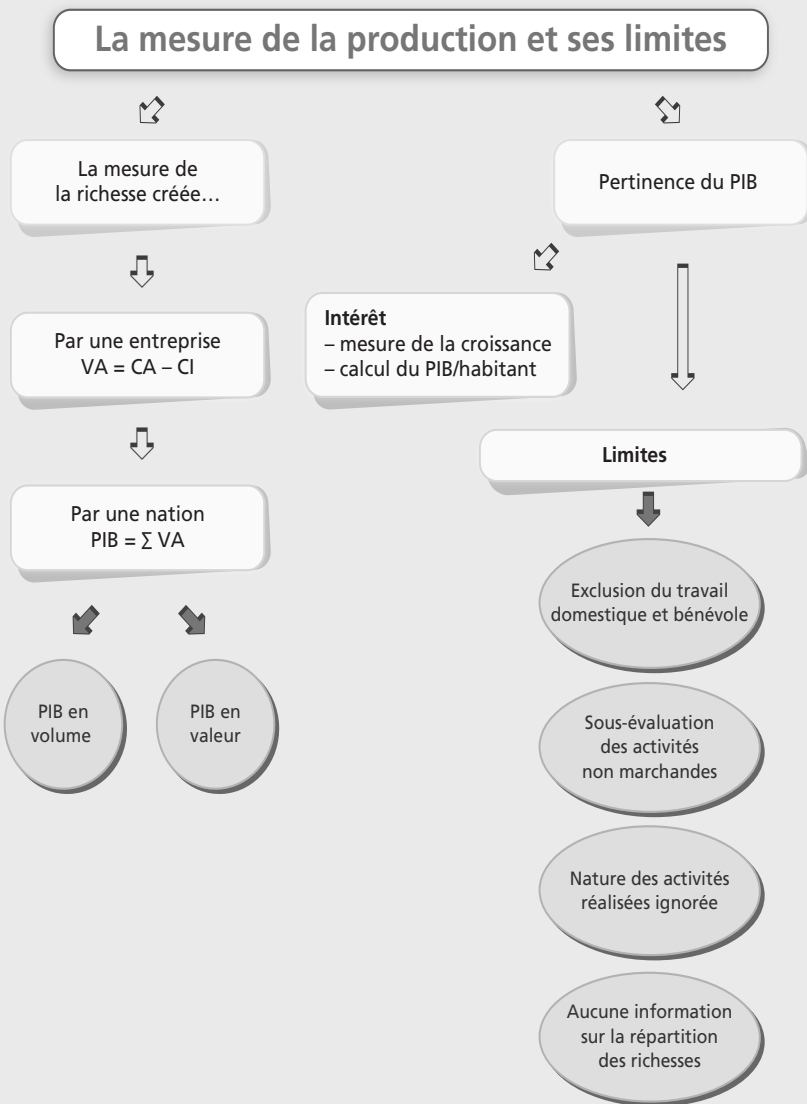
> Argumenter



Fiche outil 7 : Argumenter en économie

- 3 Pourquoi le chiffre d'affaires total n'est-il pas un bon indicateur de richesses ? Certaines productions sont comptabilisées deux fois dans le calcul du CA total (celles qui sont destinées à des secteurs productifs). Ainsi, la sidérurgie ne crée pas l'équivalent de 1 000 fleuros. Il faut déduire de son CA les consommations intermédiaires déjà prises en compte dans le CA des deux secteurs concernés (500 fleuros pour les industries extractives et 200 fleuros pour le secteur des biens d'équipement). L'indicateur à choisir est le total des VA, soit 1 200 fleuros (le PIB), qui correspond d'ailleurs à la valeur des biens achetés par les ménages (les autres biens étant des biens de production).

La mesure de la production et ses limites



LES BONS MOTS POUR LE DIRE

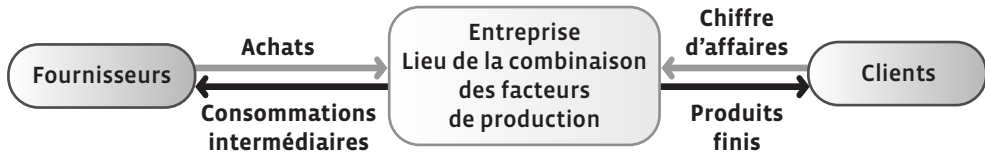
- **Valeur ajoutée (VA)** : Richesse créée par une entreprise en une année. Elle est donnée par la différence entre son chiffre d'affaires et les consommations intermédiaires.
- **Produit intérieur brut (PIB)** : Richesse créée par un pays en une année. Il est égal à la somme des VA des agents économiques présents sur le territoire national.
- **Croissance** : Taux de variation du PIB d'une année sur l'autre.

SYNTHÈSE RÉDIGÉE : LA MESURE DE LA PRODUCTION ET SES LIMITES

I. Comment mesurer la richesse créée ?

A. Par la valeur ajoutée (VA) au niveau d'une entreprise

• La valeur ajoutée d'une (ou par une) entreprise se définit comme la richesse qu'elle crée. C'est finalement la combinaison productive qui est à l'origine de cette création de richesse :



- La valeur ajoutée ($= CA - CI$) ne doit pas être confondue avec le bénéfice. Seuls les achats de biens et de services auprès de fournisseurs sont déduits du chiffre d'affaires dans le calcul de la valeur ajoutée. À l'inverse, le bénéfice consiste à retrancher des ventes en valeur la totalité des charges supportées par l'entreprise (les achats de biens et de services, mais aussi la rémunération du personnel, les impôts...).
- Il existe un indicateur intermédiaire entre la valeur ajoutée et le bénéfice. C'est l'excédent brut d'exploitation (EBE), qui peut se définir comme le surplus dégagé par l'entreprise pour rétribuer le capital au sens large (c'est-à-dire rémunérer les capitaux propres ou empruntés, mais également accroître, renouveler ou moderniser le capital technique fixe).

B. Par le produit intérieur brut (PIB) au niveau d'un État

• Le PIB mesure l'ensemble des richesses créées sur le territoire national pendant une année. Il existe trois façons de le calculer : par la production, par les revenus et par la demande. Selon la première méthode, sachant que l'évaluation s'effectue aux prix de marché, on a :

$$PIB = \sum VA + \text{impôts} - \text{subventions}$$

- La production renferme une composante non marchande, qui inclut :
 - 1) la production pour usage propre (biens produits par une unité institutionnelle pour sa propre consommation finale ou sa propre formation de capital fixe ; l'occupation d'un logement par les ménages qui en sont propriétaires en est un exemple) ;
 - 2) l'autre production non marchande (production destinée à d'autres unités institutionnelles, lorsqu'elle est livrée gratuitement ou à des prix sans signification économique.).
- L'autre production non marchande est essentiellement le fait des administrations publiques. Elle est évaluée aux coûts de production, c'est-à-dire par la somme des consommations intermédiaires, de la rémunération des salariés, de la consommation

de capital fixe et des impôts sur la production (s'il s'agit de calculer non pas la production, mais le PIB non marchand, les consommations intermédiaires ne doivent évidemment pas être prises en compte).

- Le PIB est calculé en valeur (en euros courants) si les montants qu'il comporte sont obtenus en multipliant les quantités de l'année par les prix de l'année. Dans ce cas, une augmentation du PIB peut avoir pour origine une augmentation des prix.
- Le PIB est calculé en volume (en euros constants) si les montants qu'il comporte sont obtenus en multipliant les quantités de l'année par les prix d'une année de référence (2005 à l'heure actuelle). L'évaluation en volume permet de neutraliser l'inflation et donc d'obtenir la véritable création de richesse (en quantités).

II. Le PIB est-il un indicateur pertinent pour mesurer la dynamique économique d'un pays ?

A. Le taux de croissance du PIB est le principal critère utilisé...

- Le PIB est à la base du calcul de la croissance économique, celle-ci étant définie comme le taux de variation du PIB d'une année sur l'autre :

$$\text{Croissance} = \frac{\text{PIB}_N - \text{PIB}_{n-1}}{\text{PIB}_{n-1}} \times 100$$

La croissance permet de créer des emplois (croissance = productivité + emplois à court terme). De plus, elle augmente les recettes fiscales (à travers, par exemple, la TVA) et sociales (cotisations sociales supplémentaires). Enfin, elle permet de réduire les dépenses sociales (allocations chômage notamment). De manière plus générale, la croissance est le seul moyen d'améliorer la satisfaction des besoins.

À l'inverse, lorsque, sur une année, la croissance est faible (ralentissement économique) ou même négative (récession, cas de 2009), le chômage augmente et le déficit public se creuse. Si la situation perdure, c'est la crise.

- Le PIB permet également de comparer les pays selon le critère de la performance économique. On calcule alors le PIB par tête :

$$\text{PIB par tête} = \frac{\text{PIB (dans la même unité monétaire pour tous les pays)}}{\text{Nombre d'habitants}}$$

B. ... mais ce critère présente plusieurs défauts et limites

- Le PIB est un indicateur imparfait. En particulier, il n'est pas un indicateur de bien-être car il est à la fois strictement économique et strictement monétaire :
- 1^{re} limite : exclusion d'activités génératrices de bien-être, mais non prises en compte parce que « gratuites » (travail domestique, travail bénévole) ;

- 2^e limite : prise en compte d'activités destructrices de ressources (déforestation, construction d'une ligne de transport ferroviaire).
- 3^e limite : prise en compte d'activités sans effet sur le bien-être (qui ne font que rétablir une situation existante : activités de lutte contre la pollution sous toutes ses formes) ;
- 4^e limite : aucune pondération selon la nature des biens produits (car l'évaluation est monétaire) : un mois d'abonnement à un club de sport vaut une cartouche de cigarettes ;
- 5^e limite : sous-estimation de la production non marchande (car elle est évaluée à son coût de production, et donc non prise en compte d'un profit) ;
- 6^e limite (PIB par tête) : aucune information n'est fournie sur la répartition des richesses à l'intérieur d'un pays (parce que l'indicateur est une moyenne). Or le partage équitable de la richesse est source de cohésion sociale et de bien-être.

7

La dynamique de la répartition des revenus

PROGRAMME

II. Comment se crée et se répartit la richesse ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités de l'étude
II.3. La dynamique de la répartition des revenus	<ul style="list-style-type: none"> • Les revenus primaires : les revenus du travail, les revenus du capital, les revenus mixtes. • Le partage de la valeur ajoutée. • Les revenus de transfert. • Le revenu disponible. 	<p>L'étude du revenu met en évidence la diversité de ses origines – travail (salaires, traitements) capital (intérêts, dividendes) et propriété (loyers) – ainsi que les enjeux de la répartition initiale entre les différents agents.</p> <p>Le partage de la valeur ajoutée connaît des évolutions importantes sur le long terme qui modifient les équilibres de la répartition des revenus primaires.</p> <p><i>En complémentarité avec les programmes de sciences de gestion et de management des organisations, le partage de la valeur ajoutée sera étudié au niveau macroéconomique et dans une perspective dynamique.</i></p> <p>Les revenus de transfert ont pour objectif de corriger en partie la répartition primaire des revenus issus du partage de la valeur ajoutée. En prenant en compte les prélèvements obligatoires, on aboutit au revenu disponible.</p>

OBJECTIFS ET CHOIX PÉDAGOGIQUES

Au niveau macroéconomique, le revenu est égal à la production (si l'on néglige les flux de revenus à destination ou en provenance du reste du monde). Le passage de la richesse créée au revenu disponible est « classiquement » présenté en deux temps : 1) la répartition primaire décrit le partage de la valeur ajoutée entre les différents participants au processus de production, 2) la répartition secondaire permet de connaître le revenu disponible en faisant jouer le mécanisme de la redistribution. Ces considérations essentiellement techniques sont complétées par une réflexion critique sur les enjeux propres à la répartition de la valeur ajoutée.

À la fin de la lecture de chaque situation (en principe) on veillera à en engager le débat avec la classe sur la question posée. Après cet échange oral, on procède à l'analyse écrite.

Le chapitre se divise en trois unités d'apprentissage.

I. Quels sont les revenus primaires dont disposent les ménages ?

Le programme souligne que le revenu doit être apprécié dans la diversité de ses origines. Cette exigence est satisfaite *via* l'étude des revenus primaires et du revenu disponible d'un ménage composé d'une fonctionnaire, d'un entrepreneur individuel et d'une étudiante.

II. Comment corriger les inégalités de revenus ?

Étant donné le caractère essentiellement descriptif des deux premières unités d'apprentissage, les documents proposés contiennent surtout des définitions. Un texte présente toutefois les deux piliers (assistance et assurance) sur lesquels repose la redistribution puisqu'il est aussi demandé d'expliquer que « (l)es revenus de transfert ont pour objectif de corriger en partie la répartition primaire des revenus » (la politique sociale faisant l'objet d'une analyse plus détaillée en terminale, dans le thème VIII).

III. Quels sont les enjeux du partage de la valeur ajoutée ?

Concernant les enjeux liés à la répartition de la valeur ajoutée, le partage salaires/profits est présenté comme le premier d'entre eux. L'arbitrage est délicat dans la mesure où son influence sur la croissance est l'objet de débats. D'un point de vue historique, on constate que, sous une apparente stabilité, la part des salaires dans la valeur ajoutée aurait tendance à décliner. Un second enjeu est celui de l'utilisation du profit : mise en réserve en vue d'autofinancer des investissements ou distribution de dividendes aux actionnaires ? Sur le plan statistique, la deuxième option gagne du terrain sur la première (ce qui relativise l'argument consistant à privilégier le capital dans la rémunération des facteurs).

CONSEILS ET PISTES D'APPROFONDISSEMENT

Sur la formation du revenu disponible

En liaison avec l'enseignement des sciences de gestion, le concept de rémunération du travail (ou de salaire « super brut ») pourra être rapproché de celui de « coût du travail », ce qui permettra de montrer pourquoi les cotisations sociales sont intégrées aux revenus du travail.

La raison d'être de la redistribution peut être étayée par un complément relatif à la mesure des inégalités de la répartition primaire.

Sur le partage de la valeur ajoutée

Même s'il commence à dater, le rapport Cotis propose, dans son introduction, une présentation à la fois exhaustive et simple des enjeux relatifs au partage de la valeur ajoutée.

Il est envisageable de présenter la dispersion des salaires comme troisième enjeu relatif au partage de la valeur ajoutée, ce qui permet d'aborder la question du « sentiment de baisse du pouvoir d'achat » des classes moyennes.

SITOGRAPHIE

- www.statapprendre.education.fr/insee/revenus/default.htm pour une nouvelle exploitation du site « Apprendre avec l'Insee » qui propose des exercices (QCM, vrai/faux, formules à retrouver...) permettant de s'assurer que l'élève s'est approprié les notions.
- www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/partage_VA/rapport_partage_VA.pdf qui propose le texte intégral du rapport Cotis.
- www.inegalites.fr/spip.php?page=salaire qui propose un outil ludique pour mesurer les inégalités de salaire.

7

La dynamique de la répartition des revenus

NOTIONS

- Revenus primaires et de transfert, disponibles, du travail, du capital, mixtes, disponibles
- Partage de la VA

OBJECTIFS

- Identifier et calculer les revenus primaire et disponible
- Caractériser les enjeux du partage de la VA
- Caractériser les revenus de transfert

Depuis plus de trente ans, la société Pagayak fabrique en France des canoës-kayaks qui naviguent sur les mers et les rivières du monde entier. En 2012, la valeur ajoutée de cette entreprise a représenté près de 45 % de son chiffre d'affaires, lequel a atteint 1 600 000 €. Ses charges de personnel se sont élevées à 600 000 € et l'entreprise s'est acquittée de divers impôts pour un montant total de 30 000 €. Elle a également versé 17 000 € d'intérêts aux banques lui ayant prêté des fonds.

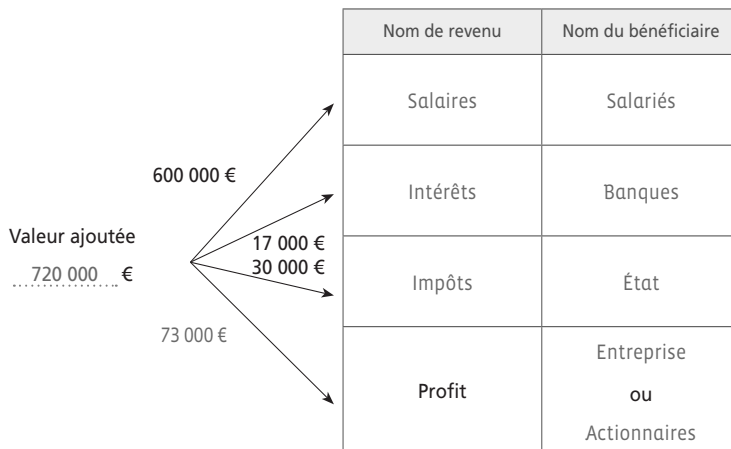
- 1 Retrouvez la valeur ajoutée et les consommations intermédiaires. À quels partenaires de l'entreprise ces dernières sont-elles réglées ?

VA = 45 % du CA, donc $VA = 0,45 \times 1\,600\,000 = 720\,000$ €.

Puisque $VA = CA - \text{Consommations intermédiaires (CI)}$, $CI = CA - VA = 1\,600\,000 - 720\,000 = 880\,000$ €.

Les consommations intermédiaires sont achetées, et donc réglées, aux fournisseurs.

- 2 Complétez le schéma qui suit :



- 3 Rappelez les formes sous lesquelles le profit est réparti selon l'identité de celui qui le reçoit.

La part du profit reçu par les actionnaires donne lieu au versement de dividendes. Celle qui reste dans l'entreprise alimente les réserves.

I. Quels sont les revenus primaires dont disposent les ménages ?

J'analyse

Situation 1

Paul est commerçant, il tient un magasin de bijoux fantaisie. À l'approche des fêtes de fin d'année, il sait que son ménage aura à faire face à un certain nombre de dépenses inhabituelles. En « bon père de famille », il décide de dresser le budget de son foyer pour le mois de décembre. Du côté des recettes, aucune source de revenus ne doit être négligée... Audrey, l'épouse de Paul, est fonctionnaire. Elle occupe un emploi de secrétaire administrative dans la mairie de son village et reçoit à ce titre un traitement. Sa fille aînée, Chloé, est, elle, étudiante. Elle travaille quelques heures par semaine dans une grande chaîne de restauration rapide. En cette fin d'année, elle devrait recevoir une prime exceptionnelle de 120 €.



A Les revenus du travail

Doc. 1

Revenus primaires : les revenus primaires comprennent les revenus directement liés à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales.

Salaire : le salaire est le paiement du travail convenu entre un salarié et son employeur. Il correspond à l'intégralité

des sommes perçues par le salarié au titre de son contrat de travail, avant toute déduction de cotisations obligatoires. **Cotisations sociales** : ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux administrations de Sécurité sociale et aux régimes privés. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs et cotisations à la charge des salariés [...].

www.insee.fr, 2013

- 1 Surlignez dans le document 1 la définition des revenus primaires et les deux catégories de cotisations sociales.
- 2 Donnez un nom aux revenus du travail d'Audrey et de Chloé. Audrey en tant que fonctionnaire perçoit un traitement, Chloé en tant que salariée perçoit un salaire, ainsi qu'une prime.
- 3 Complétez l'égalité suivante :
Rémunération du travail = Salaires, traitements, primes + cotisations sociales, salariales et patronales

B Les revenus du patrimoine

Situation 2

Le patrimoine de Paul est constitué, d'une part, d'un appartement à Nice qu'il loue à un couple de retraités, d'autre part, d'un portefeuille de titres, à savoir des actions – parts de capital de sociétés rémunérées par des dividendes (part de bénéfice) – et des obligations – emprunts émis par des entreprises, des banques ou l'État et rémunérées par un taux d'intérêt.

- 4 Classez dans le tableau les éléments du patrimoine de Paul et indiquez les revenus qu'ils lui procurent.

Éléments du patrimoine (actifs possédés)	Dénomination	Revenus
Actifs corporels	Terrains	Loyers
	Logements	
Actifs financiers	Actions	Dividendes
	Obligations	Intérêts

Situation 3

C'est sous le statut d'entrepreneur individuel que Paul exerce son activité professionnelle. Ainsi, il n'est pas salarié et le revenu de son travail s'appelle un bénéfice.

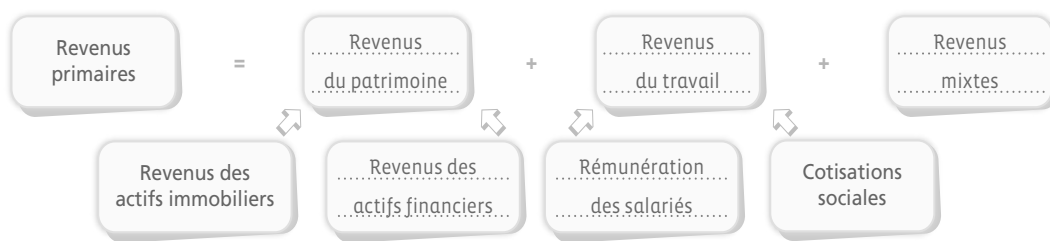
Doc. 2

Un revenu est dit « mixte » lorsqu'il rémunère à la fois :

- le capital possédé : terre, locaux, machines, etc.
- et le travail effectué par le propriétaire dans sa propre entreprise.

C'est le cas des « indépendants », c'est-à-dire des actifs non salariés : agriculteurs, commerçants, artisans, professions libérales telles que les avocats, les médecins, etc.

- 5 Surlignez les passages du texte permettant d'expliquer pourquoi le revenu d'un entrepreneur individuel est qualifié de mixte.
- 6 Illustrez les métiers concernés par des exemples de votre choix. Un dentiste et son cabinet, un maçon et ses outils, un éleveur et ses installations, Paul et son magasin (fonds de commerce).....
- 7 Complétez le schéma récapitulatif suivant :



Je construis le cours

I. Quels sont les revenus primaires dont disposent les ménages ?

- Qu'appelle-t-on revenus primaires ? Les revenus primaires désignent les revenus directement liés à une participation des ménages au processus de production.....
- Quels sont les revenus du travail ? Les revenus du travail sont constitués des salaires des travailleurs du secteur privé, des traitements des fonctionnaires et des compléments de salaire (primes). Ils comprennent aussi les cotisations sociales payées par les salariés et par les employeurs car elles reviennent ensuite aux ménages sous forme de prestations ; c'est un revenu « différé ».....
- Quels sont les revenus du patrimoine ? Il s'agit des revenus provenant de la propriété des actifs financiers (intérêts des placements, dividendes des actions) et des actifs immobiliers (loyers versés par les locataires).....
- Pourquoi qualifier de « mixte » le revenu des entrepreneurs individuels ? Le revenu des entrepreneurs individuels est mixte car il rémunère à la fois le capital apporté (local, terrain, outils...) et le travail fourni par eux sans qu'il soit possible de les dissocier.....

II. Comment corriger les inégalités de revenus ?

J'analyse

Situation 4

La situation financière de Paul s'avère plus problématique que prévu. Son épouse Audrey vient de se fracturer un poignet et son état nécessite une intervention chirurgicale. Elle ne pense pas reprendre le travail avant le début de l'année prochaine. En outre, Paul a complètement oublié de tenir compte, dans son budget, des impôts dont il doit s'acquitter...



A Par le mécanisme de la redistribution...

- 1 Repérez les deux événements affectant le budget du ménage de Paul et précisez leur influence sur celui-ci.

Événements	Augmentation des dépenses	Diminution des recettes
Accident d'Audrey	X	X
Paiement des impôts	X	

Doc. 3

Redistribution : prélèvements sur les revenus dits « primaires » (revenus d'activité et de la propriété) imposés par les pouvoirs publics ou des accords conventionnels pour financer des prestations sociales ou des services collectifs. Les bénéficiaires de la redistribution disposent de ce fait d'un revenu (en espèces ou en nature) différent de leur revenu primaire.

www.alternatives-economiques.fr
Dictionnaire, 2014

Doc. 4

L'assurance et l'assistance sont les deux principales techniques de la protection sociale. Celle-ci consiste en plusieurs dispositifs qui visent à assurer et à aider les individus lorsqu'ils sont confrontés à des risques sociaux tels que la vieillesse, la maladie, les charges familiales, le chômage ou encore l'exclusion [...]. Les logiques d'assurance et d'assistance se distinguent par leur mode de financement et par leur implication en termes de droit et de conditions d'accès. L'assurance sociale [...] repose sur un mécanisme de transfert de type contribution-rétribution. Les individus versent une cotisation qui est fonction de leur revenu et s'ouvrent

le droit de percevoir une prestation lorsqu'ils se trouvent confrontés à un aléa [...].

L'assistance sociale, quant à elle, est financée par les impôts [...]. C'est un système qui repose sur l'idée que les agents n'ont pas à cotiser pour percevoir des prestations mais qu'ils doivent remplir certaines conditions de ressources, c'est-à-dire doivent disposer de ressources inférieures à un plafond qui est fixé. Les bénéficiaires de l'assistance sociale sont ceux qui ne peuvent pas ou qui ne peuvent plus bénéficier de l'assurance [...].

Le système de protection sociale français fait coexister ces deux logiques : assistance et assurance.

www.cndp.fr, 2012

- 2 Proposez une définition de la redistribution en faisant apparaître son principal objectif.

La redistribution est le mécanisme par lequel l'État corrige les inégalités de la répartition primaire en prélevant une partie des revenus qui en sont issus et en reversant des transferts sociaux.

- 3 Classez chacune des prestations sociales (ou revenus de transfert) suivantes dans la catégorie des prestations d'assurance et des prestations d'assistance : allocation chômage, remboursement de soins médicaux, revenu minimum d'activité, indemnité de congés payés, allocations familiales, minimum vieillesse, pension de retraite, allocations logement :

Prestations d'assurance	Prestations d'assistance
Allocation chômage	Revenu minimum d'activité
Pension de retraite	Allocations familiales
Indemnité de congés payés	Minimum vieillesse
Remboursement de soins médicaux	Allocations logement

Situation 5

Le foyer de Paul va pouvoir compter sur la solidarité nationale pour prendre en charge les soins médicaux de son épouse, laquelle recevra également des indemnités qui viendront remplacer son salaire pendant son arrêt de travail.



- 4 De quelles prestations sociales Audrey, l'épouse de Paul, va-t-elle bénéficier ? Précisez s'il s'agit de prestations en nature ou en espèces.

- Remboursement - voire avances - des soins médicaux (prestation en nature).....
 - Indemnités pour remplacer son traitement (prestations en espèces).....

Doc. 5

Le revenu disponible des ménages correspond au revenu à partir duquel les ménages décident du niveau de leur consommation et de leur épargne. Il englobe ainsi tous les revenus, quelles qu'en soient les sources. Ainsi, il fait la somme des

revenus d'activité (salariée ou non), de ceux du patrimoine et des revenus de transfert. Par ailleurs, il est calculé net de cotisations sociales et d'impôts.

- 5 Complétez l'égalité suivante :

Revenu disponible des ménages = Revenu du travail + Revenus du patrimoine + Revenus de transfert
 - Impôts - Cotisations sociales.....

- 6 Quel est l'intérêt de connaître le revenu disponible ? Il détermine le niveau de la consommation et de l'épargne dont on dispose librement.

Je construis le cours

II. Comment corriger les inégalités de revenus ?

• Qu'est-ce que la redistribution ? La redistribution est le mécanisme par lequel l'État prélève une partie des revenus primaires pour financer le versement de prestations sociales.

• Quel est l'objectif de la redistribution ? La redistribution permet de corriger les inégalités de revenus de la répartition des revenus.

• Quelles sont les logiques de la redistribution ?

Logique d'assurance : la prestation sociale est versée sous réserve que l'on ait cotisé.

Logique d'assistance : la prestation est versée sans condition, notamment aux individus dont la situation est très précaire ; elle est financée par l'impôt.

• Qu'est-ce que le revenu disponible ? Le revenu disponible désigne le revenu dont disposent les ménages pour consommer et épargner.

• Comment se calcule le revenu disponible ?

Revenu disponible = Revenus du travail + Revenus du patrimoine - Impôts - Cotisations sociales + Transferts sociaux

III. Quels sont les enjeux du partage de la valeur ajoutée ?

J'analyse

Situation 6



Madame Hervet
Représentante du Medef

Une partie significative de la valeur ajoutée doit alimenter les réserves de l'entreprise pour permettre le financement des investissements, seuls capables d'accroître les richesses et de créer des emplois.

C'est aux salariés que doit revenir la quasi-totalité de la valeur ajoutée car ce revenu sera dépensé, ce qui génère des débouchés, incite à produire davantage et réduit le chômage.



Monsieur Dumoulin
Représentant du syndicat FO

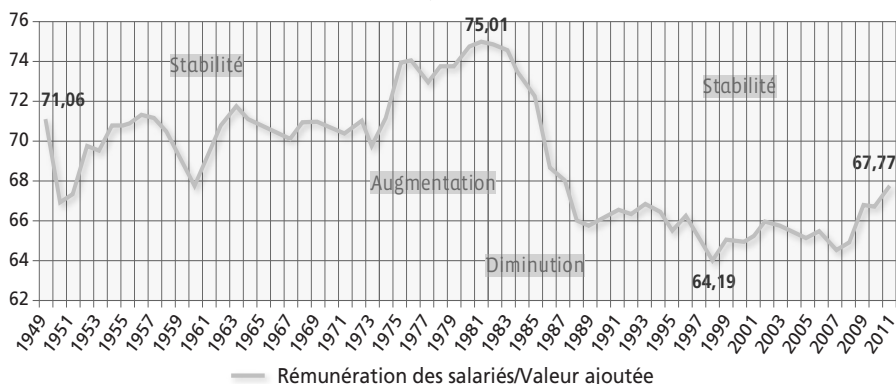
A Le partage salaires/profits

1 Repérez les deux principaux agents économiques qui se partagent la valeur ajoutée et complétez le tableau qui suit :

Si le partage de la valeur ajoutée s'effectue	Effets positifs	Effets négatifs
En faveur des salariés	Augmentation de la consommation	Difficulté de financement des investissements
En faveur des actionnaires	Financement des investissements facilité	Stagnation de la demande

Doc. 6

Part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée (en %)



— Rémunération des salariés/Valeur ajoutée

Plusieurs phases peuvent être distinguées depuis 1949. La part des salaires est relativement stable jusqu'au premier choc pétrolier, puis elle augmente jusqu'au début des années 1980. Ceci est suivi d'une baisse qui la ramène, à la fin des années 1980, légèrement en dessous de sa valeur d'avant

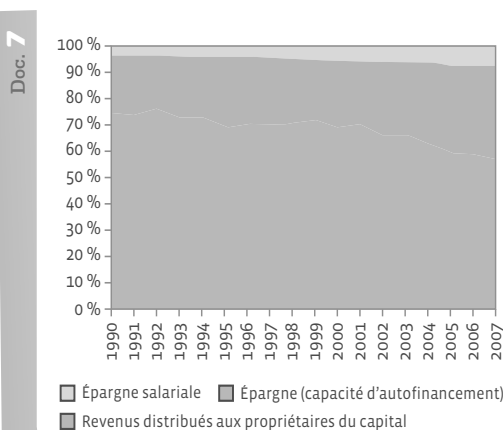
le choc pétrolier. [...] Depuis cette date, le partage apparaît plutôt stable, tout du moins si l'on s'arrête en 2007. Une baisse tendancielle semble être à l'œuvre dans quelques pays, tels que l'Allemagne. Les facteurs invoqués sont en général le recul du pouvoir de négociation des salariés, la concu-

rence accrue induite par la mondialisation ainsi que le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ce développement aurait relancé la substitution entre capital et travail. [...]

www.insee.fr, 2012

- 2 L'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée fait apparaître quatre phases. Repérez-les directement sur le graphique du document 6.
- 3 Surlignez dans le document 6 les facteurs explicatifs de la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée.
- 4 Expliquez la phrase soulignée. Les TIC augmentent l'utilisation du facteur capital dans la combinaison productive (même dans les services). Ainsi, la part de la rémunération du capital dans la rémunération des facteurs de production augmente. Autrement dit, la part des profits dans le partage de la VA augmente.

B L'affectation du profit



La valeur ajoutée est utilisée en premier lieu au financement des engagements de l'entreprise : rémunération du personnel (salaires), indemnisation des prêteurs (intérêts) et paiement des prélèvements obligatoires (fiscaux et sociaux). Le reliquat se nomme « profit brut » et peut être utilisé soit au versement d'un revenu supplémentaire aux salariés (participation aux bénéfices notamment, dans le cadre de l'épargne salariale), soit à la distribution de dividendes, soit à la constitution de réserves, lesquelles seront mobilisées dans le cadre de l'auto-financement.

Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France, www.insee.fr, 13 mai 2009

- 5 Repérez dans le document 7 les trois affectations possibles du profit et dites comment chacune d'elles a évolué.

La capacité d'autofinancement a diminué au profit de l'épargne salariale, mais surtout de la hausse des dividendes versés aux actionnaires.

Je construis le cours

III. Quels sont les enjeux du partage de la valeur ajoutée ?

- Quelle est la part des salaires dans le partage des profits ? Les salaires représentent environ les deux tiers dans le partage des profits (stabilité depuis vingt-cinq ans).
- Quel est l'enjeu du partage salaires/profit ? Un partage très favorable aux salariés rend difficile le financement des investissements générateurs de croissance et d'emploi. À l'inverse, une répartition à l'avantage des actionnaires réduit le pouvoir d'achat des salariés/consommateurs, donc la demande, ce qui conduit les entreprises à diminuer leur offre, faute de débouchés.
- Quelles sont les causes de faiblesse de la part des salaires dans le partage de la VA ? La concurrence des travailleurs des pays à bas coûts salariaux, la baisse du pouvoir de négociation des syndicats, les TIC.
- Comment utiliser le profit ? Comment son utilisation a-t-elle évolué depuis vingt ans ?
 Épargne salariale : en légère hausse depuis vingt ans.
 Dividendes : en augmentation depuis vingt ans.
 Autofinancement : en baisse depuis vingt ans (par conséquent, puisqu'il s'agit du résidu).

Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	La grande majorité des revenus primaires est constituée des revenus du travail.	X		Les revenus du travail représentent l'essentiel des revenus primaires. Il faut leur ajouter les revenus de la propriété et le revenu mixte des entrepreneurs individuels pour obtenir les revenus primaires.
2	Les revenus primaires résultent du partage de la valeur ajoutée entre les différents participants à la création de richesses.	X		Autrement dit, ce sont les entreprises qui décident du partage initial de la valeur ajoutée. L'État peut corriger les inégalités qui en découlent par la redistribution.
3	La redistribution transforme les revenus primaires en revenus de transfert.		X	La redistribution transforme les revenus primaires en revenus disponibles (par addition des revenus de transfert et soustraction des prélèvements obligatoires).
4	Le revenu disponible est le revenu que les ménages consomment.		X	C'est le revenu disponible pour consommer, mais aussi épargner. Une partie du revenu disponible peut ne pas être consommée.
5	Le partage de la valeur ajoutée avantage de plus en plus les actionnaires.	X		La part des salaires dans le partage de la VA stagne et celle de l'autofinancement diminue. Seule augmente la part des profits dans la répartition des richesses créées.

EXERCICE

Du revenu primaire au revenu disponible

Éléments de calcul du revenu disponible brut des ménages en 2011 (milliards d'euros)			
Salaires bruts	790,3	Impôts et autres prélèvements	224,3
Revenus du patrimoine	285,3	Cotisations sociales salariales	424,0
Revenus mixtes	121,1	Cotisations sociales patronales	287,3
Prestations sociales	487,2		

www.insee.fr

1. À partir du tableau ci-dessus, calculez :

- le revenu primaire des ménages : $121,1 + 790,3 + 287,3 + 285,3 = 1\,484$ milliards d'euros.
- la part de la rémunération du travail dans le revenu primaire : $(790,3 + 287,3) / 1\,484 \times 100 = 72,6 \%$.
- le revenu disponible des ménages : $1\,484 + 487,2 - 224,3 - 424 = 1\,322,9$ milliards d'euros.
- la part des prestations sociales dans le revenu disponible : $487,2 / 1\,322,9 \approx 36,8 \%$.

2. Que représente le revenu disponible ?

Le revenu disponible représente la somme d'argent dont disposent les ménages pour consommer et épargner.

3. Sachant que la consommation des ménages s'élève à 1 110 milliards d'euros, calculez le taux d'épargne des ménages français.

Épargne = $1\,322,9 - 1\,110 = 212,9$ milliards d'euros.

Taux d'épargne = $212,9 / 1\,322,9 \times 100 = 16,1 \%$.

JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

Doc. 1

C'est [...] dans des facteurs exogènes au partage macroéconomique de la valeur ajoutée qu'il faut chercher l'origine du sentiment de perte du pouvoir d'achat dans le temps. P. Askenazy, G. Cette, A. Sylvain¹ suggèrent l'intervention de deux phénomènes :

- Une déformation à l'intérieur de la grille des salaires, due à la forte augmentation des hautes, et surtout très hautes rémunérations, cependant qu'en bas de l'échelle l'évolution favorable du smic rapproche la rémunération des salariés du salaire médian². [...] Ceci serait effectivement en mesure d'expliquer pourquoi la stabilité globale du pouvoir d'achat n'exclut pas le malaise des classes moyennes.
- Une part de plus en plus faible des « revenus arbitrables », c'est-à-dire ceux que le titulaire a le libre choix d'utiliser à sa guise [...]. Deux effets s'ajoutent ici : d'une part l'écart historiquement de plus en plus grand entre les salaires super-bruts (salaires bruts et charges patronales, qui mesurent la rémunération des salariés dans le calcul de la VA) et les salaires nets ; d'autre part la part de plus en plus importante des « dépenses contraintes », à savoir essentiellement le logement, les assurances et les abonnements, mais aussi bien d'autres si l'on s'attache à ce que les Français considèrent maintenant comme faisant partie du minimum vital donc contraint.

1. *Le Partage de la valeur ajoutée*, La Découverte, 2011.

2. Niveau de salaire tel que la moitié des salariés perçoivent une rémunération supérieure et l'autre moitié une rémunération inférieure.

www.ifrap.org, 2013

Doc. 2

(D'autres facteurs sont susceptibles d'expliquer le décalage entre la perception des ménages et la mesure macroéconomique (du pouvoir d'achat), en particulier l'accroissement de la population (dynamisme des naissances, augmentation de l'espérance de vie). Pour tenir compte également des facteurs démographiques, le revenu réel disponible et le revenu « arbitrable » peuvent être rapportés à l'ensemble de la population française. La croissance du pouvoir d'achat

par tête est alors amortie, compte tenu de la croissance de la population. Ils peuvent également être rapportés au nombre de ménages. La progression du nombre de ménages étant plus rapide que celle de la population (du fait du vieillissement de la population et de la tendance à la décohabitation), la croissance du pouvoir d'achat par ménage est ralentie d'autant [...].

www.insee.fr, 2013

> Analyser

1 Surlignez, dans le document 1, les deux facteurs explicatifs du « sentiment de perte du pouvoir d'achat ».

2 Le deuxième de ces facteurs est lui-même le résultat de deux phénomènes. Lesquels ?

- L'augmentation de la part des cotisations sociales dans la rémunération des salariés.

- L'augmentation des dépenses contraintes (logement, assurance...)

> Argumenter



Fiche outil 7 : Argumenter en économie

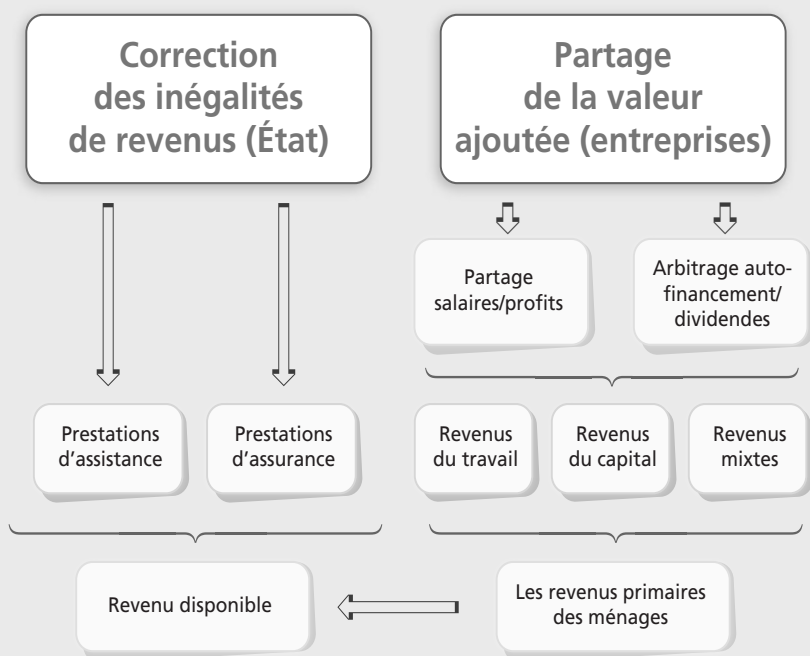
3 À partir de l'analyse des documents 1 et 2, exposez les arguments permettant d'expliquer le sentiment de baisse de pouvoir d'achat chez les ménages.

Contrairement aux ménages à fort ou à faible revenu, la classe moyenne ne bénéficie que faiblement d'une élévation de ses revenus.

Les dépenses contraintes — dépenses pré-engagées (logement, assurances, abonnements, ...) ou cotisations sociales — absorbent une part croissante des ressources financières des ménages.

La population (ou le nombre de ménages) augmentant plus rapidement que les revenus, le revenu par tête (ou par ménage) a tendance à stagner.

La dynamique de la répartition des revenus



LES BONS MOTS POUR LE DIRE

- **Revenus primaires** : Revenus résultant de la répartition de la valeur ajoutée telle qu'elle est décidée par les entreprises. Ils se composent des revenus d'activité et des revenus du patrimoine.
- **Revenus mixtes** : Revenus de l'activité non salariée qui rémunèrent à la fois le capital apporté et le travail fourni par l'entrepreneur individuel.
- **Revenus de transfert** : Revenus financés par les cotisations sociales ou par les impôts et versés aux assurés sociaux pour les couvrir contre les risques sociaux (maladie, maternité, vieillesse...).
- **Revenus du patrimoine (du capital ou de la propriété)** : Revenus des actifs financiers (intérêts des obligations et dividendes des actions) et immobiliers (loyers).
- **Revenu disponible brut** : Revenus dont les ménages disposent pour consommer et épargner : Revenus primaires + revenus de transfert – impôts – cotisations sociales.

I. Quels sont les revenus primaires dont disposent les ménages ?

A. Les revenus du travail

Les revenus primaires (1 484 milliards d'euros) regroupent l'ensemble des rétributions reçues par les facteurs de production pour leur contribution à la création de richesses. La rémunération du travail constitue la principale d'entre elles (entre 70 % et 75 % des revenus primaires).

Les revenus du travail comprennent les salaires (rémunération principale des travailleurs du secteur privé), les traitements (des fonctionnaires) et les primes, mais aussi les cotisations sociales (salariales et patronales), et ce pour deux raisons :

- 1) elles sont partie intégrante du coût du travail ;
- 2) elles constituent un revenu différé (c'est notamment le cas des cotisations versées aux régimes de retraite).

B. Les revenus du capital

Les revenus du capital (de la propriété ou du patrimoine) résultent de la possession d'un bien (d'un actif), lequel est susceptible de procurer des revenus ; ils représentent environ 20 % des revenus primaires.

Le capital possédé peut être classé en deux catégories : 1) le capital financier (ou mobilier) et 2) le capital immobilier. Les revenus associés au premier peuvent être des intérêts ou des dividendes ; ceux qui résultent du second sont des loyers.

Entrent également dans la catégorie des revenus du capital les revenus de la propriété intellectuelle tels que les redevances ou les droits d'auteur.

C. Le revenu mixte des entrepreneurs individuels

La rémunération des entrepreneurs individuels absorbe 8 % des revenus primaires.

Cette rémunération est qualifiée de « mixte » car elle rétribue à la fois le travail et le capital de l'entrepreneur individuel sans réelle possibilité d'isoler la part de l'un et de l'autre de ces deux facteurs de production dans la création de richesses.

II. Comment corriger les inégalités de revenus ?

A. Par le mécanisme de la redistribution...

La répartition des revenus telle qu'elle résulte du partage de la valeur ajoutée entre les facteurs de production est inégalitaire. Par exemple, la rémunération des 10 % des salariés les mieux payés est environ 8 fois plus élevée que celle des 10 % dont les salaires sont les plus faibles.

La redistribution permet de réduire ces inégalités en prélevant une partie des revenus primaires et en reversant des prestations sociales (ou transferts sociaux) aux ménages les moins favorisés.

La redistribution est le mécanisme grâce auquel l'État met en œuvre la politique sociale, laquelle s'articule autour de deux axes :

- 1) l'assurance (l'individu reçoit des prestations à condition d'avoir préalablement contribué au financement du système : retraite, chômage, maladie...);
- 2) l'assistance (le citoyen reçoit de la collectivité une aide sans condition, du fait de la précarité de sa situation : famille, logement...).

B. ... Qui transforme le revenu primaire en revenu disponible

Le revenu disponible (1 323 milliards d'euros) est donné par la relation suivante :

Revenu disponible	=	Revenus du travail	+	Revenus du capital	+	Prestations sociales	-	Impôts	-	Cotisations sociales
----------------------	---	-----------------------	---	-----------------------	---	-------------------------	---	--------	---	-------------------------

Le revenu disponible est le revenu à partir duquel les ménages vont consommer (la consommation représente 84 % du revenu disponible) et épargner (16 %).

Les prestations sociales représentent environ 37 % du revenu disponible, ce qui montre l'importance de la redistribution dans la formation du revenu.

III. Quels sont les enjeux du partage de la valeur ajoutée ?

A. Le partage salaires/profits

Durant les Trente Glorieuses, la part des salaires dans la VA oscille autour des 70 %. Entre le premier choc pétrolier et le début des années 1980, elle grimpe jusqu'à 76 %. L'explication de cette augmentation tient principalement au maintien de l'indexation des salaires sur le niveau des prix dans un contexte de stagflation. Le choix de la désindexation suivi du contre-choc pétrolier (1986) amorcera un mouvement inverse, qui s'achèvera en 1990. Depuis, la part des salaires dans le partage de la VA est relativement stable (2/3).

La part des salaires dans le partage de la VA ne progresse pas du fait :

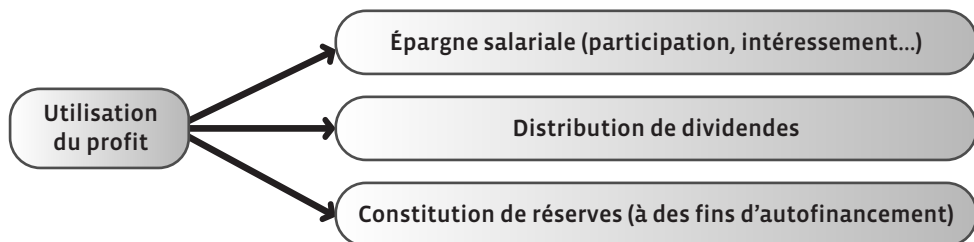
- 1) du déclin du pouvoir des syndicats dans la négociation collective ;
- 2) de l'intensification de la concurrence (elle-même due à la mondialisation) qui tire les salaires vers le bas ;
- 3) du chômage (avec la même conséquence) ;
- 4) des TIC, qui augmentent l'intensité capitaliste de la combinaison productive (d'où l'absorption d'une part croissante de la VA par le facteur capital).

Le partage de la VA entre salaires et profits pose des problèmes de mesure. Par exemple, l'épargne salariale doit-elle être intégrée dans la rémunération du travail ? C'est le cas en France, alors qu'en tant que revenu aléatoire, elle devrait être rattachée aux profits. Il en est de même des primes telles que celles reçues par les traders, lesquelles sont en réalité prises sur les profits. Ces considérations aboutissent à surestimer la part des salaires dans le partage de la VA (voir « Je raisonne en économiste »).

B. L'affectation du profit

Le profit brut est obtenu en retranchant à la valeur ajoutée les charges de personnel et les impôts (auquel cas on obtient l'excédent brut d'exploitation – EBE), mais également les intérêts des emprunts.

Le profit brut peut être utilisé de trois manières différentes :



Depuis le début des années 1990, on observe une baisse régulière de la part des réserves dans l'affectation du profit brut (de 75 % à 60 %), ce qui minimise l'argument d'un partage de la VA en faveur des actionnaires. Dans leurs assemblées générales, ces derniers ont de plus en plus tendance à privilégier le court terme (versement de dividendes en leur faveur) au détriment du long terme (mise en réserve pour faciliter le financement de la croissance de l'entreprise).

8

L'arbitrage entre consommation et épargne

PROGRAMME

III. Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités de l'étude
III. Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu		Le revenu des ménages se partage entre consommation et épargne en fonction d'un certain nombre de critères dont le principal est le revenu. L'évolution du mode de consommation se traduit par une modification de la part des différents biens et services dans le budget des ménages. Cette évolution peut être contrainte (part de l'énergie) ou révélatrice d'un progrès (dépenses d'éducation ou de santé par exemple).
III.1 L'arbitrage entre consommation et épargne	<ul style="list-style-type: none"> • Les déterminants de la consommation et de l'épargne 	Le revenu disponible se répartit entre consommation et épargne. Cette répartition illustre la résolution du problème économique du ménage, à savoir la recherche de la plus grande satisfaction, par une consommation immédiate ou différée. Les choix de consommation ou d'épargne sont déterminés par des critères économiques, sociaux et culturels.

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

Ce chapitre a pour objectif de montrer comment se fait le partage du revenu disponible entre consommation et épargne. Il s'agit de voir que le ménage procède à des choix afin de satisfaire ses besoins. Les arbitrages sont différents selon les individus du fait de leurs critères d'arbitrage. Ce chapitre est très important car il est l'occasion de pouvoir parler « argent » avec les élèves et gestion d'un budget. Ce sera peut-être justement le moment de leur donner quelques bases quant à la gestion de leur propre budget.

En introduction, la notion de revenu disponible est réactivée et la différence dans l'utilisation d'un revenu supplémentaire est abordée.

I. Comment se fait l'arbitrage entre consommation et épargne ?

Un premier document permet de voir la répartition moyenne du revenu national entre épargne et consommation.

A. Consommer pour satisfaire des besoins en fonction du revenu

La mise en situation prend appui sur deux familles dont les revenus sont très différents. Leurs comportements d'épargne et de consommation vont être suivis tout au long du chapitre.

Pour voir l'importance du revenu, une allusion à la loi psychologique fondamentale de J.M. Keynes est faite. Les notions de production marchande et non marchande sont réactivées.

Pour encore mieux illustrer cette partie, il sera possible de demander aux élèves ce qu'ils feraient s'ils recevaient 1000 €.

Il serait aussi intéressant de leur faire réaliser une enquête au sein du lycée sur le thème de la consommation et de l'épargne et de l'exploiter en cours (par exemple : détermination de l'objet du questionnaire, et de la cible, rédaction des questions, élaboration du questionnaire sur poste informatique, administration du questionnaire et traitement des réponses). Cet exercice serait d'autant plus intéressant si le profil des élèves s'avérait être plus mercatique.

B. Épargner pour l'avenir

L'épargne est abordée au niveau des différences de capacité selon les revenus. Puis, un graphique va permettre de voir la répartition de l'épargne entre épargne financière et investissement en logement. Enfin, la question des motifs de l'épargne sera abordée.

Il sera possible d'exploiter les réponses qui auront été faites à la question posée en introduction.

Dans cette partie, il pourrait être intéressant d'aborder la notion de placements financiers et notamment de commencer à les familiariser avec les différents comptes d'épargne. Pour cela plusieurs solutions possibles. Première possibilité, leur donner, par petit groupe, un placement chacun et leur demander de faire des recherches puis de présenter le placement devant la classe (voir notamment ses avantages et inconvénients). Deuxième possibilité, faire venir un intervenant extérieur, un banquier par exemple qui expliquera les différents placements possibles. Enfin, il est possible de leur faire faire un jeu pour lequel ils se glisseraient dans la peau d'un banquier ou d'un conseiller en placement (envisager plusieurs ménages avec des capacités d'épargne différentes et des objectifs différents et leur proposer les placements qui pourraient le mieux leur convenir).

II. Quels sont les déterminants économiques de la consommation des ménages ?

A. Le niveau de revenu

La mise en situation permet de voir que certains postes de consommation pèsent plus que d'autres selon le niveau des revenus. Les travaux d'Engel sont justes évoqués car ils sont importants pour montrer le rôle du revenu dans les choix de consommation. Enfin, l'exemple du départ en vacances a été choisi pour illustrer la notion de contrainte financière par rapport à la consommation.

B. L'évolution du prix

Les cas classiques du prix des carburants et du tabac ont été choisis, mais également des exemples de loisirs (cinéma et voyages *low cost*). Cela permet de montrer les relations pas toujours simples entre évolution des prix et évolution de la demande. La

notion d'élasticité n'est volontairement pas évoquée dans les documents. Il est toujours possible d'évoquer le terme à l'oral pour imaginer la relation.

III. Quels sont les déterminants sociologiques de la consommation ?

A. La consommation, un phénomène social

Plusieurs exemples de consommation influencée par la société, le milieu social sont proposés.

L'exemple du portrait du geek les fera peut-être réagir. Il est possible de leur proposer d'autres portraits : <http://etudiant.lefigaro.fr/vie-etudiante/news/detail/article/look-de-la-rentree-etudiante-vous-etes-plutot-new-hipster-modeuse-ou-golden-boy-3004/>

Il est aussi possible de partir de portraits de groupes de consommateurs.

B. La consommation, un phénomène culturel

Il faut faire le lien entre consommation et niveau de culture et CSP. Le document proposé permet de mettre en lumière l'influence forte de son milieu social au niveau de la consommation de biens culturels.

PISTES D'APPROFONDISSEMENT

Sitographie

Le site de la finance pour tous : <http://www.lafinancepourtous.com/> : nombreuses informations sur les placements notamment et des ressources nombreuses pour les enseignants.

L'INSEE : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=nattef08148 (épargne)

La banque de France : <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/epargne-des-menages.html> (nombreuses statistiques sur l'épargne et les placements des ménages)

Apprendre avec l'INSEE sur les thèmes de la consommation et de l'épargne : <http://insee.maquettes.cndp.fr/revenus/accueilutil.htm>

<http://insee.maquettes.cndp.fr/cons/qui/quiaccueil.htm>

Le Credoc : <http://www.credoc.fr/>

L'Observatoire des inégalités : <http://www.inegalites.fr/>

Le portail de la consommation : http://www.conso.net/page/bases.6_education.20_ressources_videos/

Le site de l'OCDE : <http://www.oecd-ilibrary.org/content/table/20743858-table7> (comparaison des taux d'épargne)

Le centre de documentation économie et finance : <http://www.economie.gouv.fr/cedef/veilles-thematiques>

Les rapports à télécharger

Consommation de carburant : effets des prix à court et à long terme par type de population : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ES446B.pdf

Cinquante ans de consommation en France (2009) <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?codesage=CONSO09>

Dynamiser l'épargne financière des ménages pour financer l'investissement et la compétitivité : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/134000211/>
Crédoc étude sur les vacances 2010 : http://www.credoc.fr/pdf/Sou/vacances_ete_2010.pdf
Crédoc mini étude 2012 sur les vacances : <http://www.credoc.fr/pdf/Sou/Vacances2012.pdf>
AMF Cartographie 2013 des risques et des tendances sur les marchés financiers et pour l'épargne : <http://www.amf-france.org/Espace-presse/Dossiers-et-fiches-presse/Conference-de-presse-du-4-juillet-2013.html>
Rapport de l'épargne réglementée 2012 : <http://www.fbf.fr/fr/files/99GKNH/Rapport-observatoire-epargne-reglementee-2012-BDF.pdf>

Bibliographie

Cahiers français n° 315 août 2003 : articles de fond sur la consommation et sur l'épargne (même s'ils sont anciens)
Cahiers français n° 345 août 2008 : articles de fond complémentaires avec les précédents
Les inégalités en France : Alternatives économiques HS n° 56 septembre 2012 un article sur les pratiques culturelles et un sur les vacances notamment.

Vidéos

À quoi sert une banque ? <http://lewebpedagogique.com/blog/project/banque/>

8

L'arbitrage entre consommation et épargne

NOTIONS → Déterminants de la consommation et de l'épargne

OBJECTIFS → Identifier les déterminants économiques, sociaux et culturels de la consommation et de l'épargne

Le revenu disponible de Lise et Jérémie était de 28 075 € l'an dernier. En faisant leurs comptes, ils constatent que celui-ci a augmenté.

Cette année mon salaire net a été de 16 800 € et le tien de 14 400 € et nous avons touché 1 157 € de prestations sociales. Notre revenu est plus important que l'an dernier...



Mais n'oublie pas que nous avons payé 538 € d'impôt sur le revenu et 579 € de taxe d'habitation !

2020



2015



- 1 Rappelez comment se calcule le revenu disponible d'un ménage et calculez celui de Lise et Jérémie.

Revenu disponible = revenu primaire (revenus d'activité + revenus du capital) - cotisations sociales - impôts + prestations sociales, soit $16\,800 + 14\,400 + 1\,157 - 538 - 579 = 31\,240$ €.

- 2 Comment Lise et Jérémie envisagent-ils d'utiliser leur augmentation de revenu ?

Lise souhaite conserver de l'argent pour acheter un appartement dans quelques années et Jérémie veut acheter rapidement un nouveau téléviseur.

I. Comment se fait l'arbitrage entre consommation et épargne ?

J'analyse

Situation 1

La famille Lerich, Abdel, Laëtitia et leurs deux filles, a un revenu disponible annuel de 46 780 €. Ils ont acheté à crédit une maison il y a cinq ans. Ils estiment qu'ils dépensent tous les mois en moyenne 2 450 € pour l'alimentation, le chauffage et l'entretien de la maison, les voyages et les loisirs, l'habillement et les transports. L'aînée de leurs filles va à l'école maternelle et la seconde à la crèche municipale.

La famille Gomez, Ugo, Marine et leurs deux garçons, a un revenu disponible annuel de 22 400 €. Ils épargnent environ 100 € par mois afin de pouvoir se constituer un apport et acheter un petit appartement dans les cinq ans. Leurs deux garçons vont au collège.

A Consommer pour satisfaire des besoins en fonction de ses revenus

Doc. 1

Le partage consommation/épargne en 2012



Doc. 2

Les ménages ont de nombreux besoins qu'ils peuvent satisfaire grâce à un grand nombre de biens (agricoles ou industriels) et de services. La consommation consiste à détruire immédiatement (une pizza par exemple) ou à utiliser progressivement (un stylo, une table par exemple) des produits dans le temps.

La plupart des produits consommés proviennent du secteur marchand, néanmoins certains services non marchands sont mis à la disposition des ménages, tel l'éclairage public par exemple.

Doc. 3

C'est John Maynard Keynes qui formule pour la première fois une loi sur la consommation dite « loi psychologique fondamentale » : « Les ménages tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu. »

- 1 Surlignez dans le document 2 les éléments qui permettent de définir la notion de consommation.
- 2 Rappelez la différence entre production marchande et production non marchande puis surlignez dans la mise en situation 1, de deux couleurs différentes, les consommations marchandes et les consommations non marchandes.
Production marchande : biens vendus sur le marché au-dessus de leur prix de revient. Production non marchande : services gratuits ou vendus à un prix inférieur à leur coût de revient.
- 3 Calculez, à partir du document 1, la part du revenu consacrée à la consommation et celle consacrée à l'épargne.
 $1\,129,8 / 1\,338,6 = 84,4\%$ pour la consommation et donc $15,6\%$ pour l'épargne.
- 4 Effectuez ces mêmes calculs pour les familles Lerich et Gomez.
La famille Lerich : consommation annuelle = 29 400, soit $62,8\%$; épargne annuelle = 17 380, soit $37,2\%$.
La famille Gomez : consommation annuelle = 21 200, soit $94,6\%$; épargne annuelle = 1 200, soit $5,4\%$.
- 5 À votre avis, qu'est-ce qui pourrait expliquer ces différences ? (document 3) Selon J.M. Keynes, quand le revenu augmente, la consommation augmente mais de manière moins importante. Il reste alors de l'argent disponible pour épargner. Dans le cas, les revenus des deux familles sont très différents. La famille Lerich a un revenu disponible plus de deux fois supérieur à celui de la famille Gomez. Ainsi, une fois leurs besoins satisfaits, il reste à ces derniers peu d'argent pour épargner.

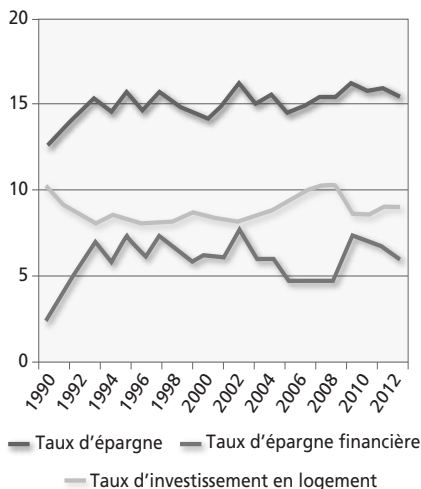
B Épargner pour l'avenir

Situation 2

L'entreprise de Laëtitia Lerich est en difficulté et une menace plane sur son emploi. Elle propose donc à Abdel de réduire dès maintenant leur budget consacré aux loisirs. Elle va ouvrir un compte d'épargne. Marine souhaiterait acheter un nouvel ordinateur. Elle propose de supprimer leur abonnement à Canal + et de déposer l'argent économisé sur leur livret A en prévision de cet achat.

Doc. 4

Le taux d'épargne (en %)



Doc. 5

Pourquoi épargner ?

L'épargne est la part du revenu qui n'est pas consommée. Elle est aussi considérée comme une consommation différée dans le temps, le ménage renonçant à une consommation immédiate au profit d'une consommation future. On distingue plusieurs motifs pour épargner : l'épargne de précaution en vue de se constituer une réserve pour l'avenir ; l'épargne de liquidité pour financer la consommation quotidienne ou exceptionnelle ; l'épargne de constitution pour constituer un patrimoine ou réaliser un projet ; et l'épargne de spéculation afin de développer son patrimoine. Selon l'Insee, le taux d'épargne varie fortement en fonction des revenus.

- 7 À partir des mises en situation 1 et 2, quels sont les motifs d'épargne des deux ménages ?

La famille Lerich : épargne de constitution (remboursement du crédit pour l'achat de la maison), épargne de précaution (menace de chômage) et de spéculation. La famille Gomez : épargne de liquidité (achat exceptionnel) et de spéculation.

- 8 Commentez le graphique du document 4.

Le taux d'épargne des ménages se situe depuis le début des années 1990 entre 14 et 16 %. L'épargne se répartit entre une épargne financière (de 4 à 7 %) assez fluctuante et l'investissement dans le logement (de 8 à 10 %).

Je construis le cours

I. Comment se fait l'arbitrage entre consommation et épargne ?

- Qu'est-ce que la consommation ? Qui consomme quoi ? La consommation est la destruction immédiate ou progressive de produits pour satisfaire des besoins. Les ménages consomment des biens et des services marchands ou des services non marchands.
- Qu'est-ce que l'épargne ? Pourquoi épargne-t-on ? Il s'agit de la part non consommée des revenus. L'épargne des ménages se compose de placements financiers et d'investissements immobiliers. Les ménages épargnent pour se constituer un patrimoine, faire face à un coup dur ou faire un achat exceptionnel, faire progresser leur patrimoine.
- Comment se répartissent la consommation et l'épargne ? Plus les revenus sont élevés, plus la capacité à épargner est importante. Aujourd'hui, environ 84 % du revenu des ménages est consommé et 16 % est épargné.

II. Quels sont les déterminants économiques de la consommation des ménages ?

J'analyse

Situation 3

Si un expert de l'Insee se penchait sur la répartition de la consommation de la famille Lerich, il trouverait les résultats suivants : alimentation 17 %, habillement 5 %, logement 30 %, transports 17 % et loisirs 14 % (autres 17 %). Dans le cas de la famille Gomez, il constaterait la répartition suivante : alimentation 21 %, habillement 6 %, logement 37 %, transports 18 % et loisirs 6 % (autres 12 %).

A Le niveau du revenu

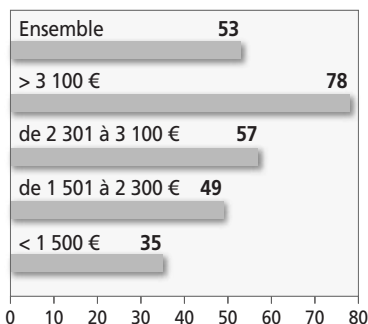
Doc. 6

Parmi les travaux les plus importants sur les comportements en matière de consommation figurent ceux de l'Allemand Ernst Engel au milieu du XIX^e siècle. Il a formulé une loi qui met en relation le niveau de revenu et la structure des dépenses de consommation. Pour cela, il a étudié les budgets des ménages ouvriers et a constaté que plus le

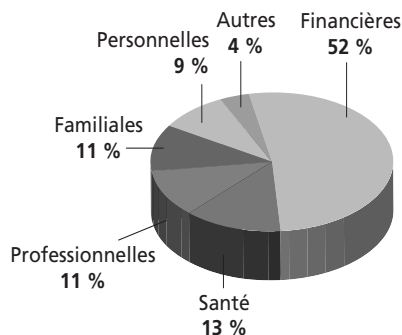
ménage était pauvre et plus la part qu'il consacrait à l'alimentation était élevée. Les dépenses des ménages pauvres sont donc contraintes par la satisfaction de leurs besoins alimentaires. Mais, au fur et à mesure que leurs revenus augmentent, ces ménages peuvent acquérir d'autres types de biens.

Doc. 7

Taux de départ en vacances en 2010, selon les revenus mensuels du foyer, en %



Les raisons du non-départ en vacances



www.credoc.fr/pdf/Sou/vacances_ete_2010.pdf

1 Quelles sont les différences de consommation entre les familles Lerich et Gomez ?

Les dépenses d'alimentation, de logement, de chauffage, de transport ou d'habillement sont en proportion plus importantes dans le budget de la famille Gomez. La part restante est plus faible.

2 Comment évoluent les dépenses de consommation en fonction du revenu ?

Quand le revenu augmente les dépenses alimentaires baissent en pourcentage et les autres types de consommation peuvent augmenter.

3 Montrez en quoi l'exemple des vacances illustre bien le lien entre consommation et revenu.

La première cause de non-départ en vacances est financière. Par ailleurs, on constate que plus le revenu est élevé et plus le taux de départ est fort (35 % < 1 500 € et 78 % > 3 100 €). Les vacances font partie des dépenses qui augmentent quand les revenus progressent.

B L'évolution du prix

Situation 4

Marine et Ugo Gomez souhaiteraient faire un voyage au Maroc pour fêter leurs 20 ans de mariage. Ugo regarde régulièrement les offres de départ de dernière minute sur Internet et les vols *low cost*.

Doc. 8

Selon une étude de l'Insee de 2011, quand les prix du carburant augmentent à court terme, les plus aisés réagissent peu, contrairement aux ménages les plus modestes. Néanmoins, les ménages ne peuvent pas réajuster leur consommation au gré des évolutions des prix à court terme. En revanche, si les prix restent élevés ou continuent d'augmenter à long terme, les comportements des consommateurs risquent fort d'évoluer dans le sens d'une réduction de la consommation afin de moins subir ces hausses de prix.

Doc. 9

La hausse des prix des produits du tabac par le biais de la fiscalité est un outil très efficace de réduction de la consommation de tabac mais, en raison du caractère addictif de ces produits, il faut augmenter sensiblement la valeur du prix, d'au moins 10 %, pour avoir une réduction de la consommation. [...] La baisse est plus sensible chez les jeunes dont le pouvoir d'achat est moindre et également parmi les personnes issues de catégories socio-professionnelles défavorisées. [...]

Lorsque la hausse du prix est de l'ordre de 6 %, on constate un phénomène de rattrapage de la consommation dans les mois qui suivent l'entrée en vigueur de la mesure. La hausse annoncée de 6 % sera d'autant plus inefficace qu'elle ne s'applique pas à l'ensemble des produits du tabac. On constate, en cas d'augmentation partielle sur certains produits, un transfert de consommation vers les autres moins chers, notamment le tabac à rouler ou encore les cigarillos. [...]

www.cnct.fr/nos-actions-de-plaidoyers-90/pourquoi-une-hausse-de-6-du-prix-des-cigarettes-ne-reduit-pas-2-67.html

Doc. 10

La Fête du cinéma 2013 a réuni 3,5 millions de spectateurs du 30 juin au 3 juillet 2013, soit une hausse de 27,5 % par rapport à 2012. La modernisation et la simplification du dispositif proposé sont certainement à l'origine de ce succès, les spectateurs bénéficiant désormais de l'offre tarifaire préférentielle [3,50 euros] dès leur première entrée. [...]

Communication de presse de la Fédération nationale des cinémas français, 4 juillet 2013

- 4 Montrez les relations entre la variation des prix et la consommation dans les différents exemples. À court terme, quand le prix du carburant augmente, la consommation évolue peu, notamment chez les ménages aisés. En revanche, si les prix continuent à augmenter à long terme, les comportements pourraient évoluer durablement. Quand au tabac, il faut que l'augmentation soit d'au moins 10 % pour faire baisser significativement la consommation globale. La consommation diminue néanmoins pour les revenus les plus modestes. Pour les loisirs, une baisse des prix (voyages ou cinéma) provoque une hausse de la consommation.
- 5 Expliquez pourquoi la hausse des prix n'entraîne pas toujours la baisse de la consommation.
Pour le carburant, il n'est pas toujours facile de changer ses habitudes de consommation (transport vers son travail) et, pour le tabac, il s'agit d'une addiction et des produits de substitution moins onéreux existent.

Je construis le cours

II. Quels sont les déterminants économiques de la consommation des ménages ?

- Quels sont les effets d'une baisse des prix ? Une baisse des prix entraîne en général une augmentation de la consommation (exemple : loisirs).
- Quels sont les effets d'une hausse des prix ? Une hausse des prix entraîne en général une baisse de la consommation (exemple : carburant).
- Quel est le rapport entre évolution du prix et évolution de la consommation ? La variation de la consommation n'est pas toujours équivalente à la variation du prix. Cela dépend à la fois des produits et des périodes étudiées. Les ménages ne peuvent pas toujours faire varier leur consommation à court terme (le carburant par exemple).

III. Quels sont les déterminants sociologiques de la consommation des ménages ?

J'analyse

Situation 5

Ugo Gomez et Abdel Lerich sont collègues et travaillent dans une grande entreprise d'informatique. Abdel est cadre et Ugo technicien. Ce dernier admire beaucoup le look très branché d'Abdel et cherche à lui ressembler. Alors, il achète, dès qu'il le peut, le dernier i-Phone, une veste à la mode ou une montre de luxe.

A La consommation, un phénomène social

Doc. 11

[...] Les besoins vitaux seraient la nourriture, l'habillement et le logement, les autres apparaissant avec la hausse du revenu. Or cela est réfuté par l'observation, songeons à ces sociétés très pauvres où l'on voit couramment des familles s'endetter à vie pour financer une cérémonie, c'est-à-dire un combiné d'obligations sociales, de croyances et de valeurs.

Cahiers français, n° 315

Doc. 12

Effet d'imitation : volonté de reproduire le modèle de consommation de son groupe d'appartenance.
Effet de démonstration : volonté des membres d'un groupe social d'imiter les leaders de leur groupe ou d'un groupe aux revenus immédiatement supérieurs. Il est plus faible pour les ménages dont les revenus sont élevés.

Doc. 13

Le look « geek »

Les jeunes s'identifient souvent à une « tribu » pour trouver leur style. [...]

Pas vraiment féru de style, le geek cultive toutefois à merveille le genre ermite : cheveux gras, le teint blafard, le geek ne juge pas nécessaire de dormir et ça se voit ; il apparaîtra en cours vêtu comme la semaine précédente.

- Comme tout ermite qui se respecte, le geek ne craint pas le froid, il vient en cours en tee-shirt.
- Le tee-shirt, donc, est souvent orné de messages non décryptables par les non-initiés : des/, des :, des #, il sera souvent une taille trop grande, mais ça, le geek s'en moque.
- Le jean Rica Lewis ou 501, lui aussi, se porte large.
- Aux pieds : baskets de skate (pas besoin de les lacer), baskets à scratch.
- L'accessoire essentiel : outre les lunettes, la sacoche à bandoulière noire qui permet de garder le graal au chaud.
- Marques favorites : le geek est relativement peu friand de la société de consommation, donc les marques, très peu pour lui !

© Rémi Kuzniewski, *Lefigaro.fr*, 4 octobre 2013

Doc. 14

Extrait des paroles de la chanson *Les Bobos* de Renaud

[...] La femme se fringue chez Diesel,
Et l'homme a des prix chez Kenzo.
Pour leur cachemire toujours nickel,
Zadig & Voltaire je dis bravo.
Ils fréquentent beaucoup les musées,

Les galeries d'art, les vieux bistrots.
Boivent de la manzana glacée
En écoutant Manu Chao.
Ma plume est un peu assassine
Pour ces gens que je n'aime pas trop.

Par certains côtés, j'imagine...
Que j'fais aussi partie du lot
Les bobos, les bobos [...]

- 1 Expliquez le comportement d'Ugo Gomez. Ugo achète des biens pour imiter Abdel, dont le statut social est plus élevé (effet de démonstration).
- 2 Expliquez l'effet d'imitation à travers l'exemple du geek. Les étudiants cherchent à faire partie d'un groupe. Par exemple, on reconnaît le geek à ses habitudes vestimentaires (jean, baskets, tee-shirt, lunettes et sacoche noire) et à son attitude.
- 3 Quelles sont les caractéristiques de la consommation des « bobos » ? L'habillement : achat de certaines marques ; les loisirs : fréquentation des musées et des galeries d'art, de certains bistrots, écoute du même type de musique...
- 4 Montrez l'importance du phénomène social dans la consommation. L'influence de la société est très importante quels que soient l'âge et la catégorie socioprofessionnelle. Même dans les sociétés les plus pauvres, cette influence est très importante.

Livres, musées, vacances : les pratiques culturelles restent très largement façonnées par les milieux sociaux. L'accès à la culture s'est diffusé au cours des trente dernières années, notamment parce que l'élévation des niveaux de diplôme et de vie se conjugue avec la croissance de l'offre (bibliothèques, patrimoine culturel, expositions...). Malgré tout, les écarts restent nets : 41 % des cadres supérieurs sont allés au théâtre au moins une fois dans l'année, contre 9 % des ouvriers. 90 % des premiers ont lu au moins un livre dans l'année, contre 55 % des seconds.

De fortes disparités persistent, notamment liées au niveau de diplôme : en 2000, 17 % de ceux qui ont un certificat d'études primaires sont allés au théâtre ou à un concert au moins une fois dans l'année, contre 57 % de ceux qui ont un diplôme supérieur au bac. [...]

Un tiers de la population de plus de 15 ans ne lit aucun livre. 27 % en lit quatre par an au maximum. Les écarts entre catégories sont importants : la moitié des agriculteurs et 45 % des ouvriers ne lisent pas de livres, contre 10 % des cadres supérieurs. [...] 15,7 % des cadres sont abonnés à la bibliothèque ou à une médiathèque contre 8,5 % des employés et 6,1 % des ouvriers. [...]

L'exemple de la lecture montre une nouvelle fois que les inégalités d'accès à la culture entre catégories sociales résident dans des éléments moins matériels, comme le

niveau de vie, que culturels, tels le diplôme, la maîtrise de la langue et de l'écrit ou le milieu familial.

Pratiques culturelles en 2008, selon la catégorie socioprofessionnelle, en %

	Ont lu au moins un livre	Sont allés au théâtre	Sont allés au musée	Sont allés au cinéma
Agriculteurs	50	9	19	43
Artisans commerçants	73	20	32	54
Cadres supérieurs	90	41	60	81
Professions intermédiaires	81	22	38	78
Employés	68	13	33	62
Ouvriers	55	9	24	43

Alternatives économiques, HS n° 56, « Les inégalités en France », septembre 2012

5 Expliquez la phrase soulignée dans le document 15. La culture est aujourd'hui plus accessible à tous du fait de la hausse du niveau de vie, de l'éducation démocratisée, de l'augmentation des produits culturels proposés et de leur facilité d'accès (bibliothèques, expositions, cinémas).

6 Surlignez dans le tableau du document 15, les maxima et minima en matière de pratiques culturelles et explicitez en quoi la consommation est aussi un phénomène culturel.

La consommation de produits culturels dépend beaucoup de la catégorie sociale et du niveau d'éducation. En effet, ce sont les cadres qui en consomment le plus et les ouvriers qui en consomment le moins. Dans cette répartition, ce n'est pas le critère des revenus qui est le plus significatif.

Je construis le cours

III. Quels sont les déterminants sociologiques de la consommation des ménages ?

- Quels sont les déterminants sociaux de la consommation ? La consommation ne dépend pas uniquement des revenus et des prix, mais aussi de la société, du statut social...
- Qu'appelle-t-on effet d'imitation ? Il s'agit de reproduire le modèle de consommation de son groupe social d'appartenance.
- Effet de démonstration ? Il s'agit de copier le mode de consommation du groupe social de référence.
- Que peut-on dire de la différence culturelle aujourd'hui ? Malgré la démocratisation des biens culturels, les différences de consommation restent très marquées par l'appartenance à une catégorie socioprofessionnelle et par l'éducation.

Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	Quand le revenu n'est pas consommé, il est épargné.	X		Selon J.-M. Keynes, la part du revenu non consommée est épargnée.
2	Le remboursement d'un prêt immobilier est une forme d'épargne.	X		Le remboursement d'un prêt participe à la constitution d'un patrimoine.
3	Maria, employée, a les mêmes habitudes de consommation que Ludivine, cadre : on parle d'effet de démonstration.	X		L'effet de démonstration consiste à copier le mode de consommation d'un groupe social plus élevé.
4	Les ouvriers consomment en moyenne plus de produits culturels que les employés.		X	Pour la plupart des produits culturels, la consommation des ouvriers est la plus faible.
5	À chaque fois que le prix d'un bien augmente, la demande baisse.		X	La variation de la demande en fonction du prix dépend des biens concernés.

EXERCICE

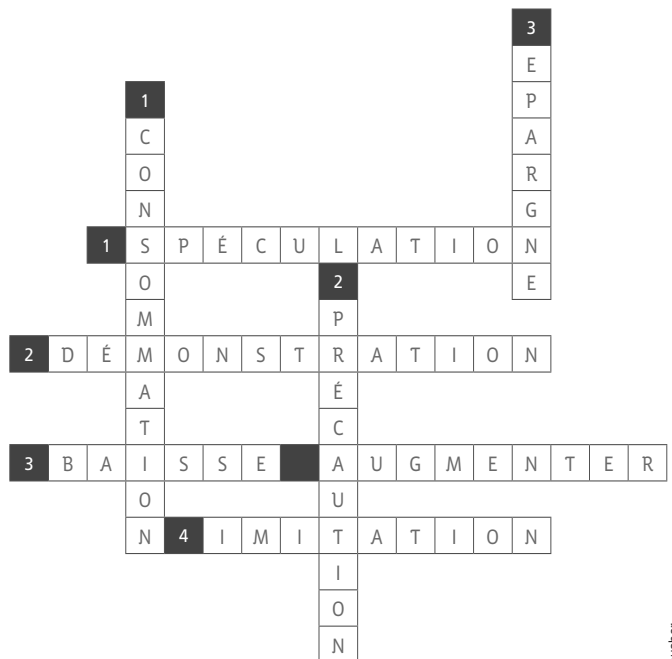
Mots croisés

Vertical

- Pour satisfaire un besoin
- Épargne constituée en cas de coup dur
- Partie non consommée du revenu

Horizontal

- Le but est de gagner plus grâce à son épargne
- Consommer comme un groupe social plus élevé que le sien
- Quand le prix d'un bien augmente, souvent, la demande... Quand le revenu augmente, la consommation de loisir tend à...
- Consommer en fonction de son groupe social (effet...)



» Deux idées reçues sur l'épargne record des Français

Selon l'Insee, le taux d'épargne des ménages français a atteint 16,8 % de leur revenu disponible brut en 2011. Il s'agit d'un point haut historique. Jamais depuis 1983, les Français n'avaient eu une épargne aussi importante. Ce chiffre soulève de nombreuses questions. [...] Est-il le signe que les Français sont tétanisés par la crise ? Et est-ce vraiment une mauvaise nouvelle pour l'économie ? [...]

Le taux d'épargne élevé de la France s'explique-t-il par la crise économique ?

Non. L'argument de la constitution d'une épargne de précaution en temps de crise n'explique pas tout. Certes, on observe bien des petites pointes du taux d'épargne en période de ralentissement économique. Cependant, si le taux d'épargne est très élevé en France, c'est aussi parce que le crédit y est relativement peu développé, note Cyril Blesson. Dans les pays anglo-saxons (États-Unis, Royaume-Uni, Australie), le recours au crédit est historiquement plus important, ce qui se traduit par des taux d'épargne plus faibles (aux États-Unis, le taux d'épargne était même tombé à 1 % en 2005 !). La démographie et le mode de financement de la Sécurité sociale jouent aussi sur le niveau du taux d'épargne. En France, les tranches de population les plus âgées ont un taux d'épargne élevé, ce qui est contraire à la théorie économique. Cette anomalie s'explique par la générosité de notre système de retraite par répartition. Dans

l'ensemble, les retraités n'ont pas besoin de puiser dans leur épargne pour maintenir leur consommation au niveau désiré.

Mais alors, avoir un taux d'épargne élevé, c'est bien ou mal pour l'économie ?

Cela dépend. Souvent on entend : la France a un taux d'épargne trop élevé. Et pour cause : si l'épargne monte, la consommation a tendance à faiblir, or celle-ci représente à elle seule 80 % du PIB, note Philippe Crevel. Certains experts rêvent donc d'un taux d'épargne à l'anglo-saxonne, qui permettrait à la France d'avoir un moteur de la consommation plus solide. Sauf que la consommation est déjà le principal moteur de la croissance française et qu'il surprend même par sa résistance en temps de crise. De plus, avoir un taux d'épargne élevé a aussi ses avantages. Si les ménages épargnent, ils peuvent financer la dette publique, ce qui rend le pays moins dépendant des capitaux internationaux. Cette idée est parfaitement illustrée par la crise actuelle. Les pays attaqués sur les marchés — Grèce, Espagne, Portugal — sont ceux qui possèdent un taux d'épargne faible et un déficit extérieur important. En d'autres termes, ces pays vivaient au-dessus de leurs moyens. L'un des enjeux majeurs, pour eux, est désormais d'accroître leur taux d'épargne. Enfin, sans épargne élevée, il y aurait moins de solidarité intergénérationnelle. Or celle-ci joue un rôle de plus en plus important dans l'achat d'un bien immobilier vu la flambée du prix de la pierre ces dernières années.

© Sébastien Julian, *Lexpansion.lexpress.fr*, 28 mars 2012

» Argumenter



Fiche outil 7 : Argumenter en économie

Rédigez un paragraphe argumenté permettant de faire une analyse de l'épargne des ménages français selon le plan suivant : 1. Pourquoi le taux d'épargne est-il aussi élevé en France ? 2. Quelles sont les conséquences de ce fort taux d'épargne pour l'économie française ?

Le taux d'épargne des ménages français est beaucoup plus élevé que celui d'autres pays, notamment anglo-saxons. Il se situait à 15,6 % en France contre 5,6 % aux États-Unis en 2012 par exemple. Cette situation peut notamment s'expliquer par deux éléments. Tout d'abord, les ménages français ont peu recours aux crédits, contrairement aux ménages américains et le système social favorise l'épargne, notamment le système de retraite. Le choix du financement des retraites par la répartition (les salariés cotisent pour les retraités) a créé un régime plutôt favorable. De ce fait, arrivés à l'âge de la retraite, les ménages français n'ont pas besoin de puiser dans leur épargne pour conserver leur mode de consommation. Un fort taux d'épargne peut avoir un effet négatif. En effet, si le revenu est épargné, il n'est pas consommé. Or la consommation est l'un des moteurs de la croissance économique. Cependant, en France, cet argument ne semble pas recevable car la consommation résiste, même en période de crise. À côté de cela, un fort taux d'épargne a des effets positifs, le pays, dont la dette publique est importante, peut trouver aisément des financements en interne, grâce à ce fort taux d'épargne. Puis, le fait que les retraités n'aient pas besoin de piocher dans leur épargne favorise la solidarité entre les générations.

L'arbitrage entre consommation et épargne

Facteurs économiques :

- Variation des prix
- Variation des revenus

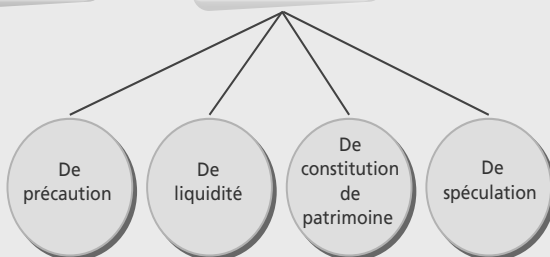
Facteurs sociologiques :

- Influence du milieu social, de l'environnement....
- Influence du milieu culturel et du niveau d'éducation

Arbitrage des ménages

Consommation

Épargne



Investissement
immobilier

Épargne financière
(placements sur
livrets A, PEL...)

LES BONNS MOTS POUR LE DIRE

- Consommation : Utilisation immédiate ou différée de biens ou de services marchands ou non marchands pour satisfaire des besoins.
- Épargne : Part non consommée du revenu disponible.
- Effet d'imitation : Reproduction du modèle de consommation de son groupe social.
- Effet de démonstration : Reproduction du modèle de consommation d'un autre groupe social que le sien, généralement plus élevé.

SYNTHÈSE RÉDIGÉE : L'ARBITRAGE ENTRE CONSOMMATION ET ÉPARGNE

Rappel : Le revenu primaire d'un ménage provient à la fois de son travail et de son capital.

Le revenu disponible = revenu primaire + revenus de transfert – prélèvements fiscaux et sociaux

I. Comment se fait l'arbitrage entre consommation et épargne ?

Les revenus des ménages se répartissent entre consommation et épargne. Pour 2012, environ 84 % du revenu disponible sont consommés et donc 16 % sont épargnés.

A. Consommer pour satisfaire des besoins en fonction des revenus

La consommation est la destruction immédiate ou progressive d'un bien ou l'utilisation d'un service pour la satisfaction de besoins. La consommation peut concerner des biens durables (meubles, TV...) ou semi-durables (chaussure, stylo...) qui s'usent progressivement dans le temps ou des biens non durables (alimentation, électricité...) qui sont immédiatement détruits.

La consommation peut être marchande (biens ou services vendus sur le marché au-dessus du prix de revient) ou non marchande (services publics gratuits ou vendus en dessous du prix de revient).

La répartition entre consommation et épargne dépend des revenus. Selon John Maynard Keynes et la loi psychologique fondamentale : les ménages tendent à accroître leur consommation à mesure que le revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu ».

La consommation est une donnée très importante, car elle est un des principaux moteurs de la croissance économique.

B. Épargner pour l'avenir

L'épargne se définit en fonction de la consommation : c'est la part du revenu qui n'est pas consommée (vision keynésienne). Elle est aussi souvent considérée comme une consommation différée dans le temps. Elle est très dépendante des revenus. En effet, les catégories sociales disposant des revenus les plus faibles ne peuvent quasiment pas épargner (< 3 % de leur revenu) alors que le taux d'épargne des ménages les plus aisés peut dépasser 36 %. Le niveau de rémunération de l'épargne (le taux d'intérêt) ou le niveau des taux de crédits pour l'acquisition d'un logement peuvent aussi influencer la répartition consommation/épargne.

Le taux d'épargne des ménages français est plutôt important par rapport aux autres pays de l'OCDE. Il se situe entre 14 et 16 % selon les années et varie relativement peu. Pour 2012, le taux était de : en Allemagne 10,3 %, au Japon 0,8 %, États-Unis 3,9 % et la moyenne pour la zone euro était de 7,2 %.

Cette épargne se répartit entre l'épargne financière et l'épargne non financière pour l'investissement en logement. L'épargne non financière est toujours plus élevée et se situe actuellement à un niveau proche de 10 %.

L'épargne financière peut être conservée sous plusieurs formes (les tableaux ci-après sont extraits du rapport 2012 de l'Observatoire de l'épargne réglementée).

Encours et flux de placements financiers des ménages résidents

(encours et flux nets en milliards d'euros ; part en pourcentage)

	Encours au 31 décembre 2012	Part	Flux nets annuels en 2012
Actifs liquides non risqués	1 001,3	26,2	38,6
Numéraire	62,1	1,6	5,6
Dépôt à vue	310,4	8,1	- 5,1
Livrets et CEL	605,4	15,9	46,4
Titres d'OPCVM monétaires	23,4	0,6	- 8,3
Autres actifs non risqués	1 541,9	40,5	30,6
Comptes à terme	83,3	2,2	9,0
Épargne contractuelle (PEL, PEP)	212,6	5,6	1,2
Assurance-vie (en euros)	1 246,0	32,7	20,4
Actifs liquides risqués	490,7	12,9	- 6,9
Titres de créances	66,5	1,8	2,6
Actions cotées	149,8	3,9	- 6,1
dont : actions cotées françaises	136,2	3,6	- 5,7
Titres d'OPCVM non monétaires (y compris FCPE)	274,4	7,2	- 3,4
Autres actifs risqués	775,6	20,4	15,0
Actions non cotées	552,5	14,5	18,5
Assurance-vie en supports UC	223,1	5,8	- 3,5
Total des placements financiers	3 809,5	100,0	77,3

Source : Banque de France

- Sous forme liquide (billets et pièce) : thésaurisation
- Sous forme d'actifs monétaires : placements sur des comptes réglementés comme le livret A (placement préféré des Français avec 63,3 millions de livret A au 31 décembre 2012), le LDD (livret de développement durable) ou le LEP (livret d'épargne populaire) mais aussi sur des comptes à terme comme le CEL (compte épargne logement) ou PEL (plan d'épargne logement) et bien sûr sur des comptes d'assurance-vie, qui, même s'ils ont attiré moins d'épargnants en 2012, restent le premier mode de placement avec environ un tiers de l'épargne.

Comptes sur livrets détenus par les personnes physiques au 31 décembre 2012^(a)

	Nombre de comptes (en millions)	Encours (en milliards d'euros)	Évolution du nombre de comptes en 2012 (en millions)
Livrets A détenus par les personnes physiques^(b)	63,3	240,2	1,7
Réseaux historiques	46,7	166,4	- 0,5
Nouveaux réseaux	16,6	73,8	2,2
LDD	24,5	92,6	- 0,1
LEP	10,0	52,9	- 0,4

(a) Pour leur part, les personnes morales détiennent un peu plus de 700 000 livrets dont l'encours s'établit à 9,8 milliards d'euros.

(b) Ce chiffre inclut les livrets détenus par les non-résidents.

Source : Banque de France

• Sous forme d'actifs financiers : titres d'OPCVM, actions ou obligations

Les motifs de l'épargne sont :

- l'épargne de précaution : l'argent est placé en vue de garantir un maintien de la consommation dans l'avenir. C'est, actuellement la première motivation de l'épargne ;
- l'épargne de liquidité : indispensable pour tous pour financer au quotidien sa consommation ou par des achats exceptionnels ;
- l'épargne de constitution : pour acquérir des biens immobiliers ;
- l'épargne de spéculation : pour maintenir le niveau de son épargne ou la faire fructifier.

Le niveau de l'épargne a une incidence sur l'économie (fondamentale car facteur de croissance selon Adam Smith, voir l'exercice d'application). Un fort niveau d'épargne des ménages donne à un pays des ressources pour financer les besoins (en investissement notamment) des autres agents économiques et particulièrement l'État (forts besoins du fait de déficits publics importants) et les entreprises. Keynes ne voyait pas d'un bon œil la hausse du taux d'épargne, car, pour lui, seule la demande était source de dynamisme économique. Donc, nécessairement l'augmentation de l'épargne se faisait au détriment de la consommation.

II. Quels sont les déterminants économiques de la consommation des ménages ?

A. Le niveau du revenu

Ernst Engel (économiste et statisticien allemand, 1821-1896), a énoncé une loi mettant en relation le revenu et la consommation (selon une étude publiée en 1857 sur les budgets des familles) : « plus un individu est pauvre, plus le pourcentage de son revenu consacré à la nourriture est important ».

Par extension trois autres lois lui ont été attribuées :

- loi 2 : la part des dépenses d'habillement varie peu,
- loi 3 : la part des dépenses liées à l'habitation reste invariable
- loi 4 : la part des dépenses relatives à l'éducation, la santé ou les loisirs augmente avec les revenus.

L'ensemble de ces lois repose sur un concept fondamental : l'élasticité-revenu. Celle-ci compare la variation d'une consommation en fonction de la variation du revenu.

Elle permet de définir trois types de biens :

- biens « normaux » : élasticité comprise entre 0 et 1 de signe positif, quand le revenu augmente, la consommation augmente mais de manière moins rapide
- biens « inférieurs » : élasticité négative, quand le revenu augmente, la consommation diminue. Il s'agit des produits de base (pommes de terre, pain...) qui sont remplacés par d'autres produits.
- biens « supérieurs » ou de luxe : élasticité > 1 , la consommation s'accélère lorsque le revenu augmente (loisirs, bijoux).

Par exemple, on constate que lorsque le SMIC augmente, la quasi-intégralité de la hausse est consommée.

À travers l'exemple des vacances, on voit bien que le principal frein au départ en vacances est financier.

B. L'évolution des prix

Les choix de consommation sont aussi déterminés en fonction de l'évolution des prix. Normalement, la demande est une fonction décroissante du prix. Mais, elle va dépendre aussi de l'élasticité-prix. Celle-ci est normalement négative.

La demande est élastique (< -1) si elle varie plus fortement que le prix (exemple les loisirs) et rigide (entre -1 et $+1$) si elle réagit peu aux variations de prix (carburants, dépenses contraintes, tabac). Dans certains cas, quand les prix augmentent, les ménages ne peuvent faire varier leur consommation à court terme. En effet, cela dépend s'il y a ou non des produits de substitution (exemple pas de réel substitut du carburant à court terme) et si la dépense est incontournable ou non (loyer, assurance...). D'ailleurs, une baisse des prix pour ce type de bien n'entraînera pas nécessairement une hausse de leur consommation.

Certains cas sont aussi atypiques, car leur demande augmente quand le prix augmente :

- effet Giffen : plus un bien est cher et plus il est consommé. Ainsi en cas de crise alimentaire par exemple, le prix d'un bien de base va augmenter et sa consommation aussi car les revenus ne seront plus suffisants pour acheter autre chose ;
- effet Veblen : plus un bien est cher et plus il est consommé (produit ostentatoire). D'ailleurs, inversement si son prix baissait, la demande chuterait probablement.

Ces effets sont visibles à court terme. Mais si les hausses se poursuivaient dans le temps, les ménages chercheraient à réduire leur consommation des biens dont les augmentations sont régulières, comme le pétrole par exemple.

III. Quels sont les déterminants sociologiques de la consommation ?

A. La consommation, un phénomène social

La consommation dépend aussi de la société dans laquelle vit le ménage.

Selon Jean Braudrillard, la consommation suit une logique de signes plutôt qu'une logique de besoins. En consommant des symboles, l'individu se construit son identité sociale.

Cela se retrouve à tous les âges (exemple les étudiants et leur look) et dans tous les milieux sociaux (exemple les « Bobos »). La culture d'entreprise peut aussi contribuer à forger des comportements de consommation.

L'effet d'imitation : reproduction des habitudes de consommation de son groupe d'appartenance

L'effet de démonstration (James Stembler Duesenberry 1949) : reproduction des habitudes de consommation du groupe d'appartenance juste au-dessus du sien.

L'entreprise joue aussi un rôle, car, selon John Kenneth Galbraith, (concept de « filière inversée »), c'est elle qui façonne les besoins des consommateurs.

Ainsi, même si les clivages de consommation sont beaucoup moins visibles aujourd'hui du fait de l'augmentation du pouvoir d'achat depuis une cinquantaine d'années, l'identification à des groupes reste un moteur important de la consommation.

B. La consommation, un phénomène culturel

La culture s'est fortement démocratisée depuis une trentaine d'années. En effet, l'accès à certains musées est parfois gratuit, les bibliothèques et médiathèques se sont multipliées... Pourtant, cela reste un domaine de la consommation dans lequel les différences restent très dépendantes du milieu social. On constate que ce sont les ménages appartenant aux catégories socioprofessionnelles ayant nécessité les études les plus courtes (agriculteurs ou ouvriers) qui consomment le moins de produits culturels. Les habitudes prises dans la jeunesse sont également importantes.

9

L'évolution du mode de consommation

PROGRAMME

III. Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu ?

Thèmes	Notions	Contexte et finalités
III.2. L'évolution du mode de consommation	<ul style="list-style-type: none"> • Le pouvoir d'achat • Les coefficients budgétaires • La structure de la consommation 	<p>L'évolution du mode de consommation se traduit par une modification de la part des différents biens et services dans le budget des ménages. Cette évolution peut être contrainte (part de l'énergie) ou révélatrice d'un progrès (dépenses d'éducation ou de santé par exemple).</p> <p>Il convient également de mettre en évidence les effets, dans le temps, de l'évolution du pouvoir d'achat sur la structure de la consommation des ménages mesurée par les variations des coefficients budgétaires.</p>

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

Ce chapitre a pour objet :

- de présenter les instruments de mesure de l'évolution de la consommation : la structure de la consommation, les coefficients budgétaires, la loi d'Engel ;
- d'analyser cette évolution et d'en voir la portée sur les acteurs sociaux ;
- d'identifier les facteurs explicatifs de cette évolution.

Pour ce faire, on part de la situation de deux mères de famille qu'une génération sépare : Myrtille élève seule ses deux enfants et a du mal à faire face aux dépenses quotidiennes tandis que ses parents qui ont aussi élevé deux enfants ne se plaignaient pas. Myrtille cherche à comprendre l'évolution de ses dépenses de consommation en recherchant des explications sur le site de l'Insee. On envisage donc ce chapitre comme devant apporter des réponses aux questions que se pose Myrtille, à laquelle les élèves pourront facilement s'identifier.

CONSEILS ET PISTES D'APPROFONDISSEMENT

I. Comment analyser l'évolution du mode de consommation des ménages ?

Cette partie est purement technique. Si l'étude de la structure de la consommation ne pose pas de problème, celle des coefficients budgétaires est délicate puisque l'on raisonne en valeur relative. Il faut renvoyer les élèves en difficulté à l'étude de la fiche outil « Analyser des outils statistiques » et les entraîner à l'interprétation des valeurs. C'est pourquoi on a multiplié les travaux sur les chiffres tout au long de ce chapitre.

La loi d'Engel pose aussi un problème d'interprétation puisqu'elle raisonne sur des valeurs relatives : les dépenses alimentaires ne diminuent pas lorsque le revenu aug-

mente, c'est la part consacrée à ce poste par rapport au total des dépenses qui diminue ! La confusion est fréquente !

On part donc des dépenses de consommation relevées en 2011, celles de 2012 ne sont pas connues à ce jour, pour leur faire expérimenter les deux instruments de mesure.

On donne les coefficients budgétaires de 1960 pour expérimenter la loi d'Engel.

II. Comment la structure de la consommation évolue-t-elle et que traduit-elle ?

Cette partie comporte deux temps.

Le premier permet de caractériser la structure de la consommation en tenant compte non plus seulement des dépenses financées par les ménages mais on inclut les dépenses socialisées, financées par les administrations au bénéfice des ménages : remboursement des dépenses de santé, fonctionnement de l'éducation, aides au logement... Il faut donc faire remarquer que les coefficients changent car on change de base. Le total correspond à la consommation effective. On fait également remarquer que la loi d'Engel n'a pas pu prévoir la baisse des prix de l'habillement et les hausses de dépenses liées au logement.

La deuxième partie s'intéresse à la portée de l'évolution : quelles sont les retombées pour les catégories sociales ? On assiste bien sûr à une diffusion de la consommation avec l'avènement des classes moyennes et un certain nivellement du style de vie : effets de mode... Les ménages sont équipés de biens durables : on est dans la phase de renouvellement. Mais il faut faire constater par les élèves que certaines inégalités sociales subsistent, masquées par les moyennes utilisées par l'Insee.

III. Quels facteurs expliquent l'évolution de la structure de la consommation ?

Il s'agit ici de faire réfléchir les élèves sur les causes de cette évolution.

La hausse du pouvoir d'achat est l'élément central. Il est utile d'aborder ici la différence de perception entre l'Insee et les ménages et de l'expliquer par les moyennes utilisées. On insistera sur la notion de pouvoir d'achat et ses composantes : il augmente lorsque l'augmentation de revenu est supérieure à l'augmentation des prix.

Les autres facteurs sont aisés à aborder car ils font partie de la vie quotidienne de l'élève. On pourra ajouter le rôle des importations, dans l'habillement par exemple, qui ont permis certaines baisses de prix.

SITOGRAFIE

Statistiques globales

Site Insee : <http://www.insee.fr>

La France en faits et chiffres : revenus et salaires, Insee http://www.insee.fr/fr/ffc/accueil_ffc.asp?theme=4

La consommation des Français

Site Insee-Educnet : la consommation : <http://www.educnet.education.fr/insee/cons/default.htm>

L'indice des prix à la consommation : http://www.insee.fr/fr/indicateur/indic_cons/indic_cons.asp

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes <http://www.finances.gouv.fr/DGCCRF/>

Crédoc : L'achat-plaisir dope la consommation <http://www.credoc.asso.fr/4p/146.pdf>
<http://www.conso.net/page/>

9

L'évolution du mode de consommation

NOTIONS

- Structure de la consommation
- Coefficient budgétaire
- Pouvoir d'achat

OBJECTIFS

- Mesurer et caractériser l'évolution de la structure de la consommation
- Déterminer les facteurs expliquant l'évolution de la structure de la consommation

100 euros pour les courses de la semaine ! Avec le loyer de notre quatre-pièces, le crédit pour la télé grand écran, les abonnements téléphone et Internet... la fin de mois va être difficile, c'est compromis pour les vacances au ski !



Myrtille élève seule ses deux enfants.

Philomène, la mère de Myrtille, se souvient.



Avant, avec 100 francs, on mangeait toute la semaine, des produits du coin surtout. On se contentait d'un deux-pièces pour quatre, et les vacances, c'était chez les grands-parents ! Ça ne m'étonne pas qu'elle n'y arrive pas...

1 En quoi les habitudes de consommation de Myrtille et de Philomène se différencient-elles ?

Myrtille	Philomène
Une consommation de masse qui permet d'avoir une alimentation diversifiée	Une alimentation moins diversifiée
Un logement spacieux (4 pièces pour 3 personnes), un équipement à la pointe de la technologie.	Un logement peu spacieux et sans doute moins confortable
Des loisirs variés	Des loisirs économiques

2 Selon vous, comment expliquer cette évolution des habitudes de consommation en un demi-siècle ?

Des changements de comportements, des besoins plus nombreux et différents (loisirs), entretenus et développés par l'offre des grandes surfaces et des publicitaires. Des dépenses plus élevées dues à la fois à une bonne progression des revenus mais aussi à la hausse des prix des matières premières, de l'immobilier. Le travail des femmes et l'importance des familles monoparentales modifient aussi les habitudes d'achats.

I. Comment analyser l'évolution du mode de consommation des ménages ?

J'analyse

A Consommer pour satisfaire des besoins en fonction de ses revenus

Situation 1

Myrtille s'emploie à tenir un budget « serré » afin de dégager un peu d'épargne pour l'achat futur de leur appartement. En analysant les dépenses de la famille, elle trouve que certaines prennent une part de plus en plus importante. Est-elle trop dépensière ? Elle se rend donc sur le site de l'Insee afin de comparer sa situation aux analyses réalisées au niveau national.

Doc. 1

Structure de la consommation des ménages en France

Postes budgétaires	2011	
	Coefficients budgétaires	Valeurs milliards d'€
Alimentation, boissons, tabac	16,8	186,6
Habillement	4,3	47,7
Logement, eau, électricité, chauffage	25,3	281,2
Équipement logement	5,8	64,8
Transports, communications	17,1	189,7
Loisirs, santé, éducation	12,4	136,9
Autres : assurances, hôtel, restaurant, café	18,3	203,2
Total	100	1 110,1

D'après Insee, comptes nationaux, 2012

- 1 Formulez une phrase explicitant le sens des valeurs surlignées.

Les ménages ont dépensé un total de 1 110,1 milliards d'euros pour leur consommation en 2011.

La part consacrée à l'alimentation par rapport au total des dépenses de consommation est de 16,8 %.

- 2 Posez l'opération qui permet d'obtenir la part de l'alimentation, boissons, tabac : 16,8. Comment s'appelle cette valeur ?
 $186,6 / 1\,110,1 \times 100$. C'est un coefficient budgétaire.

- 3 Comment l'Insee procède-t-il pour analyser les dépenses de consommation des ménages ?

L'Insee répartit les dépenses en fonction de catégories appelées postes budgétaires. Il calcule ensuite pour chaque poste le coefficient budgétaire : montant d'un poste budgétaire / total de la consommation.

- 4 Qu'appelle-t-on structure de la consommation ?

C'est la répartition des dépenses entre les différents postes budgétaires en fonction des coefficients.

- 5 Surlignez dans le document 1 les trois premiers postes budgétaires pour 2011 (en dehors du poste « autres »). Justifiez leur importance.

Ces postes correspondent aux fonctions principales : se loger, se déplacer, se nourrir.

B Par la relation consommation/revenu

Doc. 2

Ernst Engel (1821-1896), à ne pas confondre avec l'ami de Marx, Friedrich Engels, est un statisticien prussien qui, à la suite du mathématicien belge Adolphe Quételet (1796-1874), procéda aux premières mesures de consommation et de revenu des ménages. Il constata que, lorsque le revenu augmente, les dépenses alimentaires occupent une part décroissante dans l'ensemble des dépenses du ménage, alors que c'est l'inverse pour les dépenses qu'il qualifiait de « luxe » (transports, livres, journaux, sorties...), les dépenses d'habillement progressant quant à elles à peu près au même rythme que le revenu. Ces constats empiriques donnèrent naissance à la loi d'Engel.

Alternatives économiques Poche, n° 31, novembre 2007

- 6 Surlignez dans le document 2 les trois parties de la loi d'Engel.

Postes budgétaires	Coefficients budgétaires 1960	Évolution 2011/1960
Alimentation, boissons, tabac	32	- 15,2
Habillement	12	- 7,6
Logement, eau, électricité, chauffage	11,5	+ 13,8
Équipement logement	9	
Transport, communications	11	+ 6,1
Loisirs, santé, éducation	9	+3,4
Autres : assurances, hôtel, restaurant, café	15,5	
Total de la consommation finale	100	

D'après Insee, comptes nationaux

7 Calculez dans le document 3 l'évolution des postes entre 1960 et 2011 ?

8 Vérifiez la pertinence de la loi d'Engel à partir des documents 1 et 3.

La loi d'Engel reste vraie pour l'alimentation et les loisirs mais ne l'est plus pour le logement et l'habillement.

9 Expliquez le mécanisme qui, selon vous, relativise les dépenses alimentaires lorsque le revenu augmente.

Lorsque le revenu disponible augmente, le niveau global de la consommation augmente lui aussi, mais c'est surtout la structure de la consommation qui change. Un ménage dont le revenu double ne consomme pas pour autant deux fois plus de pain, deux fois plus de viande, etc. Ainsi, la part du poste budgétaire accordée à l'alimentation baisse mécaniquement. En revanche, ce revenu supplémentaire permettra de satisfaire des besoins nouveaux : des loisirs.

Je construis le cours

I. Comment analyser l'évolution du mode de consommation des ménages ?

- Comment l'Insee procède-t-il pour étudier les dépenses de consommation des ménages ?

Il dispose de deux instruments : la structure de la consommation et les coefficients budgétaires.

Il établit d'abord la structure de la consommation, c'est-à-dire qu'il répartit les dépenses des ménages en fonction des postes budgétaires suivants : alimentation, habillement, logement, transport, loisirs.

Puis il calcule les coefficients budgétaires, qui sont la part de la dépense consacrée à une catégorie de biens par rapport à la dépense totale. Ces coefficients permettent aussi d'analyser l'évolution de la consommation dans le temps et de procéder à des comparaisons.

- Quel autre outil d'analyse peut-on utiliser et quelles informations apporte-t-il ?

Un autre outil d'analyse est la relation consommation/revenu mise en évidence dans la loi d'Engel.

Lorsque le revenu augmente :

- la part du revenu allouée aux dépenses alimentaires est d'autant plus faible que le revenu est élevé ;

- la proportion allouée au logement et à l'habillement reste constante en fonction du revenu ;

- la proportion consacrée aux produits non indispensables est croissante.

- Résumez en une phrase le sens de la loi d'Engel.

L'évolution du revenu disponible conduit à la transformation de la structure de la consommation : la part des dépenses d'alimentation diminue au profit des loisirs.

II. Comment la structure de la consommation évolue-t-elle et que traduit-elle ?

J'analyse

Situation 2

Myrtille vient d'assister aux noces d'or de ses grands-parents. Elle a retrouvé avec plaisir des cousins perdus de vue. Ils ont échangé leurs souvenirs d'enfance chez les arrière-grands-parents : la maison sans autre chauffage que la cheminée, pas de téléphone, le linge lavé au lavoir, le civet de lapin servi avec les légumes du jardin mais aussi l'arrière-grand-mère presque aveugle faute d'avoir pu soigner sa cataracte. Comment vivaient-ils aujourd'hui ?

A Actualité de la relation consommation/revenu

Doc. 4

Postes budgétaires	Coefficients budgétaires %			Caractériser l'évolution : ↑ ↓ = et expliquez
	1960	2000	2010	
Alimentation (hors alcools, tabac...)	27,3	13,7	12,5	↓ Baisse des prix, hard discounts
Habillement	10,1	4,2	3,3	↓ Baisse des prix, textile chinois
Logement, chauffage, EDF...	9,8	18,1	19,3	↑ Meilleure qualité, généralisation du
Équipement du logement	7,8	4,7	4,4	chauffage central, augmentation des loyers
Transport, communications	9,3	13,3	12,7	↑ Trajet domicile-travail, vacances
Loisirs, culture, santé	7,7	9,5	9,4	↑ Culture de masse, ↓ Baisse temps de travail
Autres biens et services (assurances...)	13,5	13,2	13,9	= Stabilité
Dépenses de consommation socialisée, dont santé et éducation	14,5	23,3	24,5	↑ Espérance de vie, progrès médical
Consommation effective des ménages	100	100	100	

Insee, comptes nationaux, base 2005

- 1 Pourquoi les coefficients budgétaires dans le document 4 ont-ils évolué par rapport au document 1 ? Expliquez.
Est apparu : le nouveau poste consommation socialisée, qui regroupe la santé et l'éducation, financées par les administrations (remboursement Sécurité sociale) ; et un nouveau total : consommation effective.
- 2 En reprenant la relation consommation/revenu, caractérisez et expliquez les grandes tendances de l'évolution de la structure de la consommation pour les postes surlignés en bleu dans le document 4. On observe une baisse de la part réservée à l'alimentation et à l'habillement. En outre, l'augmentation du revenu a permis d'assouvir de nouveaux besoins (loisirs et transports) conformément à la loi relation consommation/revenu, qui ne prévoyait pas la hausse de la part consacrée au logement et la baisse de la part consacrée à l'habillement.

B Généralisation de la consommation, mais maintien des clivages sociaux

- 3 Dans le document 4, définissez la consommation effective. Comment évolue-t-elle et pourquoi ?
La consommation effective = dépenses de consommation des ménages + transfert des administrations. La part des dépenses prises en charge par la collectivité a augmenté de 10 %. Pour la santé cela s'explique par les progrès de la recherche médicale, par l'augmentation de l'espérance de vie et du coût des soins et par la généralisation de la protection à toute la population. Par ailleurs, l'accès à l'enseignement se démocratise et exige davantage de moyens.

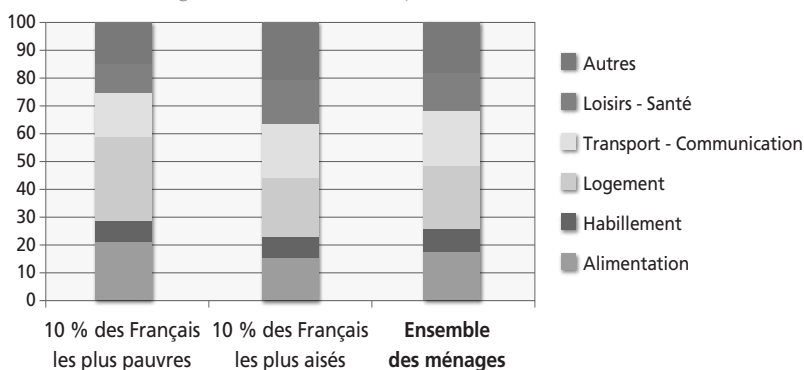
Taux d'équipement (en %)	Ordinateur	Internet	Téléphone portable	Téléphone fixe	Magnétoscope ou lecteur DVD	Téléviseur couleur
	2010	2010	2009	2009	2009	2009
Cadres, prof. sup.	97,3	96,1	95,2	95,8	90,1	92,4
Ouvriers	78,9	73,3	88,0	79,4	90,3	99,8

Insee Première, n° 1340, mars 2011

- 4 Donnez la signification des valeurs grisées. Posez l'opération du calcul du taux d'équipement.

96,1 % des cadres disposent d'Internet. 88 % des ouvriers possèdent un téléphone portable. La télévision couleur est généralisée. Taux d'équipement : nombre de ménages possédant ce bien / nombre total des ménages $\times 100$.

Les coefficients budgétaires des familles françaises selon le niveau de revenu



- 5 Caractérisez la structure de la consommation des ménages les plus pauvres, les plus aisés. Pour les premiers, l'essentiel du revenu (50 %) sert à se loger et se nourrir. Pour les seconds, 20 % sont consacrés aux transports, au logement, et 15 % vont aux loisirs.
- 6 En quoi raisonner sur des moyennes comporte-t-il un risque ? L'analyse sur des moyennes est trompeuse. Elle masque les disparités qui subsistent encore.

Je construis le cours

II. Comment la structure de la consommation évolue-t-elle et que traduit-elle ?

• Comment caractériser la structure de la consommation aujourd'hui ? Le déclin structurel de l'alimentation est inscrit dans le développement économique d'un pays. Dès lors que celui-ci s'enrichit, il y a place dans le budget des ménages pour de nouvelles dépenses (transport et loisirs). La part du logement et du transport augmente sous l'effet des hausses de prix.

• Que traduit cette évolution de la structure de la consommation ?

L'accès de tous à la consommation est révélateur de progrès. On assiste à un rattrapage de la consommation par les revenus modestes (diffusion des biens durables) : les taux d'équipement sont élevés. Les progrès en matière de santé et l'éducation se diffusent à tous grâce à leur prise en charge par la collectivité.

Mais des clivages sociaux se maintiennent. La consommation reste différenciée d'une catégorie sociale à une autre : l'alimentation et le logement restent les dépenses qui occupent la plus grande part du revenu pour les familles modestes (45 %). Ils sont locataires et vivent en zone périurbaine. Il faut donc se méfier des moyennes, qui masquent les disparités de consommation.

III. Quels facteurs expliquent l'évolution de la structure de la consommation ?

J'analyse

Situation 3

Myrtille ne décolère pas : « Si je comprends bien, d'après l'Insee, mon pouvoir d'achat s'améliore ! C'est faux ! Je vois bien ce qu'il me reste à la fin du mois et cela se dégrade ! L'Insee nous trompe ! D'abord, les prix des produits de base ont explosé ! C'est vrai que, depuis mon divorce, j'ai repris le travail, je choisis d'acheter plus de plats préparés, plus chers. Je suis aussi vigilante sur l'alimentation saine : manger 5 fruits et légumes par jour, choisir des produits allégés et à oméga 3, privilégier la traçabilité des produits, tout cela se paie... ainsi que les emballages recyclés. J'aime aussi me faire plaisir, acquérir le dernier iPad intégrant la dernière technologie... Mais, grâce à Internet, je m'informe avant d'acheter, je compare les prix... »

A L'augmentation du pouvoir d'achat

Doc. 7

Ce que pourrait répondre l'Insee à Myrtille : « Le pouvoir d'achat, il faut savoir de quoi l'on parle : c'est la quantité de biens que je peux obtenir avec mon revenu. L'Insee calcule les indices des prix à partir de 20 000 produits. Toi, tu regardes surtout tes achats quotidiens : l'essence, tu fais le plein régulièrement, tu achètes un téléviseur tous les dix ans ! En outre, prends dix collègues attablés dans un bar : leur revenu moyen est de 2 000 € par mois. Si Vincent Bolloré arrive avec son salaire de 155 000 € par mois, la moyenne explose : 15 909 ! C'est comme cela que l'on peut expliquer le décalage entre les calculs de l'Insee et ta perception. »

- 1 Surlignez dans le document 7 la définition du pouvoir d'achat.
- 2 Expliquez le décalage entre les calculs de l'Insee et le ressenti des ménages sur le pouvoir d'achat.

Le calcul de l'indice des prix s'effectue sur une quantité importante de biens dont certains sont achetés rarement par le consommateur. Ce dernier raisonne sur un petit nombre de produits courants. Cela surestime l'inflation. En outre, c'est la hausse du pouvoir d'achat d'une minorité plus riche qui compense statistiquement une baisse réelle du pouvoir d'achat des plus défavorisés et des classes moyennes.

- 3 Expliquez comment l'augmentation du pouvoir d'achat influence la structure de la consommation.

Le pouvoir d'achat supplémentaire permet de satisfaire des besoins nouveaux : mieux se loger ou se distraire.

B Les contraintes exercées sur les ménages et les évolutions de la société

- 4 Surlignez les principales contraintes évoquées par Myrtille dans la situation 3.

Doc. 8

Prix moyen	2006	2013	Augmentation
Le m ² à Paris, en €	5 853	833,1	142,33 %
Un plein de gasoil (45 litres)	47,25	59,98	126,94 %
Une baguette	0,77	0,90	116,88 %

D'après Insee

- 5 À partir du document 8, calculez l'augmentation du prix de chaque bien. Interprétez ces valeurs.

Les fonctions vitales coûtent de plus en plus cher : se loger à Paris a augmenté de 42,33 % en sept ans, manger du pain coûte près de 17 % de plus et se déplacer près de 30 % de plus.

Part des dépenses pré-engagées dans le revenu moyen des ménages

En % du revenu disponible moyen	1959	2012
Logement	9,1	21,6
Assurances et services financiers	2,5	3,3
Télévision et communication	0,4	3,1
Dépenses pré-engagées	13	33

Insee, 2013

6 Qu'appelle-t-on dépenses pré-engagées (document 9)? Ce sont les dépenses incompressibles, qui ne peuvent être remises en cause à court terme (abonnements, crédits, assurances...).

7 Donnez la signification des valeurs surlignées et expliquez l'évolution constatée.

Il s'agit des dépenses incompressibles, qui s'élèvent à 33 % du revenu disponible en 2013 au lieu de 13 % en 1959. Cela signifie que les ménages disposent en moyenne de 67 % de leur revenu pour les autres dépenses. Se loger coûte plus cher, les assurances ont augmenté ainsi que les crédits, les abonnements sont nombreux.

8 Surlignez les différentes idées formulées par Mirtylle dans la situation 3 pour expliquer l'évolution de la structure de ses dépenses.

9 Quels sont les types d'évolutions évoqués par Mirtylle dans la situation 3 ? Explicitez-les.

Facteur social : la hausse du taux d'activité féminine augmente le revenu disponible et modifie la consommation (plats préparés, lave-vaisselle...). À l'inverse, l'avènement de la famille monoparentale oriente les choix de consommation vers des services de garde, de loisirs...

Facteur sanitaire : les consommateurs ont un rapport médicalisé à la consommation (produits allégés, omégas 3)...

Facteur environnemental : l'écologie modifie les achats des consommateurs.

Progrès scientifique et technique : les innovations suscitent de nouveaux besoins (tablettes, smartphones...) mais Internet favorise l'avènement d'un consommateur plus informé et plus vigilant.

Je construis le cours

III. Quels facteurs expliquent l'évolution de la structure de la consommation ?

• Qu'est-ce que le pouvoir d'achat ? Il désigne la quantité de biens qu'un certain revenu permet d'obtenir. Il est influencé par le revenu et les prix. Une hausse de revenu supérieure à la hausse des prix entraîne une augmentation du pouvoir d'achat.

• Quelle est l'influence de l'évolution du pouvoir d'achat des ménages sur leur consommation ?

Une baisse du pouvoir d'achat conduit à une diminution des dépenses jugées non indispensables. La hausse du pouvoir d'achat annoncée par l'Insee n'est pas toujours perçue par les ménages. En effet, l'Insee raisonne sur des moyennes qui gommant les disparités : le calcul des revenus moyens inclut les très hauts salaires, l'augmentation des prix sur 20 000 produits. Le ménage raisonne sur ses achats quotidiens et sur son revenu propre.

• Quelles sont les contraintes qui pèsent sur les ménages ? La hausse des prix des matières premières et l'importance croissante des dépenses pré-engagées, c'est-à-dire incompressibles, et des dépenses liées au logement pèsent sur le revenu disponible et modifient la consommation.

• Quels sont les facteurs qui expliquent l'évolution de la structure de la consommation ? La hausse du taux d'activité féminin conduit à consommer des produits préparés, du prêt-à-porter, les progrès scientifiques et techniques favorisent l'émergence de nouveaux besoins mais aussi l'avènement d'un consommateur plus « éclairé ». La préoccupation environnementale et sanitaire conduit à privilégier des produits respectueux de l'environnement et de la santé. L'évolution de la structure familiale avec l'importance de la monoparentalité diminue le revenu et oblige à recourir à des services supplémentaires (garde, loisir...), donc à opérer de nouveaux choix de consommation.

Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	La structure de la consommation est la ventilation des dépenses par poste budgétaire.	X		La structure de consommation désigne la répartition des dépenses de l'ensemble des ménages par poste.
2	Un coefficient budgétaire c'est le rapport entre le montant de la dépense totale et celui d'un poste de dépense.		X	C'est le rapport entre le montant d'un poste de dépense et celui de la dépense totale.
3	Lorsque le revenu augmente, les dépenses alimentaires diminuent en valeur absolue.		X	Lorsque le revenu augmente, les dépenses alimentaires diminuent en valeur relative.
4	La consommation effective regroupe les dépenses de consommation des ménages et les transferts des administrations.	X		La consommation effective des ménages inclut tous les biens et les services, acquis par les ménages, qu'ils aient fait ou non l'objet d'une dépense.
5	Le taux d'équipement = nombre total des ménages/nombre de ménages possédant ce bien X 100.		X	Nombre de ménages possédant ce bien/nombre total de ménages x 100.
6	Les dépenses pré-engagées sont les dépenses incompressibles.	X		Ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (logement, eau, gaz, électricité...).

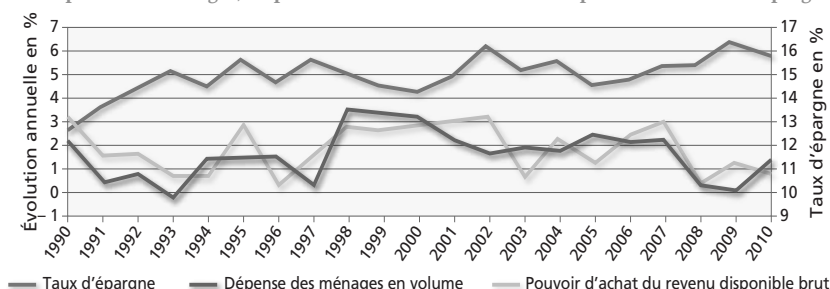
EXERCICE 1

Dans chacune des phrases suivantes, rayez l'intrus.

- Pour étudier la consommation, on analyse la structure de la consommation, les coefficients budgétaires, le ~~taux d'épargne~~, le taux d'équipement.
- Les prix des produits suivants ont beaucoup augmenté en dix ans : les matières premières, l'~~habillement~~, le logement, les dépenses de santé, les dépenses d'éducation.

EXERCICE 2

Évolution de la dépense des ménages, du pouvoir d'achat du revenu brut disponible et du taux d'épargne



Insee, Comptes nationaux, base 2005

Caractérisez l'évolution des dépenses, du pouvoir d'achat et du taux d'épargne.

Ce sont des évolutions assez parallèles avec un petit décalage entre dépenses et pouvoir d'achat : les dépenses sont plus stables tandis que l'évolution du pouvoir d'achat connaît des pics. Le taux d'épargne est stable à 16 % en 2010.

JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

Doc.

» Les pratiques culturelles par PCS en 2009 à l'âge adulte (plus de 15 ans)

Au moins une fois au cours des douze derniers mois, en %	Cinéma	Musée, monument, exposition	Théâtre, concert
Agriculteurs exploitants	38	25	25
Cadres et professions libérales	80	70	61
Employés	59	32	30
Ouvriers	47	20	20
Retraités	30	30	25
Autres inactifs	64	36	35
Ensemble	53	36	33

Insee, enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV) ; mise à jour juillet 2012

» Analyser



Fiche outil 4 : Calculer et interpréter des variations

1 Donnez la signification des valeurs grisées.

Au cours des 12 derniers mois, 38 % des agriculteurs sont allés au cinéma, 25 % au musée et au théâtre.

2 Comment qualifier les pratiques culturelles des différentes catégories sociales ?

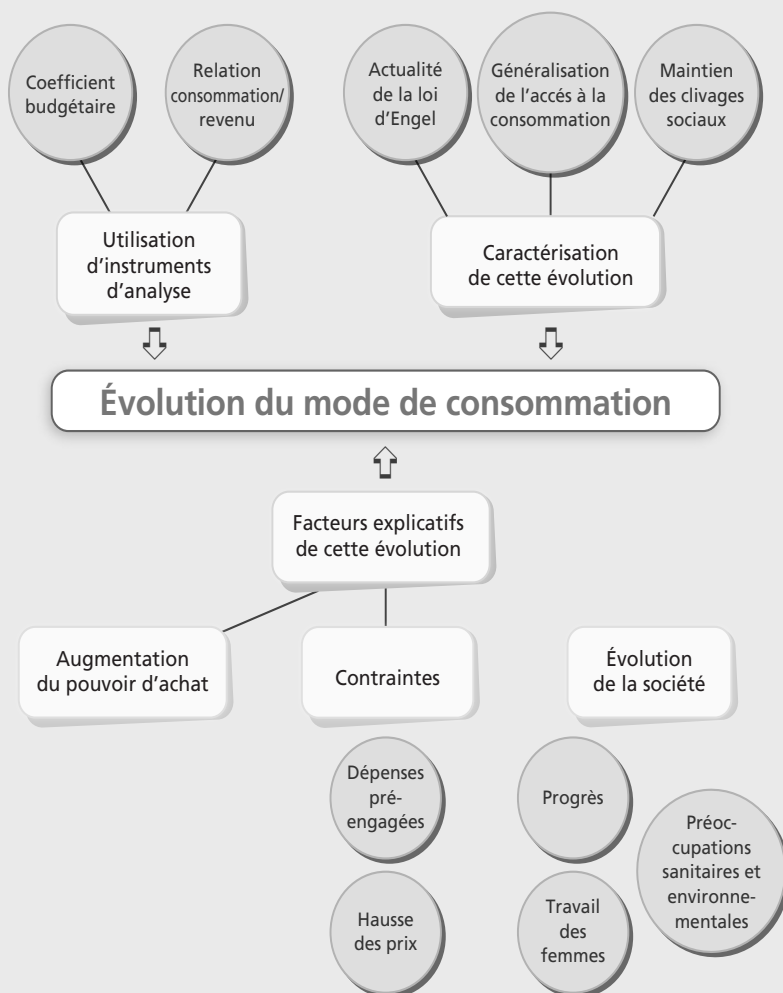
Les pratiques culturelles sont nettement différenciées d'une catégorie à l'autre. Ce sont les cadres dont les pratiques sont les plus intenses, pour des raisons culturelles et financières. Les retraités et les inactifs manquent sans doute de moyens. Les agriculteurs sont éloignés des villes. Les employés ont une pratique culturelle plus fréquente que les ouvriers, sans doute pour des raisons culturelles. Le cinéma est l'activité la mieux partagée.

» Argumenter

3 Le pouvoir d'achat est-il le seul facteur à influencer la structure de la consommation ? Formulez une réponse argumentée.

La hausse du pouvoir d'achat entraîne une augmentation du volume de consommation et modifie sa structure. Selon la relation consommation/revenu, plus le revenu augmente plus la part réservée à l'alimentation diminue au profit des transports et des loisirs. Elle entraîne aussi une augmentation des dépenses de logement. Toutefois, les dépenses subissent d'autres influences : la hausse du prix des matières premières, qui modifie les habitudes de transport, l'activité féminine, le progrès technique, les préoccupations relatives à la santé et à la protection de l'environnement. La part consacrée aux loisirs dépend, quant à elle, des habitudes culturelles de l'individu. Elle s'explique aussi par l'éloignement géographique d'un centre culturel.

L'évolution du mode de consommation



LES BONS MOTS POUR LE DIRE

- **Structure de la consommation** : Répartition des dépenses des ménages en fonction d'un certain nombre de postes budgétaires.
- **Coefficient budgétaire** : Part d'un poste de dépense dans le total de la consommation.
- **Pouvoir d'achat** : Quantité de biens et de services qu'un certain revenu permet d'obtenir.

I. Comment analyser l'évolution du mode de consommation des ménages ?

A Par la structure de la consommation et les coefficients budgétaires

1. Qu'est-ce que la structure de la consommation ?

Elle désigne la répartition des dépenses des ménages en fonction des postes budgétaires suivants : alimentation, habillement, logement, transport, loisirs.

2. Comment l'analyse-t-on ?

À l'aide de coefficients budgétaires, part de la dépense consacrée à une catégorie de biens par rapport à la dépense totale. Ils permettent aussi d'analyser son évolution dans le temps et de procéder à des comparaisons.

B Par relation consommation/revenu

Engel (1821-1896), statisticien prussien, a étudié les budgets de familles belges et saxonnes. Il établit des régularités dans la relation consommation/revenu.

1. La loi d'Engel pose les principes suivants :

- la part du revenu allouée aux dépenses alimentaires est d'autant plus faible que le revenu est élevé ;
- la proportion allouée au logement et à l'habillement reste constante en fonction du revenu ;
- la proportion consacrée aux produits de « luxe » est croissante.

2. Le sens général de cette loi

L'évolution du revenu disponible conduit à la transformation de la structure de la consommation : la part des dépenses d'alimentation diminue au profit des loisirs.

II. Comment la structure de la consommation évolue-t-elle et que traduit-elle ?

Actuellement, le comportement vis-à-vis de la consommation a changé : dans la première moitié du ^{xx}e siècle, la vertu suprême était l'épargne. Consommer est devenu légitime, et même valorisé par les publicitaires.

A Actualité de la relation consommation/revenu

1. Les caractéristiques de la structure de la consommation aujourd'hui

Le déclin structurel de l'alimentation est inscrit dans le développement économique d'un pays. Dès lors que celui-ci s'enrichit, il y a place dans le budget des ménages pour

de nouvelles dépenses (transport et loisirs) qui viennent relativiser la part de l'alimentation. La part du logement et du transport augmente sous l'effet des hausses de prix.

2. Pertinence actuelle de la loi d'Engel

Elle reste vraie pour caractériser la baisse de la part de l'alimentation au profit des transports et des loisirs.

Par contre, la part de l'habillement, grâce aux importations, a chuté et celle du logement a considérablement augmenté. En effet, les loyers se sont envolés à la suite des dépenses d'amélioration de l'habitat, de la forte demande en ville et de la crise, l'immobilier devenant une valeur refuge.

B Généralisation de la consommation, maintien des clivages sociaux

1. L'équipement des maisons se généralise

On assiste à un rattrapage de la consommation par les revenus modestes. Des biens dits supérieurs deviennent « normaux » avec la baisse des prix. La diffusion des biens durables en est une illustration : les taux d'équipement sont élevés.

2. De plus l'État providence améliore la santé et l'éducation de tous. Les progrès en matière de santé et l'éducation se diffusent à tous grâce à leur prise en charge par les administrations.

3. Toutefois, les écarts restent significatifs pour les biens les plus coûteux. Il faut se méfier des moyennes qui masquent les disparités de consommation. La consommation reste différenciée d'une catégorie sociale à une autre : l'alimentation et le logement restent les dépenses qui occupent la plus grande part du revenu pour les familles modestes (45 %), qui sont souvent locataires et vivent en zone périurbaine.

4. Les écarts sont accentués pour les consommations culturelles. Pour le théâtre, les musées, les concerts, le différentiel de consommation demeure important entre les cadres et les ouvriers. C'est en partie lié au milieu et aux habitudes de loisirs prises au cours de l'enfance, ainsi qu'au lieu de résidence par rapport aux foyers culturels.

III. Quels facteurs expliquent l'évolution de la structure de la consommation ?

A L'augmentation du pouvoir d'achat

1. Le pouvoir d'achat

Il désigne la quantité de biens qu'un certain revenu permet d'obtenir. Il est influencé par le revenu et les prix. Une hausse de revenu supérieure à la hausse des prix entraîne une augmentation du pouvoir d'achat.

2. Rôle du pouvoir d'achat sur la structure de la consommation

La hausse du pouvoir d'achat, liée aux gains de productivité, permet d'augmenter le volume de la consommation et de l'orienter vers des dépenses pour se faire plaisir.

Une baisse du pouvoir d'achat conduit à une diminution des dépenses jugées non indispensables.

3. Le malentendu relatif au pouvoir d'achat qui oppose l'Insee aux ménages

L'Insee prétend qu'il augmente tandis que les ménages perçoivent une baisse. L'Institut de statistique raisonne sur des moyennes qui gommant les disparités : revenus moyens compte tenu des très hauts salaires, augmentation des prix sur 20 000 produits. Le ménage raisonne sur ses achats quotidiens et sur son revenu propre.

B Les contraintes exercées sur les ménages et les évolutions de la société

1. La hausse des prix des matières premières

Le prix de l'essence pèse dans le budget des ménages dont le domicile est éloigné du travail : ce sont souvent les plus modestes qui vivent en périphérie des villes.

2. L'importance croissante des dépenses pré-engagées

Ce sont les dépenses incompressibles : le loyer, le chauffage et l'éclairage, les crédits à la consommation et tous les abonnements qui se multiplient : accès aux chaînes de TV payantes, forfait mobile... Ces dépenses ne peuvent être renégociées à court terme et amputent le budget d'une part de plus en plus importante (27 %).

3. La hausse du taux d'activité féminin, l'évolution de la structure des ménages

Elle augmente le revenu du ménage mais conduit à consommer des produits préparés, à utiliser des équipements de préparation rapide (four à micro-ondes...). Par ailleurs les ménages sont de plus en plus petits, ce qui a des incidences fortes sur le coût du logement.

4. Les progrès scientifiques et techniques

Ils se traduisent par l'apparition de nouveaux produits. Ils orientent les modes (tablettes tactiles, lecteurs MP3...), ils entraînent la consommation d'accessoires... et favorisent l'émergence de nouveaux besoins. Internet a favorisé l'émergence du commerce électronique et s'est imposé comme source d'information avant l'achat. Cela est de nature à favoriser l'avènement d'un consommateur plus « éclairé ».

5. La préoccupation environnementale et sanitaire

Elle conduit à privilégier des produits respectueux de l'environnement et de la santé. Le consommateur souhaite des emballages recyclables et des produits émanant du commerce équitable (payer le prix juste au producteur afin qu'il vive décemment).

Il est vigilant sur la sécurité des produits alimentaires : les rappels de produits défectueux s'organisent, la traçabilité des produits est assurée. Enfin, le consommateur privilégie de plus en plus l'alimentation saine et se préoccupe de son bien-être.

10 La situation financière des agents économiques

PROGRAMME

IV. Quels modes de financement de l'activité économique ?

Thème	Notions	Contexte et finalités de l'étude
IV.1. La situation financière des agents économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Les capacités et les besoins de financement. 	<p>Ce thème présente la manière dont peuvent être satisfaits les besoins de financement de l'économie afin de soutenir l'investissement et la consommation et donc être vecteurs de croissance économique. Il expose le poids respectif des marchés financiers et des banques dans le financement de l'économie, tout en soulignant leur forte interdépendance.</p> <p>Le financement de l'économie consiste à mettre en relation les agents ayant des capacités de financement avec ceux ayant des besoins de financement. Au niveau de la nation, le besoin de financement est bouclé par un recours au marché financier mondial. <i>Les propos seront illustrés par la situation globale de quelques pays largement débiteurs ou créanciers.</i></p>

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

L'objectif de ce chapitre est de présenter la situation financière des agents économiques au regard de leurs ressources et de leurs dépenses. Il s'agira d'observer les relations entre agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement à partir d'exemples simples tirés de la vie quotidienne ; d'étudier la situation de pays débiteurs et de pays créanciers et de réfléchir à leur financement.

Toutefois il ne s'agit pas seulement de décrire mais d'expliquer. Pourquoi les ménages dégagent-ils une capacité de financement (renvoi au chapitre 8) ? Ils épargnent pour réaliser des objectifs futurs ou par précaution surtout en période de crise.

On n'insistera pas sur le rôle des banques puisque c'est l'objet du chapitre suivant.

Pourquoi les administrations ont-elles des besoins de financement croissants ? Cela renvoie au chapitre 2. Les administrations financent les dépenses de personnel (fonctionnaires) et des dépenses de transferts en nature : pensions de retraite, enseignement gratuit, remboursement santé, allocations diverses...

Les entreprises ont besoin d'investir : voir dans le chapitre 4 les différents types d'investissements.

SITOGRAPHIE

• Capacité et besoin de financement

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/capacite-financement.htm>

www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF08115

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/refreshTableAction.do;jsessionid=9ea7d07e30da22b5801d64b4475a9aba8195a448dd62.e34OaN8Pc3mMc40Lc3aMaNyTahqRe0?tab=table&plugin=1&pcode=teina200&language=fr>

• Situation des pays

<http://www.capital.fr/a-la-une/dossiers/l-europe-face-au-mur-de-la-dette>

<http://www.capital.fr/stats-eco/indicateur/Deficit>

http://www.gecodia.fr/Deficit-Suede--Dette-Publique-Suede_a2094.html

• Pays avec excédent budgétaire

<http://www.lesoir.be/actualite/economie/2011-12-26/l-arabie-annonce-un-excedent-budgetaire-de-80-milliards-de-dollars-886309.php>

www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/04/22/20002-20130422ARTFIG00387-l-alle-magne-seul-pays-d-europe-en-excedent-budgetaire.php

www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Qatar

• Épargne et autofinancement

www.lafinancepourtous.com/-Epargne-et-placements-.html

www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=nattef08148

www.lemonde.fr/economie/article/2013/03/26/l-epargne-des-francais-objet-de-toutes-les-convoitises_3147908_3234.html

www.lefigaro.fr/argent/2014/01/06/05010-20140106ARTFIG00467-les-francais-veulent-epargner-davantage-en-2014.php

www.agefi.fr/articles/l-investissement-des-entreprises-petit-en-france-d-un-autofinancement-insuffisant-1229774.html

10

La situation financière des agents économiques

NOTIONS

→ Les capacités et besoins de financement

OBJECTIFS

→ Identifier les relations entre agents à capacité de financement et agents à besoin de financement
→ Analyser la situation financière d'un pays



Agent : Ménage

Bien : Maison



Agent : Ménage

Bien : Voiture



Agent : Entreprise

Bien : Machines, chaîne de production



Agent : Ménage

Bien : Tracteur

1 Précisez pour chaque visuel le type d'agent économique concerné et l'achat effectué.

2 Selon vous, comment les agents ont-ils pu financer l'achat de ces biens ?

Épargne (autofinancement, bénéfice de la société réinvesti, revente d'un bien, héritage), crédit bancaire, crédit à la consommation, augmentation de capital.

I. Quels sont les capacités et les besoins de financement ?

J'analyse

A Capacités et besoins varient selon les agents économiques

Situation 1

Vanessa et son frère **Guillaume** reçoivent tous les mois, depuis le début de l'année, 50 € de leur généreuse grand-mère. Prudente, Vanessa dépose la moitié de cette somme sur son Livret Jeune à la banque. Guillaume, quant à lui, a tendance à tout dépenser. À la fin de l'année, il s'est mis à la musique et souhaite acheter une guitare électrique. Le pack qui l'intéresse coûte 216 €. Il se voit donc contraint de demander une avance à sa mère.



- 1 Comment peut-on appeler les 50 € que reçoivent Vanessa et Guillaume ?

Il s'agit de ressources financières, d'un revenu.

- 2 Calculez pour chacun des agents leur situation financière au 31 décembre.

Surlignez d'une couleur l'agent qui possède une capacité de financement ; d'une autre couleur, celui qui a un besoin.

Vanessa possède une capacité de financement : $50/2 \times 12 = 300$ €

Guillaume a un besoin de financement : - 216 €

- 3 Que fait Vanessa des 25 € qu'elle met de côté ? Comment peut-on qualifier cette somme ?

Elle place son argent à la banque. Elle fait des économies : on appelle cela l'épargne.

- 4 Comment peut-on nommer l'avance faite par la mère de Guillaume ? Comment pourra-t-il la rembourser ?

Il s'agit d'un crédit gratuit. Il pourra rembourser sa mère dans les prochains mois en lui donnant une partie de l'argent reçu de sa grand-mère. Il pourra aussi envisager de travailler quelques heures (baby-sitting, bricolage, intérim...) pour gagner de l'argent.

- 5 Définissez ce que sont les agents à capacité et à besoin de financement en remplissant le schéma ci-dessous. Qu'est-ce que cela implique dans les deux cas ?



Doc. 1

Capacité ou besoin de financement des secteurs institutionnels
(en milliards d'euros)

Secteurs institutionnels	2012
Sociétés non financières	- 57,1
Sociétés financières	29,6
Administrations publiques	- 98,8
Ménages	82,3
ISBLSM	- 0,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement du pays	- 44,6

Insee, comptes nationaux, 2013

6 Dans le document 1, surlignez d'une couleur les agents à capacité de financement et d'une autre couleur les agents à besoin de financement.

7 Après avoir calculé le total des secteurs institutionnels, soulignez dans le tableau si le pays a dégagé une capacité ou un besoin de financement.

8 Comment expliquer ce résultat en 2012 ?

Le besoin de financement s'explique essentiellement par les secteurs institutionnels des administrations publiques et des sociétés non financières, dont les dépenses sont supérieures aux recettes et qui se sont endettés. La capacité de financement des ménages et des sociétés financières est insuffisante pour combler le besoin de financement des agents déficitaires.

9 Quel secteur institutionnel n'apparaît pas dans le tableau ? Selon vous, comment la France fait-elle face à une telle situation de financement ?

Le reste du monde n'apparaît pas. Pour pallier son besoin de financement, la France aura recours aux capacités de financement d'autres agents économiques sur le marché financier mondial.



Je construis le cours

I. Quels sont les capacités et les besoins de financement ?

- Qu'est-ce qu'un agent à capacité de financement ? C'est un agent dont les ressources sont supérieures aux dépenses.
- Qu'est-ce qu'un agent à besoin de financement ? C'est un agent dont les ressources sont inférieures aux dépenses.
- En France, quels sont les agents à capacité de financement ? Pourquoi ? Les ménages et les sociétés financières dégagent une capacité de financement car leurs ressources sont supérieures à leurs dépenses.
- Quelle est la situation financière globale de la France ? On observe pour la France un besoin de financement de 44,6 milliards d'euros en 2012.
- Quelle relation peut-on établir entre agents à capacité et agents à besoin de financement ? L'épargne des agents à capacité permet le financement des agents à besoin. En France, on observe globalement un besoin de financement. C'est le reste du monde qui comblera ce manque.

II. Quelle peut être la situation financière d'un État ?

J'analyse

Situation 2

Guillaume a l'habitude de retrouver ses amis tous les vendredis soir au McDonald's. Il payait auparavant son menu de prédilection 6 €. Depuis, les augmentations se sont succédées et Guillaume s'interroge sur cette évolution. Ses amis lui expliquent que le taux de TVA réduit vient de

passer de 7 % à 10 % pour pallier le déficit des comptes publics français. Mais cette situation de déficit ne doit pas concerner tous les États puisque Guillaume a entendu que le Qatar investit dans plusieurs clubs de sport européens et dans de grands palaces.

- 1 D'après la situation 2, comment la France trouve-t-elle des ressources ? Comment le Qatar utilise-t-il les siennes ?

La France comble une partie de son déficit en trouvant de nouvelles ressources : ici elle augmente la TVA. Des pays comme le Qatar utilisent leurs ressources en investissant, dans des clubs de sport par exemple.

A Des pays excédentaires ou déficitaires

Doc. 2

Le Qatar bénéficie d'un fort taux de croissance, avec près de 6,6 % en 2012. Il est devenu en 2011 le pays le plus riche du monde par habitant (100 000 dollars) : le PIB a atteint 173 milliards de dollars en 2011, soit un triplement en l'espace de six ans. L'économie du Qatar repose sur l'exploitation des hydrocarbures et dispose des troisièmes réserves mondiales de gaz (12 %). [...] La rente pétrolière se traduit par des excédents courant et budgétaires confortables (respectivement 30 % et 8 % du PIB en 2011). Ils ont permis l'augmentation des réserves de la banque centrale et l'accumulation d'une épargne destinée aux générations futures [...].

www.diplomatie.gouv.fr, 2013

Doc. 3

Jusque dans les années 1980, les administrations publiques françaises se finançaient majoritairement auprès de la banque centrale, ce qui revenait à créer de la monnaie [...]. Ensuite, les États européens n'ont plus eu la possibilité de financer leur dette par la création monétaire. Ils ont alors décidé de se tourner vers de nouveaux prêteurs afin de financer leur déficit. [...] La dette est dorénavant majoritairement transformée en titres que n'importe quel investisseur de la planète peut décider d'acquiescer ou pas. Aujourd'hui, plus des deux tiers des titres négociables sont détenus par des agents non résidents.

Alternatives économiques, Hors-série n° 91, décembre 2011

Doc. 4

Dettes publiques françaises,
mars 2013 :
1 870,3 milliards d'euros

Dettes publiques françaises,
mars 2013 :
91,7 % du PIB

Endettement :
28 600 € par Français

- 2 Surlignez dans les documents 2 et 4 :

- d'une couleur le pays en capacité de financement et les chiffres qui le montrent ;
- d'une autre couleur le pays en besoin de financement et les chiffres qui le montrent.

- 3 D'après le document 3, comment la France finance-t-elle sa dette publique avant et après 1980 ? Qui sont les nouveaux prêteurs évoqués dans le texte ? Avant 1980, l'État crée de la monnaie. Après 1980, les États européens se tournent vers de nouveaux prêteurs : des investisseurs principalement non résidents.

- 4 Identifiez à l'aide du schéma l'échange qui peut se faire entre pays à capacité et pays à besoin de financement.



B L'exemple d'un pays alternant besoin et capacité de financement

Doc. 5

Durement touchée par la crise, l'économie suédoise s'est rétablie de façon spectaculaire.

À l'heure où la zone euro s'enlise dans la crise de la dette, les performances économiques de la Suède ont de quoi faire pâlir d'envie ses voisins européens. Tous les indicateurs sont repassés au vert en 2010 : la reprise a été très forte, avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 5,7 %, ce qui lui a permis de retrouver son niveau d'avant-crise. Le chômage a entamé sa décrue, passant de 8,8 % au quatrième trimestre

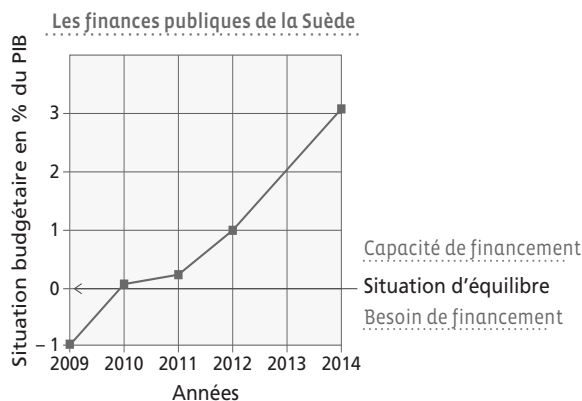
2009 à 7,5 % en juin dernier, même s'il reste à un niveau élevé comparé à 2007 (6,1 %). Mais surtout, la Suède se distingue des autres pays européens par l'excellent état de ses finances publiques. Dès 2010, les comptes de l'État sont revenus à l'équilibre et le gouvernement table sur un excédent budgétaire de 1 % du PIB en 2012 et de 3 % en 2014. Quant à la dette publique, après avoir augmenté de 3 points en 2009, elle est repassée sous la barre des 40 % du PIB dès l'année suivante.

Alternatives économiques, n° 305, septembre 2011

- 5 Précisez la situation économique de la Suède par rapport à ses voisins européens. Quels indicateurs permettent d'évaluer cette situation économique ? La Suède présente des performances économiques favorables par rapport à ses voisins européens. Les indicateurs sont : le taux de croissance du PIB (5,7 % en 2010), le taux de chômage (7,5 % en 2011), le retour à l'équilibre des finances publiques dès 2010, et une faible dette (40 % du PIB).

- 6 Tracez la courbe représentant l'évolution du budget de la Suède entre 2009 et 2014. Le déficit de 2009 est de 0,9 % du PIB, l'excédent de 2011 est de 0,3 % du PIB.

- 7 Indiquez sur le graphique là où se situe la capacité ou le besoin de financement de la nation. Terminez en donnant un titre au graphique.



Je construis le cours

II. Quelle peut être la situation financière d'un État ?

- Quelles relations s'établissent entre pays à besoin de financement et pays à capacité de financement ?

Les pays à besoin de financement, comme la France, vont emprunter en émettant des titres sur le marché financier mondial. Ces titres seront achetés par les agents à capacité de financement.

- Que font de leur excédent les États en capacité de financement ? Pourquoi ?

Ces pays, comme le Qatar, placent leur excédent dans des investissements variés pour les générations futures. Le pétrole et le gaz étant des ressources non renouvelables, il s'agit pour eux de prévoir des sources de financement pour l'avenir.

Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	Un agent à capacité de financement est un agent dont les revenus sont supérieurs aux ressources.	X		On dit qu'il possède une capacité de financement car il a des ressources supérieures à ses besoins à l'instant T.
2	D'un point de vue macro-économique, les ménages ont une capacité de financement.	X		En France, les ménages possèdent une capacité de financement (82,3 milliards d'euros en 2012).
3	La France possède une capacité de financement.		X	La France possède un besoin de financement. Elle va avoir recours au marché financier mondial pour trouver les fonds nécessaires.
4	Un pays déficitaire peut trouver des financements sur le marché financier mondial.	X		Sur le marché financier mondial, les agents à capacité vont financer ceux à besoin, notamment les États.
5	Un agent ne peut alterner besoin et capacité de financement.		X	C'est le cas, si ses ressources ne sont pas stables, ou si ses investissements sont plus importants selon les périodes de son activité ou de sa vie.

EXERCICE

Trouvez l'intrus

Ces éléments permettent d'augmenter la capacité de financement d'un ménage, sauf un. Lequel ?

- L'obtention d'une prime de fin d'année.
- La baisse des dépenses alimentaires du foyer.
- L'augmentation du taux de TVA.
- L'augmentation de la prime de rentrée scolaire.
- L'annulation des vacances à Noël.

Capacité ou besoin de financement des secteurs institutionnels (en milliards d'euros)

Secteurs institutionnels	2008	2009	2010	2011	2012
Sociétés non financières	- 58,0	- 18,7	- 25,4	- 57,8	- 57,1
Sociétés financières	22,9	30,5	31,6	25,6	29,6
Administrations publiques	- 64,6	- 143,1	- 136,9	- 105,9	- 98,8
Ménages	62,7	92,2	89,0	89,2	82,3
ISBLSM	0,7	0,2	0,1	- 0,6	- 0,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement du pays	- 36,3	- 38,9	- 41,6	- 49,5	- 44,6

Insee, comptes nationaux, 2013

1. Pour chaque année, calculez si le pays dégage une capacité ou un besoin de financement et commentez ce résultat.

La France a vu son besoin de financement augmenter entre 2008 et 2012, passant de - 36,3 milliards d'euros à - 44,6 milliards d'euros. Globalement, le besoin de financement s'explique par les soldes des sociétés non financières et des administrations publiques.

2. On observe une diminution du besoin de financement des administrations publiques à partir de 2009. Selon vous, pourquoi ?

La crise financière de 2008 a poussé et contraint les États à augmenter leurs dépenses publiques, dans un premier temps, notamment pour atténuer les effets économiques de la crise. La France a donc eu un besoin de financement supplémentaire. À partir de 2010, le besoin de financement des administrations publiques a été limité par le gouvernement même si celui-ci reste largement supérieur à celui de 2008 (et des années précédentes).

» Qui détient la dette de la France ?

[...] notre pays atteint un record d'endettement, à hauteur de 85 % de son produit intérieur brut (PIB), soit 1 646,1 milliards d'euros, en progression de 110 milliards d'euros depuis un an.

Comment est composée la dette publique ?

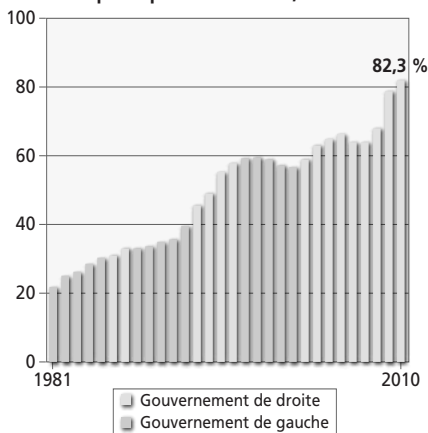
La dette publique est en fait triple : celle de l'État proprement dit, mais aussi celle des collectivités locales et celle des administrations publiques.

Sur les 1 646,1 milliards dus par la France, 1 286 le sont par l'État lui-même, selon l'Insee, soit l'essentiel. Les administrations locales (régions, départements, communes) sont endettées à hauteur de 156 milliards d'euros ; les administrations de Sécurité sociale (assurance-maladie, Caisse nationale d'assurance vieillesse) pour 191 milliards d'euros. [...]

Le déficit cumulé, conséquence de plus de trente années de budgets déficitaires, a été emprunté à divers acteurs financiers : États, entreprises, grandes banques... Ceux-ci achètent des produits, émis par la France et remboursables à plus ou moins long terme. La fameuse note « AAA » du pays permet de réaliser des emprunts à des taux réduits. De 1 % à 4 % en fonction de la durée de l'emprunt contracté, selon le dernier bulletin mensuel de l'Agence France Trésor (AFT), chargée d'émettre ces produits et de réaliser les emprunts pour l'État.

La France emprunte environ un tiers de sa dette à ses propres banques et sociétés de crédit. La dette française est détenue à plus de 65 % par des « non-résidents » français.

Dettes publiques de la France, en % du PIB



S. Laurent, Lemonde.fr, 10 août 2011

> Analyser



Fiche outil 6 : Analyser un graphique

1 Proposez une analyse du graphique.

Il s'agit d'une représentation graphique de l'évolution de la dette publique en pourcentage du PIB entre 1981 et 2010. Globalement, on observe une augmentation constante de la dette publique, quel que soit le gouvernement.

2 À quels agents économiques l'État emprunte-t-il ? Expliquez la phrase soulignée dans le document. L'État emprunte à différents acteurs économiques : au reste du monde (autres États, entreprises...), à des sociétés non financières (entreprises), à des sociétés financières (banques). Le reste du monde (les « non-résidents ») prête 65 % de l'argent dont l'État a besoin. Des pays à capacité de financement tels que le Qatar achètent des parts de la dette française.

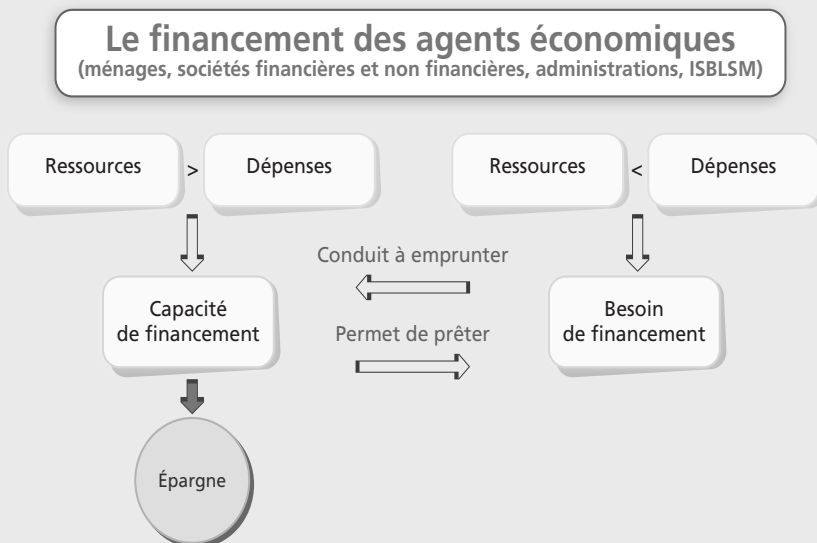
> Argumenter



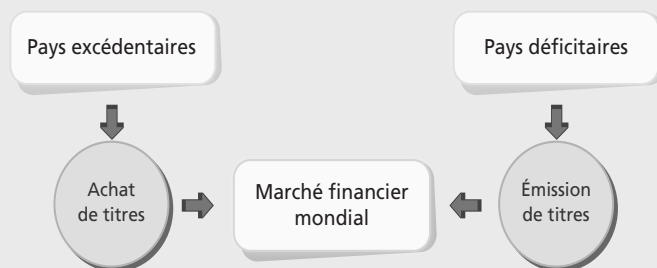
Fiche outil 7 : Argumenter en économie

5 Présentez les facteurs qui influencent le niveau des taux d'emprunt. La France emprunte à des taux faibles variant de 1 à 4 % sur le marché financier. Les taux varient en fonction de la durée d'emprunt mais également en fonction de la confiance des investisseurs dans la capacité des États à rembourser. L'évaluation attribuée par les agences de notation permet d'estimer la confiance des marchés envers les États. La note « AAA » permet d'emprunter à des taux réduits. Une dégradation de la note peut entraîner une hausse des taux d'intérêt demandés par les agents à capacité de financement. Les agences de notation ont des critères d'évaluation différents et leur légitimité peut être remise en cause.

La situation financière des agents économiques



Le financement des États



LES BONNS MOTS POUR LE DIRE

- **Besoin de financement** : Situation où les dépenses d'un agent économique sont supérieures à ses ressources.
- **Capacité de financement** : Situation où les ressources d'un agent économique sont supérieures à ses dépenses.

SYNTHÈSE RÉDIGÉE : LA SITUATION FINANCIÈRE DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Le financement d'une économie moderne requiert des capitaux importants, et les différents agents économiques que sont les ménages, les entreprises et les administrations publiques ont des besoins de financement liés à leur activité. Le problème est de savoir comment mettre en relation ces deux catégories d'agents de manière efficiente tant au niveau national qu'international.

I. Quels sont les capacités et les besoins de financement ?

A. Capacités et besoins varient selon les agents économiques

Les agents économiques ont des situations financières différentes en fonction de leur niveau de ressources et de dépenses.

- Les agents à capacité de financement possèdent des ressources qui sont supérieures à leurs dépenses. Ils peuvent utiliser cette capacité pour épargner ou pour investir.
- À l'inverse, un agent économique dont les ressources sont inférieures à ses dépenses a un besoin de financement qu'il pourra couvrir grâce à un emprunt.
- Au niveau microéconomique, les besoins ou excédents de financement peuvent varier au cours du temps. Ainsi, un jeune ménage qui investira dans l'achat d'un logement sera en besoin de financement puis, lorsqu'il sera plus âgé et aura remboursé ses emprunts, il pourra aider sa famille. De même, une entreprise lors de sa création ou de sa croissance aura besoin de capitaux et de financement tandis qu'elle pourra avoir ponctuellement des excédents de trésorerie à placer par la suite.
- Au niveau macroéconomique, le financement de l'activité nécessite de mettre en relation les agents qui ont une capacité de financement et ceux qui ont un besoin de financement.

B. La situation financière générale des agents économiques français

D'un point de vue macroéconomique, ce sont principalement les ménages et les sociétés financières qui dégagent des capacités de financement. Tandis que les sociétés non financières et les administrations publiques ont des besoins de financement.

• Les capacités de financement des ménages et des sociétés financières

Les ménages français dégagent traditionnellement une épargne. Cela s'explique notamment par la prise en charge de nombreux services par l'État (éducation, santé, justice...).

• Les besoins de financement des sociétés non financières et de l'État

- La croissance économique des Trente Glorieuses, selon l'expression de Jean Fourastié, a nécessité de forts investissements de la part des entreprises.

- Le besoin de financement des administrations publiques correspond au déficit public. Plusieurs phénomènes expliquent ces besoins de financement depuis les années 1970 : l'inflation, les politiques économiques de relance, la récession...

II. Quelle peut être la situation financière d'un État ?

A. Des pays excédentaires ou déficitaires

Certains pays sont des pays excédentaires comme le Qatar ou l'Arabie saoudite.

- Le royaume saoudien, premier exportateur mondial de pétrole, a dégagé en 2012 un excédent budgétaire record de 102,9 milliards de dollars. En Europe, l'Allemagne a dégagé un excédent budgétaire en 2012 de l'ordre de 4,09 milliards d'euros, représentant 0,2 % de son PIB.
- D'autres, plus nombreux, surtout depuis la crise de 2008, sont déficitaires et ont recours au marché financier mondial pour couvrir leur déficit budgétaire. Pour cela ils émettent des titres que les agents (et notamment les pays) à capacité de financement peuvent acquérir.

B. L'exemple d'un pays alternant besoin et capacité de financement

Certains pays peuvent alterner besoin et capacité de financement au cours du temps en fonction de la conjoncture. Ainsi, la Suède se trouve dans cette situation.

De 2010 à 2012, la Suède a accusé un excédent budgétaire représentant, par exemple, 1 % de son PIB en 2012. À l'inverse, pour 2014, il est prévu un déficit record de l'ordre de 1,9 % du PIB. Cette alternance permet à la Suède d'observer une dette publique correcte de l'ordre de 40,7 % du PIB en 2012. En comparaison, celle de la France représentait 92,7 % du PIB sur la même période.

11

Les moyens de financement de l'activité économique

PROGRAMME

VI. Quels modes de financement de l'activité économique ?

Thème	Notions	Contexte et finalités de l'étude
IV.2. Financement direct et financement indirect	<ul style="list-style-type: none"> • L'autofinancement. • Le financement direct et le marché financier. • Les titres financiers. • Le financement indirect et les banques. 	<p>Ce thème présente la manière dont peuvent être satisfaits les besoins de financement de l'économie afin de soutenir l'investissement et la consommation et donc être vecteurs de croissance économique. Il expose le poids respectif des marchés financiers et des banques dans le financement de l'économie, tout en soulignant leur forte interdépendance.</p> <p>L'autofinancement consiste, pour un agent économique, à pouvoir satisfaire lui-même tout ou partie de ses besoins de financement. Il constitue, selon les périodes, une ressource plus ou moins importante dans le financement des entreprises.</p> <p>On distingue deux principaux circuits de financement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le financement direct, où les agents à besoin et les agents à capacité de financement se rencontrent directement sur les marchés de capitaux où ils s'échangent des titres financiers (actions et obligations). Si ces titres sont initialement émis sur le marché primaire, ils sont ensuite échangés sur le marché secondaire (Bourse des valeurs) ; - Le financement indirect, où des institutions financières servent d'intermédiaire entre les agents à besoin et les agents à capacité de financement : on parle à ce titre d'intermédiation financière. Les banques jouent un rôle prépondérant par l'octroi de crédits, dont le taux d'intérêt constitue le prix.

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

L'objectif de ce chapitre est de présenter les différents modes de financement des agents économiques et d'observer les choix qui s'offrent à eux ainsi que les contraintes qui vont les pousser à choisir tel ou tel mode de financement.

Il s'agit non seulement de décrire mais aussi d'expliquer le rôle des intermédiaires financiers et principalement celui des banques, le rôle du marché financier, et les outils mis à la disposition des agents pour placer leurs économies ou pour financer leurs activités.

La création monétaire et le rôle de la BCE ne seront pas explicités ici.

L'intermédiation bancaire sera simplement traitée comme le résultat de la rencontre indirecte des agents à capacité de financement et des agents à besoin de financement ; les uns plaçant leur épargne, les autres profitant des crédits.

Également, ne seront abordés que le marché financier et les titres à long terme tels que l'action et l'obligation.

L'autofinancement comme moyen de financer les activités économiques est étudié dans ce chapitre avec les autres moyens de financement.

SITOGRAFIE

www.trader-finance.fr

www.lafinancepourtous.com

www.aft.gouv.fr/

www.chefdentreprise.com

www.insee.fr

11

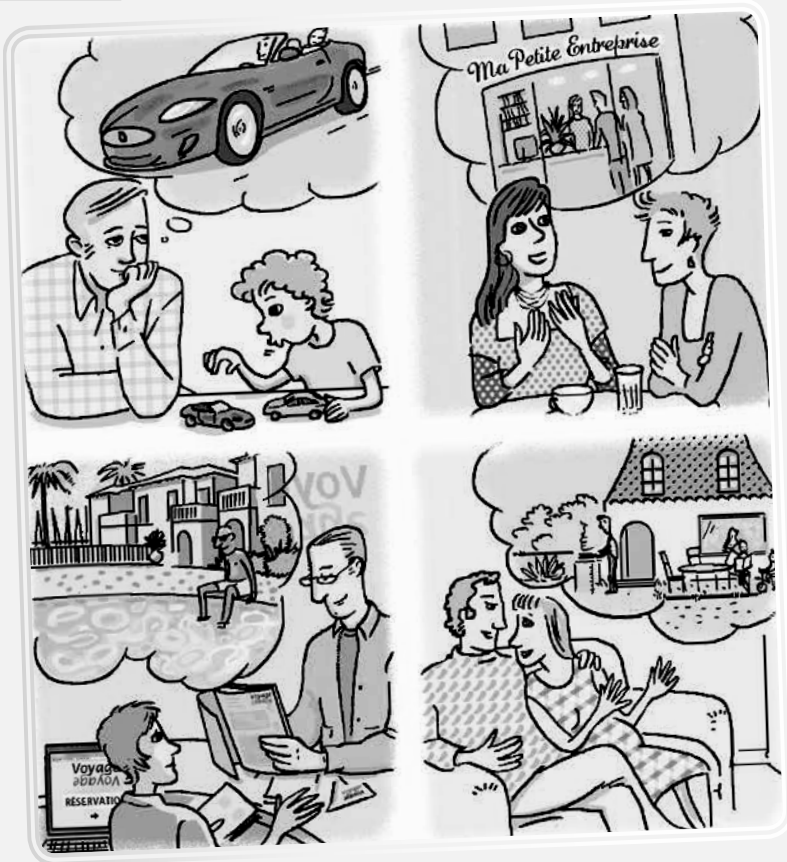
Les moyens de financement de l'activité économique

NOTIONS

- Autofinancement, financement direct et marché financier, titres financiers
- Financement indirect et banques

OBJECTIFS

- Étudier l'autofinancement des entreprises et des agents
- Comprendre le fonctionnement du marché financier et le rôle des banques



1 Comment ces agents économiques peuvent-ils financer leurs projets ?

Suivant les réponses des élèves : grâce à leur épargne, à un crédit, à leur salaire, grâce à un héritage, en gagnant au Loto...

2 Et vous, quels sont vos projets et comment allez-vous les financer ?

Selon les réponses des élèves.

I. Quel est le premier moyen pour une entreprise de financer ses investissements ?

J'analyse

A L'autofinancement, un moyen d'investissement



Situation 1

Laurence, la mère de Vanessa et de Guillaume, est artisan couturière depuis cinq ans. Depuis quelques mois, elle travaille à la création de costumes en partenariat avec le théâtre de sa ville. Son chiffre d'affaires ayant augmenté, elle dispose de l'argent nécessaire à l'acquisition d'une nouvelle machine à coudre perfectionnée qui lui permettra d'être plus rapide.

1 Selon vous, comment caractériser le projet de Laurence et son mode de financement ?

Il s'agit d'un investissement qu'elle va financer par ses propres moyens. C'est un autofinancement.

Doc. 1

Fashion Bel Air : les investissements ont pesé sur la rentabilité

Malgré des revenus en hausse de 8,9 % au cours du premier semestre, Fashion Bel Air a vu son [...] bénéfice net réduit des deux tiers. « [Le développement de la marque a] engendré une hausse des coûts [...] », explique le management, qui précise que ces investissements étaient nécessaires pour franchir un « cap de croissance ». Grâce aux dépenses engagées, un nouvel entrepôt logistique a été construit, 10 emplacements ont été aménagés aux Galeries Lafayette, le réseau de boutiques [...] a été optimisé et une activité publicitaire accrue a pu être mise en place. La trésorerie de la société atteignait, fin juin, 10,2 millions d'euros, et ses capitaux propres 24,34 millions d'euros. La société étudie également des acquisitions pour étendre son maillage de boutiques en propre.

<http://bourse.trader-finance.fr>, 22 septembre 2011

2 Surlignez dans le texte les investissements déjà réalisés par l'entreprise Fashion Bel Air et présentez ses projets pour son développement économique. La société a le projet d'acquies des boutiques en nom propre pour étendre son maillage.

3 Grâce à quelles ressources financières internes l'entreprise Fashion Bel Air peut-elle financer ses projets ? Comment peut-on qualifier cela ?

L'entreprise peut financer ses projets grâce au bénéfice réalisé et à l'utilisation d'une partie de sa trésorerie. Il s'agit d'autofinancement.

B Les critères de choix de l'autofinancement par les entreprises

Doc. 2

Choisir entre l'emprunt et l'autofinancement

Un projet d'investissement ? Vous disposez de cash mais songez, malgré tout, à solliciter un crédit bancaire. Entre endettement et autofinancement, comment faire le bon choix ? Pourquoi payer des intérêts à votre banquier si vous disposez d'une trésorerie excédentaire couvrant l'essentiel de vos investissements ? [...] Olivier Avril, gérant d'une société de direction financière conseille de « recourir aux emprunts

pour tous les investissements justifiables auprès de votre banque : acquisition d'un immeuble, de machines, et de préserver vos fonds propres pour tout ce qui est lié à votre activité : un projet de développement un peu risqué que votre banquier ne verrait pas d'un très bon œil, un investissement immatériel dont seuls les spécialistes de votre secteur peuvent comprendre la pertinence. »

Houda El Boudrari, *Chef d'entreprise Magazine*, n° 24

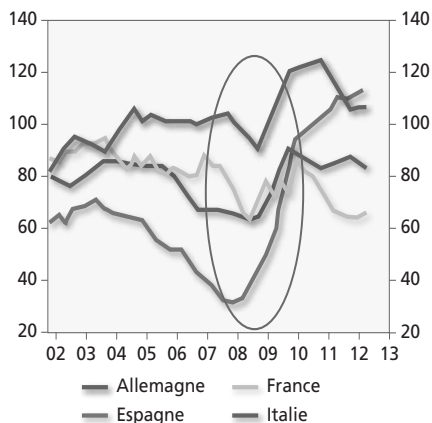
4 Dans quels cas Olivier Avril conseille-t-il de recourir à l'autofinancement ? Le gérant interviewé conseille l'autofinancement pour tout ce qui est lié à l'activité de l'entreprise : les projets risqués et les investissements immatériels très spécifiques.

5 Quels avantages peut-on trouver à l'autofinancement par rapport au crédit ?

Il n'y a pas d'intérêts à payer, pas de démarches administratives, pas de nécessité de prouver la rentabilité du projet au banquier, donc une plus grande liberté dans l'utilisation des ressources.

Doc. 3

Taux d'autofinancement des entreprises



Flash Économie, Natixis, n° 1, janvier 2013

Doc. 4

Le taux d'autofinancement se rapporte à la capacité que peut avoir une entreprise à financer elle-même ses dépenses d'investissement.

C'est donc un indicateur essentiel de la capacité d'une entreprise à financer ses investissements par ses propres ressources.

6 Présentez brièvement le graphique. Il s'agit de la comparaison des taux d'autofinancement des entreprises de quatre pays (Allemagne, France, Espagne et Italie) entre 2002 et 2012. On observe que, globalement, l'Allemagne a un taux d'autofinancement supérieur aux autres pays sur l'ensemble de la période.

7 Expliquez ce que représente le taux d'autofinancement des entreprises françaises en 2012. Comparez ce taux à ceux des autres pays. En 2012, les entreprises françaises ont financé un peu plus de 65 % de leurs investissements grâce à leurs ressources propres. Ce taux reste inférieur à celui des autres pays. On note notamment que l'Allemagne et l'Espagne ont un taux d'autofinancement supérieur à 100 %.

8 Encerclez la période de baisse générale des taux d'autofinancement. Selon vous, comment expliquer ce phénomène ? Cette baisse générale intervient suite à la crise économique de 2008, celle-ci ayant lourdement affecté les bénéfices des entreprises.

Je construis le cours

I. Quel est le premier moyen pour une entreprise de financer ses investissements ?

• Qu'est-ce que l'autofinancement ? L'autofinancement consiste pour un agent économique à satisfaire lui-même tout ou partie de ses besoins de financement.

• Quels avantages une entreprise trouve-t-elle dans l'autofinancement ? Ce mode de financement est facile d'accès, puisque l'entreprise jouit de ses fonds propres. Il permet une grande liberté dans l'utilisation des ressources, l'entrepreneur n'a pas à prouver le bien-fondé de son projet à un investisseur par exemple. Enfin, le coût de financement sera inférieur à celui d'un crédit, pour lequel l'entreprise devrait payer des intérêts.

• Quelles contraintes poussent les entreprises vers l'autofinancement ?

Depuis la crise, les entreprises ont des difficultés à trouver des financements externes : elles sont confrontées à une restriction de l'accès au crédit par les institutions financières, et à un moindre succès des emprunts obligataires.

II. Quel est le rôle de la banque dans le financement de l'économie ?

J'analyse

A Le financement indirect des agents économiques par la banque

Situation 2

Laurence et son mari Antoine occupent un logement en location. Antoine, professeur des écoles, met un peu d'argent de côté tous les mois depuis plusieurs années. Aujourd'hui, il dispose d'une somme de 20 000 € placée en banque sur un livret A rémunéré à 1,25 %. Le couple réfléchit au mode de financement de leur projet d'achat immobilier.

- 1 Comment caractériser la somme placée sur le livret ? Quel avantage Laurence et son mari ont-ils à déposer cette somme dans une banque ? Il s'agit d'une épargne qui sera rémunérée par un taux d'intérêt (ici 1,25 %).

Doc. 5

L'intermédiation bancaire

Les banques sont les établissements financiers qui collectent les dépôts du public et qui accordent des crédits aux entreprises et aux ménages. Elles font partie de ce qu'on appelle les intermédiaires financiers. Ces derniers ont pour fonction de collecter l'épargne des agents économiques ayant une capacité de financement pour la distribuer aux agents ayant un besoin de financement.

E. Gabillon et J.-C. Rochet, *Dictionnaire de l'économie, Encyclopaedia universalis*, 2007

- 2 Quel est le rôle des banques ? Les banques collectent l'épargne des agents économiques pour la distribuer sous forme de crédits aux agents à besoin de financement.
- 3 Décrivez le lien entre les agents à capacité et les agents à besoin de financement en cas d'intermédiation bancaire.



B Le financement de l'économie grâce au crédit

Situation 3

La famille comprend vite que son épargne sera insuffisante compte tenu du prix de l'immobilier aujourd'hui. Elle songe donc à contracter un crédit immobilier et commence à rencontrer plusieurs banquiers pour faire jouer la concurrence. La famille n'a pas de crédit en cours, possède un apport et une situation stable. Antoine et Laurence estiment donc présenter un dossier assez solide pour obtenir un taux d'intérêt intéressant.

Doc. 6

L'emprunt bancaire correspond à une somme mise à disposition par un organisme financier, avec obligation de la rembourser selon un échéancier préalablement défini. En contrepartie de son financement, l'organisme prêteur perçoit des intérêts rémunérant l'apport de fonds et les risques pris.

- 4 Outre le prix du bien immobilier, que va devoir payer la famille à la banque choisie ? Pour quelle(s) raison(s) ? La famille devra rembourser le montant du prêt et également payer des intérêts à la banque. Le taux d'intérêt rémunère le service rendu par la banque ainsi que le risque qu'elle supporte.

Taux d'intérêt pour crédit immobilier

Durée \ Taux	15 ans	20 ans	25 ans	30 ans
	Fixe	Fixe	Fixe	Fixe
Excellent	= 2,60	= 2,80	= 2,95	= 3,65
Très bon	= 2,90	= 3,05	= 3,25	= 4,14
Bon	= 2,90	= 3,30	↗ 3,55	= 4,30

www.meilleurtaux.com, octobre 2013

- 5 D'après la situation et le document 7, pourquoi observe-t-on des taux de crédit différents (bon, très bon, excellent) ?

Le taux varie selon la situation financière et personnelle de l'agent (apport, aucun crédit en cours, emploi stable...), de l'intensité de la concurrence entre les banques, et de la situation du marché.

- 6 Analysez la variation du taux d'intérêt en fonction de la durée d'emprunt. Selon vous, pour quelle raison varie-t-il ?

Plus la durée de l'emprunt augmente et plus le taux d'intérêt sera élevé. Il rémunère le risque pris par le prêteur, qui est d'autant plus important que la durée s'étend.

Le total des encours de prêts aux ménages et aux entreprises s'élève en 2011 à 1 920 milliards d'euros. Grâce au crédit, les banques françaises contribuent au soutien à la croissance. L'intégralité des dépôts est utilisée sous forme de crédits aux entreprises et aux particuliers en France. En décembre 2011, il y avait 1 450 milliards d'euros de dépôts pour 1 920 milliards d'euros de crédits à l'économie. Les banques empruntent

sur les marchés les sommes complémentaires au financement des projets de leurs clients. En dix ans, la hausse des encours de crédits accordés par les banques a été très supérieure à celles des dépôts qu'elles collectent : + 93 % pour les crédits contre + 66 % pour les dépôts.

Fédération bancaire française, www.fbf.fr, avril 2012

- 7 Surlignez dans le document 8 les principaux agents bénéficiaires du crédit bancaire.

- 8 À partir du document 8, expliquez l'expression suivante : « les dépôts font les crédits ».

L'épargne (les dépôts) déposée par les agents à capacité de financement (notamment les ménages) est collectée par la banque qui ensuite la prête aux agents à besoin de financement.

- 9 En décembre 2011, l'épargne déposée par les agents à capacité de financement est-elle suffisante pour satisfaire les besoins des agents emprunteurs ? Comment la banque fait-elle dans ce cas ? L'épargne était insuffisante (1 450 – 1 920 = – 470 milliards d'euros). Les banques empruntent sur le marché (interbancaire).

- 10 D'après vous, pourquoi peut-on dire que les banques « contribuent au soutien de la croissance » ? L'argent prêté par les banques permet aux agents de consommer ou d'investir, ce qui contribue à l'activité économique.

Je construis le cours

II. Quel est le rôle de la banque dans le financement de l'économie ?

- Comment les agents peuvent-ils financer leurs investissements ? Les agents peuvent utiliser leur épargne (fonds propres) ou emprunter.
- Quel est le rôle des banques, comment se rémunèrent-elles ? Les banques servent d'intermédiaires entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement. Elles se rémunèrent par le taux d'intérêt.
- Quels facteurs influencent le coût d'un crédit ? Le montant emprunté, la durée du prêt, les frais de dossier, les assurances, la situation de l'emprunteur (son âge, son statut, le type de contrat de travail, le montant de sa rémunération...).

III. Quel est le rôle du marché dans le financement de l'économie ?

J'analyse

A Les agents économiques se financent directement sur le marché

Situation 4

Vanessa est une grande utilisatrice de **Twitter**. Elle apprend que l'entreprise est entrée en Bourse en 2013 et a émis des titres sur le marché financier. **Vanessa** envisage aujourd'hui d'investir une partie de ses économies en actions.

1 Soulignez de deux couleurs, l'agent à capacité de financement et l'agent à besoin de financement.

2 Pourquoi les dirigeants de Twitter ont-ils émis des titres sur le marché financier ?

Les propriétaires de Twitter ont émis des titres pour augmenter le capital de l'entreprise et financer son développement.

Doc. 9

Les marchés financiers

Les marchés financiers constituent un canal par lequel les épargnants et les emprunteurs se rencontrent. Par l'émission de titres sur le **marché primaire**, les deux parties entrent directement en contact, sans intermédiaire.

Les marchés financiers présentent l'avantage pour les détenteurs de titres qu'ils ne sont pas obligés de conserver ceux-ci jusqu'à leur échéance. En effet, il est presque toujours possible de vendre par anticipation des titres sur le **marché secondaire**, ce qui permet une grande souplesse dans la gestion de portefeuille.

Banque nationale de Belgique, 2012

3 Quel est le rôle du marché financier pour l'épargnant et pour l'emprunteur ? Il permet leur rencontre directe, sans intermédiaire.

4 Surlignez dans le document 9, les deux types de marchés financiers. Dans le cas de Twitter, sur quel marché Vanessa va-t-elle acheter ses actions ? Vanessa va acheter ses titres sur le marché secondaire, là où s'échangent les titres émis à l'origine sur le marché primaire.

5 Indiquez le rôle respectif du marché primaire et du marché secondaire. Le marché primaire permet aux organisations de lever des fonds en émettant des titres. Il permet à l'agent à capacité de financement de placer son argent. Le marché secondaire permet au détenteur de revendre les titres achetés préalablement.

B Le marché permet d'échanger différents titres financiers

Doc. 10

Une obligation est un **titre de créance** : son détenteur (l'obligataire) prête de l'argent pour une période donnée.

En émettant des obligations, une entreprise (ou l'État) emprunte de l'argent auprès de particuliers ou d'entreprises. Cet emprunt est souscrit à **long terme**.

Les obligataires touchent des **intérêts réguliers**, appelés aussi « coupons ». Ils sont calculés selon un **taux fixé** lors de la création (l'émission) des obligations. Par exemple, une obligation de 1 000 € au **taux d'intérêt de 8 %** rapporte 80 € par an à l'obligataire.

100 Mots d'économie, Éditions Playbac, 2010

Doc. 11

**Nestlé a émis
500 millions d'euros
d'obligations à 8 ans ce
mercredi 4 septembre
2013. Le coupon était
de 2,125 %.**

6 Surlignez dans le document 10 les caractéristiques d'une obligation.

- 7 Dans le document 11, retrouvez l'émetteur, le montant emprunté et les caractéristiques des obligations émises. Nestlé souhaite emprunter 500 millions d'euros. À cette fin, l'entreprise émet des obligations. La durée de l'emprunt est de 8 ans et le taux d'intérêt fixe est de 2,125 %.
- 8 Un particulier souhaite placer son épargne en achetant pour 1 500 € d'obligations. Calculez les intérêts rapportés par ce placement pour une année. $1\,500 \times 2,125/100 = 31,87$ €.

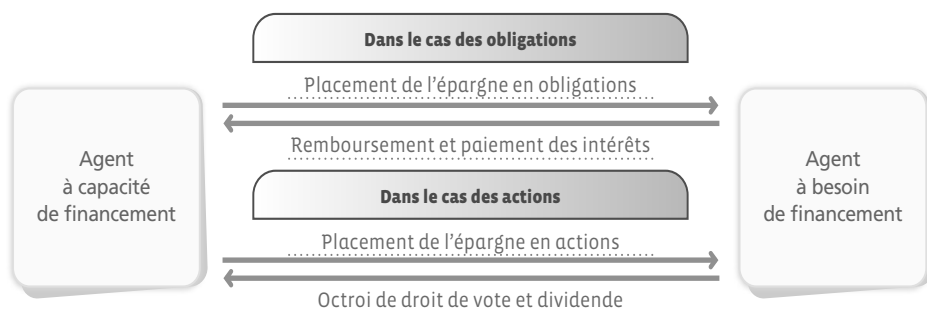
Doc. 12

Une action est un titre de propriété d'une partie du capital d'une entreprise. Le détenteur d'une action, l'actionnaire, possède une part de l'entreprise. En tant que propriétaire, il participe aux assemblées générales des actionnaires où sont prises les grandes décisions. L'actionnaire reçoit une part du bénéfice de l'entreprise appelée un dividende. Celui-ci varie surtout en fonction des résultats de l'entreprise. L'actionnaire prend un risque : ses actions peuvent perdre de leur valeur, ou il peut ne recevoir aucun dividende, notamment en cas de mauvais résultat.

- 9 Surlignez dans le document 12 les caractéristiques d'une action.
- 10 À partir des documents 10 et 12, complétez le tableau ci-après.

	Obligation	Action
Nature et explication du titre	De créance : prêt pour une période donnée	De propriété : part du capital
Nom du détenteur du titre	Obligataire	Actionnaire
Contrepartie du titre	Intérêt	Dividende + participation aux AG
Type de revenu	Revenu fixe	Revenu variable

- 11 Décrivez le lien entre les agents à capacité et les agents à besoin de financement sur le marché financier.



Je construis le cours

III. Quel est le rôle du marché dans le financement de l'économie ?

- Après avoir présenté ce qu'est un marché financier, précisez les deux types de marchés existants. C'est un marché où s'échangent des titres. Il permet la rencontre directe des agents à capacité et des agents à besoin de financement. Le marché primaire permet l'émission et l'achat de titres. Le marché secondaire permet leur revente.
- Quels types de titres s'échange-t-on sur le marché financier ? Présentez leurs différences. Les actions représentent une part de capital dont le prix varie selon les cours. Les obligations représentent une créance à échéance fixe, qui permet au prêteur d'obtenir un intérêt déterminé à l'achat. Les actions permettent d'obtenir un droit de vote lors des assemblées générales et un dividende lorsqu'il y a distribution des bénéfices.

Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	L'autofinancement est un moyen de financement externe.		X	L'autofinancement est un moyen de financement interne : l'agent se finance sur ses ressources propres.
2	Le crédit bancaire est un moyen de financement externe direct.		X	Le crédit bancaire est un moyen de financement externe indirect. La rencontre des agents à capacité et à besoin de financement se fait par l'intermédiaire d'une institution financière.
3	Le recours au crédit bancaire est gratuit pour les agents à besoin de financement.		X	L'institution financière accordant un crédit se rémunère entre autres grâce au taux d'intérêt payé par l'emprunteur.
4	L'emprunt obligataire est un emprunt à rendement fixe.	X		Le taux de rémunération est stipulé lors de l'achat de l'obligation.
5	Lorsqu'un agent achète des actions, il prend un risque.	X		Le dividende versé à l'actionnaire varie selon les résultats de l'entreprise. De plus, si l'agent souhaite revendre ses actions, le prix de vente est soumis aux fluctuations du marché.

EXERCICE

Lilas, 22 ans, travaille depuis le début de l'année chez un grand distributeur de jouets pour enfants. Son salaire s'élève à 1 300 € net par mois, auquel s'ajoute une prime annuelle de 800 €. Elle vit seule dans un appartement qu'elle loue 450 € par mois et compte 600 € de dépenses diverses (alimentation, sorties, abonnements...).

1. Lilas possède-t-elle une capacité ou un besoin de financement ? Appuyez votre réponse sur une démonstration chiffrée.

Les ressources de Lilas sont de 16 400 € : $(1\,300 \times 12) + 800$. Ses dépenses sont de 12 600 € : $(450 + 600) \times 12$. Elle possède une capacité de financement de 3 800 € qu'elle peut épargner ou investir en achetant des titres financiers.

Lilas travaille comme employée et aimerait monter son affaire. Elle se renseigne sur l'ouverture d'une boutique d'activités ludiques et créatives pour enfants. Ce projet coûterait 60 000 €. Elle a réussi à ce jour à épargner 40 000 €.

2. De quelle somme Lilas a-t-elle besoin ? Quelles possibilités s'offrent à elle pour financer ce projet ? Qualifiez ses différents types de financement.

Lilas a besoin de 20 000 € car son épargne n'est pas suffisante pour financer ce projet. Elle peut dans ce cas avoir recours à un moyen de financement externe intermédié pour financer les 20 000 € : le crédit bancaire.

Au bout de quelques années, son entreprise est si rentable qu'elle a créé une société anonyme, s'est entourée de sept actionnaires et a ouvert d'autres boutiques en France. Lilas et ses partenaires rêvent aujourd'hui de développer leur activité à l'étranger, ce qui leur demanderait un lourd investissement qu'ils n'ont pas les moyens de financer.

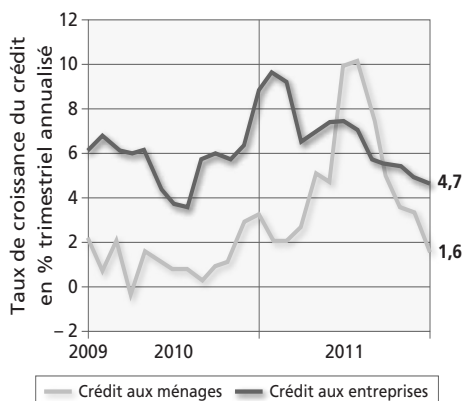
3. À quels moyens de financement Lilas et ses partenaires pourraient-ils recourir ?

Deux possibilités s'offrent à eux sur le marché financier : lancer un emprunt obligataire ou ouvrir leur capital à d'autres partenaires en proposant une augmentation de capital et des actions.



Doc. 1

» La raréfaction du crédit



Marianne, février 2012, n° 772

Doc. 2

Le crowdfunding est une alternative aux financements existants déjà. Il permet par l'intermédiaire d'une plateforme de réunir des fonds autour d'un projet. Les internautes particuliers ou entreprises financent le projet, le plus souvent moyennant des actions ou une rétribution financière.

Il existe quatre catégories distinctes de financement participatif. L'« equity-based crowdfunding » propose aux contributeurs de devenir actionnaires du projet en fonction du montant investi. Ils pourront ainsi se rémunérer via une plus-value à plus long terme. Lorsque l'internaute participe à un « lending-based crowdfunding », il fait un prêt à taux d'intérêt fixe qui lui sera remboursé. Le « reward-based crowdfunding » peut apporter à l'investisseur des avantages en nature (invitation à une soirée de lancement, son nom dans le générique d'un film, etc...) ou financiers (des versements liés aux revenus dégagés). Enfin, le « donation-based crowdfunding » est un don pur [...].

www.zdunet.fr, avril 2013

Doc. 3

Les avantages du crowdfunding sont divers. Il peut être moins coûteux d'emprunter des fonds par ce biais que via l'intermédiation bancaire en raison de taux plus bas, voire inexistants. De plus, la communauté d'internautes n'investit pas uniquement sur des critères financiers, elle peut être sensible à un projet particulier. Enfin, la démarche de levée de fonds est moins complexe, et le porteur du projet peut renouveler sa démarche. Cette solution a toutefois ses limites, qui tiennent largement à l'attractivité du projet.

> Analyser



Fiche outil 6 : Analyser un graphique

- 1 Analysez le graphique. Le graphique présente l'évolution du taux de croissance des crédits aux ménages et aux entreprises entre 2009 et 2011, mesurée en pourcentage chaque trimestre. Il montre la variation de la distribution de crédits. La tendance générale est une évolution saccadée : reprise de la distribution de crédits après 2010, baisse à partir de mi-2011.
- 2 Quels problèmes pose la raréfaction du crédit ? Quelles solutions peuvent être envisagées ? Les ménages rencontrent des difficultés pour consommer ou investir. Pour obtenir un prêt bancaire, ils doivent épargner davantage. Les entreprises, quant à elles, ont des difficultés à financer les investissements et le développement de leur activité. Les entreprises peuvent avoir recours à d'autres formes de financement, comme le crowdfunding.
- 3 Présentez le principe du crowdfunding. Il s'agit de réunir des fonds auprès d'investisseurs aussi bien publics que privés grâce à l'intermédiaire d'une plateforme Internet.

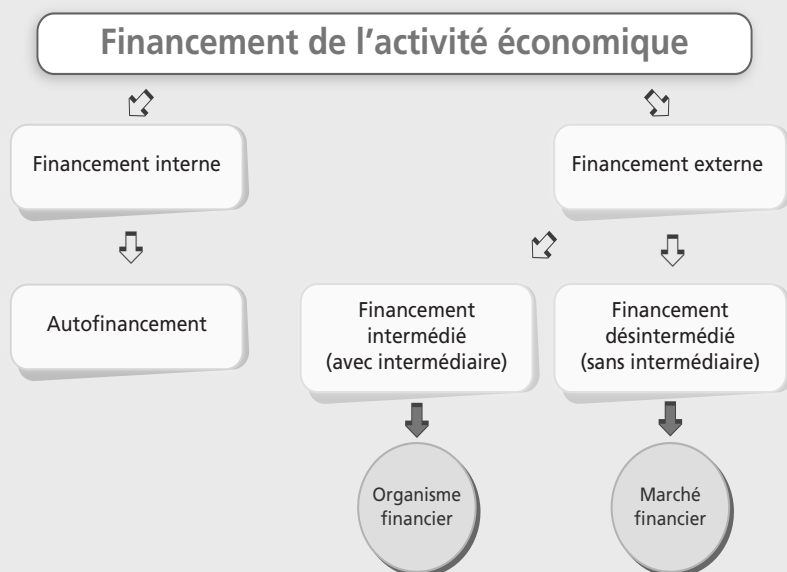
> Argumenter



Fiche outil 7 : Argumenter en économie

- 4 Quels peuvent être les avantages du crowdfunding par rapport au crédit bancaire ? Le crowdfunding est un moyen différent de financer ses projets, plus ouvert et moins coûteux pour les emprunteurs. Les démarches sont réduites et les délais plus courts. Les raisons de l'engagement des prêteurs sont multiples et pas uniquement financières. Il est ainsi possible de financer des projets qui n'auraient pas eu l'agrément d'une banque.

Les moyens de financement de l'activité économique



LES BONS MOTS POUR LE DIRE

- **Autofinancement** : Moyen de financement obtenu au sein même de l'entreprise grâce à son activité.
- **Crédit bancaire** : Somme d'argent prêtée par une institution financière à un agent à besoin de financement.
- **Financement direct** : Processus de financement par lequel les agents à besoin et à capacité se rencontrent directement sur le marché financier.
- **Financement indirect** : Processus de financement par lequel les agents à besoin et à capacité se rencontrent par l'intermédiaire d'une institution financière.
- **Banque** : Organisme financier qui collecte les dépôts et qui accorde des crédits aux agents économiques.
- **Marché financier** : Lieu d'échange de titres financiers (actions, obligations). Il est constitué du marché financier primaire, où les titres sont émis, et du marché financier secondaire, où ils sont revendus.
- **Action** : Titre de propriété représentant une partie du capital d'une entreprise.
- **Obligation** : Titre de créance représentatif d'un emprunt.

SYNTHÈSE RÉDIGÉE : LES MOYENS DE FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

I. Quel est le premier moyen pour une entreprise de financer ses investissements ?

A. L'autofinancement, un moyen d'investissement

L'autofinancement est un mode de financement interne à l'entreprise : ce sont les ressources financières obtenues au sein même de l'entreprise grâce à son activité, à sa rentabilité, qui permettent ce financement (l'entreprise utilise ses profits de l'année ou des années antérieures pour financer ses investissements).

L'autofinancement se mesure à travers les dotations aux amortissements (renouvellement des équipements), les provisions et les bénéfices non distribués, autrement dit mis en réserve.

L'autofinancement consiste pour un agent économique à satisfaire lui-même tout ou partie de ses besoins de financement.

B. Les critères de choix de l'autofinancement par les entreprises

Ce mode de financement est facile d'accès, puisque l'entreprise jouit de ses fonds propres. Il permet une grande liberté dans l'utilisation des ressources, l'entrepreneur n'ayant pas à prouver le bien-fondé de son projet à un investisseur. Ainsi, s'il fait une demande de crédit à sa banque, il devra démontrer la rentabilité de son projet et présenter des études afin d'appuyer sa demande, ce qui ne sera pas le cas ici.

Enfin, le coût de financement sera inférieur à celui d'un crédit, pour lequel l'entreprise devrait payer des intérêts.

Certains événements, comme la crise économique de 2008, ont contraint les entreprises à développer leur autofinancement : les banques accordent moins de crédits aux entreprises de peur de ne pas être remboursées, les emprunts obligataires ont moins de succès auprès du public. Ainsi, les entreprises trouvent difficilement des financements externes.

Cette restriction de l'accès au crédit externe peut pousser les entreprises à développer le financement interne.

II. Quel est le rôle de la banque dans le financement de l'économie ?

A. Le financement indirect des agents économiques par la banque

Le financement indirect s'appuie sur l'existence d'intermédiaires entre les prêteurs et les emprunteurs. Le financement intermédié est donc le fait des différents intermédiaires financiers.

Dans ce cas, les emprunteurs obtiennent des fonds auprès des intermédiaires financiers (les banques en particulier), qui leur consentent des prêts.

De leur côté, les prêteurs déposent leurs fonds auprès des intermédiaires financiers (et non pas directement aux emprunteurs).

Les banques collectent l'épargne des agents économiques pour la distribuer aux agents à besoin de financement qui demandent un crédit. Elles jouent donc un rôle d'intermédiation financière entre les agents à capacité de financement et ceux qui souhaitent financer un projet.

Les banques octroient des crédits de différentes natures : crédits à la consommation, crédits immobiliers... Les agents y ont recours pour leurs besoins de trésorerie (qui peuvent être financés par des découverts bancaires ou des crédits particuliers) ou pour leurs investissements (acquisition d'un nouvel équipement pour une société non-financière ou d'un logement pour un ménage, par exemple).

B. Le financement de l'économie grâce au crédit

L'emprunteur devra, pour choisir l'institution financière qui lui accordera potentiellement un prêt, comparer les diverses possibilités qui s'offrent à lui.

Ainsi, on mesure le coût d'un crédit en additionnant l'ensemble des frais facturés par la banque. Le TAEG récapitule en pourcentage le coût total pour l'emprunteur. L'emprunteur remboursera chaque mois, et selon une échéance fixée à l'avance, une mensualité pendant toute la durée de son prêt.

Le coût du crédit variera en fonction de divers éléments dont : le montant emprunté, la durée du prêt, les frais de dossier, les assurances.

Lorsque les taux d'intérêt et donc le coût du crédit sont bas, la demande de crédit aura tendance à augmenter, et inversement.

III. Quel est le rôle du marché dans le financement de l'économie ?

A. Les agents économiques se financent directement sur le marché

Le financement direct consiste à mettre en relation le prêteur et l'emprunteur par le biais des marchés de capitaux : l'agent à besoin de financement émet des actions ou des obligations sur le marché financier.

Le marché financier est le lieu où s'échangent ces titres. Il permet la rencontre directe des agents à capacité et des agents à besoin de financement.

Sur le marché primaire vont s'échanger les titres « de première main », c'est-à-dire ceux émis par les organisations dans le but d'une augmentation de ressources (augmentation de capital pour les entreprises, recherche de liquidités pour les administrations publiques). Sur le marché secondaire, s'échangent les titres déjà émis sur le marché primaire, qui seront revendus en fonction des cours du marché.

B. Le marché permet d'échanger différents titres financiers

Sur le marché financier sont échangés deux types de titres : les actions et les obligations.

- Les obligations représentent un droit de créance pour leur détenteur. Elles sont émises par des entreprises ou des administrations publiques, et représentent une part d'un emprunt. Ces titres donnent droit à un revenu fixe (les intérêts) et au remboursement de la somme empruntée à échéance. Ainsi, leurs caractéristiques les rendent moins risquées que l'action. Ces titres, émis en grande quantité aux mêmes conditions, peuvent être échangeables en Bourse, sur le marché secondaire.
- Les actions représentent un droit de propriété, une part du capital d'une société. Elles sont émises à la constitution des entreprises ou lors d'augmentations de capital. Ces titres donnent droit à une fraction des bénéfices, c'est-à-dire un dividende. Ils permettent aussi aux détenteurs de participer aux assemblées générales des associés. Les actions n'offrent pas la même sécurité que les obligations puisque leurs revenus ne sont pas garantis. L'actionnaire prend donc un risque en faisant confiance à une entreprise. Toutefois, ce risque d'entrepreneur peut être rémunéré par une rentabilité plus élevée que sur le marché obligataire. Par ailleurs, selon l'évolution des cours de Bourse, le prix de revente de l'action peut varier fortement à la hausse ou à la baisse en fonction de l'offre et de la demande.

12

L'intensité de la concurrence sur les marchés

PROGRAMME

V. Les marchés des biens et des services sont-ils concurrentiels ?

Thème	Notions	Contexte et finalités de l'étude
V.1. L'intensité de la concurrence selon les marchés	<ul style="list-style-type: none"> • Les marchés concurrentiels. • La loi de l'offre et de la demande. 	<p>Le marché concurrentiel reste la référence dans un système d'économie de marché. Toutefois, l'intensité concurrentielle varie selon les marchés considérés, notamment selon leur degré d'exposition à la concurrence mondiale. Elle n'est cependant pas figée et peut évoluer sous l'effet de différentes stratégies mises en œuvre par les entreprises ou de l'entrée de nouveaux concurrents.</p> <p>L'observation du fonctionnement de marchés particuliers locaux et/ou nationaux (marché de l'immobilier, marché de la téléphonie mobile, marché de l'aéronautique par exemple...) permet de définir les invariants du fonctionnement d'un marché concurrentiel. <i>On se limitera à repérer les types d'offreurs et de demandeurs, la libre entrée sur le marché et l'accès à l'information. Ces observations devront aboutir à montrer que les marchés présentent des degrés de concurrence variables qui ne sont pas toujours fonction du seul nombre d'offreurs présents.</i></p> <p>Sur un marché concurrentiel, la détermination du prix doit être regardée comme une résultante du fonctionnement du marché.</p>

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

Évoquer les notions « à partir de problèmes économiques contemporains ».

I. Qu'est-ce qu'un marché concurrentiel ?

La notion de marché est un prérequis, déjà vue dans le thème 1 (chapitre 3). Il est important de prendre appui sur les exemples de marché cités par le programme (immobilier, téléphonie mobile, aéronautique...) pour permettre aux élèves une découverte proche de la réalité.

II. Comment se forment les prix sur un marché concurrentiel ?

La notion de prix est un prérequis, déjà vue dans le thème 1 (chapitre 3).

III. Quels autres facteurs influencent les prix en situation de concurrence ?

L'utilisation d'exemples proches de la vie des élèves permettra une compréhension plus facile de notions assez faciles d'accès : le prix d'équilibre peut aussi varier en fonction des modes de distribution, de la qualité des ingrédients utilisés...

LIMITES ET DIFFICULTÉS

I. Qu'est-ce qu'un marché concurrentiel ?

Ce n'est pas la peine de présenter toutes les conditions de la concurrence pure et parfaite, le programme se limite à la libre entrée et à la transparence.

II. Comment se forment les prix sur un marché concurrentiel ?

III. Quels autres facteurs influencent les prix en situation de concurrence ?

On distingue ici les facteurs économiques des facteurs plus sociologiques.

SITOGRAPHIE

• Animations

Les mécanismes du marché : offre, demande et prix d'équilibre, réalisée par Boris Adam (professeur de SES au lycée Marcel Gambier à Lisieux). <http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/jp-simonnet/spip.php?article293>.

Exercices sur le fonctionnement des marchés : <http://www.ac-nice.fr/ses/premiere/marchetd/intro.htm>.

• Vidéos

Passage du film *Le Grand Saut* qui permet d'étudier la fixation des prix sur un marché, à la baisse comme à la hausse, et d'en comprendre les raisons : <http://stgressources.free.fr/recherche/lemarche.html>.

Flambée des prix immobiliers à Paris : <http://www.france24.com/fr/20110121-focus-immobilier-flamb%C3%A9-des-prix-a-paris>.

Conséquence de la flambée des prix du pétrole : <http://stgressources.free.fr/recherche/diagnosticstrategieexterne.html>.

Exemple d'inflation lié à la demande, la hausse du cours du pétrole : <http://stgressources.free.fr/recherche/inflation.html>.

12

L'intensité de la concurrence sur les marchés

NOTIONS

- Les marchés concurrentiels
- La loi de l'offre et de la demande

OBJECTIFS

- Caractériser un marché concurrentiel
- Analyser la fixation des prix en marché concurrentiel

easyJet Franglais Aide Vos réservations

Les frais de gestion sont inclus dans tous nos tarifs

Voyage aller
Paris Orly à Venise Marco Polo

54 personnes consultent actuellement ce tarif

dim.24 nov.	lun.25 nov.	mar.26 nov.
47²⁶ € DÉP 08:25 ARR 10:05	28⁸¹ € DÉP 07:20 ARR 09:00	31⁸⁹ € DÉP 07:20 ARR 09:00
105⁶⁹ € DÉP 18:25 ARR 20:05	50³⁴ € DÉP 17:40 ARR 19:20	44¹⁹ € DÉP 17:40 ARR 19:20

Voyage de retour
Venise Marco Polo à Paris Orly

49 personnes consultent actuellement ce tarif

ven.29 nov.	sam.30 nov.	dim.1 déc.
59⁰⁶ € DÉP 09:35 ARR 11:20	41⁶⁴ € DÉP 09:35 ARR 11:20	44⁷¹ € DÉP 10:40 ARR 12:25
58⁰⁴ € DÉP 19:55 ARR 21:40	30³⁶ € DÉP 14:20 ARR 16:05	93⁹¹ € DÉP 20:40 ARR 22:20

France Autret Pays FR EN Nous contactez ? Une question ? Votre compte ? Créer votre compte

AIRFRANCE

Votre vol aller **Lundi 25 novembre 2013** Trier les vols par

Vols directs				
MINI	CLASSIC	PREMIUM	Départ	Arrivée
Non modifiable Bagage en option	Modifiable avec frais Bagage compris	Modifiable sans frais Bagage compris	07:20 Paris (CDG)	09:00 Venise
77 €	97 €	453 €	10:20 Paris (CDG)	12:00 Venise
77 €	97 €	453 €	13:00 Paris (CDG)	14:40 Venise
77 €	97 €	453 €	15:55 Paris (CDG)	17:35 Venise
77 €	157 €	453 €	20:30 Paris (CDG)	22:10 Venise

Votre vol retour **Samedi 30 novembre 2013** Trier les vols par

Vols directs				
MINI	CLASSIC	PREMIUM	Départ	Arrivée
Non modifiable Bagage en option	Modifiable avec frais Bagage compris	Modifiable sans frais Bagage compris	07:00 Venise	08:50 Paris (CDG)
67 €	87 €	444 €	10:00 Venise	11:50 Paris (CDG)
-	112 €	444 €	12:50 Venise	14:40 Paris (CDG)
92 €	112 €	444 €	15:35 Venise	17:25 Paris (CDG)

- 1 Sur quel marché ces deux entreprises sont-elles en concurrence ? Le marché de l'aéronautique (vols commerciaux).
- 2 Qui sont les consommateurs de ce produit ? Les personnes qui souhaitent se rendre de Paris à Venise au mois de novembre et, plus généralement, les passagers des compagnies aériennes.
- 3 Comment expliquez-vous la différence de tarifs pour un voyage identique Paris/Venise aller-retour ? Vous pouvez également consulter www.easyjet.com/fr/ et www.airfrance.fr pour plus d'informations.
Les horaires des vols sont différents (plus de départs très tôt chez Easyjet), les services proposés à bord ne sont pas les mêmes.
- 4 Quel rôle joue Internet dans le choix des consommateurs ? Internet permet aux consommateurs de comparer facilement le prix des vols et de faire des simulations pour trouver le forfait aller-retour le plus avantageux selon leurs disponibilités.

I. Qu'est-ce qu'un marché concurrentiel ?

J'analyse

A Un marché concurrentiel est composé de nombreux offreurs et demandeurs

Situation 1

Jade est acceptée en classe prépa à Paris (CPGE EC voie technologique). Entre les deux années de prépa minimum et l'école de commerce ensuite, elle devra passer au moins cinq ans dans la capitale. Plutôt que de louer, ses parents se demandent si l'achat d'un studio ne serait pas plus avantageux. D'autant plus qu'ils viennent d'hériter d'une petite maison qu'ils veulent vendre.

Doc. 1

Boom Immo [...] est un site comparateur immobilier à l'image d'Opodo pour le secteur du tourisme. Il est doté d'un robot qui opère en amont la sélection et le dédoublement d'annonces immobilières, afin de présenter aux particuliers la meilleure offre immobilière au meilleur prix. Le site, qui est aussi un fichier commun pour les professionnels, affiche aussi bien les mandats exclusifs que les mandats simples, au prix net vendeur le plus bas. L'ensemble des annonces déposées par les agents immobiliers sont diffusées gratuitement et sont récupérées directement sur le logiciel de transaction via une passerelle Internet compatible avec Boom Immo. L'objectif affiché ? Concurrencer les deux principaux leaders du marché que sont SeLoger et LeBonCoin.

www.immomat.com, 19 avril 2013

Doc. 2

Recherche sur LeBonCoin pour l'achat d'un studio à Paris : plus de 800 annonces !



www.leboncoin.fr, janvier 2014

- 1 Qui sont les offreurs et les demandeurs sur le marché de l'immobilier ?
Les ménages vendent ou cherchent à acheter des biens immobiliers.
- 2 Les parents de Jade sont-ils offreurs ou demandeurs ? Ils sont à la fois offreurs (vendeurs de la petite maison) et demandeurs (d'un studio).
- 3 Comment se présente le marché de vente de studios à Paris d'après les documents ? Il y a une multitude d'offeurs (plus de 800 vendeurs sur le site). Les prix semblent très élevés.
- 4 Un marché est dit concurrentiel si acheteurs et vendeurs sont tellement nombreux qu'aucun d'eux ne peut exercer une influence significative sur les prix. Peut-on dire que le marché des studios à Paris est concurrentiel ? Les vendeurs sont très nombreux (plus de 800), donc aucun ne peut imposer ses prix aux autres. Le marché des studios à Paris est concurrentiel.

B Un marché concurrentiel favorise la libre entrée et l'accès à l'information

Situation 2

Les parents de Jade décident de mettre en vente la maison dont ils ont hérité ; ils déposent une annonce sur le site LeBonCoin. Il suffit de créer un compte et de décrire le bien pour publier une annonce : type de bien, situation précise, nombre de pièces, surface, prix... La mise en ligne de l'annonce est réalisée après la validation du BonCoin pour éviter des annonces contraires à la loi, aux bonnes mœurs ou susceptibles de choquer. C'est donc très rapide et cela peut susciter de nombreux appels ! Toutefois, s'ils ne peuvent faire face à la quantité de réponses reçues, ils retireront l'annonce et contacteront une agence immobilière.

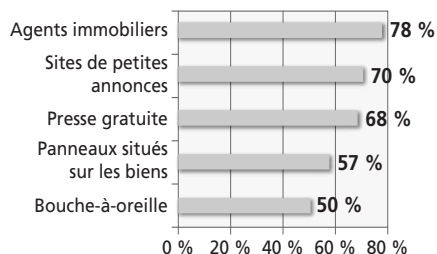
Doc. 3

La concurrence est parfaite s'il y a :

- fluidité du marché : il n'existe aucune entrave, aucune barrière à l'entrée de nouveaux agents économiques ni à leur sortie ;
- transparence : l'information des agents économiques (en particulier sur la qualité des produits) est totale.

Doc. 4

Comment les Français s'informent sur les biens à vendre ou à louer



www.journaldunet.com, 14 décembre 2012

5 Comment les parents de Jade vont-ils faire pour entrer sur le marché de la vente immobilière ? Ils ont choisi de déposer l'annonce sur un site Internet de petites annonces : LeBonCoin.

6 Surlignez avec deux couleurs différentes, dans la situation 2, les informations à faire figurer dans l'annonce, puis les obligations à respecter. Expliquez pourquoi elles sont nécessaires.

On doit décrire le bien avec précision pour orienter le choix des acheteurs potentiels en toute connaissance de cause.

La petite annonce doit respecter la loi et être rédigée de manière à ne troubler personne. Elle est validée avant publication.

7 Complétez le tableau ci-après à partir des documents 3 et 4.

Fluidité du marché	Justification	Transparence du marché	Justification
Aucune entrave pour entrer sur le marché pour les vendeurs ou en sortir	On peut vendre un bien immobilier librement ou décider de ne plus le vendre. Concurrence et baisse des prix.	Libre circulation de l'information sur le marché	Les obligations légales permettent une information plus facile d'accès sur ce marché.

Je construis le cours

I. Qu'est-ce qu'un marché concurrentiel ?

• Qu'est-ce qu'un marché concurrentiel ?

C'est un marché sur lequel les demandeurs (agents économiques qui achètent un bien) et les offreurs (agents économiques qui vendent un bien) sont tellement nombreux qu'aucun d'eux ne peut exercer une influence significative sur les prix. Chaque agent économique (ménages, entreprises, État...) peut être à la fois offreur et/ou demandeur.

• Quelles sont les caractéristiques principales d'un marché concurrentiel ?

Fluidité du marché : Le marché doit faciliter l'entrée et la sortie de nouveaux agents économiques pour qu'il y ait concurrence et donc baisse des prix.

Transparence du marché : L'accès à l'information (en particulier sur la qualité des produits) est aisé pour que les agents fassent le meilleur choix et satisfassent au mieux leurs besoins.

II. Comment se forment les prix sur un marché concurrentiel ?

J'analyse

A Par la rencontre de l'offre et de la demande



Situation 3

Jade et ses parents ont eu beaucoup de chance : la maison a trouvé très vite un acquéreur. Ils se mettent activement à chercher un studio à Paris, mais les prix sont très élevés et les files d'attente pour visiter les logements les impressionnent ; ils ne comprennent pas ce phénomène !

Doc. 5

Souvenons-nous. C'était hier, à la récré. L'offre ? Deux Carambars. La demande ? Une « agate », cette merveilleuse bille translucide et multicolore. Mais que ce soit le troc à l'école primaire ou, plus tard, la revente le 25 décembre d'un cadeau de Noël sur eBay, pour trouver preneur, il faut que la demande existe. Autrement dit, que l'objet de l'offre soit

convoité par une autre personne, et qu'il y ait accord sur le prix. Ce n'est pas tout : si la demande d'un bien est supérieure à son offre, sa valeur d'échange – ou son prix dans la plupart des cas – augmente (si les agates sont rares et fortement prisées, elles vont valoir trois puis quatre Carambars). Elle diminue dans le cas contraire.

www.economie.gouv.fr, 2014

Doc. 6

D'après une récente étude du site Internet Location-etudiant.fr, les loyers sont en hausse dans la quasi-totalité des 14 principales villes étudiantes françaises. [...] D'une manière générale, la tendance est à la hausse des loyers dans les métropoles régionales concernées. Et, sans surprise, la demande étant toujours nettement supérieure à l'offre et la politique d'encadrement des loyers jusqu'à présent peu opérante, Paris prend la tête des loyers moyens les plus chers (740 euros pour un studio et 1 203 euros pour un deux-pièces). Pis, la capitale affiche une progression de près de

10 % du prix des studios en un an et de plus de 7 % dans la période pour les deux-pièces. Seule Marseille est encore moins bien-disante, accusant une augmentation encore plus forte de 10,6 % pour les studios (510 euros) et de 10,4 % pour les deux-pièces (698 euros). [...] Rappelons aussi que les étudiants plébiscitent les studios et se disent prêts à déboursier 516 euros en moyenne par mois pour une location, avec de fortes disparités selon les agglomérations.

Anne-Sophie Vion, www.lesechos.fr, 23 août 2013

Doc. 7

Aujourd'hui, le département de la Seine-Saint-Denis mise sur de nouveaux programmes immobiliers pour recréer de la mixité sociale. Ici, on peut acheter un logement à moins

de 3 500 euros le m², soit deux fois moins cher que dans les quartiers les moins chers de Paris, et, principal atout de cette périphérie de la capitale, un accès au métro.

1 À partir des éléments du document 5, proposez une définition des termes suivants :

Offre : correspond à la quantité de produits mise à disposition (ici, deux Carambars).

Demande : correspond à ce que les acheteurs sont prêts à acquérir (ici, une bille de type « agate »).

2 Surlignez dans les documents 5 et 6 ce qui explique des prix aussi élevés et des files d'attente pour l'achat d'un studio dans les deux grandes villes que sont Paris et Marseille.

3 Comment l'offre s'adapte-t-elle aux souhaits de la demande d'avoir des loyers moins coûteux ?

Les ménages les plus modestes (la demande) s'orientent vers la location et la colocation en s'éloignant du centre-ville. Des quartiers en périphérie des grandes villes sont rénovés (par les offreurs), avec des loyers moins coûteux.

4 Expliquez la loi de l'offre et de la demande en vous appuyant sur le marché de l'immobilier. La demande dans l'immobilier est plus élevée que l'offre, donc les prix augmentent et, lorsque les prix augmentent, la demande diminue.

B La concurrence aboutit à la formation du prix d'équilibre

Situation 4

La famille de Jade est obligée de renoncer momentanément à l'achat d'un studio car le prix obtenu de la vente de la maison ne permet pas d'acquiescer un bien à Paris. Quelques mois après son installation en colocation, Jade constate que les prix de l'immobilier ancien ont baissé et reprend sa recherche avec ses parents.

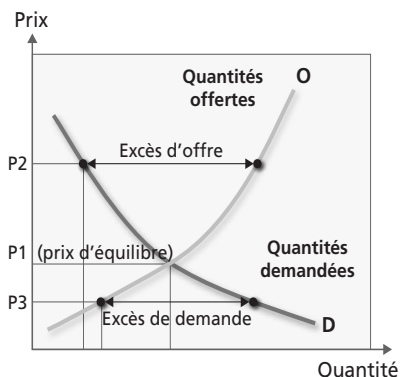
Doc. 8

L'offre est une fonction croissante du prix (elle s'accroît quand le prix augmente). La demande est une fonction décroissante du prix (elle diminue quand le prix augmente).

Le prix d'équilibre est le prix qui égalise les offres et les demandes sur un marché. Toutes les quantités offertes à ce prix sont vendues tandis que les quantités demandées pour ce même prix sont achetées. [...] La formation du prix d'équilibre est un résultat de l'offre et de la demande.

J.-Y. Capul, O. Garnier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier

Doc. 9



www.surfeco21.com, 2012

Doc. 10

Si les prix du marché sont supérieurs au prix d'équilibre, cela signifie que la solution location est économiquement plus rentable. Dans ces conditions, les prix sont surévalués et la demande diminue, ce qui conduit le marché à corriger les prix à la baisse. Inversement, si les prix du marché sont

inférieurs au prix d'équilibre, alors la demande augmente avec comme conséquence une hausse des prix. Si le raisonnement est bon, le prix du marché d'un logement doit normalement suivre le prix d'équilibre [...].

www.marc-candelier.com, octobre 2007

- 5 D'après les documents, qu'est-ce qui permet l'ajustement de l'offre et de la demande sur un marché ? Ce sont les prix.
- 6 Pourquoi peut-on dire que « la demande de logements parisiens est décroissante en fonction du prix » ne s'applique pas au marché des studios à Paris ? Plus les prix sont élevés, moins les demandeurs (acheteurs ou locataires) auront les moyens de satisfaire leur besoin. Mais les studios restent très recherchés par les étudiants à Paris, la demande ne décroît pas.
- 7 Le marché de la vente des studios parisiens est-il en équilibre ? Non, il y a en effet plus de demandes que d'offres.
- 8 Comment le marché de la vente de studios peut-il se retrouver en équilibre ? Les prix doivent continuer d'augmenter pour décourager les demandeurs et encourager les offreurs. L'offre de logements disponibles doit augmenter pour satisfaire la demande.

Je construis le cours

II. Comment se forment les prix sur un marché concurrentiel ?

- Que sont l'offre et la demande ? L'offre représente la quantité de produits que les vendeurs souhaitent vendre à un prix donné. La demande représente la quantité de produits que les acheteurs sont prêts à acquiescer à un certain prix.
- Qu'est-ce que la loi de l'offre et de la demande ? Si l'offre est supérieure à la demande, cela provoque une baisse des prix. À l'inverse, si la demande est supérieure à l'offre, cela provoque une augmentation des prix.
- Comment se forme le prix d'équilibre sur un marché concurrentiel ? Le prix d'équilibre est le résultat de la loi de l'offre et de la demande, lorsque l'offre et la demande s'égalisent. Le marché est alors en équilibre.

III. Quels autres facteurs influencent les prix en situation de concurrence ?

J'analyse

A Un même bien ou service peut être vendu à des prix différents

Situation 5

Jade s'est mise en quête d'une salle de sport pour garder la forme et rencontrer du monde dans cette grande ville où elle ne connaît encore que ses camarades de classe. Elle constate qu'au-delà des prix, les offres elles-mêmes

sont très différentes et, au cours de ses déambulations dans Paris, elle constate que le *low cost* est présent dans de nombreux domaines : voyages, coiffure, assurances... autant de possibilités de gérer au mieux un budget serré.



Doc. 11

Les recettes du bas coût à la Renault sont *a priori* simples. [...] Les nouvelles Logan II et Sandero II ont « 50 % de composants communs en valeur avec leurs prédécesseurs », souligne Arnaud Debœuf, directeur du programme. Deuxième ingrédient clé : le partage d'un maximum de pièces entre actuels modèles de la gamme. 80 % des pièces des Logan II et Sandero II sont communes. Troisième élément : un nombre de composants inférieur à celui d'une voiture traditionnelle. « Une Sandero II comporte 1800 pièces, contre

2 300 dans une Clio. » Les coûts salariaux jouent également un rôle majeur. [...] Le point de départ de cette extraordinaire aventure de la voiture à bas coût chez Renault remonte à... un voyage en Russie, à la fin des années 1990, de Louis Schweitzer, PDG de Renault à l'époque. Le dirigeant constate alors que le marché local est dominé par des véhicules pas chers, adaptés au pouvoir d'achat local, mais de conception obsolète et de fabrication pour le moins médiocre.

Alain-Gabriel Verdevoye, *latribune.fr*, 11 juillet 2013

- 1 Quels sont les points communs des marques *low cost* (style Aldi, Tchip'Coiffure, Easyjet, Brico Dépôt, Dacia) ?
Prix bas, produits simplifiés, offre limitée (moins de composants pour la Dacia) et service « revus à la baisse ».
- 2 Pourquoi Jade peut-elle être amenée à choisir une salle de fitness *low cost* ? Les prix y sont plus bas et correspondent à son budget. C'est un moyen d'augmenter son pouvoir d'achat.
- 3 Quelles autres raisons peuvent expliquer qu'un même bien soit vendu à des prix différents ? Variabilité du coût de transport (produits venant de régions éloignées), qualité des composants (produits bio), quantité vendue.

B Les comportements des consommateurs influencent les prix et la concurrence

Situation 6

Jade a finalement adopté la consommation *low-cost* pour son abonnement au club de sport, pour le coiffeur... Mais pas question de renoncer à son parfum préféré ! Pour l'alimentation et la vie quotidienne, Jade doit apprendre à faire sa liste de courses seule. Premiers prix ? Marques de distributeurs ? Grandes marques ? Le choix est compliqué. D'autant que les enseignes proposent un choix de plus en plus large, mais son budget est toujours aussi limité... Elle reste toutefois attentive à la qualité et décide de se renseigner sur les Amap.

- 4 Qu'est-ce qui explique que les prix des parfums soient élevés ?
C'est un produit de luxe, les clients veulent percevoir une image haut de gamme, donc un prix élevé, même si la consommation du parfum s'est banalisée comme un produit de grande consommation. On va, dans ce secteur, utiliser plutôt des services haut de gamme, une présentation luxueuse, une ambiance accueillante. L'effet « mode » via la publicité joue également.

Malbouffe : la prise de conscience des consommateurs

En France, qui est selon vous responsable de la malbouffe ? À cette question, les personnes interrogées désignent les industriels à 79 %, loin devant les grandes surfaces, mises en cause « seulement » par 48 % des sondés [...]. Finalement, la vraie surprise provient de l'identification d'un autre « responsable », généralement omis par les questionnaires dans ce type d'enquête : le consommateur ! Celui « qui demande des produits tout faits, pas chers », est désigné à 71 %, presque au même niveau que les industriels...

Course aux prix bas et plats préparés

C'est l'un des grands enseignements de ce sondage sur les Français et les produits naturels publié par 60 Millions de consommateurs et réalisé au printemps dernier auprès de

1 210 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus. Voilà un point de vue aussi lucide qu'intéressant. Alors que la course aux prix bas et les plats préparés sont identifiés par les analystes comme deux des facteurs générateurs de malbouffe, les consommateurs interrogés montrent qu'ils en sont tout à fait conscients.

Mais 82 % pensent toutefois que le produit naturel reste trop cher. Autrement dit, il leur faut arbitrer entre le désir de manger sain et la nécessité de préserver leur pouvoir d'achat. Malgré les contraintes économiques, 60 Millions affirme qu'il est possible de concilier les deux.

www.60millions-mag.com, 8 juillet 2013

Pourquoi participer à une Amap ?

Selon des sondages auprès des consommateurs, deux raisons principales expliquent la participation à une Amap (association pour le maintien d'une agriculture paysanne) :

santé/bien-être : consommer des produits frais, de saison, bio, diversifiés, retrouver un certain lien avec la nature et les produits d'antan (que les consommateurs estiment plus savoureux) ;
action citoyenne : soutenir directement un agriculteur local, développer les liens ville-campagne.

5 Surlignez dans le document 12 pourquoi le consommateur est jugé responsable du fait de mal manger.

6 Quelles raisons peuvent conduire Jade à modifier ses préférences d'achat ?

Préservation de la santé : le souci de la santé devient une préoccupation majeure (manger sainement).

Agir de façon citoyenne : aider les agriculteurs locaux à garantir leurs marges et à maintenir la qualité.

7 Comment le type d'information fourni dans les documents 12 et 13 peut-il modifier un marché ?

Ces préoccupations de manger mieux pour une meilleure santé et des procédures de production plus respectueuses de l'environnement peuvent pousser les grands distributeurs à changer leur politique de vente des produits alimentaires. Le développement d'une production locale peut également conduire les distributeurs à privilégier des circuits de production locaux (circuits courts).

Je construis le cours

III. Quels autres facteurs influencent les prix en situation de concurrence ?

- Expliquez pour quelles raisons un même bien peut avoir en réalité plusieurs prix.

Le prix d'un produit varie en fonction des différences de coût de transport suivant l'éloignement des régions productrices, il diffère aussi en fonction de la qualité de leurs composants et du coût de la main-d'œuvre. Le circuit de distribution (vente directe, détaillants...) l'aménagement de la surface de vente, les services associés au produit ou non modifient également le prix.

- Quels sont les éléments qui influencent le comportement du consommateur, à part le prix ?

Le niveau de revenu — La mode et la publicité — Les préoccupations individuelles (santé...) et collectives (respect de l'environnement).

- Comment les consommateurs peuvent-ils avoir un impact sur un marché ?

Le comportement du consommateur, en se détournant d'un produit ou en privilégiant un autre, joue sur la modification de l'offre et la concurrence des entreprises les unes par rapport aux autres.

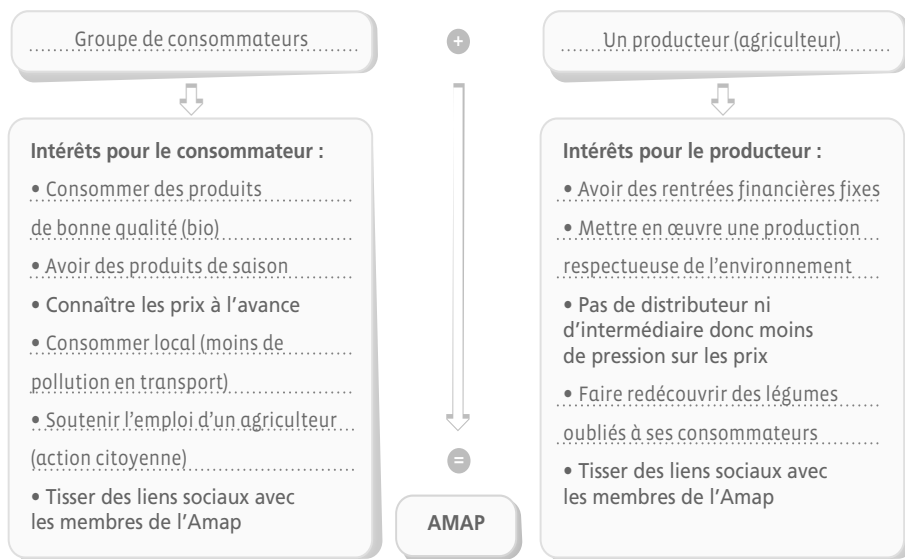
Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	Le marché des parfums est un marché concurrentiel.	X		Il comporte des offreurs, une multitude de demandeurs et un prix fixé sur ce marché.
2	La demande est toujours une fonction décroissante du prix.		X	En principe, lorsque le prix augmente, la demande diminue. Il existe quelques exceptions, tels les produits de luxe.
3	Lorsque la quantité de biens que les consommateurs souhaitent acheter est supérieure à la quantité produite par les entreprises, on peut dire qu'il y a excès d'offre.		X	C'est l'inverse : la demande est excédentaire par rapport à l'offre proposée.
4	La concurrence sur un marché permet de faire baisser les prix.	X		Faire respecter le principe de concurrence permet que les consommateurs bénéficient des meilleurs prix.
5	Les préférences des consommateurs peuvent influencer la concurrence sur un marché.	X		En modifiant leurs comportements d'achat ou en boycottant certains produits, les consommateurs ont un poids non négligeable sur la concurrence.

EXERCICE

À partir du site www.reseau-amap.org, complétez le schéma suivant.



JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

Doc.

» Le succès du Made in France

Plus des deux tiers des Français se disent prêts à payer plus cher un produit fabriqué en France afin de soutenir l'industrie de l'Hexagone, où les faillites se multiplient [...].

Selon l'étude intitulée « Les Français et le Made in France », 77 % des personnes interrogées estiment que le critère de fabrication française « est suffisamment important pour justifier de payer plus cher un produit ». Le prix ne doit toutefois être supérieur que de 5 % à 10 %. Plus précisément, 40 % des sondés se disent prêts à payer 5 % de plus et 29 % de 5 % à 10 %.

Par ailleurs, 95 % des Français considèrent qu'« acheter un produit Made in France est un acte citoyen » et « déclarent que leur achat permet de soutenir l'industrie nationale ». Alors que le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, ne cesse de défendre une troisième révolution industrielle française via le Made in France, allant jusqu'à se faire photographier avec une marinière bretonne, 91 % des sondés déclarent que « l'État doit nécessairement intervenir face aux entreprises qui délocalisent ». Pour 71 %, l'intervention du gouvernement doit prendre la forme « d'une incitation en faveur de la relocalisation ». Ce sondage devrait être une bonne nouvelle pour les entreprises spécialisées dans le Made in France. Seul hic, l'institut rappelle que 80 % des jouets proviennent... de Chine.

© lefigaro.fr, 24 janvier 2013

» Analyser



Fiche outil 2 : Analyser un texte économique

1 Analysez l'évolution des comportements d'achat des Français pour le Made in France.

On peut constater que plus de trois quarts (77 %) des Français seraient prêts à payer plus cher un produit pour leurs achats de Noël s'ils avaient la certitude que ce dernier est produit principalement en France.

2 Quelles sont les raisons de ce choix pour les consommateurs ?

Plusieurs raisons sont évoquées : soutenir l'industrie française et préserver un savoir-faire ; favoriser ainsi l'emploi national (acte citoyen), résister à la délocalisation des productions (agir pour la relocalisation).

3 Quelles sont les conséquences positives attendues ?

Soutien à l'emploi national, maintien du chiffre d'affaires des entreprises françaises, maintien d'un savoir-faire.

4 Expliquez la phrase soulignée dans le document.

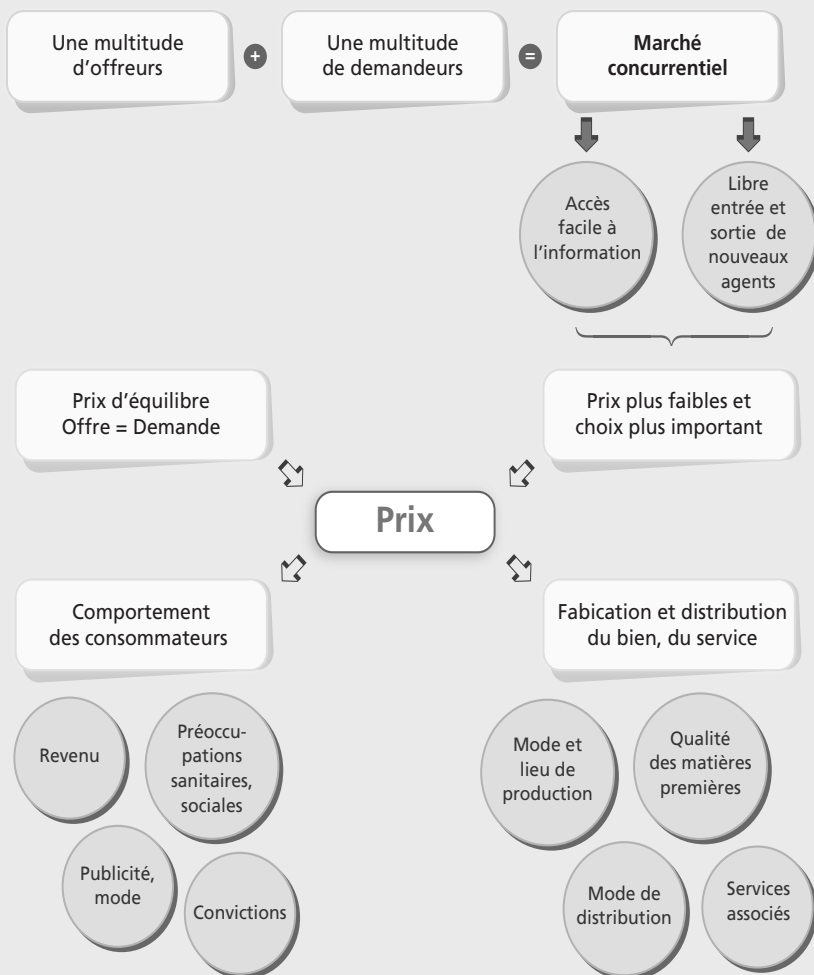
L'État a aussi un rôle important à jouer, notamment législatif et réglementaire, pour agir contre les délocalisations, qui fragilisent l'emploi et la reprise de la croissance économique. La solution ne pourra être apportée seulement par la consommation.

» Argumenter

5 Dans un paragraphe structuré, à l'aide de vos connaissances et des informations figurant dans le document, vous présentez les limites du Made in France.

Le Made in France part d'une bonne intention : avoir un comportement citoyen, soutenir les entreprises françaises et maintenir dans le pays un savoir faire. Ce principe comporte toutefois des limites. Une grande majorité des jouets, des textiles et des produits high-tech sont maintenant produits à l'étranger par une main-d'œuvre moins rémunérée qu'en France. Ce n'est pas anodin car le prix reste un critère de choix important pour bon nombre de consommateurs. Par ailleurs, certains biens ne peuvent pas être produits en France (pétrole, gaz) et doivent être importés.

→ L'intensité de la concurrence sur les marchés



LES BONNS MOTS POUR LE DIRE

- **Offre** : Quantité de biens ou services proposée sur un marché par un vendeur.
- **Demande** : Quantité de biens ou services demandée sur un marché par des agents économiques.
- **Prix d'équilibre** : Sur un marché concurrentiel, il se concrétise par la rencontre de l'offre et de la demande et équivaut au point de rencontre où « offre = demande ».
- **Fluidité du marché** : Situation dans laquelle l'entrée et la sortie du marché se font sans barrières pour les agents économiques.
- **Transparence du marché** : Situation dans laquelle les agents économiques disposent d'une information librement accessible sur le marché.

I. Qu'est-ce qu'un marché concurrentiel ?

A. Un marché concurrentiel est composé de nombreux offreurs et demandeurs

C'est un marché sur lequel les acheteurs et les vendeurs sont tellement nombreux qu'aucun d'eux ne peut exercer une influence significative sur les prix. C'est grâce aux marchés concurrentiels que s'organisent la majorité des échanges entre les acteurs économiques.

Sur un marché concurrentiel, les prix tendent à se rapprocher du prix d'équilibre. Tout déséquilibre doit, en principe, être corrigé grâce à des variations de prix, sans aucune intervention extérieure.

- Quels sont les types d'offeurs qu'on peut rencontrer sur un marché ?

Un offreur est un agent économique qui propose un bien ou un service sur un marché. Ce sont les producteurs et les distributeurs qui vont mettre en vente des produits ou des services. L'offre d'un marché est l'ensemble des produits ou services que les entreprises de ce marché sont prêtes à vendre.

- Quels sont les types de demandeurs qu'on peut rencontrer sur un marché ?

Un demandeur est une personne à la recherche d'un bien ou d'une prestation (acheteur, ménages, entreprises...).

B. Un marché concurrentiel favorise la libre entrée et l'accès à l'information

Pourquoi le marché doit-il permettre l'accès à toute l'information ? Chaque participant doit avoir connaissance de tout ce qui peut influencer son choix. L'information doit être parfaite et gratuite. Il doit y avoir information sur le prix pour pouvoir comparer les prix entre les différentes offres, y compris l'offre des produits substituables. Il faut également pouvoir comparer la qualité des produits et les services associés.

Par ailleurs le marché doit faciliter l'entrée de nouveaux agents économiques ; chacun peut librement entrer et sortir du marché en fonction du prix, pour qu'il y ait concurrence et donc baisse de prix.

II. Comment se forment les prix sur un marché concurrentiel ?

A. Par la rencontre de l'offre et de la demande

- L'offre est la quantité des biens que les entreprises désirent vendre sur le marché à un certain prix. L'offre est une fonction croissante du prix : si le prix du bien est élevé, l'offre sera importante car les profits sur ce marché sont importants donc cela attire les entreprises.

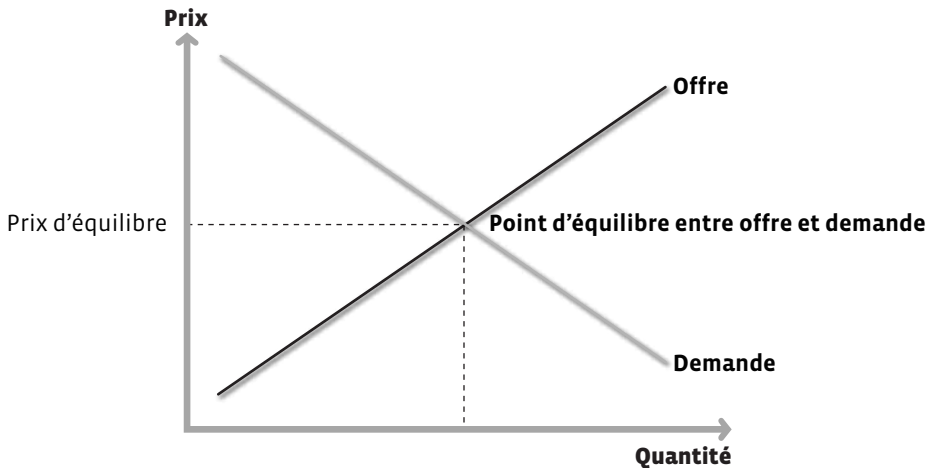
- La demande est la quantité de biens que les consommateurs désirent se procurer à un certain prix. La demande est une fonction décroissante du prix : si le prix est élevé

la demande est faible car le consommateur est limité par son revenu et il va se tourner vers des biens substituables.

- La loi de l'offre et de la demande permet d'expliquer les fluctuations de prix à court terme. L'excès de l'offre par rapport à la demande provoque une baisse des prix ; à l'inverse, un excès de la demande par rapport à l'offre amène une augmentation des prix. Quelle que soit la situation de départ, le jeu de la concurrence rapproche progressivement l'offre et la demande jusqu'à ce que l'écart entre les deux soit résorbé, on dit alors que le marché est en équilibre.

B. La concurrence aboutit à la formation du prix d'équilibre

La confrontation de l'offre et de la demande d'un bien ou d'un service sur un marché permet de déterminer un prix qui égalisera les quantités offertes et les quantités demandées (ajustement de l'offre et de la demande) : ce prix est appelé « prix du marché » ou prix d'équilibre. Il y a autant d'acheteurs que de vendeurs pour un prix proposé, c'est-à-dire que pour ce prix tous ceux qui veulent acheter trouvent un vendeur.



Le résultat de la loi de l'offre et de la demande est le prix d'équilibre : à ce prix-là, il y a autant d'offre que de demande. Et le marché est en équilibre. Le prix d'équilibre est parfois appelé prix de satisfaction du marché puisque c'est le prix qui satisfait tout le monde.

III. Quels autres facteurs influencent les prix en situation de concurrence ?

A. Un même bien ou service peut-être vendu à des prix différents

- Quelles sont les raisons de ces produits identiques vendus à des prix différents ?

On constate, notamment dans l'alimentaire, que l'intensité de la concurrence favorise le développement de circuits de distribution très variés : grandes surfaces, magasins de détail, magasins low-cost. Cette tendance se généralise à de nombreux secteurs (sport, aéronautique, téléphonie, coiffure...) sous la pression des consommateurs et de la crise.

Les prix varient également en fonction d'autres facteurs comme la qualité des ingrédients utilisés, la quantité vendue (à l'unité ou en vrac par exemple), le lieu de vente (point de vente exclusif ou grande surface), la présentation du produit (sans emballage ou avec un packaging luxueux)...

B. Les comportements des consommateurs influencent les prix et la concurrence

- Quels sont les éléments qui influencent le comportement du consommateur, à part le prix ?

Le niveau de revenu ; la mode et la publicité ; les préoccupations individuelles (santé...), les convictions (l'écologie...).

- Comment peuvent-ils avoir un impact sur les prix ou sur l'état du marché ?

Le comportement du consommateur, s'il se détourne d'un produit ou en privilégie un autre, favorise la modification de l'offre et la situation concurrentielle des entreprises les unes par rapport aux autres. Acheter des produits bio, provenant du commerce équitable, moins polluants... modifie la répartition des parts de marché des offreurs sur les marchés concernés.

13 Les moyens de réduire l'intensité concurrentielle

PROGRAMME

V. Les marchés des biens et services sont-ils concurrentiels ?

Thème	Notions	Contexte et finalités
V.2. Les moyens de réduire l'intensité concurrentielle	Les innovations, la différenciation, les ententes. Le monopole, l'oligopole.	Par contre, les entreprises tentent de s'affranchir de ce mode de détermination des prix par le fonctionnement du marché pour être en capacité d'imposer leur propre prix sur le marché. Différents moyens peuvent être mobilisés : innovation, différenciation, ententes (licites et illicites), recherche d'une situation de position dominante (monopole, oligopole).

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

Comment s'affranchir de la concurrence ?

Pour une entreprise occidentale, il est difficile de se maintenir par une politique de prix bas, à cause de la concurrence internationale. Donc il faut montrer qu'aujourd'hui une entreprise, pour survivre, peut choisir de se différencier ou de s'allier avec ses concurrents. Il faut montrer le rôle important de la recherche et du développement qui conduisent à l'innovation et à la différenciation.

Quelles sont les formes de position dominante ?

Il faut montrer que le monopole est l'idéal pour toute entreprise mais qu'il a beaucoup d'inconvénients pour les consommateurs, notamment au niveau des prix. D'autres positions concurrentielles privilégiées existent également, comme l'oligopole.

LIMITES ET DIFFICULTÉS

Comment s'affranchir de la concurrence ?

Il ne faut pas présenter la stratégie de différenciation, qui est au programme de management des organisations. Il est question ici de montrer que l'entreprise peut, par la différenciation, influencer les prix du marché.

Quelles sont les formes de position dominante ?

Il faut indiquer que l'État surveille mais ne pas insister sur le rôle de l'Autorité de la concurrence et ne pas déborder sur l'aspect juridique (ensemble des sanctions possibles par exemple). Le rôle de l'État sur les marchés et le rôle de l'Autorité de la concurrence seront traités dans le thème VI.

SITOGRAPHIE

• Vidéos : fin de monopoles

La Poste :

http://www.dailymotion.com/video/xg8ehv_bailly-la-fin-du-monopole-n-est-pas-un-drame_news

<http://www.youtube.com/watch?v=MVdyqzFXltE>

SNCF : <http://www.youtube.com/watch?v=2RxIAznuoSI&feature=relmfu>

• Vidéos : innovations

Décathlon : <http://www.guilhemmachenaud.com/videos/Decathlon--Innovation/56/0/0>

Vente privée : <http://www.jeanmarc-sylvestre.com/2011/11/22/%c2%ab-le-succes-de-vente-privee-son-independance-financiere-%c2%bb#more>

13

Les moyens de réduire l'intensité concurrentielle

NOTIONS

- Les innovations, la différenciation, les ententes
- Le monopole, l'oligopole

OBJECTIFS

- Montrer qu'une entreprise peut imposer ses prix et réduire l'intensité concurrentielle

1 Capgemini et Dassault Systèmes signent un partenariat innovant dans le domaine des services. Grâce à ce partenariat, Capgemini élargit de façon significative son offre de services [...] à destination de ses clients présents dans différents secteurs tels que l'aéronautique, la défense et l'automobile.

2 Innovation Domyos, l'Abdo Gain est un appareil à abdominaux permettant de travailler facilement toute la sangle abdominale. Sa promesse : « Asseyez-vous pour avoir un ventre plat. »



3 Puma renouvelle son partenariat avec Ferrari.

Puma, la marque allemande de style de vie sportif, continue à fabriquer sous licence officielle des produits sous la marque Ferrari et demeure le fournisseur officiel des vêtements d'équipe et de course de l'écurie Scuderia Ferrari.



4 Nouveau concept, nouveaux clients grâce à une « box ». Le principe : proposer un abonnement pour recevoir à domicile une sélection de nouveaux produits sur un thème choisi en fonction de ses centres d'intérêt : cosmétique, gastronomie, habillement, hygiène et soins... La palette de choix est très large et permet de cibler au plus près les consommateurs avides de nouveautés, avec un petit côté ludique en plus.



1 Précisez pour chaque exemple les moyens utilisés par ces entreprises pour faire face à la concurrence.

Le partenariat, l'innovation, l'image, l'optimisation de la logistique, la qualité...

2 En quoi ces moyens peuvent-ils permettre aux entreprises de s'imposer sur leur marché ? Complétez le tableau.

Entreprises	Moyens	Effets attendus
Capgemini-Dassault	Partenariat	Plus de services offerts aux clients = plus de qualité, donc prix plus élevé possible.
Décathlon-Abdo gain	Innovation	Produit tout-en-un, bon marché, facile d'utilisation donc bonne position face à la concurrence.
Puma-Ferrari	Marque	Image haut de gamme, partenariat pour attirer les jeunes clients de Puma vers Ferrari.
My little box	Innovation	Nouveaux produits proposés par abonnement et livrés à domicile.

I. Comment s'affranchir de la concurrence ?

J'analyse

A Par l'innovation et la différenciation

Situation 1

Dorian est un jeune homme qui aime le grand air. Il prévoit d'aller faire du camping l'été prochain avec des amis, pour dormir à la belle étoile. Il a entendu parler de la tente « révolutionnaire » et facile à monter de Décathlon...

Doc. 1

Plus vite, plus haut, plus fort. Non content de dominer de la tête et des épaules le marché de la distribution spécialisée d'articles de sport (30 % de part de marché, soit plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France), Décathlon profite à plein de sa stratégie de fabricant de produits techniques à bas prix. [...] Dédicée à la montagne et au plein air, Quechua est la première de ses marques.

Sa réussite est insolente comme en témoigne l'incroyable succès de la fameuse tente deux secondes. La marque a réussi le tour de force de faire des produits au meilleur rapport technicité-prix. L'absence de leader naturel sur ce marché, la forte demande du public, l'obsession de l'innovation et le souci constant du client en ont fait la plus importante des marques montagne au monde. Mais Quechua a quelques talons d'Achille. Elle est très dépendante du réseau de points de vente Décathlon, elle peine aussi à s'imposer chez les sportifs avertis et les jeunes publics. Autant d'enjeux à relever pour continuer à tutoyer les sommets. [...]

Édouard Laugier, www.lenouveleconomiste.fr, 26 juillet 2012

Doc. 2

« Chacune de nos marques dispose d'une équipe de designers dédiée », précise Arnaud Blanck, responsable des équipes de designers [...]. « Des designers aux ingénieurs en passant par les chefs de projet tous les services travaillent ensemble, poursuit Arnaud Blanck. Pour qu'un produit marche, il faut être capable de faire à la fois bon, beau et

attractif. Si l'on enlève l'un de ces trois critères, ça ne marche pas. » [...] Le groupe a aussi eu l'intelligence de démarrer sa politique d'innovation sur des segments de marché où les marques fortes n'étaient pas ou peu présentes.

Hakim Bendaoud, <http://business.lesechos.fr>, 14 mars 2013

Doc. 3

De plus en plus d'entreprises considèrent que leurs revenus seront issus d'une démarche d'innovation féconde. Voilà qui donne matière à comparer les stratégies des firmes fortement dépendantes d'une différenciation par l'innovation. [...] Certains opérateurs ont su prendre des parts de marché significatives. Dans tous les cas, ils le doivent à l'originalité de l'offre et aux innovations proposées aux clients. Dans la guerre concurrentielle en cours, on s'aperçoit que le succès d'une firme dépend plus de sa notoriété en matière d'innovation que de sa politique de tarification. Les opérateurs historiques sont déstabilisés par des entrants qui offrent des solutions alternatives et innovantes. La crainte de perdre des revenus [...] incite les grands groupes à maintenir un haut niveau de R & D. [...] Seule l'innovation permet de constituer un levier de différenciation économique.

Denis Ettighoffer, <http://blogs.lesechos.fr>, 31 janvier 2011

- 1 Surlignez dans les documents 1 à 3 ce qui permet à Décathlon de se différencier et qui pourrait pousser Dorian à choisir cette enseigne plutôt que ses concurrentes.
- 2 Donnez des exemples d'innovations que vous connaissez qui permettent aux entreprises de se distinguer des autres.

Innovations	Entreprises
Montre téléphone	Samsung
Lunettes connectées	Google
Console Kinect	Microsoft

- 3 À partir de la phrase soulignée dans le document 3, expliquez pourquoi Décathlon a intérêt à se différencier de la concurrence. Décathlon conserverait ses clients, fixerait des prix plus élevés, augmenterait ses parts de marché, augmenterait ses revenus en apportant de nouveaux services et en répondant mieux aux besoins.
- 4 En quoi la différenciation permet-elle à une entreprise de s'imposer face à la concurrence ? Les clients sont d'accord pour payer plus cher si la qualité et le service permettent de mieux répondre à leurs besoins. Percue comme différente en termes de qualité et de service, l'entreprise possède un avantage fort et durable sur ses concurrents.

Situation 2

Dorian est un passionné de musique. Il adore se rendre à des concerts et achète régulièrement des places sur les sites comme celui de la Fnac ou Ticketnet. Il trouve quand même que les prix sont très semblables d'un site à l'autre, et surtout élevés.

Doc. 4

L'Autorité de la concurrence a annoncé jeudi qu'elle sanctionnait la Fnac, France Billet et Ticketnet à hauteur de 9,3 millions d'euros pour entente illégale sur le prix des billets de spectacle sur une période allant de 2004 à 2008. La Fnac devra s'acquitter de 5,4 millions d'euros, France Billet, filiale de la Fnac, de 2,43 millions d'euros et Ticketnet de 1,5 million d'euros, a détaillé l'Autorité de la concurrence dans un communiqué. [...] « La Fnac, France Billet et Ticketnet ont accordé leurs violons sur le montant des commissions

demandées aux producteurs pour la commercialisation des places de concert afin que ces commissions soient les plus élevées possible » entre 2004 et 2008. Par ailleurs, [...] elles se sont également concertées pour empêcher l'arrivée d'un concurrent sur le marché, en l'occurrence Digitick. Elles menaçaient ainsi de ne pas commercialiser les spectacles des producteurs ayant négocié des partenariats avec ce nouvel entrant, afin de les dissuader de traiter avec lui. [...]

www.lepoint.fr, 20 décembre 2012

Doc. 5

L'entente anticoncurrentielle est un accord ou une action concertée qui a pour objet ou peut avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché de produits ou de services.

Dans certains cas, lorsque l'accord apporte plus d'avantages que d'inconvénients sur le marché concerné, l'entente peut être considérée comme légale (accord de distribution entre deux entreprises par exemple, pour améliorer la mise à disposition des biens aux consommateurs).

- 5 Surlignez dans le document 5 les différentes catégories d'entente possibles. Comment les distributeurs de billets de spectacle ont-ils faussé la concurrence sur le marché ? Quelles sont les conséquences. La Fnac, France Billet et Ticketnet ont passé un accord pour demander des commissions très élevées aux producteurs, et aussi empêché l'entrée d'un nouveau concurrent, Digitick, sur le marché. Les places de concert sont plus chères pour le consommateur.

Je construis le cours

I. Comment s'affranchir de la concurrence ?

- Qu'est-ce que l'innovation ? L'innovation s'effectue grâce à la recherche et développement, à la commercialisation de nouveautés, à l'amélioration de la qualité des produits.
- Qu'est-ce que la différenciation ? Se différencier consiste à proposer un bien ou un service différent des concurrents par des caractéristiques techniques, par la qualité... Ex : les voitures allemandes, célèbres pour leur solidité.
- Pourquoi une entreprise doit-elle se différencier et par quels moyens ? L'entreprise cherche à conserver ses clients, à fixer des prix plus élevés, à réduire la concurrence grâce à un quasi-monopole. Elle différencie son offre par l'innovation, la qualité des produits ou des services, l'image, la marque...
- Qu'est-ce qu'une entente anticoncurrentielle ? C'est un accord entre plusieurs acteurs d'un même marché qui vise à empêcher, fausser ou restreindre la concurrence sur le marché et à maintenir les prix.
- Pour quelles raisons les ententes sont-elles illégales ? Est-ce toujours le cas ? En cas d'entente, les consommateurs auront moins de choix sur les produits et les prix seront plus élevés. Les accords qui apportent plus d'avantages que d'inconvénients au marché sont considérés comme légaux (ex : accords de distribution).

II. Quelles sont les formes de position dominante ?

J'analyse

A Le monopole

Situation 3

Dorian est abonné à Canal Plus depuis plus de dix ans. Son abonnement arrive à expiration et le groupe Canal Plus lui propose un prix 15 % plus cher qu'auparavant pour se réabonner... Il songe sérieusement à résilier son compte client car il trouve que les programmes manquent de créativité. Mais il se rend compte que le groupe Canal Plus a négocié la diffusion exclusive des matchs de rugby, son sport de prédilection !

Doc. 7

Pour la première fois dans l'histoire du contrôle français des concentrations, la décision d'autorisation d'une concentration est retirée pour cause d'inexécution des engagements souscrits et le groupe Canal Plus, auteur de ce manquement, est lourdement sanctionné à hauteur de 30 millions d'euros. À l'origine, la décision du 30 août 2006 par laquelle le ministre de l'Économie autorisait, sous réserve de la mise en œuvre de 59 engagements, la fusion des deux princi-

Doc. 6

Le Top 14 Orange attire de plus en plus de téléspectateurs, il est devenu le championnat le plus lucratif de la planète, et un récent sondage nous indique qu'environ un abonné sur dix à Canal Plus y serait uniquement pour le rugby. [...] Du côté de la chaîne privée, on se sent visiblement en position de force. Cela pose la question du monopole de Canal Plus sur le marché français de la télévision payante.

<http://misterrugby.wordpress.com>, 30 janvier 2011

Doc. 8

La fusion TPS Canal Plus a-t-elle eu des désagréments pour les consommateurs [...] ? La réponse est oui, puisque le prix de l'abonnement à TPS Star a augmenté, alors que sa qualité baissait : ses abonnés se font fait avoir. Ensuite, comme il n'y a plus de concurrent sur le marché, Canal peut fixer les prix qu'il veut [...]. Et enfin, il y a le problème de la produc-

tion : aux États-Unis, c'est parce qu'il y a plusieurs chaînes payantes comparables à Canal, qu'il y a aussi créativité : la guerre entre ces chaînes les a poussées à produire de meilleurs programmes [...].

Claude Soula, <http://tempsreel.nouvelobs.com>, 22 septembre 2011

- 1 Dorian peut-il changer d'abonnement s'il veut regarder les matchs du Top14 ?

Non, car seule la chaîne Canal Plus propose des matchs de rugby. Elle est en situation de monopole.

- 2 Quelles sont les conséquences du monopole sur les prix ? Le prix peut-il s'élever sans limite ?

Les prix sont plus élevés car l'entreprise n'a pas de concurrent, donc les consommateurs n'ont pas le choix. Le prix doit cependant rester dans les limites acceptables par le consommateur.

- 3 Quel problème peut être induit par la faible concurrence ? Le monopole favorise-t-il la créativité, l'innovation ? Une entreprise seule n'a pas besoin de se différencier, d'où une possible baisse de qualité des biens et services.

B L'oligopole

Situation 4

À l'occasion de sa recherche de nouvelles offres de télécommunications, Dorian a lu dans un journal spécialisé que ce marché comporte assez peu d'opérateurs. Il se demande si l'arrivée de Free sur le marché de la téléphonie mobile en 2012 a eu un impact sur la fixation du prix des abonnements téléphoniques mobiles, et sur la concurrence plus généralement.

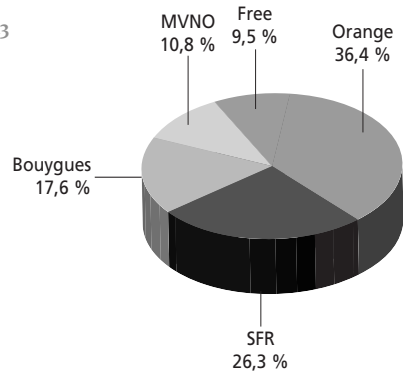
Un marché en oligopole est un marché où opèrent un petit nombre d'entreprises, c'est-à-dire un nombre inférieur à celui des entreprises en concurrence mais supérieur à l'entreprise unique du monopole.

Parts de marché des opérateurs mobiles en France au 31 mars 2013

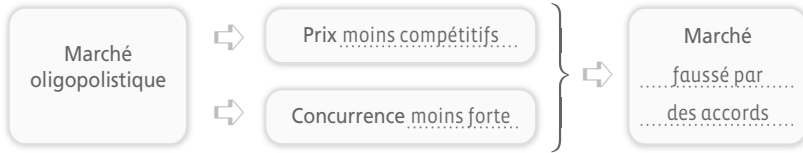
L'arrivée de Free Mobile sur le marché début 2012 a changé la donne. Le nouvel opérateur représente déjà 9,5 % du marché mobile, avec plus de six millions d'abonnés. Orange a perdu des abonnés mobile, mais détient toujours 36,4 % des parts de marché avec 26,8 millions d'abonnés. Derrière suivent SFR (26,3 %, 16,82 millions d'abonnés), Bouygues (17,63 %, 11,27 millions d'abonnés) puis les opérateurs de réseau mobile virtuel dits « MVNO* ».

Aude Fredouelle, www.journaldunet.com, 3 juin 2013

*. Les MVNO sont des opérateurs indépendants qui achètent des minutes de téléphonie aux opérateurs traditionnels, pour les revendre à leurs clients.



- 4 Repérez dans le document 10 les éléments qui caractérisent ce marché : offreurs, demandeurs, biens et services proposés. Compléter le schéma suivant à l'aide des documents 9 et 10.



- 5 Quels sont les risques principaux pour les consommateurs quand le marché est en situation d'oligopole ?
La concurrence est moins forte, les entreprises peuvent passer des accords pour fausser le marché et imposer leurs prix...
- 6 En quoi l'arrivée de Free a-t-elle perturbé les positions des trois opérateurs historiques ?
Free détient près de 10 % du marché. Les opérateurs historiques de ce marché oligopolistique ont perdu des abonnés au profit de Free.

Je construis le cours

II. Quelles sont les formes de position dominante ?

- Qu'est-ce qu'un monopole ? Une seule entreprise occupe un marché face à de nombreux consommateurs.
- Pourquoi une entreprise cherche-t-elle à être en situation de monopole ? Pour imposer ses prix, ses normes... et réaliser un maximum de profit aux dépens des consommateurs.
- Quelles sont les conséquences du monopole d'une entreprise pour les consommateurs de ses produits et de ses services ? Les prix sont plus élevés qu'en situation de concurrence. Il y a moins de créativité, d'innovation, de choix, de qualité... Les vrais monopoles sont rares et les prix doivent rester acceptables, car les consommateurs peuvent se détourner des produits.
- Qu'est-ce qu'un oligopole ? Peu d'entreprises proposent des biens et des services à une multitude d'acheteurs.
- Quel pouvoir les entreprises possèdent-elles sur ce type de marché ? Elles ont un pouvoir de domination des prix, puisque la concurrence est assez faible sur ce type de marché.
- Quel est le risque pour le marché lorsqu'il y a un oligopole ? Les offreurs peuvent être tentés de réaliser une entente anticoncurrentielle pour fausser le marché (et ses prix notamment) au détriment des consommateurs.

Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	Le secteur des transports aériens est très concurrentiel en France.		X	C'est un secteur où peu de compagnies proposent des services face aux millions de voyageurs. Il est oligopolistique.
2	Si Apple commercialise chaque année un nouvel iPhone avec de nouvelles capacités, c'est pour conserver ses parts de marché.	X		Innover est un moyen pour Apple de conserver une longueur d'avance sur ses principaux concurrents et ainsi fidéliser ses clients, fans de la marque.
3	Les ententes sont sanctionnées par les tribunaux de commerce en France.		X	C'est l'Autorité de la concurrence qui sanctionne ces pratiques en France (et la Commission européenne en UE).
4	Proposer différents produits vendus sous des marques différentes est une pratique habituelle des grandes marques.	X		La différenciation à travers différentes gammes de produits permet de cibler une clientèle plus large (ex : Décathlon et ses marques Quechua, Domyos).
5	Le secteur des transports ferroviaires pour particuliers est en situation théorique d'oligopole.	X		Le monopole de la SNCF a été supprimé, mais il n'y a encore aucune entreprise concurrente sur ce marché. C'est toujours un monopole mais potentiellement un oligopole.

EXERCICE 1

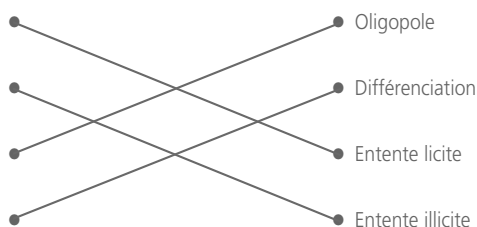
Reliez chaque terme à sa définition.

Deux entreprises passent un accord pour améliorer la distribution d'un produit au niveau national au bénéfice du consommateur

Des stations-services s'associent pour fixer le même prix du litre d'essence sur l'autoroute

Les compagnies Airbus et Boeing se disputent l'essentiel du marché de vente d'avions

Pour distancer ses concurrents, la firme Apple a prévu de nouveaux produits sur dix années



EXERCICE 2

Retrouvez l'intrus et justifiez votre choix.

- Lancement d'un nouveau produit
- Prix différenciés sur le marché
- Positionnement dans le secteur du luxe

- Publicité qui dénigre un concurrent
- Accord de distribution dans l'électronique
- Amélioration de la qualité d'un produit

Il s'agit de moyens à la disposition des entreprises pour lutter contre la concurrence de façon loyale, sauf le dénigrement, qui n'est pas loyal et qui est puni par la loi (concurrence déloyale).

Doc.

Michel et Augustin, voilà deux prénoms désormais indissociables. Les « trublions du goût » comme ils se plaisent à se surnommer, sont les nouvelles stars de l'agroalimentaire. Avec leurs cookies, leurs vaches à boire, ou leurs feuilletés apéritifs, ils ont envahi les rayons des supermarchés. [...] Pourtant, le pari n'était pas gagné d'avance. Et pour cause, difficile pour une petite entreprise de s'imposer face aux mastodontes de l'industrie. Afin de gagner une part du gâteau, Michel et Augustin n'ont pas hésité à donner de leur personne. Aujourd'hui encore, ils se déguisent, organisent des dégustations en plein air, investissent les supermarchés... Le packaging — comprendre l'emballage — est aussi l'une des clefs de leur réussite. Les couleurs sont vives, les dessins enfantins et les explications tendent à faire rire le client. [...] « Nous concoctons des produits que nous aimons. C'est aussi simple que ça. » Utiliser de bons produits est une priorité. « Nous travaillons avec du blé français, du lait français, du beurre français, et des œufs français », détaillent-ils. Autre particularité, Michel et Augustin ne possèdent pas d'usine en propre. [...] Douze sites de production collaborent actuellement avec l'entreprise, mais attention, pas n'importe lesquels. « Nous souhaitons voir naître une complémentarité de talents », poursuivent-ils.

Le but ? « Que les produits soient le plus waouh. » C'est-à-dire un produit aux saveurs explosives. La tâche du « waouh » revient à Didier Seguin. Propriétaire d'une usine située au cœur de la Bourgogne, il a pour mission de fabriquer les feuilletés apéritifs des deux trublions. [...] En fervent défenseur des produits français, Didier Seguin a sélectionné les meilleures matières premières. La farine arrive de Côte-d'Or, le beurre débarque de Bretagne et le fromage est confectionné à Dijon. Didier Seguin, Michel et Augustin partagent les mêmes valeurs. Il n'y a pas de volonté chez eux de tromper le consommateur. Au contraire, tout est fait pour le combler au-delà de ses attentes. Ainsi, à peine sortis du four, les feuilletés sont immédiatement emballés et expédiés vers les supermarchés partenaires. De l'autre côté de la chaîne, les palais sont séduits. Et pas seulement les palais français.

www.lepoint.fr, 27 juillet 2013



> Analyser



Fiche outil 2 : Analyser un texte économique

- 1 Expliquez quels sont les moyens de se distinguer des concurrents utilisés par la marque Michel et Augustin.

Tout d'abord, la marque mise sur la qualité de ses produits : des ingrédients naturels (oignons, piments doux, parmesan) qui attirent les clients amateurs de goûts vrais. Ensuite, la communication est volontairement ludique et humoristique (cf. la vache blanche et noire, mascotte de la marque), basée sur des « avatars » (caricatures des deux chefs stylisés) pour rendre le produit attachant et unique.

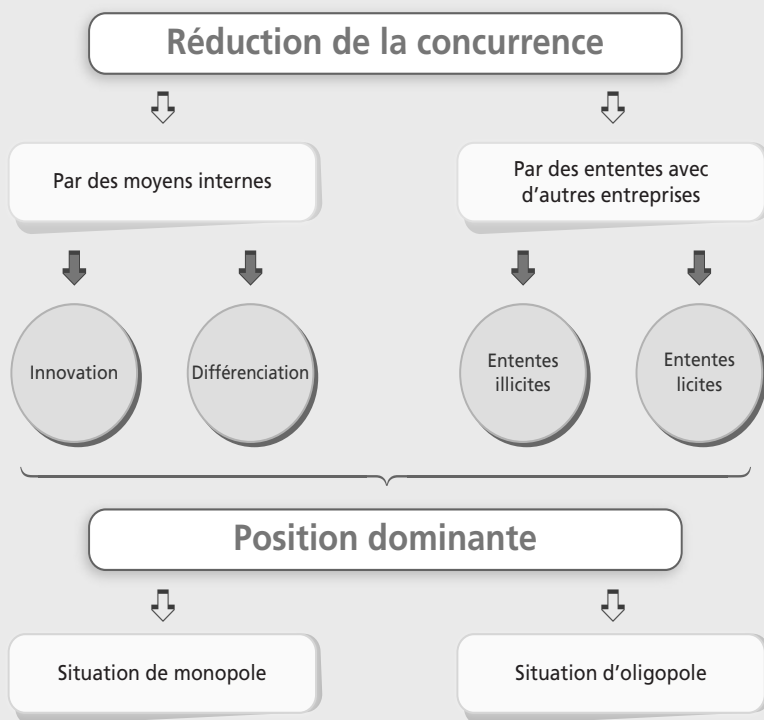
- 2 Pourquoi était-il nécessaire pour cette jeune marque de gâteaux de se différencier de ses concurrents tels que les géants de l'agroalimentaire (Danone, Nestlé...) ? Michel et Augustin ont fondé initialement une entreprise amicale, de taille réduite et au budget limité. Les grands groupes ayant des moyens financiers très importants, il leur fallait donc trouver un autre moyen pour attirer et fidéliser les clients.

> Argumenter

- 3 Rédigez un paragraphe argumenté qui explique les raisons de la différenciation et son intérêt commercial pour les entreprises agroalimentaires.

La concurrence dans le secteur de l'agroalimentaire est sauvage : les industries sont nombreuses et puissantes et les nouveaux produits sont soutenus à grand renfort de publicité. La différenciation est un élément clé pour distinguer son produit aux yeux du consommateur et lui donner envie de n'acheter que le produit de la marque X ou Y. Être perçue comme différente de ses concurrents grâce à une caractéristique unique du produit permet à l'entreprise de fidéliser le consommateur et de s'assurer des ventes régulières du produit dans le temps.

Les moyens de réduire l'intensité concurrentielle



LES BONNS MOTS POUR LE DIRE

- **Innovation** : Concerne l'introduction d'une nouveauté sur un marché.
- **Différenciation** : Permet à une entreprise de se distinguer de ses concurrents à l'aide de caractéristiques spécifiques.
- **Entente** : Accord passé entre plusieurs entreprises dans le but d'agir en commun sur un marché. Ces ententes sont illicites lorsqu'elles ont pour but de fausser la concurrence sur un marché donné.
- **Position dominante** : Situation d'une entreprise sur un marché, qui, de par sa position (évaluée généralement par les parts de marché) ou un élément caractéristique de ses produits, peut agir sans se soucier de ses concurrents.

SYNTHÈSE RÉDIGÉE : LES MOYENS DE RÉDUIRE L'INTENSITÉ CONCURRENTIELLE

I. Comment s'affranchir de la concurrence ?

A. Par l'innovation et la différenciation

• L'innovation

L'innovation désigne l'introduction d'une nouveauté originale, dans le produit lui-même, en termes de fonctionnalités, mais aussi dans sa fabrication, sa distribution... L'innovation est susceptible de générer un chiffre d'affaires et un profit. L'innovation permet de se différencier par rapport à la concurrence et donc d'appliquer des prix plus élevés, souvent de diminuer les coûts de manière durable et ainsi d'obtenir des performances supérieures à celles des concurrents.

• La différenciation

La différenciation consiste à rendre le produit ou le service unique aux yeux des consommateurs, dont les choix dépendent non seulement du prix mais également de la marque, de la qualité, du SAV, des options, de l'image... On peut parler d'introduction d'une concurrence monopolistique par la volonté de briser l'homogénéité des produits et des services disponibles sur le marché.

La différenciation est utilisée sur des marchés arrivant à maturité et permet à l'entreprise de fixer des prix plus élevés qu'en situation de concurrence et de faire plus de profit.

Pour différencier son produit, l'entreprise cherche à le doter de caractéristiques distinctes de celles des concurrents et désirables par le client (marque, design, services...). On distingue :

- la différenciation objective : par une politique de qualité, de services et d'innovation ;
- la différenciation subjective fondée sur une politique d'image créée grâce à la publicité et à la communication.

B. Par les ententes

Une entente anticoncurrentielle est un accord qui vise à empêcher, fausser ou restreindre le jeu de la concurrence sur un marché. Les entreprises peuvent adopter ce moyen pour déstabiliser la concurrence sur le marché et ainsi se répartir ce dernier entre les parties liées par cet accord. Ces pratiques anticoncurrentielles sont étroitement surveillées par l'Autorité de la concurrence, autorité administrative indépendante qui veille au respect de la concurrence sur les marchés nationaux.

Ces ententes sont illégales car elles portent préjudice aux consommateurs, dont elles réduisent le choix, tandis que les entreprises extérieures à l'entente ne peuvent pas se battre commercialement à armes égales.

Cependant, certaines ententes sont tout à fait légales. Les accords qui apportent plus d'avantages que d'inconvénients au marché sont considérés comme légaux.

II. Quelles sont les formes de position dominante ?

A. Le monopole

Dans une situation de monopole, il n'y a qu'un seul offreur face à une multitude de demandeurs. Ces secteurs comportent des entreprises dites « historiques » (ex. : France Télécom, opérateur historique), puisqu'elles ont été les premières à investir sur ces marchés pour développer leurs technologies et leur présence. On pense spontanément à la SNCF ou à La Poste, qui ont été pendant de très nombreuses années des monopoles reconnus et protégés par l'État.

Une entreprise cherche à être en situation de monopole pour être seule sur le marché et imposer ses prix. Mais elle doit tout de même tenir compte de la demande car :

- si le prix est trop élevé, la demande sera faible mais elle aura une forte marge ;
- si le prix est faible, la demande sera importante mais les marges seront faibles.

Elle doit trouver le niveau de prix pour lequel son profit sera maximum.

Les conséquences du monopole pour les consommateurs sont un choix restreint : payer un prix supérieur à celui qu'il devrait acquitter en situation de marché concurrentiel ou renoncer au bien ou au service.

De plus, le monopole limite le choix du consommateur car un seul offreur est présent sur le marché. Et comme il est seul, il n'a pas besoin de faire d'effort en matière de qualité et d'innovation. Donc les besoins des consommateurs ne sont pas complètement satisfaits.

B. L'oligopole

Une autre situation de concurrence imparfaite sur les marchés consiste à être en situation d'oligopole. Il s'agit d'une situation dans laquelle peu d'entreprises proposent des biens et des services à une multitude d'acheteurs. On trouve généralement ce genre de marché dans les secteurs de la téléphonie mobile, de l'électroménager, de l'aéronautique, de l'hôtellerie de luxe, de l'automobile, et la concurrence a souvent beaucoup de mal à s'implanter sur ce marché très fermé.

Les entreprises possèdent sur ce type de marché un pouvoir de domination des prix, puisque la concurrence est assez faible. Les offreurs peuvent être tentés de réaliser une entente anticoncurrentielle pour fausser le marché (les prix notamment).

14 La légitimité d'une intervention de l'État

PROGRAMME

VI. L'État doit-il intervenir sur les marchés ?

Dans l'histoire de nos sociétés, l'intervention économique de l'État a été plus ou moins prégnante. Elle trouve sa légitimité dans les défaillances et les imperfections du marché, qui soit ne peut offrir le bien, soit le produit de manière non efficiente. La question se pose cependant de déterminer le niveau et les modalités d'intervention, qui vont de la simple régulation à l'intervention directe.

Thème	Notions	Contexte et finalité de l'étude
VI.1. La légitimité d'une intervention de l'État	<ul style="list-style-type: none">• Les fonctions régaliennes.• Les défaillances du marché.• Les imperfections du marché.	<p>L'État est un acteur essentiel de l'organisation d'une société. Il remplit les fonctions régaliennes qu'il est seul, historiquement, à assurer. L'intervention de l'État sur les marchés trouve sa légitimité dans les limites de l'économie de marché à prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence d'effets externes ;- certaines productions ayant le caractère de biens collectifs ;- les imperfections du marché, qui se traduisent par des marchés non concurrentiels. <p><i>Les deux caractéristiques des biens collectifs (non-rivalité, non exclusion) sont simplement évoquées à l'aide d'exemples.</i></p>

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

Il s'agit d'analyser et de comprendre la légitimité de l'intervention de l'État dans l'économie française. Cette légitimité est étudiée dans les domaines régaliens et lorsque le marché est défaillant et imparfait.

On exclut ici les fonctions de redistribution de l'État, qui seront abordées en classe de terminale à l'occasion du thème 8 (Quelle est l'efficacité de l'intervention sociale de l'État ?).

I. Quelles fonctions fondamentales sont assurées par l'État ?

L'objectif de cette partie est de présenter les fonctions régaliennes assurées historiquement par l'État et leur importance dans l'économie actuelle. Il s'agira d'expliquer pourquoi l'État prend en charge ces fonctions premières.

II. L'État doit-il pallier les défaillances du marché ?

Il s'agit de montrer la légitimité de l'État sur le marché :

- quand il intervient pour pallier les externalités négatives (qui échappent au marché),
- quand il intervient pour fournir des biens collectifs (que le marché ne produit pas).

Pour les caractéristiques des biens collectifs, il s'agira seulement d'évoquer à l'aide d'exemples les notions de non-rivalité et de non-exclusion.

III. L'État doit-il lutter contre les imperfections du marché ?

Enfin, l'État est légitime pour intervenir sur le marché, pour réguler la concurrence et permettre ainsi à l'activité économique d'être plus efficace et plus favorable aux consommateurs en termes de prix, de choix, de qualité et de quantité offertes.

Les propositions pédagogiques permettront de comprendre « l'impact des interventions de l'État sur la vie économique » et toute leur actualité.

D'autres éléments de l'État, acteur sur le marché des biens et des services, seront étudiés dans le chapitre suivant, notamment la politique de la concurrence et l'offre de services publics.

SITOGRAPHIE

Concernant les fonctions régaliennes

http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_1_interieur/la_police_nationale/presentation-generale

<http://www.defense.gouv.fr/portail-defense/enjeux2>

<http://www.justice.gouv.fr/>

Concernant les externalités

http://www.alternatives-economiques.fr/Dictionnaire_fr_52__def697.html

<http://www.universalis.fr/encyclopedie/externalite-economie/>

http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/12/07/algues-vertes-plainte-contre-le-prefet-apres-l-hecatombe-de-sangliers_1614438_3244.html

Concernant les biens collectifs

http://www.alternatives-economiques.fr/a-quoi-sert-le-marche-_fr_art_322_45944.html

<http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/le-budget-et-les-comptes-de-letat/lessentiel/le-budget-de-letat-cest-quoi/quelles-sont-les-depenses-de-letat.html>

Concernant les marchés non concurrentiels

www.touteurope.eu/les-politiques-europeennes/concurrence/synthese/la-concurrence-pour-les-entreprises-ententes-et-abus-de-position-dominante.html

www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Entente

www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Abus-de-position-dominante

www.lemonde.fr/economie/article/2012/01/27/entente-illicite-40-millions-d-euros-d-amende-pour-de-grands-noms-du-parfum_1635598_3234.html

www.zdnet.fr/actualites/abus-de-position-dominante-orange-condamne-a-51-millions-d-euros-face-a-sfr-39798127.htm

BIBLIOGRAPHIE

Extrait de *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Adam Smith, 1776.

Extrait de *L'Économie expliquée à ma fille*, André Fourçans, Le Seuil, 2006, p. 156.

14

La légitimité d'une intervention de l'État

NOTIONS

- Les fonctions régaliennes
- Les défaillances du marché
- Les imperfections du marché

OBJECTIFS

- Identifier les fonctions régaliennes
- Décrire et justifier l'action de l'État face aux limites de l'économie de marché



1 Précisez ce que chaque visuel représente et quel est le service fourni.

Visuel	Description	Service fourni
1	Salle de classe	Éducation
2	Construction d'une route	Création d'infrastructures
3	Juges, tribunal	Justice

2 Quel agent économique produit les services représentés ? Rappelez sa fonction économique principale.

Il s'agit de l'État qui produit des services publics et des biens collectifs non marchands.

3 Donnez d'autres exemples de services fournis par l'État. Selon les réponses des élèves.

I. Quelles fonctions fondamentales sont assurées par l'État ?

J'analyse

Situation 1

Clotilde vient d'effectuer sa **journée défense et citoyenneté (JDC)**, où lui ont été présentées la **défense nationale** et les différentes formes d'engagement (volontariat, services civiques, métiers militaires...). En rentrant, elle apprend par le journal télévisé qu'un adolescent de sa commune a été **arrêté et présenté au juge des mineurs** pour vol à l'arraché de bijoux.

1 Surlignez dans la mise en situation les services rendus par l'État aux citoyens.

Doc. 1

Section première

Des dépenses qu'exige la défense commune

Le premier des devoirs du souverain, celui de protéger la société contre la violence et l'invasion d'autres sociétés indépendantes ne peut se remplir qu'à l'aide d'une force militaire. [...]

Section seconde

Des dépenses qu'exige l'administration de la justice

Le second devoir du souverain, celui de protéger, autant qu'il est possible, chacun des membres de la société contre l'injustice ou l'oppression de tout autre membre de cette société, c'est-à-dire le devoir d'établir une administration de la justice, exige aussi des dépenses qui, dans les différentes périodes de la société, s'élèvent à des degrés fort différents.

Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, Adam Smith, 1776

Doc. 2

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, inscrite dans le préambule de la Constitution française, a défini la philosophie de l'action policière. Son premier article affirme que « la sûreté fait partie des droits inaliénables et imprescriptibles de l'homme » et le douzième que « la garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée ». [...]

Les missions assignées à la police nationale sont :

- d'assurer la sécurité des personnes, des biens et des institutions ;
- de lutter contre la criminalité organisée, la grande délinquance et la drogue ;
- de maintenir l'ordre public. [...]



D'après le site du ministère de l'Intérieur : www.interieur.gouv.fr, octobre 2014

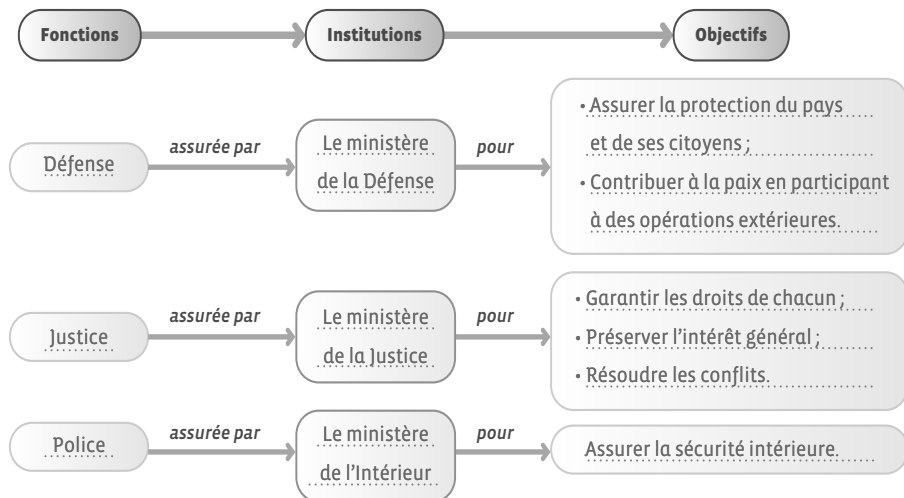
2 D'après le document 1, formulez les deux rôles assurés par la défense et justifiez-les à l'aide d'exemples contemporains.

Rôle de la défense	Exemples
Protéger le territoire national contre l'envahisseur	Seconde Guerre mondiale pour assurer l'indépendance nationale
Au service de la paix, participer à des opérations extérieures	En Afghanistan, lutte contre le terrorisme ; en Libye, protéger la population et aider à mettre en place des régimes démocratiques

3 Reformulez la mission assignée à la justice et recherchez les autres missions qu'elle doit assurer.

La justice permet de garantir les droits de chacun. Elle assure d'autres missions : préserver les intérêts de la société, résoudre les conflits...

4 D'après les documents 1 et 2, présentez les fonctions fondamentales assurées par l'État et leurs modalités ?



5 Ces trois fonctions sont dites régaliennes. Recherchez l'étymologie et la définition du terme « régalien ». L'adjectif « régalien » vient du latin *regalis*, qui signifie « royal » ; ces fonctions étaient en effet assumées par le pouvoir royal.

6 Pourquoi selon vous l'État a-t-il de tout temps assuré ces fonctions ? Depuis toujours, l'État a eu besoin de développer ces trois fonctions pour organiser et fédérer les relations entre les citoyens et se protéger des agressions extérieures.

7 Aujourd'hui, l'État assure-t-il d'autres fonctions en France ?

Selon réponses des élèves. Oui, par exemple l'éducation, la construction d'infrastructures, la santé...

Je construis le cours

I. Quelles fonctions fondamentales sont assurées par l'État ?

• Quelles sont les trois fonctions régaliennes assurées par l'État ? Explicitez chacune d'elles.

L'État assure des fonctions régaliennes :

• De défense, de sécurité extérieure : cette fonction vise à protéger le territoire ; les armées assurent la sécurité des citoyens. La défense est au service de la paix dans le monde en participant à des opérations extérieures. Elle contribue à la promotion des valeurs démocratiques ;

• De justice : cette fonction garantit les droits de chacun, préserve l'intérêt général et résout les conflits. Elle est assurée par les institutions judiciaires ;

• De police, de sécurité intérieure : cette fonction assure la sécurité des personnes, des biens et des institutions. Elle lutte contre la criminalité organisée, la grande délinquance et la drogue. L'État garantit le maintien l'ordre public. Cette fonction est assurée par la police et la gendarmerie.

• Pourquoi ces fonctions sont-elles toujours assurées par l'État ?

L'État est le garant de l'intérêt général. Il est le seul à pouvoir coordonner les forces armées pour la défense extérieure, à pouvoir établir des règles nationales uniformes qui garantissent à chacun le même traitement.

II. L'État doit-il pallier les défaillances du marché ?

J'analyse

A La nécessité de pallier les externalités négatives qui échappent au marché

Situation 2

Pendant ses vacances en Bretagne, Clotilde a visité la miellerie de Fouesnant, où elle a échangé avec un apiculteur, M. Le Guen. Lorsqu'elle lui a exposé son envie d'aller se baigner, M. Le Guen l'a mise en garde et lui a signalé que la plage était pour l'heure envahie d'algues vertes et que le tracteur de la commune allait passer prochainement pour les ramasser.

Doc. 3

Une externalité se produit lorsqu'une action économique a des effets sur des tiers sans que ces effets donnent lieu à un paiement ou à une transaction.

Dans le cas des effets externes positifs, l'action d'un agent entraîne une amélioration du bien-être d'autres agents sans que ces derniers rémunèrent l'agent qui en est à l'origine. Inversement, dans le cas des effets externes négatifs, l'action d'un agent crée une diminution du bien-être d'autres agents sans que les coûts induits soient compensés.

Doc. 4

Un apiculteur, fabricant de miel, est voisin d'un arboriculteur, producteur de pommes. Les abeilles vont butiner les arbres voisins. Elles y récoltent le nectar qui sert ensuite à fabriquer le miel. En butinant, elles favorisent la pollinisation des arbres, qui produisent d'autant plus de fruits.

Doc. 5

Les agriculteurs de la région utilisent comme engrais des déjections animales. Ces dernières se diffusent dans les nappes phréatiques, polluant l'eau des rivières et de la mer. Cette eau chargée de nitrates favorise le développement des algues vertes sur les plages, obligeant ainsi la commune à des travaux coûteux de nettoyage.



- 1 Dans les documents 3, 4 et 5, surlignez d'une couleur les externalités positives et d'une autre couleur les externalités négatives.
- 2 Complétez le tableau ci-dessous.

Type d'externalité	Externalité positive Dans le cadre du document 4	Externalité négative Dans le cadre du document 5
Description de l'effet externe	L'apiculteur profite des fleurs des pommiers pour nourrir ses abeilles et fabriquer son miel. L'arboriculteur profite de l'activité des abeilles pour polliniser ses arbres et produire plus de fruits.	Pollution, destruction de l'environnement. Cela oblige la ville à consacrer un budget important pour pallier les inconvénients de cette situation.
Cette externalité donne-t-elle lieu à un paiement ?	Cet échange est libre de toute rétribution financière : l'arboriculteur et l'apiculteur ne payent pas les effets positifs liés à l'action des abeilles.	Aucun échange financier entre les acteurs : les agriculteurs ne versent rien pour compenser la pollution induite par leurs activités.

- 3 Quel agent économique prend en charge les conséquences de l'externalité négative et pourquoi ?

Ici, la mairie ramasse les algues pour nettoyer la plage et maintenir le cadre de vie des habitants et des touristes.
À l'échelle nationale, l'État assume les conséquences des effets externes négatifs.

B La nécessité de fournir des biens que le marché ne propose pas

Situation 3

Le week-end, Clotilde a pour habitude de retrouver ses amis devant la mairie de sa commune. Depuis le changement d'heure, la nuit tombe tôt et le lampadaire s'allume dès 18 heures.



- 4 Qui fournit l'éclairage public ? Qui profite de ce bien ? Serait-il possible de le facturer à Clotilde ?

L'État fournit l'éclairage aux passants. Tous les passants peuvent profiter de ce bien. Il est impossible de faire payer ce bien à Clotilde puisqu'on ne sait pas qui consomme et combien.

On parle de non-rivalité de cette consommation.

- 5 L'utilisation du bien par plusieurs personnes change-t-elle la satisfaction de Clotilde ?

Non, puisque la consommation d'éclairage n'est pas divisible entre les consommateurs : il est impossible pour un passant de se l'approprier de façon privée. La consommation d'éclairage des passants ne diminue pas la consommation de Clotilde.

On parle de non-exclusion.

- 6 Comment nomme-t-on un bien qui est accessible à tous, sans condition ? Donnez des exemples. Un bien collectif. Ex. : défense du territoire, forêts, phares...

- 7 Pourquoi l'État doit-il prendre en charge l'offre des biens collectifs ? Comment l'État finance-t-il ces biens ?

L'État prend en charge l'offre de biens collectifs à cause de leurs deux caractères : non-rivalité et non-exclusion. Aucun consommateur n'accepterait d'acheter un bien qui profiterait à tous. L'État prend en charge le financement des biens collectifs grâce aux impôts et aux taxes payés par les différents agents économiques.

Je construis le cours

II. L'État doit-il pallier les défaillances du marché ?

- Présentez ce qu'est une externalité et indiquez quelles sont ses conséquences.

Une externalité est la conséquence de l'activité économique d'un agent sur un autre, sans qu'il y ait de compensation financière. Les externalités positives entraînent une augmentation du bien-être ; les externalités négatives entraînent une diminution du bien-être des agents économiques.

- Quelles sont les caractéristiques des biens collectifs ?

Les biens collectifs ont plusieurs caractéristiques : tous les consommateurs ont accès à ces biens (non-exclusion). Il est impossible de facturer ces biens aux consommateurs individuellement (non-rivalité). La consommation de ces biens par un agent ne diminue pas celle d'un autre.

- Pour quelles raisons l'État est-il amené à gérer les externalités négatives et à produire des biens collectifs ?

L'État cherche à réduire les effets des externalités négatives et à augmenter les effets positifs pour le bien-être de la nation et des citoyens. Le marché ne pouvant assurer la fourniture de biens collectifs, l'État doit en prendre en charge la production et la mise à disposition.

III. L'État doit-il lutter contre les imperfections du marché ?

J'analyse

A L'État intervient sur les marchés non concurrentiels

Situation 4

Pour aller en vacances en Bretagne, Clotilde a pris le train à la gare Montparnasse. Elle a choisi le tarif SNCF le moins cher de la journée (53 €) et a remarqué des écarts de prix importants (jusqu'à 75 €). Elle s'interroge sur ces différences de prix et sur les conséquences de l'ouverture à la concurrence dont elle a entendu parler : cela changera-t-il les tarifs, la fréquence des trains et les services proposés à bord ?

Doc. 6

[Certains économistes classiques] de la fin du XIX^e siècle tolérèrent, voire justifiaient quelque fois une intervention de l'État susceptible de garantir les libertés fondamentales et d'assurer un bon fonctionnement du marché, notamment en activant la concurrence. C'est l'origine des interventions publiques actuelles pour lutter contre les monopoles ou les positions dominantes que les entreprises peuvent acquérir, ou les ententes qu'elles auraient envie de faire sur le dos du consommateur.

L'Économie expliquée à ma fille,
André Fourçans, Le Seuil, 2006

- 1 Rappelez et illustrez ce qu'est une position dominante (monopole, oligopole), une entente.

Position dominante : situation où une entreprise possède un tel avantage concurrentiel qu'elle peut imposer ses conditions sur le marché. Exemple : Microsoft sur le marché des systèmes d'exploitation et des logiciels de bureautique.

Entente : accord conclu par plusieurs entreprises convenant d'échanger des informations ou de respecter des règles secrètes en vue de réduire la concurrence.

- 2 La position dominante peut se manifester par une situation de monopole ou d'oligopole. Associez chaque terme à sa définition et donnez un exemple.

Monopole	•	•	Un petit nombre de vendeurs est face à une multitude d'acheteurs.	Ex. : Marché des consoles
Oligopole	•	•	Une entreprise est seule à offrir un produit sur un marché.	Ex. : Française des jeux, La Poste

- 3 Qualifiez la situation de la SNCF sur son marché. La SNCF est en position de monopole. Cette situation est amenée à changer avec l'ouverture à la concurrence.

- 4 Quelles raisons justifient l'intervention de l'État sur les marchés ? Certaines entreprises, de par leur position fixent des prix plus élevés que ceux qui seraient obtenus dans une situation de concurrence parfaite. L'État cherche à protéger le consommateur et à faire respecter une concurrence loyale.

B L'État sanctionne les ententes illicites

Doc. 7

Le « club » des entreprises de panneaux de signalisation sanctionné pour dix ans d'entente illicite
L'Autorité de la concurrence a sanctionné hier huit fabricants de panneaux de signalisation routière, les condamnant à des amendes totalisant près de 53 millions d'euros, pour s'être entendus pendant une dizaine d'années afin de se répartir illicitement les marchés publics de la signalisation (c'est-à-dire les panneaux) et de fixer les prix. [...] Les entreprises membres de l'entente se réunissaient très régulièrement et se répartissaient les marchés publics selon des règles préétablies figurant dans un document

intitulé « Règles ». Les prix et les remises tarifaires qui pouvaient être appliquées aux acheteurs y étaient aussi précisés. [...] Les clients des membres de l'entente étaient principalement des collectivités territoriales ou des services de l'État. L'Autorité estime qu'en trompant la concurrence de manière très organisée, ces pratiques ont affecté les ressources publiques, au détriment des collectivités et de l'ensemble des contribuables, du fait de la surévaluation artificielle du montant des offres retenues.

www.capital.fr, 23 décembre 2010 © PRISMA Presse

5 Pour quel motif ces entreprises sont-elles sanctionnées ? Quels sont les faits reprochés ?

Les entreprises sont accusées d'entente illicite pendant dix ans. Les huit fabricants de panneaux se sont répartis illicitement les marchés publics de la signalisation et ont fixé des prix élevés.

6 Qui sont les victimes de cette manœuvre frauduleuse ? Les clients : collectivités territoriales, services de l'État, contribuables ; les concurrents : autres entreprises de fabrication de panneaux.

7 Quelle est la conséquence principale pour les clients ? Des prix de vente supérieurs à ceux fixés librement sur les marchés concurrentiels.

8 Quel organisme agit au nom de l'État pour sanctionner les fabricants ? Quelle est la sanction ? Quel est son but ? L'Autorité de la concurrence agit pour l'État et condamne les fabricants à une sanction financière d'un montant de 53 millions d'euros. Le but est d'éviter les imperfections du marché, qui nuisent à la libre fixation des prix.

C Les marchés non concurrentiels pénalisent le consommateur

Situation 5

Toujours à la pointe de la technologie, Clotilde a mis de l'argent de côté depuis plusieurs mois pour s'offrir le dernier iPad à sa sortie. Consciente de l'engouement que cette tablette suscite, elle décide de se rendre dès l'aube devant la porte de l'Apple Store. En effet, Clotilde sait qu'Apple ne met en vente qu'une quantité limitée de tablettes et que si elle ne l'obtient pas ce jour-là elle devra patienter de longs mois.



9 Qualifiez la position d'Apple sur son marché. Apple se trouve en position dominante car cette entreprise possède un important avantage concurrentiel lorsqu'elle commercialise un nouveau produit.

10 Comment l'entreprise Apple décide-t-elle de distribuer son produit ? Apple ne met en vente qu'une quantité limitée de produits pour accentuer l'intérêt des consommateurs et augmenter la demande. Cela lui permet aussi de vendre plus cher.

Je construis le cours

III. L'État doit-il lutter contre les imperfections du marché ?

• Comment l'État intervient-il pour corriger les imperfections du marché ?

L'État, via l'Autorité de la concurrence, intervient sur les marchés pour certaines situations de concurrence imparfaite :

- les monopoles : un seul vendeur propose ses produits : risque de prix élevés.
- les oligopoles : quelques vendeurs se partagent le marché : cherchent à s'entendre.
- les ententes : accords passés entre plusieurs entreprises : les accords sur les prix sont interdits.

• Quelles sont les conséquences des marchés non concurrentiels pour le consommateur ?

- Un prix plus élevé que celui d'un marché de concurrence pure et parfaite.
- Des quantités offertes plus limitées que celles qui seraient offertes sur un marché de CPP.

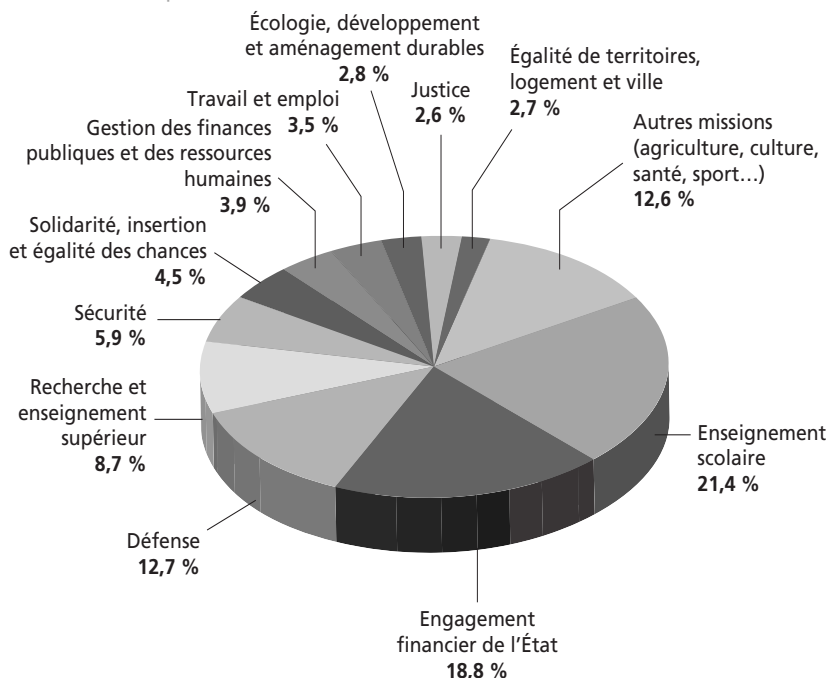
Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	La Sécurité sociale fait partie des fonctions régaliennes de l'État.		X	Il y a trois fonctions régaliennes : défense nationale, justice, police.
2	Les externalités positives détériorent le bien-être des agents.		X	Les externalités positives entraînent une augmentation du bien-être.
3	La pollution est une externalité négative.	X		Oui, elle détruit la santé et la nature.
4	Les biens publics peuvent être utilisés individuellement et collectivement.	X		Oui, la consommation d'un agent n'empêche pas celle d'un autre (principe de non-exclusion).
5	L'État lutte contre la concurrence.		X	L'État lutte contre les entraves à la concurrence et les imperfections du marché : abus de position dominante et ententes illégales.

JE RAISONNE EN ÉCONOMISTE

» Répartition des dépenses de l'État



Total des charges budgétaires de l'État selon la loi de finances initiale (LFI) pour 2013 = 374 milliards d'euros.

www.performance-publique.budget.gouv.fr, 2014

> Analyser



Fiche outil 6 : Analyser un graphique

- 1 À partir du document, reportez dans le tableau ci-dessous les missions régaliennes et leur part dans le budget de l'État. Calculez le montant consacré à chacune de ces missions.

Missions	Part relative, en %	Montant, en milliards d'euros
Défense	12,7 %	47,5 $374 \times 12,7/100$
Sécurité	5,9 %	22,1 $374 \times 5,9/100$
Justice	2,6 %	9,72 $374 \times 2,6/100$
Total des missions régaliennes	21,2 %	79,32 $47,5 + 22,1 + 9,72$

- 2 Comparez la part du budget consacré aux missions régaliennes avec le budget alloué aux autres actions de l'État.
 Les budgets sont équivalents pour les missions régaliennes et l'éducation (21,4 %).
 On note part importante de l'engagement financier de l'État (18,8 %) par rapport aux missions régaliennes.

> Argumenter

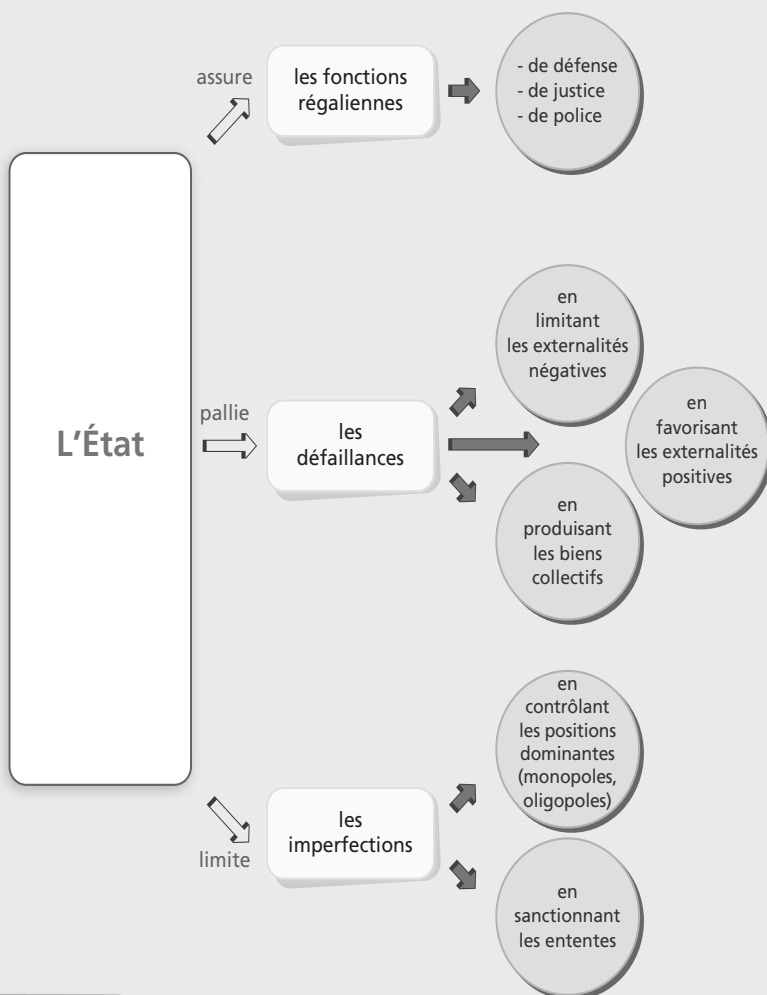


Fiche outil 7 : Argumenter en économie

- 3 À l'aide de vos connaissances et des documents précédents, rappelez ce qu'est un bien collectif. Choisissez ensuite deux postes de dépenses du budget de l'État et pour chacun d'eux présentez un bien collectif et son rôle.

Un bien collectif est un bien fourni par l'État, qui est accessible à tous, sans condition. Les biens collectifs ont plusieurs caractéristiques. Ils n'excluent personne de leur consommation : tous les usagers ont accès à ce type de biens (ex : voirie). De plus, la consommation de ces biens par un agent ne diminue pas celle d'un autre (ex : éclairage public). Du fait de l'impossibilité de faire payer l'utilisateur, ces biens sont financés par l'État et les collectivités locales. Ainsi, si l'on observe le domaine de l'enseignement scolaire, les infrastructures et les personnels sont mis à la disposition de la nation dans le but de former les habitants et d'assurer l'employabilité des usagers. Pour le domaine de la justice, les services juridiques sont financés par l'État et à disposition de tous (tous les usagers peuvent demander à la justice de trancher un litige).

La légitimité d'une intervention de l'État



LES BONNS MOTS POUR LE DIRE

- **Bien collectif** : Bien non-divisible susceptible d'être consommé par plusieurs consommateurs. Son coût de production ne peut être imputé à un individu en particulier.
- **Entente** : Accord illégal passé entre des entreprises dans le but de fausser le libre jeu de la concurrence.
- **Externalité** : Avantage ou inconvénient résultant de l'activité d'un agent économique sur les autres agents et qui n'est pas pris en compte par le marché.
- **Fonctions régaliennes** : Fonctions fondamentales assurées par l'État : police, justice, défense.
- **Monopole** : Situation de marché caractérisée par une entreprise qui est seule à vendre un produit.
- **Oligopole** : Situation de marché caractérisée par un petit nombre de vendeurs face à une multitude d'acheteurs.

SYNTHÈSE RÉDIGÉE : LA LÉGITIMITÉ D'UNE INTERVENTION DE L'ÉTAT

I. Quelles fonctions fondamentales sont assurées par l'État ?

L'État a toujours assuré certaines fonctions nécessaires à l'organisation de la nation, grâce à l'armée, aux institutions judiciaires, à la police et à la gendarmerie.

L'État assure trois fonctions régaliennes :

- une fonction de défense et de sécurité qui permet de protéger le territoire et d'assurer la sécurité des citoyens. L'État exerce également une fonction de sécurité extérieure en contribuant à promouvoir la démocratie dans le monde ;
- une fonction de justice en garantissant l'égalité des droits, la résolution des conflits et la préservation de l'intérêt général ;
- une fonction de sécurité intérieure par l'intermédiaire de la police. L'État assure la sécurité des personnes, des biens et des institutions en luttant contre la criminalité, la délinquance et en maintenant l'ordre public.

L'État est légitime dans ces différentes fonctions car il est seul à pouvoir garantir l'intérêt général. Il est le seul à pouvoir coordonner les forces armées pour la défense extérieure, à pouvoir établir des règles nationales uniformes qui garantissent à chacun le même traitement.

II. L'État doit-il pallier les défaillances du marché ?

A. La nécessité de pallier les externalités négatives qui échappent au marché

Le marché ne peut gérer les externalités car elles ne transitent pas par le système marchand et ne peuvent donc être régulées par le système des prix.

Une externalité est la conséquence de l'activité économique d'un agent sur un autre, sans qu'il y ait de compensation financière.

Or l'État est légitime pour favoriser les externalités positives car elles sont bénéfiques à tous les agents. Ainsi, le système éducatif produit diverses externalités positives comme une meilleure formation des salariés, ce qui permet une meilleure efficacité des entreprises mais aussi de l'économie française. Par ailleurs ce niveau d'éducation engendre des progrès en matière d'hygiène, de santé, de sécurité...

L'État est aussi légitime pour limiter les externalités négatives qui nuisent à l'intérêt général (comme la pollution, par exemple) et qui devront être prises en charge par l'État central ou les collectivités (dépollution, frais de santé).

L'État peut aussi, pour diminuer ces externalités négatives, instaurer une réglementation, des normes et des sanctions.

B. La nécessité de fournir des biens que le marché ne propose pas

Les biens collectifs, par leurs caractéristiques, ne sont pas gérés efficacement par le marché. Ainsi, l'État doit les produire.

Les caractéristiques de ces biens collectifs sont :

- tous les consommateurs ont accès à ces biens ;
- il est impossible de les facturer individuellement ;
- la consommation par un agent ne diminue pas celle d'un autre.

Ces biens sont à la fois non exclusifs, c'est-à-dire que la personne qui consomme un bien public, même à titre onéreux, ne peut empêcher d'autres personnes d'en jouir. Ils sont également sans rivaux, c'est-à-dire que la consommation par une personne d'un bien public ne diminue en rien la possibilité pour d'autres personnes de le consommer (Cornes et Sandler, 1986).

III. L'État doit-il lutter contre les imperfections du marché ?

A. L'État intervient sur les marchés non concurrentiels

Dans une économie de libre concurrence, l'ajustement des marchés est automatique et permet de fixer le meilleur prix pour le consommateur. C'est pourquoi l'État intervient sur les marchés pour réguler la concurrence et éviter les :

- les abus de position dominante, qui peuvent se manifester par une situation de monopole ou d'oligopole ;
- les ententes, qui se définissent comme des accords conclus au sein d'un ensemble d'entreprises ayant une activité commune et convenant d'échanger des informations ou de respecter des règles secrètes en vue de réduire la concurrence entre elles.

B. L'État sanctionne les ententes illicites

Certaines entreprises, de par leur position dominante ou leurs ententes, vont chercher à imposer des prix plus élevés que ceux qui seraient obtenus dans une situation de parfaite concurrence. L'État cherche à protéger le consommateur et à faire respecter une concurrence loyale.

Ainsi, en favorisant la concurrence, l'État permet un meilleur équilibre et la fixation d'un prix plus favorable aux consommateurs.

Par exemple, la venue, sur le marché de la téléphonie, de plusieurs opérateurs, après la fin du monopole de France Télécom Orange, a permis de faire baisser les prix et de diversifier les offres. L'entrée en 2012 de Free sur le marché de la téléphonie mobile a agité également sur la baisse des prix et sur la diversité des services proposés.

Entre 2011 et 2012, selon les données de l'Acerp, la facture mensuelle moyenne a baissé de 12,7 % – de 31,50 euros HT à 27,50 euros HT. Les revenus ont atteint en 2012 17,6 milliards d'euros (– 7,3 % en un an, en 2012) est largement imputable à la

baisse des tarifs des opérateurs en lien avec l'arrivée de Free mobile sur le marché alors même que les volumes consommés ont explosé en 2012 : + 13,6 %, Cette baisse des tarifs est naturellement liée au lancement de l'offre de Free Mobile sur le marché. Depuis janvier 2012, le nouvel opérateur a séduit pas moins de 5,2 millions de clients au 31 décembre 2012 tandis que les offres low-cost créées en 2011 par Bouygues Telecom (B & You), Orange (Sosh) et SFR (Red) pour faire face à l'arrivée de ce nouveau concurrent affichaient environ 2,5 millions de clients. Au total, selon l'Acerp, ce sont près de 7,2 millions de consommateurs qui ont changé d'opérateur tout en conservant leur numéro en 2012 – soit plus de deux fois plus qu'en 2011.

C. Les marchés non concurrentiels pénalisent le consommateur

Les marchés non concurrentiels pénalisent le consommateur en pratiquant un prix plus élevé que celui d'un marché de concurrence pure et parfaite, en offrant des quantités plus limitées que celles qui seraient offertes sur un marché de CPP.

15 L'État acteur sur le marché des biens et des services

PROGRAMME

VI. L'État doit-il intervenir sur les marchés ?

Dans l'histoire de nos sociétés, l'intervention économique de l'État a été plus ou moins prégnante. Elle trouve sa légitimité dans les défaillances et les imperfections du marché, qui soit ne peut offrir le bien, soit le produit de manière non efficiente. La question se pose cependant de déterminer le niveau et les modalités d'intervention, qui vont de la simple régulation à l'intervention directe.

Thème	Notions	Contexte et finalité de l'étude
VI.2. L'État acteur sur le marché des biens et des services	<ul style="list-style-type: none">• La politique de la concurrence.• Les autorités administratives indépendantes.• Les services publics.	<p>L'État, par son action régulatrice, veille au respect des règles de fonctionnement du marché. Il corrige ses imperfections en menant une politique de protection de la concurrence, soit directement par la mise en place d'une réglementation adaptée, soit par le biais d'agences de régulation. <i>Il sera fait référence à une autorité administrative indépendante (ARCEP, AMF, CNIL, CRE, CSA, Autorité de la concurrence...).</i></p> <p>L'État intervient également de manière plus directe par le biais des services publics et des entreprises publiques.</p> <p><i>Les principes de services publics sont abordés dans le cours de management des organisations.</i></p>

PRINCIPES PÉDAGOGIQUES

Il s'agit d'analyser et de comprendre le rôle de l'État sur le marché des biens et des services, en tant qu'régulateur, puis en tant qu'acteur.

I. Comment l'État régule-t-il le marché ?

Dans un premier temps, l'analyse porte sur le rôle de l'État dans sa forme de régulateur, à travers la mise en place d'une politique de la concurrence. Il s'agit d'étudier le lien entre les règles communautaires et les règles nationales, notamment grâce à l'étude des missions de la Commission européenne en matière de régulation de la concurrence.

Ainsi, la Commission européenne contrôle et sanctionne les entraves au jeu de la libre concurrence (abus de position dominante, ententes et concentrations). Elle édicte des règles relatives à la libéralisation des marchés et interdit les aides d'État. Elle s'appuie sur sa complémentarité avec l'instance nationale, l'Autorité de la concurrence.

Dans un second temps, l'analyse porte sur les actions des agences de régulation sur le marché des biens et des services et notamment sur le rôle de l'Autorité de la concurrence. En effet, pour réguler et préserver certains secteurs considérés comme sensibles, à forts enjeux politiques et économiques, l'État a créé les AAI (autorités

administratives indépendantes). Il s'agit de définir le rôle des autorités de régulation et de mettre en lumière une AAI. Ici, le choix se porte sur l'Autorité de la concurrence, de façon à compléter les notions étudiées précédemment.

II. Comment l'État intervient-il directement sur le marché des biens et des services ?

L'État agit de manière plus directe sur le marché des biens et des services en proposant des services publics par le biais d'organisations privées ou d'entreprises publiques. Il s'agit de montrer ici que la conception française du service public et des entreprises publiques a été pendant longtemps remise en cause par l'Union. Depuis le traité de Lisbonne, on est parvenu à un compromis : les entreprises publiques devront s'ouvrir à la concurrence. Les services publics, d'intérêt général, seront préservés dans les secteurs clés : éducation, santé...

Le rôle des entreprises publiques est étudié à partir d'une approche historique et évolutive.

SITOGRAPHIE

Politique de la concurrence

http://ec.europa.eu/publications/booklets/eu_glance/91/index_fr.htm

http://ec.europa.eu/dgs/competition/index_fr.htm

http://www.robert-schuman.eu/question_europe.php?num=qe-52

http://ec.europa.eu/competition/consumers/index_fr.html

<http://www.autoritedelaconcurrence.fr/>

Agences de régulation

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/autorites-administratives-independantes/introduction.shtml>

Services publics

<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/administration/definition/quelle-distinction-entre-administration-service-public.html>

http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/12/14/un-sondage-revele-l-interet-des-francais-pour-les-reformes_1618178_3224.html

<http://www.service-public.fr/actualites/00918.html>

Entreprises publiques

<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/approfondissements/evolution-du-perimetre-du-secteur-public-entreprises.html>

www.insee.fr/FR/FFC/DOCS_FFC/ip440.pdf

<http://finance.edf.com/gouvernement-d-entreprise/statuts-41240.html>

Approche européenne

http://ec.europa.eu/competition/consumers/how/index_fr.html

http://ec.europa.eu/competition/consumers/map/cases_map_en.html

http://ec.europa.eu/competition/consumers/why_fr.html

15

L'État acteur sur le marché des biens et des services

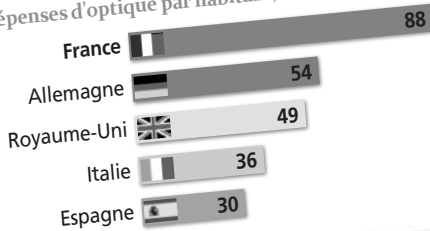
NOTIONS

- La politique de la concurrence
- Les autorités administratives indépendantes
- Les services publics

OBJECTIFS

- Identifier l'action régulatrice de l'État et d'une AAI : l'Autorité de la concurrence
- Caractériser l'offre de services publics

Les Français paient plus cher
Dépenses d'optique par habitant, en 2011, en euros



Direct Matin, 16 décembre 2013



Lunettes : ce qu'il faut savoir sur la libéralisation du marché

Un projet de loi vise à faciliter la vente de lunettes et de lentilles sur Internet.

Un premier amendement décrète qu'il n'est plus nécessaire d'être opticien diplômé pour détenir un fonds de commerce optique, à condition d'employer des salariés ayant un diplôme d'opticien. Le second amendement demande aux ophtalmologues d'inscrire sur les ordonnances l'écart entre les deux yeux du patient. Cela permet de faciliter la vente de lunettes sur Internet, car il était jusqu'à présent difficile au consommateur de réaliser lui-même cette mesure nécessaire au bon centrage des verres.

Aujourd'hui, si la vente en ligne de lentilles connaît un certain succès (entre 10 % et 15 % du marché), la vente de lunettes de vue y reste marginale (1 % du marché). « Grâce à la loi Hamon, des verrous vont sauter et Internet pourrait conquérir 5 % à 10 % du marché », se réjouit Marc Simoncini, PDG de Sensee.

© Émilie Lévêque, Lexpansion.com, 16.12

1 Quels problèmes sont observés sur le marché français de l'optique ?

Les dépenses des Français sont largement supérieures à celles des autres pays de l'UE. On observe aussi un manque de concurrence sur ce marché, notamment du fait de la faible place d'Internet.

2 Quel est le but des mesures proposées par le gouvernement ?

Libéraliser le marché pour permettre à de nouveaux acteurs (notamment en ligne) d'y entrer et ainsi augmenter la concurrence afin d'agir sur les prix.

I. Comment l'État règle-t-il le marché ?

J'analyse

A L'État et l'Union européenne protègent et réglementent la concurrence

Situation 1

Clément regarde le Journal TV et s'exaspère de voir encore une usine fermer. « Qu'attend l'État pour signer un gros chèque et sauver les emplois ? » Sa mère lui répond que ce n'est pas si simple et que les aides publiques sont très réglementées : pourquoi verser à cette entreprise et pas à une autre ?

Doc. 1

La politique de la concurrence est la **contrepartie de la libre circulation des marchandises** voulue dans l'Union européenne. Les biens devant circuler sans entraves dans l'espace communautaire, il semblait logique que les États membres adoptent des règles communes concernant la concurrence, afin que celle-ci ne soit pas faussée, dans l'intérêt des entreprises et dans celui des consommateurs.

Le droit de l'UE s'applique si la pratique contestée affecte le commerce entre les États membres. Si elle concerne seulement le commerce intérieur, le droit français de la concurrence est alors sollicité. Les règles nationales sont largement inspirées du droit de l'Union, elles en reprennent les grands principes et les types de sanctions tout en assouplissant certaines exceptions.

- 1 En quoi consiste la politique de la concurrence d'après le document 1 ? Surlignez les raisons qui la fondent.
C'est un ensemble de règles édictées par l'UE et la France pour maintenir la concurrence sur les marchés.
- 2 Sur quels marchés cette politique de la concurrence s'applique-t-elle ?
Certaines règles régissent le marché de l'Union, d'autres, le marché national.
- 3 Selon vous, quelles raisons justifient ces règles ? Ces règles visent à protéger le consommateur (choix, prix, innovation) et la concurrence (sur le marché national et européen).

Doc. 2

La législation européenne interdit aux entreprises :

- de s'entendre sur les prix ou de se répartir les marchés ;
- d'abuser d'une position dominante sur un marché pour éliminer des concurrents plus petits ;
- de fusionner, si cette opération leur permet de contrôler le marché. Dans la pratique, cette règle n'empêche qu'un

petit nombre de concentrations d'avoir lieu. Les grandes entreprises qui réalisent un volume d'activité important dans l'UE doivent obtenir l'autorisation préalable de la Commission européenne avant de fusionner, même si elles sont établies en dehors de l'UE.

<http://europa.eu>, 2012

- 4 D'après la situation 2, le document 2 et vos connaissances, complétez les cartouches ci-dessous puis reliez chaque exemple au type d'entrave correspondant.

Les abus de position dominante : situations où une entreprise possède un tel avantage concurrentiel qu'elle peut imposer ses conditions sur le marché.

Microsoft a été condamné à 899 millions d'euros pour avoir profité de sa mainmise sur le marché pour tarder à ouvrir ses logiciels.

Les concentrations : on parle de concentration lorsque plusieurs entreprises se regroupent pour donner naissance à une nouvelle firme (fusion ou rachat).

La Commission a autorisé en 2011 l'entreprise Philips à racheter le fabricant espagnol de luminaires Indal.

Aides publiques : Les États ne peuvent verser aux entreprises nationales aucune aide financière.

France Télécom devra rembourser à l'État français environ 1 milliard d'euros, équivalent à dix ans d'avantage fiscal.

B L'État agit par le biais des autorités de régulation

Situation 2

Comme tous les jours, Clément se branche sur sa tablette numérique pour communiquer avec ses contacts. Lors de sa connexion à sa messagerie instantanée, il lit sur la page d'accueil du site un article concernant l'amende de 361 millions d'euros infligée par une autorité adminis-

trative indépendante, l'Autorité de la concurrence, que devront acquitter les fabricants de lessive pour s'être mis secrètement d'accord pendant six ans sur leurs prix et leurs promotions.

Doc. 3

Depuis la fin des années 1970, de nouveaux organes administratifs ont été créés au sein de l'État afin de veiller à la protection de certaines libertés ou de réguler un secteur économique : les autorités administratives indépendantes (AAI). Ces AAI ont en commun « d'agir au nom de l'État sans être subordonnées au gouvernement et de bénéficier, pour le bon exercice de leurs missions, de garanties qui leur permettent d'agir en pleine autonomie, sans que leur action puisse être orientée ou censurée, si ce n'est par le juge »

(rapport public 2001 du Conseil d'État). Elles disposent de pouvoirs plus ou moins étendus qui, dans certains cas, combinent à la fois un pouvoir de réglementation, d'autorisation individuelle, de contrôle, de sanction [...]. Il existe près de 40 AAI aujourd'hui, dans des domaines très variés : Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Autorité des marchés financiers (AMF)...

www.ladocumentationfrancaise.fr, 2012

Doc. 4

Organisme administratif né en 2009 [...], l'Autorité de la concurrence agit au nom de l'État, sans relever de l'autorité du gouvernement dans l'exercice de ses pouvoirs. [...] Elle détient le pouvoir de prononcer des injonctions, d'infliger des sanctions pécuniaires, d'accepter des engagements et

d'accorder le bénéfice de la clémence à certaines entreprises qui coopèrent en aidant à détecter ou à constater l'existence d'ententes. Elle réprime les ententes, les abus de position dominante et les prix abusivement bas.

www.autoritedelaconcurrence.fr

- 5 **Surlignez** dans le document 3 les caractéristiques des autorités administratives indépendantes (AAI).
- 6 Pour quelles raisons l'État a-t-il créé des agences de régulation indépendantes ? Les AAI veillent à la protection de domaines d'activité sensibles (CSA, AMF), aux décisions qui peuvent avoir des conséquences politiques ou économiques importantes ou touchant aux libertés individuelles (CNIL).
- 7 Quelle est la mission de l'Autorité de la concurrence ? Démontrez qu'il s'agit bien d'une AAI. L'Autorité de la concurrence veille au libre jeu de la concurrence, en surveillant le fonctionnement des marchés. Elle sanctionne les entreprises réalisant des ententes ou abusant de leur position dominante. Elle contrôle les concentrations. Chargée, au nom de l'État, d'assurer la régulation de la concurrence sur le territoire national, sans intervention des autorités gouvernementales. C'est donc bien une AAI.

Je construis le cours

I. Comment l'État corrige-t-il les imperfections du marché ?

- Comment la Commission européenne et l'Autorité de la concurrence assurent-elles la régulation du marché ?

La Commission européenne édicte les grands principes de la politique de la concurrence. Elle sanctionne les entraves à la concurrence concernant le commerce entre États membres : ententes, abus de position dominante, concentrations et aides publiques. L'Autorité de la concurrence est responsable de l'application des règles communautaires. Elle sanctionne les agissements des entreprises sur le territoire français.

- Quel est le rôle d'une autorité administrative indépendante (AAI) ? Les AAI sont des institutions de l'État, chargées, en son nom, d'assurer la régulation de secteurs considérés comme essentiels et pour lesquels le gouvernement veut éviter d'intervenir directement. Leur rôle est de veiller à la protection des libertés ou de réguler un secteur économique.

II. Comment l'État intervient-il directement sur le marché des biens et des services ?

J'analyse

A L'État agit sur le marché par l'intermédiaire des entreprises publiques

Situation 3

Clément se réveille grâce à sa radio programmée sur la station **Le Mouv**. Aujourd'hui, et comme chaque matin, il court jusqu'à la gare d'Avignon pour prendre **le train** qui le mènera dans le centre-ville de Nîmes. Son lycée est à deux pas. Ce soir, en rentrant, il en profitera pour retirer le colis qu'il attend à **la poste** et acheter **un jeu à gratter** au commerce le plus proche.

Doc. 5

Les entreprises publiques – dont l'État détient plus de 50 % du capital – étaient traditionnellement considérées comme un élément de la politique économique et sociale du gouvernement, dont les choix pouvaient différer sensiblement de ceux des entreprises privées. Elles ont beaucoup évolué ces trente dernières années. Ces évolutions contrastées sont la conséquence des alternances politiques et, avec elles, des nationalisations et des privatisations successives.



Les raisons des nationalisations :

- disposer d'instruments d'intervention dans les secteurs clés ;
- mettre en œuvre un programme économique où l'État pourrait soutenir certaines activités ;
- après la guerre, sanctionner certaines entreprises engagées dans la collaboration avec l'ennemi.

Les raisons des privatisations :

- fournir des ressources budgétaires ponctuelles importantes ;
- permettre aux entreprises d'investir grâce à des augmentations de capital ;
- répondre aux exigences de l'Europe en matière de libéralisation des marchés publics.

1 Comment définit-on une entreprise publique ? Il s'agit d'une entreprise dont l'État détient au moins 50 % du capital.....

2 Surlignez dans la situation 3 les entreprises publiques en relation avec les activités de Clément et précisez leur dénomination sociale ci-après.



Radio
France



SNCF
.....



La Poste
.....



La Française
des Jeux

3 Qu'est-ce qu'une nationalisation ? Qu'est-ce qu'une privatisation ? Une nationalisation est le fait de transférer la propriété d'une entreprise à l'État. Il y a privatisation lorsque l'État cède tout ou partie de ses parts du capital d'une entreprise publique.....

4 Décrivez la tendance historique dégagée par le document 5. Après la guerre, dans un souci de reconstruction et de maîtrise de la croissance économique, l'État a nationalisé de nombreuses entreprises.....

À partir de 1986, on assiste à différentes vagues de privatisations partielles ou totales. Aujourd'hui, notamment sous l'impulsion de l'Europe, il reste peu d'entreprises détenues entièrement par l'État.....

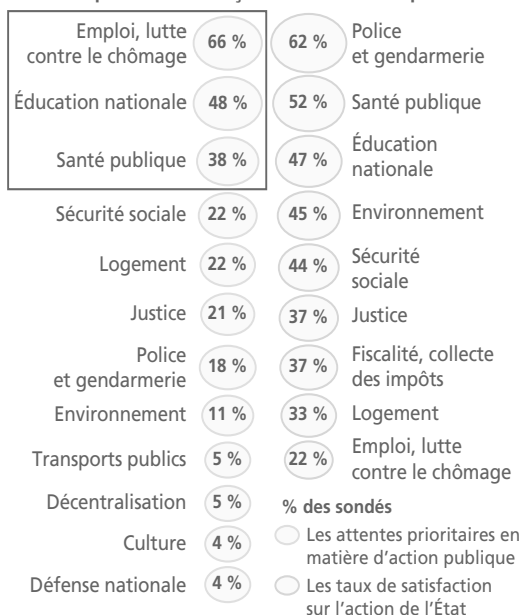
5 Surlignez dans le document 5 ce qui motive les nationalisations ; les privatisations.

Situation 4

La cousine de Clément, Aurélie, vient d'accoucher à l'hôpital privé de sa commune. Clément, né à l'hôpital public de la ville, lui demande pourquoi elle a fait ce choix. Aurélie lui explique que, le nombre de places étant limité, elle n'a pu s'inscrire à l'hôpital public le plus proche. De plus, en cas d'accouchement, la prise en charge par la Sécurité sociale est identique dans le public et dans le privé.

Doc. 6

L'opinion des Français sur les services publics



D'après enquête BVA, novembre 2012

6 Rappelez ce qu'est un service public. Donnez un exemple. Un service public est :

- une activité ou une mission d'intérêt générale (ex : santé publique).
- l'ensemble des organismes en charge des activités d'intérêt général (ex : hôpital public).

7 Qui assure les services publics ? Pour qui ? Illustrez votre réponse grâce à la mise en situation. Les services publics peuvent être produits par des organismes publics (hôpital public) ou privés (cliniques privées). Ils sont à la disposition de tous.

8 Dans le document 6, entourez les trois domaines prioritaires des Français en matière d'action publique. Dans ces domaines, les Français sont-ils satisfaits ? Pour 66 % des Français, l'emploi est un domaine prioritaire qui ne satisfait que 22 %

des sondés. Pour 48 % des Français, l'Éducation nationale est prioritaire et 47 % des sondés en sont satisfaits. Enfin, pour 38 % des Français, la santé est importante, et dans ce domaine 52 % des Français sont satisfaits de l'action de l'État en matière de santé publique.

9 D'après vos connaissances, trouvez un exemple de service public dans le domaine de l'emploi.

La lutte contre le chômage est une mission d'intérêt général dévolue à Pôle emploi.

Je construis le cours

II. Comment l'État intervient-il directement sur le marché des biens et des services ?

- Comment l'État est-il présent sur les marchés ? Grâce à son offre de biens et de services proposés par les entreprises publiques. Une entreprise publique est une entreprise dont la majorité des parts est détenue par l'État. Grâce à son offre de services publics, l'État répond à une mission d'intérêt général (emploi, éducation, santé...) par l'intervention d'organismes privés ou publics. Les services publics sont destinés à tous les citoyens.




Entraînement

VRAI/FAUX

	Proposition	Vrai	Faux	Justification
1	L'Autorité de la concurrence est une entité communautaire qui vérifie le fonctionnement des marchés financiers.		X	L'Autorité de la concurrence est une AAI française qui s'occupe des affaires liées à la concurrence.
2	Pour secourir les entreprises françaises en difficulté, l'État peut leur offrir des aides financières sans l'accord de quiconque.		X	Les aides sont soumises à des règles strictes et doivent être soumises à l'autorisation de la Commission.
3	Une AAI est soumise au contrôle de l'État.		X	Une AAI possède son autonomie et est indépendante du pouvoir de l'État.
4	Le service public peut être assuré par une entreprise publique ou une entreprise privée.	X		Les pouvoirs publics peuvent déléguer cette tâche aux entreprises privées.
5	Une entreprise est publique tant que l'État possède une part du capital.		X	L'État doit contrôler l'entreprise, c'est-à-dire détenir au moins 50 % du capital.

EXERCICE

Y a-t-il entrave à la libre concurrence dans les cas suivants ? Si oui, qualifiez la pratique anticoncurrentielle observée.

<p>Coca-Cola souhaiterait acheter Pepsi-Cola.</p> 	<p>Entrave : concentration</p>	<p>Citroën et Toyota développent ensemble un modèle de moteur qui équipera leurs futures voitures.</p>	<p>Pas d'entrave : partenariat</p>
<p>En 2011, quatre marques de lessive concurrentes s'accordent pour alterner leurs offres commerciales selon les semaines.</p>	<p>Entrave : entente</p>	<p>Léonidas impose des prix de vente uniformes dans toutes les franchises de la marque.</p> 	<p>Pas d'entrave : magasins franchisés</p>
<p>En 2006, Sephora, Nocibé et Marionnaud décident de vendre plusieurs flacons de parfum au même prix.</p> 	<p>Entrave : entente</p>	<p>L'État propose 45 millions d'euros à une PME française qui souhaite développer son activité en Europe centrale.</p>	<p>Entrave : aide publique à une entreprises privée</p>

Doc. 1

» La mutation d'EDF en SA

La loi du 9 août 2004 [a] transformé EDF en société anonyme à conseil d'administration. Le statut de société anonyme a donné la possibilité à EDF d'ouvrir son capital dans la limite de 30 % pour soutenir son développement. [...] l'État doit détenir au moins 70 % du capital et des droits de vote.

Les lois du 9 août 2004 et du 7 décembre 2006 ont transcrit en droit français les directives européennes prévoyant

l'ouverture à la concurrence des activités de production et de commercialisation de l'électricité.

EDF a désormais élargi son offre commerciale au-delà de la simple fourniture d'électricité. EDF SA s'est orienté vers une offre multiénergie, comme la fourniture conjointe de gaz et d'électricité, et des services énergétiques associés.

D'après <http://finance.edf.com>, 2013

Doc. 2

Énergie : la concurrence bénéficie aux particuliers

Presque six ans après l'ouverture du marché de l'énergie, les résultats sont pour le moins contrastés. L'Observatoire des marchés de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) illustre cette tendance : au 31 décembre 2012, 1,2 million de foyers ont quitté GDF Suez au profit d'un fournisseur alternatif, soit 11,3 %. Dans l'électricité, en revanche, moins

de 7 % des utilisateurs, soit 2,1 millions sur un total de 30,8 millions, ont quitté les tarifs réglementés proposés par EDF. Cette concurrence timide évolue « à un rythme plutôt stable », selon la CRE, avec 75 000 clients supplémentaires en offre de marché à la fin du quatrième trimestre 2012, contre 79 000 au troisième trimestre.

© Frédéric De Monicault, lefigaro.fr, 6 mars 2013

> Analyser



Fiche outil 2 : Analyser un texte économique

- 1 Identifiez l'entreprise et son activité. Est-ce une entreprise publique ? Justifiez. L'entreprise EDF est spécialisée dans la fourniture d'électricité, son capital est détenu à 70 % au moins par l'État et elle répond à une mission d'intérêt général.
- 2 Pourquoi le capital de l'entreprise a-t-il été ouvert à d'autres agents économiques ? Quel intérêt l'État et l'entreprise y trouvent-ils ? L'Europe exige une libéralisation des marchés. L'ouverture du capital est synonyme de ressources financières pour l'État et pour l'entreprise, ce qui peut permettre à cette dernière d'investir et de se développer.
- 3 La libéralisation du marché de l'énergie a-t-elle eu un impact important sur la constitution du marché ? L'ouverture du marché de l'énergie a permis l'entrée de nouveaux concurrents. Cependant, seuls 11,3 % des consommateurs se sont tournés vers un nouvel opérateur de gaz, 7 % vers un nouveau fournisseur d'électricité.
- 4 Déduisez-en ce qu'est la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et présentez son rôle. La CRE est une AAI chargée par l'État de réguler le secteur de l'énergie, notamment en fixant la hausse des prix.

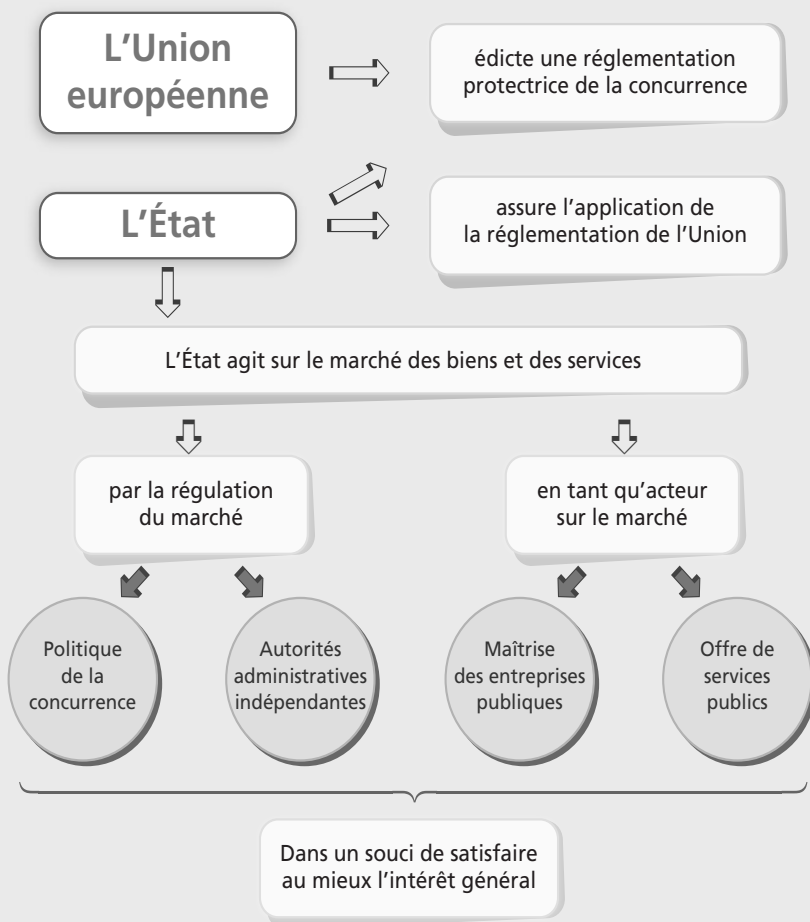
> Argumenter



Fiche outil 7 : Argumenter en économie

- 5 En vous appuyant sur l'exemple d'EDF, présentez le raisonnement économique qui a conduit l'Union européenne à imposer la libéralisation des marchés et les effets attendus d'une telle mesure. L'UE favorise la libre concurrence afin de préserver les intérêts des consommateurs. En France jusqu'en 2004, l'électricité relevait d'un monopole d'État au travers d'EDF. Il a donc fallu ouvrir le capital et transformer l'entreprise publique en SA. La privatisation a permis d'augmenter les capacités de financement, d'élargir l'offre, de supprimer le monopole détenu par l'État et de libéraliser le marché. L'ouverture à la concurrence a permis l'entrée d'acteurs privés notamment européens, qui fixent librement leurs prix et offrent un choix de services plus large aux consommateurs.

→ L'État acteur sur le marché des biens et des services



LES BONNS MOTS POUR LE DIRE

- Abus de position dominante : Situation où une entreprise possède un tel avantage concurrentiel qu'elle peut imposer ses conditions sur le marché.
- Autorité administrative indépendante (AAI) : Autorité de régulation chargée par l'État de protéger des libertés ou de réguler un secteur économique.
- Concentration : Regroupement de plusieurs entreprises pour donner naissance à une nouvelle entité économique (fusion ou rachat).
- Entreprise publique : Entreprise dont plus de la moitié du capital est détenu par l'État.
- Nationalisation : Transfert de propriété d'une entreprise au profit de l'État.
- Privatisation : Transfert partiel ou total de propriété d'une entreprise publique au profit d'acquéreurs privés.

SYNTHÈSE RÉDIGÉE :

L'ÉTAT ACTEUR SUR LE MARCHÉ DES BIENS ET DES SERVICES

I. Comment l'État régule-t-il le marché ?

A. L'État et l'Union européenne protègent et réglementent la concurrence

L'État est garant, sous couvert de l'Europe, de la libre concurrence pour les entreprises de l'espace communautaire. En cela, la France et tous les pays de l'Union européenne ont délégué leurs compétences relatives à la politique de la concurrence à l'Union dans l'espace européen. La Commission européenne agit au nom de l'Europe et défend plusieurs principes.

La Commission impose une réglementation garantissant aux entreprises le respect de la libre concurrence. Il s'agit d'interdire les ententes qui pourraient léser les consommateurs et les concurrents extérieurs à cette pratique ; de sanctionner les abus de position dominante pour les mêmes raisons que les ententes ; et de contrôler les concentrations qui pourraient avantager les entreprises concernées sur leur marché et potentiellement leur donner une position dominante. La Commission européenne contrôle également les aides que pourraient verser les États aux entreprises et qui pourraient avantager ces dernières sur le marché unique au détriment de leurs concurrentes. Néanmoins, certaines aides peuvent être autorisées dans le cas où l'entreprise est en grande difficulté et où son maintien pourrait profiter à l'intérêt général ou local. Sont souvent autorisées les aides destinées aux régions défavorisées, à la R&D, à la culture...

B. L'État agit par le biais des autorités administratives de régulation

Au niveau national, l'État peut agir sur les marchés grâce à ses agences de régulation communément appelées AAI (autorités administratives indépendantes). Celles-ci sont chargées de gérer en toute indépendance certains domaines jugés sensibles, pour lesquels le gouvernement veut éviter d'intervenir trop directement (radio et télévision avec le CSA, marchés financiers avec l'AMF, protection des données avec la CNIL, gestion des marchés de l'énergie (électricité et gaz) avec le CRE, diffusion d'œuvres sur Internet avec l'Hadopi).

L'Autorité de la concurrence est considérée comme une AAI. Son rôle est de faire appliquer, conjointement avec la Commission européenne, la politique de la concurrence sur le territoire français. L'Autorité de la concurrence est spécialisée dans le contrôle des pratiques anticoncurrentielles et des opérations de concentration.

II. Comment l'État intervient-il directement sur le marché des biens et des services ?

A. L'État agit sur le marché par l'intermédiaire des entreprises publiques

Après la Seconde Guerre mondiale s'impose la volonté politique de contrôler les activités essentielles du pays. Le développement de l'Union européenne oblige la France à se retirer peu à peu du marché des biens et des services par des privatisations totales ou partielles. Elle affirme ainsi son désengagement de la sphère économique pour laisser libre le jeu de la concurrence.

• **Un mouvement de nationalisations...**

Une nationalisation consiste à transférer la propriété d'une entreprise à l'État. C'est par ce moyen qu'après la guerre de 1945 le nombre des entreprises publiques s'est fortement accru en France. De nombreuses nationalisations ont touché des entreprises industrielles et de services. Il s'agissait de disposer d'instruments d'intervention dans les secteurs clés. C'est pourquoi ont été nationalisées, entre autres, les industries du gaz et de l'électricité en 1946, la Banque de France en 1945, quatre grandes banques de dépôt, mais aussi plus de trente compagnies d'assurances, Air France en 1945 ou encore les transports parisiens.

Plusieurs vagues de nationalisations se sont succédé entre 1981 et 1982 avec l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand. En 1982, le gouvernement met en œuvre un programme économique interventionniste. De nombreuses banques, deux compagnies financières (Suez et Paribas) et plusieurs groupes industriels (Saint-Gobain, Pechiney, Rhône-Poulenc, Thomson) font leur entrée dans le secteur public.

Ainsi, en 1982, le poids des entreprises publiques est de 23 % du PIB français et représente une part importante de l'emploi, soit 9 % de la population active.

• **... puis de privatisations**

Les privatisations prennent la forme d'une cession par l'État de tout ou partie de ses parts dans le capital d'entreprises.

À partir de 1986, les gouvernements ont commencé à privatiser. Cette évolution se révèle capitale puisque, depuis lors, les privatisations d'entreprises publiques n'ont pas cessé. De 1986 à 1988, une dizaine d'entreprises ont été effectivement vendues. Elles concernaient trois secteurs essentiels : les banques et les assurances – Société générale, Paribas et Suez en 1987 –, l'industrie – avec Saint-Gobain en 1986, Matra en 1988 –, enfin la communication avec l'Agence Havas et TFI en 1987.

En 1988, le gouvernement s'engage dans des privatisations partielles, les capitaux publics restant majoritaires. Plusieurs moyens sont alors employés : la cession d'activités de certaines entreprises publiques (ex. : filiales de la parachimie cédées au groupe Total), la réduction du capital contrôlé par l'État (ex. : Elf Aquitaine, Rhône-Poulenc), le changement de statut de certaines entreprises ouvrant la porte à d'autres privatisations (ex. : Renault).

Ce mouvement s'est ensuite poursuivi : la loi du 19 juillet 1993 prévoit le transfert de 21 entreprises. C'est surtout l'industrie qui est concernée (Rhône-Poulenc en 1993, Elf Aquitaine en 1994, Seita, Pechiney et Usinor en 1995, Renault en 1996), ainsi que le secteur bancaire et les assurances (BNP en 1993, AGF en 1996).

Entre 1997 et 2002, de nombreuses ouvertures partielles de capital ont été réalisées, l'État restant majoritaire, dans le secteur industriel (Thomson Multimédia en 1999), bancaire et de l'assurance (CNP en 1998), des transports (Air France en 1999) ou encore des télécommunications (avec France Télécom en 1997 et en 1998). Mais, dans plusieurs cas, l'ouverture aux capitaux privés des entreprises publiques a abouti à leur privatisation, l'État cédant sa part majoritaire (CIC et GAN en 1998, Crédit lyonnais en 1999 ou Banque Hervet en 2000).

Enfin, depuis 2002, l'État a continué de se désengager en cédant certaines de ses participations ou la totalité dans des entreprises françaises. C'est ainsi que France Télécom et Air France ont été transférées au secteur privé en 2004. En 2006, des privatisations totales de plusieurs sociétés d'autoroutes ont été réalisées (SANEF, APRR, ASF). Enfin, dans le secteur de l'énergie, on peut évoquer l'ouverture partielle du capital de GDF à l'été 2005 et de celui d'EDF en novembre 2005, l'État restant dans les deux cas majoritaire.

Les privatisations ont obéi à des motifs variés : une conception plus restrictive de l'État dans l'économie, un besoin de ressources budgétaires (82 milliards d'euros entre 1986 et 2005). De plus, dans un contexte de forte concurrence internationale, les privatisations permettent aux entreprises concernées d'investir grâce à des augmentations de capital que l'État n'aurait pas été en mesure de financer. Enfin, elles répondent à une exigence de l'Europe de libéralisation des marchés.

B. L'État agit sur le marché par l'offre de services publics

Le service public est une activité ou une mission d'intérêt général. On appelle aussi service public l'ensemble des organismes en charge des activités d'intérêt général. Les services publics peuvent être assurés par des organismes publics ou privés. Les domaines d'intervention des services publics sont nombreux : l'éducation, l'emploi, les transports, la police, la justice...

L'offre de services publics par l'État a été mise en question par l'Union jusqu'à ce qu'un compromis soit consigné dans le traité de Lisbonne : l'idée de services publics est maintenue dans les domaines où l'intérêt général l'exige.

➤ Répondre à une question sur un document

Répondre correctement à une question posée suppose de bien comprendre la question, de présenter des arguments en faveur de votre réponse si on vous demande de justifier. Les mots utilisés pour décrire le travail attendu recouvrent des activités différentes. Les énoncés comportent des informations, des consignes à exécuter ou des questions. Il s'agit d'utiliser les informations données pour répondre au mieux.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

1 Repérer les différents termes de la question ou de la consigne

Les verbes indiquent l'action à effectuer, la consigne à exécuter. Les mots renvoient souvent à des connaissances du cours et délimitent le sujet. Les connecteurs logiques donnent des indications sur la relation entre les termes.

EXEMPLE : Dans la consigne « Identifier le document » le verbe identifier signifie déterminer la nature du document, établir son identité. Caractériser signifie formuler les caractères.

Restituer des informations apprises ou lues	Traduire, interpréter de l'information	Analyser, mettre en relation des informations	Argumenter	Évaluer, porter un jugement
Citer, Décrire, Définir, Désigner, Énumérer, Exposer, Formuler, Identifier, Nommer, Sélectionner, Souligner, Relever, Repérer	Définir, Expliciter, Expliquer, Illustrer, Interpréter, Préciser, Reformuler, Résumer, Traduire	Caractériser, Catégoriser, Classer, Choisir, Comparer, Décomposer, Déduire, Discriminer Distinguer, Extraire, Rechercher	Argumenter, Démontrer, Déterminer, Justifier, Montrer	Évaluer, Juger, Critiquer, Décider, Tester, Justifier, Défendre, Recommander, Réfuter, S'opposer à

2 S'assurer de sa compréhension en reformulant le travail à faire

Exemple de reformulation de la question précédente : déterminer la nature du document.

3 Trouver une proposition ou une réponse dans le document ou dans ses connaissances

Pour répondre à « Faites le lien entre ces trois opérations », il faut reproduire le raisonnement qui a été vu en cours sur le thème dont traite le sujet. On demande souvent de justifier sa réponse. Dans ce cas, il faut étayer sa réponse par des arguments.

4 Trouver des arguments qui appuient la proposition.

• Qu'est-ce qu'un argument ?

C'est un raisonnement ou un fait ou un exemple ou une règle qui justifie la proposition. Dans « Montrez l'importance du rôle des économistes dans la société », montrer veut dire qu'il faut trouver des preuves, des arguments. Il s'agit ici de mettre en relation des informations issues du texte avec des connaissances vues en cours.

• Que retenir comme argument ?

L'argument retenu doit être juste et convaincant. On choisit son argument en fonction de sa justesse, de la proposition à argumenter et de la personne à laquelle on s'adresse.

- La paraphrase sauf s'il est demandé de relever des informations situées dans un document.
- Le hors sujet.
- Une mauvaise interprétation de la consigne.

PIÈGES À ÉVITER

APPLICATION

Doc.

Qu'est-ce que la science économique ?

Selon l'économiste et homme politique Raymond Barre (1924-2007), « la science économique est la science de l'administration des ressources rares. Elle étudie les formes que prend le comportement humain dans l'aménagement de ces ressources ; elle analyse et explique les modalités selon lesquelles un individu ou une société affectent des moyens limités à la satisfaction de besoins nombreux et illimités » (*Traité d'économie politique*, PUF, 1959). Selon Edmond Malinvaud (né en 1924, économiste directeur de l'Insee puis professeur au Collège de France), « l'économie est la science qui étudie comment les ressources rares sont

employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société ; elle s'intéresse, d'une part, aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation des biens, d'autre part, aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations » (*Leçons de théorie microéconomique*, Dunod, 1986).

Le rôle des économistes est donc, d'une part, d'analyser comment la société humaine produit ses richesses et les répartit, et, d'autre part, de proposer aux gouvernants des explications et des possibilités d'amélioration à certains dysfonctionnements économiques et sociaux.

1 Identifier le document.

Identifier c'est déterminer la nature du document, établir son identité.

Ce sont des citations d'économistes rapportées par un auteur.

2 Caractériser la science économique selon Raymond Barre.

Caractériser c'est mettre en évidence les éléments importants de la définition.

C'est l'étude (1^{er}) de l'affectation de ressources (2^e) rares (3^e) à des besoins illimités (4^e).

3 Explicitez les éléments de cette définition.

Expliciter veut dire formuler en détail la pensée de l'auteur pour la rendre plus claire encore. Les connaissances peuvent être utiles ici.

Les besoins des agents sont illimités car ils se renouvellent et se diversifient sans cesse. Les ressources sont rares car disponibles en quantités limitées. Il existe donc un certain rationnement des agents économiques. Il faut donc rechercher une certaine efficacité dans l'utilisation des ressources : satisfaire avec peu de biens le plus de besoins possible.

4 Formulez les apports de la définition d'Edmond Malinvaud.

Formuler c'est exprimer avec précision les ajouts apportés par le 2^e économiste.

Il y ajoute l'étude des opérations économiques (production, répartition et consommation) ainsi que les institutions (agents économiques) qui interviennent dans ces opérations. La science économique a donc pour objet l'étude de la production, de la répartition et de la consommation des biens et des services rares.

5 Faites le lien entre ces trois opérations.

C'est reproduire le raisonnement qui a été vu en cours.

La production de biens et de services permet de créer des richesses qui sont réparties entre les acteurs sous forme de revenus qui seront dépensés en consommation et en investissement.

6 Montrez l'importance du rôle des économistes dans la société.

Montrer veut dire qu'il faut trouver des preuves, des arguments. Il s'agit ici de mettre en relation des informations issues du texte avec des connaissances vues en cours.

Le rôle des économistes consiste à analyser et prévoir les opérations de production, de répartition, de dépenses. Il est aussi de conseiller les hommes politiques sur les intérêts ou les risques des décisions à prendre. En cela, leur rôle comporte des enjeux de philosophie politique et un enjeu social considérable.

➤ Analyser un texte économique

Dans un texte, l'auteur apporte des informations, conduit un raisonnement à propos d'une problématique, expose ses idées... Il s'agit donc d'utiliser ses connaissances pour éclairer, expliciter voire critiquer ce que dit l'auteur. Avant de répondre aux questions posées, on doit saisir le sens du texte.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

1 Repérer l'environnement du texte

Quelle est **la source** et la nature du texte ? Est-ce un article de presse ? un extrait d'un ouvrage de référence ? un extrait d'un rapport officiel ? La source permet d'apprécier son degré de fiabilité.

Qui est **l'auteur** ? *Un expert, un journaliste, un homme politique, un témoin* ? La qualité de l'auteur renseigne sur le degré d'objectivité du document.

Quelle est **la date** ? Elle permet de le situer et d'apprécier son caractère intemporel ou son actualité...

Quel est **son titre** ? S'il existe, il donne le sens général du texte et oriente sa compréhension

2 Lors de la lecture, surligner les idées ainsi que les articulations logiques

La fonction des mots de liaison est d'indiquer les rapports et enchaînements d'idées soit à l'intérieur d'un même paragraphe soit d'un paragraphe à l'autre. Elles explicitent les liens entre les éléments du texte, les étapes du déroulement d'un énoncé. En les identifiant, on met en évidence la structure de la pensée.

Sens visé	Articulations logiques
Cause	Car, en effet, à cause de, à la suite de, en raison de, grâce à, du fait de, parce que, puisque, pour, comme, étant donné que, au motif que, compte tenu de, en l'état de...
Conséquence/but	Donc, ainsi, c'est pourquoi, de là, d'où, dès lors, en conséquence, par conséquent, afin de, en vue de...
Addition	Et, puis, aussi, également, en outre, ensuite, d'une part... d'autre part, par ailleurs, de plus, dans la foulée, dans la plupart des cas...
Concession ou opposition	Mais, or, cependant, toutefois, pourtant, même, au contraire, néanmoins, en revanche, inversement, malgré, en dépit de, bien que, quoique...
Hypothèse	Si, au cas où, à supposer que...

3 Distinguer les idées principales des idées secondaires

Faire l'inventaire des idées principales et distinguer ce qui est de l'ordre du fait, de l'argument, de l'opinion, de l'exemple, de la citation... Établir une hiérarchie entre les idées. *On les reconnaît généralement par l'emploi de mots de liaison qui marquent l'addition (aussi, également, en outre...).*

Les idées secondaires expliquent, illustrent ou sont la cause ou la conséquence d'une idée principale et sont identifiées par des mots de liaison : *ainsi, par exemple...*

4 Identifier les connaissances associées

Les mots importants du document servent de repères pour mobiliser les connaissances. Quelques questions simples peuvent aider au repérage : quelle est l'idée principale exprimée, à quels principes économiques fait-elle référence, suppose-t-elle des conditions ? *Ici arbitrage et rareté sont les notions à préciser.*

5 S'interroger sur la pertinence du contenu du texte

En quoi les informations ou idées sont-elles exactes ou complètes ou pertinentes ou non ? Font-elles débat ? Sont-elles contredites par d'autres approches ? *Stiglitz a privilégié le revenu et le temps pour exprimer la rareté. Il existe d'autres ressources rares.*

6 Structurer la réponse à partir des questions posées.

- Erreur d'interprétation du texte ou du statut de l'auteur.
- Confusion entre les idées principales et les idées secondaires.
- Erreur sur le fond ou absence de connaissances.

PIÈGES À ÉVITER**APPLICATION**

Doc.

Chacun d'entre nous doit en permanence effectuer des choix – les étudiants peuvent travailler à la bibliothèque ou dans leur chambre, manger de la pizza ou des sushis, poursuivre leurs études ou travailler à plein-temps.

Les sociétés doivent elles aussi faire des choix : conserver des espaces verts plutôt que d'autoriser la construction de logements, produire des ordinateurs et importer des téléviseurs plutôt que faire l'inverse, baisser les impôts plutôt qu'augmenter les dépenses publiques. Dans certains cas, les individus ou les États font ces choix de façon explicite. Vous pouvez ainsi avoir à trancher entre l'étude de l'économie ou celle d'une autre discipline. L'État décide chaque année s'il doit baisser les impôts ou accroître ses dépenses. Dans d'autres cas, les choix résultent d'actions non coordonnées de millions d'individus. Ni l'État, ni aucun individu n'a décidé que les États-Unis importeraient des automobiles japonaises ou exporteraient du blé en Inde. Il n'en reste pas moins que les choix font intervenir à chaque fois des arbitrages – obtenir plus d'une chose implique d'en avoir moins d'une autre. La rareté oblige à faire des arbitrages.

La rareté occupe une place centrale en économie ; c'est parce que les ressources sont rares que les choix ont de l'importance. Chacun d'entre nous est obligé de faire des

choix en raison du montant limité de son revenu. On ne peut pas s'offrir tout ce que l'on souhaite. Si l'on dépense plus pour son logement on dispose de moins d'argent pour acheter des vêtements ou s'offrir des loisirs. Avoir un toit ouvrant quand on achète une nouvelle voiture peut signifier renoncer à des sièges en cuir afin de ne pas dépasser le budget disponible. Mais le caractère limité du revenu n'explique pas à lui seul pourquoi nous sommes obligés de faire des arbitrages. Prenons le cas d'une personne immensément riche, qui peut s'offrir tout ce qu'elle souhaite. On aurait tort de croire qu'il n'existe pour elle aucune contrainte. En effet, le temps est également une ressource et même l'enfant d'un milliardaire possédant tous les jouets du monde, y compris les plus chers, doit choisir chaque jour ceux avec lesquels il va jouer. Dès que l'on fait intervenir le temps, on se rend compte que la rareté est une réalité, à laquelle tout le monde est soumis.

Tous les économistes sont d'accord pour reconnaître le rôle déterminant de la rareté. Cette idée se résume comme suit : il n'existe pas de repas gratuit (« *there is no free lunch* »). Avoir plus d'une chose implique de renoncer à une autre. Du fait de la rareté, les arbitrages sont des réalités permanentes de la vie.

J. Stiglitz, C. Walsh, J.-D. Lafay, *Principes d'économie moderne*, De Boeck, 2007 ◀

1 Repérez l'environnement du texte.

Source et nature du texte : extrait d'un ouvrage d'économie : bonne valeur scientifique.
Auteur : un économiste reconnu par un prix Nobel d'économie (2001). Date : 2007.

2 Lors de la lecture, surlignez idées et articulations logiques.**3 Distinguez les idées principales des idées secondaires.**

Idées principales hiérarchisées : les individus et la société doivent en permanence opérer des choix. Ces choix peuvent être clairement exprimés en fonction d'un but ou inorganisés. Ces arbitrages sont nécessaires à cause de la rareté des ressources.

Idées secondaires : ce sont tous les exemples.

4 Identifiez les connaissances associées.

Arbitrer, c'est opérer des choix par sa propre volonté afin d'obtenir le maximum de satisfaction pour le minimum de ressources utilisées. Rareté : qui existe en quantité limitée.

► Calculer et interpréter des pourcentages

Un pourcentage est une façon d'exprimer un nombre comme une fraction de cent. On utilise le pourcentage, noté %, lorsqu'un nombre représente une proportion ou une fraction d'un ensemble. D'usage très fréquent dans le monde actuel puisqu'on le rencontre en statistique comme en économie, le pourcentage est une notion qui peut induire des erreurs de raisonnement.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

1 Calculer un pourcentage

Quand l'Insee dit : « Si les tendances démographiques récentes se maintiennent, la France métropolitaine comptera 73,6 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2060, soit 11,8 millions de plus qu'en 2007. Le nombre de personnes de plus de 60 ans augmentera, à lui seul, de plus de 10 millions. En 2060, 23,6 millions de personnes seraient ainsi âgées de 60 ans. En 2060, une personne sur trois aura ainsi plus de 60 ans. » On peut exprimer ces informations sous forme de pourcentage.

Ainsi, pour connaître la part des plus de 60 ans dans la population totale en 2060, on doit effectuer le raisonnement suivant :

Si sur une population totale de 73,6 millions on a 23,6 millions de personnes âgées de plus de 60 ans, sur 100, combien y a-t-il de plus de 60 ans ? Le résultat est obtenu de la façon suivante :

$$\text{Par les proportions : } \frac{23,6}{73,6} = \frac{x}{100} \text{ soit } x = \frac{2\,360}{73,6} = 32,07$$

$$\text{Ou par une règle de trois : } \frac{23,6}{73,6} \times 100 = 32,07$$

Il y aura donc 33 habitants de plus de 60 ans pour 100 habitants en France métropolitaine en 2060.

D'une manière générale il faut utiliser

$$\text{– les proportions : } \frac{\text{Nombre du sous-ensemble étudié}}{\text{Nombre représentant l'ensemble de référence}} = \frac{x}{100}$$

$$\text{– une règle de trois : } \frac{\text{Nombre du sous-ensemble étudié}}{\text{Nombre représentant l'ensemble de référence}} \times 100$$

2 Appliquer un pourcentage

À partir d'un pourcentage, il est demandé de trouver la valeur absolue correspondante. C'est donc l'opération inverse.

Sachant que dans une population totale de 73,6 millions d'habitants ou aura 32,07 % de plus de 60 ans, à combien d'habitants s'élèvera cette population ?

$$\frac{32,07}{100} \times 73,6 = 23,6$$

Il y aura 23,6 millions d'habitants de plus de 60 ans.

$$\text{D'une manière générale } \frac{\text{Pourcentage}}{100} \times \text{nombre d'éléments de l'ensemble}$$

3 Interpréter un pourcentage

Le pourcentage permet de passer des valeurs absolues aux valeurs relatives. Il exprime une proportion, c'est-à-dire qu'il permet de mesurer l'importance d'une partie par rapport à un ensemble. *73,6 millions et 23,6 millions sont des valeurs absolues. La proportion exprimée en pourcentage (32,07 %) désigne une valeur relative.*

Les valeurs relatives sont utilisées pour faire des comparaisons dans l'espace et dans le temps car il n'est pas commode de comparer un grand nombre de valeurs absolues.

Il faut accorder une grande importance à l'univers de référence pour éviter les contresens : un taux de TVA s'applique au prix hors taxe et non TTC... Le pourcentage exprime aussi une variation.

PIÈGES À ÉVITER

- Confondre pourcentage et proportion.
- Mal poser les opérations.

APPLICATION

Doc.

Budget de l'État voté en 2012 : la répartition des dépenses

Dépenses	En milliards d'€	En %
Dotation des pouvoirs publics (dépenses présidence République, Assemblée nationale, Sénat, Conseil constitutionnel, Haute Cour de justice...)	1	0,3
Dépenses de personnel	129,9	41,3
Dépenses de fonctionnement (« train de vie de l'État »...)	45,9	14,6
Charge de la dette de l'État (intérêts)	48,8	15,5
Dépenses d'investissement	12,7	4,1
Dépenses d'intervention (aides économiques, à l'emploi, aides sociales)	70,1	22,3
Dépenses d'opérations financières (prêts aux ménages, prêts d'honneur étudiants, aux entreprises, avances aux constructeurs aéronautiques...)	6	1,9
Total	314,4	100

www.bercy.gouv.fr, 2012

- 1 **Calculez les valeurs manquantes dans le tableau en ne gardant qu'un chiffre après la virgule et en procédant aux arrondis nécessaires.**

Calculs de pourcentages : $\frac{1}{314,4} \times 100 = 0,3 \%$

Calcul de la valeur absolue manquante : $\frac{1,9}{100} \times 314,4 = 5,97$ soit après arrondi 6 milliards d'euros.

- 2 **Quelle différence faites-vous entre les deux opérations suivantes ?**

Opération 1 $\frac{1}{314,4} \times 100 = 0,3 \%$ et Opération 2 $\frac{1}{314,4} = 0,003$

La première opération exprime un pourcentage, c'est-à-dire une valeur $< = > 100$.

La seconde opération exprime une proportion dont la valeur est comprise entre 0 et 1.

Un pourcentage sert donc à exprimer une proportion par rapport à 100.

- 3 **Quelles sont les quatre catégories de dépenses les plus importantes ? Donnez un exemple pour chacune d'elles.**

Les dépenses de personnel arrivent en tête : 41,3 %. Cela représente les rémunérations et les pensions des fonctionnaires. Ensuite, les dépenses d'intervention s'élèvent à 22,3 %. Ce sont les aides au logement et à sa construction, le versement du RSA... La charge de la dette vient en troisième position : 15,5 %. Ce sont les intérêts cumulés de la dette. Enfin, les dépenses de fonctionnement, 14,6 %, représentent les loyers, le parc automobile, l'entretien...

- 4 **Justifiez l'importance des deux premières catégories de dépenses.**

Outre les fonctions régaliennes assurées traditionnellement par l'État, l'État français fournit des biens et des services qui ne sont pas assurés par le marché (voir chapitre 14).

- 5 **Quel est l'intérêt d'exprimer en pourcentage les dépenses de l'État ? Donnez un exemple.**

Cela donne le poids respectif des dépenses par poste, cela permet de les comparer plus facilement que lorsque l'on s'exprime en valeurs absolues. Il est plus parlant de dire que les dépenses de personnel représentent 41,3 % de l'ensemble des dépenses que 129,9 milliards d'euros.

► Calculer et interpréter des variations

L'étude des variations en économie est une constante : elle permet en effet de comparer des phénomènes dans le temps et d'en tirer des conclusions. Mais comment mesurer une variation dans le temps et quelles précautions prendre pour interpréter les résultats ?

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

1 Calculer un taux de variation (ou de croissance ou pourcentage d'évolution ou de variation)

Le prix moyen d'une baguette a évolué de 0,70 € en 2005 à 0,90 € en 2012.

La mesure de l'évolution d'une grandeur s'effectue de trois manières.

– **Variation absolue** : écart = valeur d'arrivée (V_a) – valeur de départ (V_d) soit 0,90 € – 0,70 € = 0,20 €

– Cette mesure (0,20 €) est insuffisante car on ne sait rien de l'importance de cet écart par rapport à la valeur de départ.

– **Variation relative** : on rapporte l'écart ($V_a - V_d$) à la valeur de départ (V_d) soit $\frac{V_a - V_d}{V_d}$

– Cela donne : $\frac{0,90 - 0,70}{0,70} = 0,29$ mais ce n'est pas très parlant. C'est pourquoi on exprime

souvent une variation relative par un taux de variation.

– **Le taux de variation** s'exprime en pourcentage : $\frac{V_a - V_d}{V_d} \times 100$ soit $\frac{0,90 - 0,70}{0,70} \times 100 = 29\%$

Il est plus parlant de dire que le prix moyen d'une baguette a augmenté en six ans de 29 % que dire de 0,29 ou de 0,20 €.

2 Calculer un indice ou un coefficient multiplicateur

La population française est passée de 29 361 (milliers d'habitants) en 1801 à 65 002 en 2011. Comment mesurer sa variation ?

• **Coefficient multiplicateur** On veut savoir par combien a été multipliée la population de l'année 1801 (V_d) pour obtenir la nouvelle population en 2011 (V_a). Appelons m le coefficient multiplicateur : $m = \frac{V_a}{V_d}$. 29 361 $m = 65\,002$ d'où $m = \frac{65\,002}{29\,361} = 2,21$. La population a

été multipliée par 2,21 depuis 1801. Si on compare au taux de variation $\frac{65\,002 - 29\,361}{29\,361} \times 100 = 121,39\%$, on peut donc dire : une augmentation de 121,39 % corres-

pond à une multiplication de la grandeur par 2,21. Cette dernière valeur est plus aisée à interpréter.

On peut donc dire que : $m = \frac{\text{Taux de variation}}{100} + 1$

Quand la variation d'un phénomène est forte (taux > 100 %) il est préférable de l'exprimer par un coefficient multiplicateur.

• **Indice de variation** On choisit une valeur particulière de la série à laquelle on affecte par convention la valeur 100. Cette valeur de référence est appelée base. Puis on transforme les autres valeurs de la série en indice.

$i = \frac{V_a}{V_d} \times 100$ soit $\frac{65\,002}{29\,361} \times 100 = 221,39$. L'indice de la population pour l'année 2011 est de

221,39. Ainsi à une augmentation de 121,39 % correspond l'indice 221,39 (base 100 année 1801). L'indice correspond au coefficient multiplicateur multiplié par 100.

3 Interpréter la mesure de la variation dans le temps

- Un taux de variation peut être aussi bien un taux d'accroissement (taux de croissance) s'il traduit une hausse de la grandeur qu'un taux de décroissance s'il traduit une diminution (taux de croissance négatif).
- Points et pourcentages ne doivent pas être confondus. On rencontre souvent dans la presse la notion de « points » associée à un taux de variation : par exemple, « le taux de croissance du PIB a augmenté de 1 point » pour dire qu'il est passé de 2 à 3 % en un an. On ne peut pas dire que la croissance a augmenté de 1 % car le taux de croissance a augmenté en réalité de 50 %.

PIÈGES À ÉVITER

- Confondre valeur relative et variation relative ; variation absolue et variation relative.
- Confondre taux de croissance, indice, coefficient multiplicateur.
- Ajouter des taux de croissance....

APPLICATION

Évolution du produit intérieur brut de 2005 à 2010

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PIB en valeur (en milliards d'euros courants)	1 718,0	1 798,1	1 886,8	1 933,2	1 889,2	1 932,8
Taux de croissance en valeur (%)	4,0	4,7		2,5	- 2,3	2,3
Indice des prix, base 100 en 2005	100	102,1	104,8	107,4	108	108,8
PIB en volume milliards d'euros de 2005	1 718,0	1 760,4	1 800,7	1 799,2	1 750,1	1 776,0
Taux de croissance en volume (%)	1,8	2,5	2,3	- 0,1	- 2,7	1,5

Insee, Comptes nationaux, 2011

1 Calculez le taux de croissance en valeur pour 2007.

$$\text{Taux de croissance 2007} : \frac{1\,886,8 - 1\,798,1}{1\,798,1} \times 100 = 4,9$$

2 Expliquez chaque valeur de la colonne 2010 surlignée et justifiez-la.

Le PIB français s'élève à 1 932,8 milliards d'euros évalués aux prix de l'année en cours. Il a progressé de 2,3 % par rapport à 2009. Les prix ont augmenté en 2010 de 8,8 % par rapport à 2005 (indice 108,8). Il faut donc éliminer les effets de la hausse de prix quand on veut mesurer l'évolution réelle d'indicateurs donnés en valeur. 1 776,0 représente le PIB exprimé en euros constants, base 2005, c'est-à-dire corrigé de l'inflation. Pour l'obtenir, l'opération est la suivante : $\frac{1\,932,8}{108,8} \times 100 = 1\,776$. Le PIB a progressé de 1,5 % par rapport

à 2009 en faisant comme si les prix n'avaient pas varié. La production s'est réellement accrue en un an de 1,5 % et non de 2,3 %.

3 Expliquez pourquoi les deux PIB sont égaux en 2005.

Parce que 2005 est l'année de référence, base 100.

4 Expliquez les taux de croissance (en volume) négatifs en 2008 et 2009.

En 2008, sous l'effet de la crise internationale, la production intérieure brute a diminué de 0,1 % par rapport à 2007. La récession s'est creusée en 2009 avec une diminution du PIB de 2,7 % par rapport à 2008.

5 Peut-on dire que la croissance a progressé de 4,8 % en 2006 et 2007 ?

Non, les taux de croissance ne s'additionnent pas car ils ne correspondent pas à la même population de référence, autrement dit, la base n'est pas la même. 2,5 % est obtenu en comparant les PIB 1 760,4 et 1 718 ; tandis que 2,3 % est obtenu à partir de la comparaison de nombres différents : 1 800,7 et 1 760,4.

► Analyser un tableau statistique

Le tableau statistique est un outil privilégié pour présenter de manière synthétique une grande masse de données chiffrées. Encore faut-il procéder avec méthode pour l'analyser.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

1 Identifier le tableau

– **Repérer le titre, la date de publication, la source.**

Le titre précise le phénomène étudié. Il permet souvent de le rattacher à des notions vues en cours. *Ex. : le revenu disponible.*

La date de la publication situe dans le temps, et la source précise l'origine officielle ou non des données : *Insee, ministère de l'Économie, BCE, revue...* La date et la source permettent de valoriser (actualité, fiabilité) ou de relativiser l'information.

– **Préciser les intitulés des lignes et des colonnes :** ce sont les critères d'analyse. Il est parfois intéressant d'en donner une définition. *Ex. : revenus, dépenses de consommation et d'épargne. Valeurs absolues et relatives pour 2010.*

– **Identifier les unités utilisées :** valeur, volume. Valeur absolue ou relative, milliards d'euros et pourcentage par rapport à 2009.

2 Traduire ce qu'expriment les données

– **Délimiter le champ d'analyse :** les données portent-elles sur l'ensemble d'une population ou sur une partie seulement ?

– **Dégager la tendance générale :** pour cela, on s'intéresse d'abord aux dernières lignes ou aux colonnes « total » ou « moyenne » ou « ensemble »... Cela permet de reformuler l'information essentielle ou la tendance donnée par le document. *Ici, l'essentiel porte sur le RDB d'après le titre.*

– **Comparer les données entre elles :** il s'agit de repérer les ruptures par rapport à la tendance générale. Les données atypiques ou extrêmes (minima, maxima...) sont identifiées. À cette phase, des calculs seront peut-être demandés (fiches outils 3 et 4). On situe les autres informations par rapport au RDB.

3 Interpréter à l'aide de ses connaissances

Expliquer en confrontant les informations recueillies avec ses connaissances, émettre des hypothèses explicatives, rechercher les liens, les conséquences... en fonction des questions posées. *Ex. : explication par la hausse des prix...*

4 Rédiger l'analyse

Cette rédaction est guidée par les questions posées. En l'absence de question précise telle que « analyser ce tableau »... on procède de la manière suivante.

– **Présenter le tableau :** titre, date, source, champ d'analyse, unités utilisées...

– **Décrire les données en allant du général au particulier :** tendance générale, les écarts par rapport à la moyenne... On peut s'appuyer sur ses propres calculs.

– **Interpréter à l'aide de ses connaissances :** expliquer les liens, les corrélations, les causes, les conséquences...

– **Conclure si cela s'avère nécessaire.**

PIÈGES À ÉVITER

- Les erreurs d'interprétation des unités, la confusion entre valeurs absolues et valeurs relatives par exemple.
- Les erreurs sur le fond ou l'absence de connaissances.

APPLICATION

À partir de ce tableau, dans un paragraphe d'une quinzaine de lignes, présentez et expliquez l'évolution du revenu des ménages et de son utilisation en 2010.

Doc.

Revenu des ménages	Montants en milliards d'€ 2010	Évolution en % 2010 par rapport à 2009
Revenus primaires	1 438,3	1,6
Revenu disponible brut	1 292,1	2
Prestations sociales en nature ¹	350,4	2,9
Revenu disponible ajusté	1 642,5	2,2
Dépense de consommation finale	1 435,2	2,6
Épargne brute	207,3	- 1,0

1. Biens et services dont le coût est pris en charge par la collectivité : Éducation nationale, allocations logement...

Insee, Comptes nationaux, 2011 ◀

• Travail préparatoire

Critères d'analyse	Application
Titre	Le revenu disponible des ménages
Date et source	2010. Insee, organisme officiel : actualité et fiabilité des données
Intitulé lignes colonnes	Lignes : les revenus disponibles et leur utilisation Colonnes : Valeurs absolues et valeurs relatives
Unités	En milliards d'euros et en pourcentage par rapport à 2009
Le champ des données	Les données portent sur les revenus de l'ensemble des ménages et leur utilisation en dépenses de consommation et épargne.
Tendance générale	Le revenu disponible croît de 2 %
Les atypiques	Les revenus primaires n'augmentent que de 1,6 % La dépense de consommation progresse de 2,6 % L'épargne baisse de 1 %. Calcul taux d'épargne : $207,3 : 1\,292,1 \times 100 = 16 \%$
3-Interpréter à l'aide des connaissances	Le revenu disponible : revenus primaires – impôts-cotisations sociales + prestations sociales. Évolution plus rapide que les revenus primaires, peut-être due à l'augmentation des revenus de transfert ou à une moindre pression fiscale ? Le revenu disponible ajusté progresse de 2,2 % grâce à l'augmentation des dépenses d'éducation, de santé, de logement prises en charge par les administrations Les dépenses de consommation croissent plus vite que l'augmentation du RDB : augmentation des prix de l'alimentation, du carburant ? Nécessité de freiner l'évolution de l'épargne à 16 % alors qu'elle était supérieure en 2009.

• Résultat attendu

Le tableau de l'Insee nous présente, pour 2010, le revenu disponible brut des ménages et son utilisation en dépenses de consommation et épargne en valeur ainsi que son évolution par rapport à 2009.

Le revenu disponible progresse de 2 % tandis que l'évolution des revenus primaires ne croît que de 1,6 %. Le revenu disponible ajusté évolue de + 2,2 %. Les dépenses de consommation croissent plus vite (+ 2,6 %) que l'augmentation du revenu disponible brut tandis que le taux d'épargne diminue de 1 % par rapport à 2009, s'établissant à 16 % du revenu disponible brut.

Le revenu disponible des ménages, revenu dont ils disposent réellement pour consommer, a augmenté plus vite que les revenus primaires d'activité. Puisque le revenu disponible est le revenu qui reste après avoir payé les impôts et les cotisations puis après avoir reçu les prestations sociales, on peut faire l'hypothèse que cette évolution est due plutôt à une augmentation des revenus de transfert qu'à une moindre pression fiscale par rapport à 2009. Les dépenses de consommation croissent plus vite que l'augmentation du RDB, phénomène peut-être dû à l'augmentation des prix de l'alimentation, du carburant. Il est alors nécessaire, en situation de crise, de diminuer l'épargne. Enfin, l'augmentation du revenu disponible ajusté témoigne de l'augmentation des prix ou du volume des dépenses prises en charge par les administrations (santé, éducation, logement).

➤ Analyser un graphique

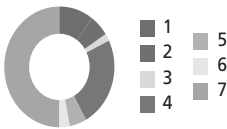
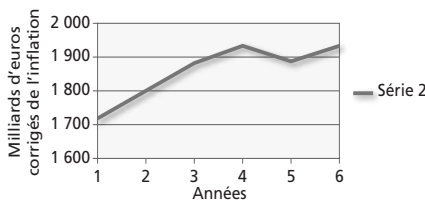
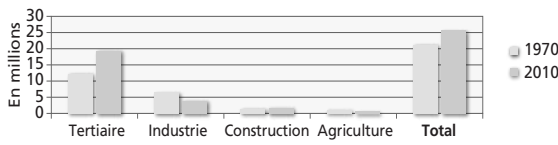
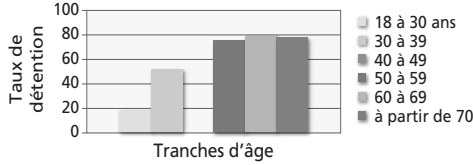
Nous sommes submergés par un flot d'informations chiffrées. La représentation graphique permet de fournir une vision d'ensemble éclairante pour l'analyse.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

1 Repérer le titre, la date de publication, la source

La date et la source permettent de valoriser (actualité, fiabilité) ou de relativiser l'information. Le titre précise le phénomène étudié.

2 Identifier le type de graphique utilisé

Types	Exemples
Répartition : le diagramme circulaire <i>Choisi pour sa clarté</i> <i>Permet aussi les comparaisons</i>	
Évolution dans le temps : la courbe <i>Donne une image rapide de l'évolution d'une grandeur</i> <i>Met en évidence les phénomènes importants</i>	
Comparaison : le diagramme en bâtons <i>Pour représenter des séries à caractère discontinu</i>	
Ou L'histogramme : <i>Pour représenter des séries à caractère continu</i>	

3 Identifier les unités et l'échelle utilisées

Unités de temps (*années*), valeurs absolues (*quantité*), pourcentages...

4 Repérer la tendance générale

Rechercher si les valeurs augmentent, diminuent, stagnent, ou les valeurs dominantes dans un graphique de répartition pour reformuler l'information essentielle.

5 Procéder à un repérage plus précis

Mettre en évidence les différentes phases d'évolution, les pics, les creux, les écarts par rapport à la tendance constatée, les groupes homogènes ou opposés, les « accidents ». À cette phase, des calculs seront peut être demandés.

6 Interpréter à l'aide de ses connaissances

Expliquer en confrontant les informations recueillies avec ses connaissances, émettre une hypothèse explicative, rechercher les conséquences. *Ex. : les acheteurs, en période de crise, orientent leurs achats vers les produits moins chers.*

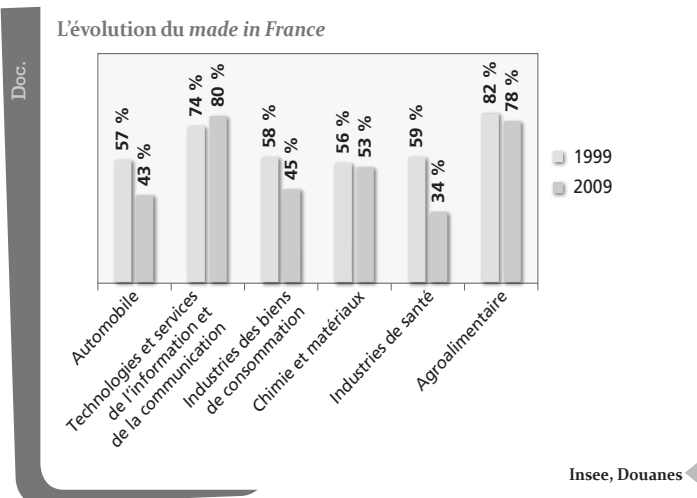
7 Rédiger l'analyse

Reformuler d'abord la question posée par le graphique, puis l'information essentielle et enfin les phénomènes particuliers en donnant des hypothèses explicatives.

- Les erreurs d'échelle et d'interprétation.
- Confusion valeurs absolues/valeurs relatives.

PIÈGES À ÉVITER

APPLICATION



Présentez et expliquez l'évolution des produits *made in France*.

• Travail préparatoire

Critères d'analyse	Application
Titre, date, source	Évolution de la part des produits <i>made in France</i> dans les achats. 2010 sans doute. Source Insee, Douanes
Type de graphique	En bâtons. Facilite la comparaison 1999/2009
Unités	Pourcentages par secteur d'activité
Tendance générale	Les produits achetés <i>made in France</i> semblent globalement en léger recul.
Analyse plus fine et interprétation	Information et communication progressent : +6 %. Dynamisme technique et commercial des opérateurs ? Santé perd 25 %, Automobile 14 %, Biens de consommation 13 % : ouverture intégrale des frontières, marché élargi à l'Union européenne et aux pays à faibles coûts salariaux, délocalisations... Les acheteurs, en période de crise, orientent leurs achats vers les produits moins chers ? Agroalimentaire et chimie résistent mieux : professionnels moins sensibles au prix ?

• Résultat attendu

Ce graphique de l'Insee soulève la question de l'évolution de la part des produits *made in France* parmi l'ensemble des produits achetés entre 1999 et 2009. Les produits achetés *made in France* semblent globalement en léger recul. L'information et la communication sont le secteur où les achats de produits *made in France* progressent : + 6 %. Les opérateurs Internet et téléphoniques français font preuve de dynamisme technique et commercial. Par contre, le secteur de la santé perd 25 %, l'automobile 14 %, les biens de consommation 13 %, sans doute à cause de l'ouverture intégrale des frontières : marché élargi à l'Union européenne et aux pays à faibles coûts salariaux, délocalisations... En outre, les acheteurs, en période de crise, orientent leurs achats vers les produits moins chers. L'agroalimentaire et la chimie résistent mieux, peut-être parce qu'ils sont destinés aux professionnels, moins sensibles au prix.

➤ Argumenter en économie

Argumenter consiste, à propos d'un thème ou d'un sujet, à soutenir une thèse, un point de vue, une opinion, en réponse à une problématique. Argumenter, c'est vouloir ou convaincre ou persuader ou délibérer. Il importe donc de définir la stratégie la plus habile.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

1 Définir la stratégie la plus efficace en fonction de la finalité visée

Pour convaincre, celui qui argumente fait appel à la raison, aux facultés d'analyse et de raisonnement, à l'esprit critique du destinataire pour obtenir son accord. **Persuader** fait appel aux sentiments et à l'affectivité en prenant appui sur des valeurs partagées : égalité, solidarité... **Délibérer**, c'est tenir compte de thèses différentes, avec lesquelles on entre en discussion dans une délibération, solitaire (monologue délibératif) ou collective (dialogue). **Le schéma argumentatif** peut varier : on peut choisir de défendre sa propre thèse et de passer sous silence celle de ses adversaires ; on peut aussi commencer par réfuter la thèse adverse ou, à l'inverse, se montrer conciliant en acceptant quelques points (mineurs) de la thèse adverse afin de mieux disposer le destinataire à accepter la sienne.

2 Exposer la problématique ou l'idée ou la proposition à prouver

C'est le préalable à la recherche d'arguments : « *nécessité d'arbitrer entre efficacité du marché et intervention de l'État* ». C'est parfois une réponse à une question ou à un travail à faire.

3 Établir la liste des arguments pertinents à l'appui de la thèse

- Les arguments sont issus des connaissances personnelles ou issues du document.
- Ces arguments sont illustrés par **des exemples** variés qui sont autant de preuves : tirés de l'expérience personnelle, des lectures, des divers domaines de la connaissance : sciences, histoire, philosophie... *Les prélèvements de l'État pour financer les prestations nécessaires à certains peuvent conduire à moins travailler ou à moins épargner...*

• Les types d'arguments pouvant être utilisés

L'argument d'autorité : on fait référence à une autorité experte et reconnue. *Selon Stiglitz, le marché ne distribue pas équitablement la richesse produite.*

L'analogie, qui consiste à comparer deux faits, deux situations pour en déduire une valeur explicative, pour donner en exemple : *comme dans la vente aux enchères...*

Les rapports de cause à effet. Tel phénomène entraîne tel autre phénomène selon le postulat du déterminisme. *Les achats s'effectuent en fonction du revenu. Or les revenus sont fonction de la qualification. Certains ont une qualification tellement défailante qu'ils doivent recourir à l'assistance pour nourrir leurs enfants...*

Les avantages ou les inconvénients. Recherche des effets positifs et négatifs.

L'utilisation de données scientifiques, historiques, numériques. En principe elles sont irréfutables. *Ex. : d'après l'Insee, 7,5 % de la population française vit sous le seuil de pauvreté soit 954 € par mois en 2010.*

La réfutation anticipée d'arguments contraires : l'intervention de l'État peut réduire l'efficacité du marché en incitant à moins travailler ou à moins épargner.

L'appel aux valeurs supérieures. Quand on fait appel aux sentiments ou aux émotions de l'interlocuteur, on cherche à persuader en utilisant des valeurs ou des repères culturels communs : le travail, la solidarité, l'égalité, la fraternité...

4 Organiser son argumentation

- On ordonne les arguments dans le cadre d'un raisonnement selon un plan et une progression argumentative du moins important au plus important.
- Pour appuyer le raisonnement, on relie les arguments entre eux par des connecteurs logiques qui jouent le rôle de balises ou de poteaux indicateurs.

5 Rédiger son argumentation

- On introduit par l'exposé de la problématique ou de la thèse... que l'on explique.
- On développe une idée : on donne un argument, on l'explique, on donne un exemple, on apporte une preuve (éventuellement). On enchaîne sur un autre argument que l'on situe par rapport au précédent à l'aide d'un connecteur logique.
- On développe l'idée suivante...
- On conclut l'argumentation : *il faut trouver un équilibre en arbitrant entre efficacité du marché et intervention de l'État pour corriger les inégalités.*

PIÈGES À ÉVITER

- Erreur d'interprétation ; erreur de stratégie.
- Erreurs dans les connaissances ; non-pertinence des arguments utilisés.
- Mauvaise maîtrise des connecteurs logiques et du schéma argumentatif.

APPLICATION

Doc.

Beaucoup estiment que le marché distribue les biens entre les ménages de manière discutable. « Tout en reconnaissant l'efficacité du capitalisme pour produire de la richesse, on reste mal à l'aise quant à la façon dont ce même marché distribue dans certains cas cette richesse et quant aux effets d'une concurrence sauvage sur la société.¹ » Tout comme des personnes qui prennent part à des enchères, ce que les participants au marché veulent et peuvent payer dépend de leur revenu. Les revenus diffèrent nettement selon les professions. Certains groupes d'individus, notamment ceux qui n'ont aucune qualification valorisée par le marché, reçoivent un revenu tellement faible qu'ils ne peuvent ni se nourrir ni éduquer leurs enfants sans aide. L'État fournit de l'assistance sous la forme de mesures visant à réduire l'inégalité des revenus. Les mesures qui amortissent l'impact des marchés sur la distribution risquent toutefois d'émousser les incitations économiques. Alors que les prestations sociales constituent un filet de protection essentiel pour les personnes pauvres, les impôts ou les cotisations nécessaires pour les financer peuvent dissuader les contribuables de travailler ou d'épargner. Si l'État prend un euro chaque fois qu'un individu gagne deux ou trois euros, celui-ci ne sera guère incité à beaucoup travailler. Et si l'État prend un euro pour deux ou trois euros provenant du revenu de l'épargne, sous forme d'intérêts ou de plus-values réalisées, ce même individu ne sera pas non plus beaucoup incité à épargner. Il aura tendance à consommer davantage. Par conséquent, les efforts de l'État pour redistribuer les revenus peuvent aller à l'encontre de l'efficacité économique.

Le fait que l'on fasse confiance en priorité aux décisions privées, aux États-Unis et dans les pays européens, traduit l'idée, partagée par la plupart des économistes, que cette confiance est justifiée et nécessaire pour que le système économique soit efficace. Cela n'exclut pas toutefois que certaines interventions de l'État puissent être souhaitables. Déterminer l'équilibre entre préoccupations d'égalité (ou préoccupations d'équité) et préoccupations d'efficacité, tout comme déterminer l'équilibre entre secteur public et secteur privé, fait partie des grands problèmes de l'économie moderne. Comme toujours, des arbitrages sont inévitables.

1. Alan Greenspan, économiste et président de la Federal Reserve Bank of Kansas City, 25 août 2000.

J. Stiglitz, C. Walsh, J.-D. Lafay, *Principes d'économie moderne*, De Boeck, 2007 ◀

1 Surlignez la thèse et identifiez les arguments avancés.**2 Présentez deux types d'arguments, hors redistribution, en faveur de l'intervention de l'État dans l'économie.**

Le marché connaît des défaillances dans deux domaines qui nécessitent l'intervention de l'État. Il doit d'abord supprimer les effets produits par les externalités négatives : ainsi, une commune doit-elle procéder au nettoyage des plages souillées par les algues vertes qui prolifèrent à cause des nitrates rejetés par l'agriculture. C'est ce qui se passe dans certaines communes littorales de Bretagne. En outre, l'État doit fournir des biens collectifs, nécessaires à la vie économique et sociale, que le marché n'accepte pas de proposer : ainsi, l'éclairage public est un service nécessaire tant pour le confort que pour la sécurité de tous ; mais il est impossible à facturer au passant car il est difficile à individualiser. La fourniture de ce service « gratuit » n'intéresse donc pas le marché.

➤ Rechercher une information économique

L'économie est une discipline vivante en constante évolution. Les médias et les institutions déversent chaque jour des tonnes d'informations qui ne sont pas équivalentes. Internet est également un outil puissant pour accéder rapidement à l'information. Mais comment faire pour trouver l'information valide, pertinente et actuelle ?

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

1 Bien identifier ce que l'on cherche

Que demande-t-on ? Reformuler clairement la question.

2 Inventorier les sources possibles et apprécier leur pertinence

Statistiques françaises Informations économiques nationales officielles Grande fiabilité. Actualité	www.insee.fr , www.economie.gouv.fr www.banque-france.fr , www.ladocumentationfrancaise.fr www.vie-publique.fr , www.service-public.fr , www.inegalites.fr www.cae.gouv.fr Le site pédagogique « Apprendre avec l'Insee » : www.cndp.fr/stat-apprendre/insee/
Statistiques de l'Union européenne Grande fiabilité. Actualité	http://epp.eurostat.ec.europa.eu , http://ec.europa.eu www.ecb.int/html/index.fr
AAI Grande fiabilité. Actualité	www.arcep.fr , www.amf-france.org , www.cnil.fr , www.csa.fr , www.cre.fr , www.autoritedelaconcurrence.fr
Organisations parapubliques Fiabilité. Actualité	www.ratp.fr , www.edf.com , www.gdfsuez.com www.sncf.com , www.francetelecom.com , www.laposte.fr
Informations Presse Fiabilité variable (opinions de journalistes) Actualité forte	www.lesechos.fr , www.capital.fr , www.lemonde.fr www.alternatives-economiques.fr
Sites gratuits de sociétés Fiabilité variable. Actualité	www.lafinancepourtous.com/ www.lesclesdelabanque.fr www.immobilier.notaires.fr www.gecodia.fr/
Dictionnaire économique	www.insee.fr , www.alternatives-economiques.fr
Opinion sur... Économistes Fiabilité variable. Actualité forte	www.lecercladeseconomistes.asso.fr (éclairage sur l'actualité économique) www.elie-cohen.eu/contact.php3 via le site www.alternatives-economiques.fr où l'on sélectionne parmi les blogs l'économiste recherché. http://ses.ens-lyon.fr/ qui donne aussi les sites et blogs des économistes français

3 Hiérarchiser les sources en fonction de la recherche

On choisit, par principe, un site officiel. Si on demande une opinion sur..., on choisit un site d'économiste ou de presse.

4 Utiliser un moteur de recherche si on ne connaît pas la source

On utilise alors un moteur de recherche qui permet d'accéder à l'information recherchée à l'aide de mots clés saisis dans un formulaire. Google est très performant en la matière (www.google.fr). Toutefois, il faut parfois préférer la « recherche avancée » pour une recherche plus précise.

5 Apprécier la qualité de l'information

Comme cela a été dit en 2 il faut s'interroger sur le statut de l'informateur, le degré de sérieux de la source, l'actualité de l'information.

PIÈGES À ÉVITER

- Mauvais choix de la source ou du site à consulter.
- Erreur dans le mot clé.
- Information obsolète.

APPLICATION

Recherchez les informations suivantes en indiquant la procédure à suivre et le résultat obtenu.

Informations à rechercher	Procédure à suivre	Résultat de la recherche
Définition productivité	Site choisi : www.insee.fr On sélectionne successivement : – Définitions et méthodes – Définitions – Productivité	En économie, la productivité est définie comme le rapport, en volume, entre une production et les ressources mises en œuvre pour l'obtenir.
Répartition des revenus 2010 Comparaison France Allemagne	Site choisi : Ec.europa.eu On sélectionne successivement : – Statistiques – Revenus et conditions de vie – Principaux tableaux – Répartition du revenu et pauvreté monétaire – Répartition des revenus – Inégalité de répartition des revenus	Le rapport entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres en 2010 est de : Allemagne : 4,5 France : 4,5
Missions fondamentales BCE	Site choisi : www.ecb.int/ecb/html/index.fr Dans le menu, cliquer sur les missions.	En vertu de l'article 105, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne, les missions fondamentales consistent à : définir et mettre en œuvre la politique monétaire de la zone euro ; conduire les opérations de change ; détenir et gérer les réserves officielles de change des pays de la zone euro (voir gestion du portefeuille) ; promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement.
Résumé de la décision de l'Autorité de la concurrence relative aux ententes à propos des panneaux de signalisation routière	Site choisi : www.autoritedelaconcurrence.fr Dans rechercher une décision, inscrire : « Entente panneaux signalisation » et valider. Sélectionner la décision recherchée puis communiqué de presse	22 décembre 2010 : Cartel dans le secteur des panneaux de signalisation routière verticale. L'Autorité de la concurrence sanctionne 8 entreprises, dont des acteurs majeurs du secteur, pour s'être entendues pendant une dizaine d'années sur la quasi-totalité des marchés lancés par les collectivités publiques en France.
Distinguer secteur public et service public	Site choisi : www.vie-publique.fr Dans « Rechercher mots clés » inscrire « Secteur service public »	Le secteur public regroupe toutes les activités économiques et sociales prises en charge par les administrations, les entreprises publiques et les organismes publics de Sécurité sociale. Les activités de service public peuvent être prises en charge par des organismes privés (délégations de service public) qui, par définition, n'appartiennent pas au secteur public. Le « périmètre » du service public est plus large que celui du secteur public.
Opinion d'un économiste sur la formation des prix sur un marché : blog de Gilles Raveaud ou d'Arnaud Parienty	Site : www.alternatives-economiques.fr On sélectionne : blogs/Raveaud/ Dis, c'est quoi un marché ?	La formation des prix : pour B. Guerrien, ce sont les entreprises qui fixent leurs prix de vente, tandis que pour R. Guesnerie, les prix s'établissent par rencontre entre l'offre et la demande.

On peut bien sûr utiliser Google à condition de sélectionner ensuite le site adéquat selon les procédures indiquées ci-dessus.

A

Action : titre de propriété négociable représentant une part de capital de société rémunéré par un dividende (part variable des bénéfices).

Administration : agent économique sans but lucratif qui fournit des services à titre gratuit ou presque.

Agent économique : centre de décision autonome qui assure une fonction principale identifiée. On distingue l'agent entreprise, ménage, institution financière, administration et extérieur.

Arbitrage : action de trancher entre plusieurs choix possibles.

Autofinancement : moyens de financement obtenus au sein même de l'entreprise grâce à son activité (bénéfices non distribués aux actionnaires et dotations aux amortissements).

B

Banque : établissement de crédit qui reçoit les dépôts, accorde des crédits et gère les moyens de paiement de sa clientèle.

Besoin : sentiment de privation, de manque qui peut être satisfait par l'acquisition de biens et de services.

Besoin de financement : situation d'un agent économique lorsque son épargne est inférieure aux investissements qu'il souhaite réaliser.

Besoin primaire : sentiment de manque dont la satisfaction est indispensable à la vie (se nourrir, se vêtir, se loger...).

Bien collectif : bien susceptible d'être consommé par plusieurs consommateurs qui n'est pas divisible et dont le coût de production ne peut être imputé à un individu en particulier ; ex. : phare en mer. C'est un bien public.

Bien économique : tout objet ou service qui procure une satisfaction, existe en quantité limitée et peut s'échanger sur un marché. C'est un bien rare ou produit par l'homme.

Bien libre : bien disponible en abondance, immédiatement disponible, aucun travail n'étant nécessaire pour en bénéficier (air, soleil).

Budget de l'État : document retraçant les prévisions des recettes et des dépenses de l'État pour une année civile. Son exécution est autorisée par la loi de finances votée par le Parlement.

C

Capacité de financement : épargne de certains agents économiques, les ménages en général, disponible pour les autres agents.

Capital : notion économique qui peut avoir deux sens fondamentaux. C'est un actif (ce que l'on possède), un patrimoine susceptible de procurer un revenu. Mais c'est aussi un facteur de production qui sert à produire d'autres biens.

Capital circulant : ensemble des biens totalement détruits au cours d'un cycle de production. Ce sont les matières premières, l'énergie...

Capital fixe : notion de comptabilité nationale désignant les biens d'équipement utilisés dans le processus de production. C'est l'ensemble du capital technique.

Capital humain : compétences professionnelles et intellectuelles d'un sujet qui améliorent son efficacité productive. Ce capital augmente grâce à l'expérience et la formation.

Capital technique : ensemble des moyens de production durables dont dispose l'entreprise (terrains, bâtiments, machines...).

Circuit économique : représentation schématique simplifiée décrivant les opérations réalisées entre les différents agents économiques.

Coefficient budgétaire : part d'un poste de dépense appelé poste budgétaire d'un ménage dans le total de la consommation. Il est exprimé en %.

Combinaison des facteurs de production : agencement dans des proportions variables des différents facteurs de production pour produire un bien ou un service.

Concurrence : structure de marché où vendeurs et acheteurs sont suffisamment nombreux pour qu'aucun ne puisse exercer une influence sur le prix.

Consommation : opération économique consistant dans l'utilisation immédiate d'un bien ou d'un service qui sera détruit dans ce processus.

Consommation effective des ménages : comprend, en plus des biens et des services acquis par leurs propres dépenses de consommation finale, les biens et les services qui, ayant fait l'objet de dépenses de consommation individuelle des administrations publiques ou des ISBLSM, donnent lieu à des transferts sociaux en nature de leur part vers les ménages (remboursement Sécurité sociale, éducation...).

Consommation finale : total des dépenses de consommation supportées directement par les ménages.

Consommation marchande : utilisation d'un bien ou d'un service acheté sur un marché.

Consommation non marchande : utilisation d'un bien ou d'un service ne s'échangeant pas sur un marché et dont le prix est inférieur au coût de production ou est nul.

Crédit : ressources prêtées par une banque ou un établissement financier à un agent économique qui s'engage à payer des intérêts et à rembourser le capital emprunté.

Croissance économique : accroissement durable de la production globale d'une économie.

Croissance en valeur : elle est évaluée aux prix courants.

Croissance en volume : pour corriger les effets de la hausse des prix, on mesure l'évolution en évaluant la production au prix d'une année de référence (on évalue la production de 2012 au prix de 2005 par ex.).

D

Défaillance du marché : dysfonctionnement du marché lié soit aux externalités négatives de l'activité économique soit à l'absence de fourniture de biens collectifs par le privé (éclairage public). L'État va donc intervenir pour y suppléer.

Déficit public : les recettes de l'État sont inférieures aux dépenses.

Demande : quantité de biens ou de services que les acheteurs sont prêts à acquérir pour un certain prix.

Dividende : revenu variable reçu par un actionnaire d'une société et correspondant à une fraction des bénéfices distribués en contrepartie du nombre d'actions détenues.

E

Échange : opération par laquelle on acquiert un bien ou service en contrepartie soit de monnaie soit d'un autre bien ou service (troc).

Économie : étude de la production, de la répartition et de la consommation des biens ou services rares.

Entente : accord passé entre plusieurs entreprises dans le but de fausser le libre jeu de la concurrence. Cette entente est illégale.

Entreprise : organisation qui produit des biens et services pour les vendre sur un marché.

Entreprise publique : entreprise dont le capital ou la majorité du capital appartient à l'État.

Épargne : partie du revenu qui n'est pas consommée.

État gendarme : rôle de l'État qui est réduit à sa fonction principale d'assurer la sécurité intérieure et extérieure d'un pays (police, défense nationale et justice).

Exportation : ventes à l'étranger de marchandises fabriquées sur un territoire donné.

Externalité : avantage ou inconvénient résultant de l'activité d'un agent économique sur les autres agents (externalité négative : pollution ou externalité positive : implantation qui génère des créations d'emplois)

F

Facteur de production : ensemble des éléments combinés dans des proportions variables pour produire (capital et travail).

Financement direct : financement assuré par le marché des capitaux (vente de titres tels qu'actions ou obligations).

Financement indirect : financement réalisé par l'intermédiaire des banques (crédit).

Flux : mouvement de circulation de biens et de services (flux réels) ou de monnaie (flux monétaires) entre deux agents économiques.

G

Gains de productivité : ressource supplémentaire obtenue par l'entreprise lorsque sa valeur ajoutée augmente plus rapidement (ou diminue moins vite) que le coût des facteurs de production.

I

Impôt : versement obligatoire effectué par les ménages et les entreprises au profit de l'État en vue de la couverture des dépenses publiques.

Innovation : mise en œuvre concrète d'une idée, d'une invention dans un cadre industriel ou commercial.

Insee : Institut national des la statistiques et des études économiques (organisme officiel).

Intérêt : revenu qui rémunère le prêt d'une somme d'argent pour une certaine durée.

Investissement : opération réalisée par un agent économique qui consiste à acquérir des moyens de production (machines...).

M

Marché : lieu de rencontre de l'offre des vendeurs et de la demande des acheteurs dans le but de réaliser un échange. Ce peut être un lieu réel ou virtuel.

Ménage : agent économique constitué d'une ou plusieurs personnes vivant sous le même toit (une famille, une caserne, un couvent représentent chacun d'eux un ménage).

Monnaie : ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques pour régler leurs transactions.

Monopole : situation de marché caractérisée par une entreprise qui est seule à vendre un produit ; elle peut donc fixer elle-même son prix.

O

Obligation : titre de créance à long terme émis par l'entreprise ou par l'État lorsqu'il emprunte des fonds auprès d'épargnants. L'obligation est rémunérée par un intérêt.

Offre : quantité de produits que les vendeurs souhaitent vendre à un prix donné.

Oligopole : situation de marché caractérisée par la présence d'un petit nombre de vendeurs face à une multitude d'acheteurs.

P

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services qu'un certain revenu permet d'obtenir.

Prix : expression monétaire de la valeur d'un bien ou d'un service.

Production : activité économique consistant à créer des biens et services destinés à être vendus sur un marché (production marchande) ou services gratuits ou quasi gratuits (production non marchande — de l'éducation nationale par exemple).

Productivité : rapport entre une production et les facteurs de production mis en œuvre pour la réaliser.

Produit intérieur brut (PIB) : somme de toutes les valeurs ajoutées créées par l'ensemble de l'économie pendant une année.

Profit : revenu de l'entreprise qui va permettre de rémunérer les propriétaires (dividendes) et qui vont constituer de nouveaux moyens de financement pour l'entreprise (autofinancement).

Progrès technique : ensemble des éléments qui permettent d'améliorer les méthodes de production et d'accroître la productivité.

R

Rareté : état d'une ressource disponible en quantité limitée.

Redistribution : action de l'État et des organismes de protection sociale qui consiste à prélever des impôts et des cotisations sociales afin de verser ensuite des prestations sociales.

Revenu : ressource perçue par un agent économique.

Revenu disponible des ménages : revenus primaires – impôts – cotisations sociales + prestations sociales.

Revenus primaires : ressources provenant de la répartition de la valeur ajoutée entre les agents. On distingue les revenus du travail et les revenus de la propriété.

Revenus mixtes : revenus de l'activité non salariée qui rémunèrent à la fois le travail fourni par l'entrepreneur individuel (artisan, agriculteur, commerçant...) et le capital apporté.

Revenus de transfert : revenus financés par les cotisations et par l'impôt, versés aux assurés sociaux pour les couvrir contre les risques sociaux (maladie, vieillesse, accident du travail...).

S

Salaire : rémunération du travail dans le cadre d'un contrat de travail.

Secteur public : regroupe toutes les activités économiques et sociales prises en charge par les administrations, les entreprises publiques et les organismes publics de Sécurité sociale (les caisses nationales).

Service public : activité d'intérêt général assurée, sous le contrôle de l'État, par un organisme public ou privé.

T

Taux de croissance du PIB : mesure de l'évolution de la croissance économique durant une année.

Taux d'épargne : part du revenu disponible consacré à l'épargne.

Traitement : rémunération du travail d'un fonctionnaire.

Travail : activité rémunérée.

V

Valeur ajoutée : c'est la richesse nouvelle créée par l'entreprise : la valeur ajoutée mesure sa contribution propre. On la calcule ainsi : valeur de la production – valeur des consommations intermédiaires utilisées.

Crédits photographiques

p.7	ph©Phovoir	p.59 (bd)	ph©Marta Nascimento/ Rea
p.8	ph©Phovoir	p.64	ph©Phovoir
p.11	ph©Phovoir	p.66	ph©Phovoir
p.12	ph©Phovoir	p.67	ph©Phovoir
p.14	ph©Phovoir	p.68	ph©Phovoir
p.18	ph©Phovoir	p.73	ph©Phovoir
p.20	ph©Crédit Agricole	p.83 (hg)	ph©Matton Images
p.22	ph©Mécanique Générale/ 3D	p.83 (hd)	ph©Phovoir
p.25	ph©Matton Images	p.93 (hg)	ph©Jean Glueck/F1 Online/ Photononstop
p.30	ph©H. de Oliveira/ Rea	p.93 (hd)	ph©Phovoir
p.31	ph©Phovoir	p.93 (bg)	ph©Xinhua/ Zuma/ Rea
p.35 (hg)	ph©Imagerie Rossignol/ Kharbine-Tapabor	p.93 (bd)	ph©Phovoir
p.35 (hd)	ph©Christian Dumont/ Rea	p.94	ph©Phovoir
p.36	ph©Benoit Decout/ Rea	p.95	ph©Matton Images
p.38	ph©STR New / Reuters	p.102	ph©Matton Images
p.39	ph©Benoit Decout/ Rea	p.108	ph©Phovoir
p.40	ph©Phovoir	p.112	ph©www.leboncoin.fr
p.42	ph©Phovoir	p.114	ph©Nicolas Tavernier/ Rea
p.45	ph©Phovoir	p.116	ph©Phovoir
p.48	ph©Phovoir	p.121	ph©Samuel Dhote/ Domyos
p.52 (m)	ph©Pierre Rousseau/CIT'images	p.127	ph©Gilles Rolle/ Rea
p.52 (d)	ph©Phovoir	p.129 (hg)	ph©Nicolas Tavernier/ Rea
p.55 (mg)	ph©Gong wenbao/ AFP	p.129 (hd)	ph©Pierre Gleizes/ Rea
p.55 (mm)	ph©James Lauritz/ Corbis	p.129 (m)	ph©Ian Hanning/ Rea
p.55 (md)	ph©Wong/ Sipa	p.130	ph©Baptiste Fenouil/ Rea
p.56	ph©Phovoir	p.132	ph©Phovoir
p.57	ph©CNDP-CRDP-INSEE	p.135	ph©Matton Images
p.58	ph©Phovoir	p.139	ph©Matton Images
p.59 (hg)	ph©F. Lepage/ Sipa	p.142	ph©Phovoir
p.59 (hm)	ph©Frank Perry/ AFP	p.144 (hg)	ph©Matton Images
p.59 (hd)	ph©AFP	p.144 (md)	ph©Matton Images
p.59 (bg)	ph©AFP	p.144(b)	ph©Phovoir

Maquette intérieur : Favre et Lhaïk
Illustrations : Anne Gallet
Composition et infographies : STDI
Iconographe : Katia Davidoff – Booklage
Éditions Foucher – Malakoff – 01 – Mai 2014 – SB – NF/BM

Achevé d'imprimer en France chez Jouve